

HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS



NOTE D'INFORMATION

AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPORT EN NATURE

Nombre d'actions émises : 53 599 actions

Prix de l'action : 690,0 dirhams

Montant global de l'opération : 36 983 310 dirhams

Souscription réservée aux actionnaires de la société ACPQualife

Organisme conseil et coordinateur global



Organisme centralisateur de l'opération

Attijariwafa bank



VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°03/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 03 juin 2010 sous la référence n°VI/EM/015/2010

Abréviations

AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
ASP	Application Service Provider
BAM b	Bank Al-Maghrib
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BKME	Bank of Kuwait and Middle East
CA	Chiffre d’affaires
CAF	Capacité d’autofinancement
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion (Maroc)
CDP	Caisse de Dépôt et de Placement (Québec)
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CFTL	Comité Français du Test Logiciel
CMI	Centre Monétique Interbancaire
CMPC	Coût Moyen Pondéré du Capital
DAB	Distributeur Automatique de Billets
DCF	Discounted Cash-Flows
Dh/Dhs	Dirham/ Dirhams
E	Estimé
EBE	Excédent Brut d’Exploitation
EBIT	Earnings Before Interests and Taxes
EBITDA	Earnings Before Interests, Taxes and Amortization
EMV	Europay MasterCard Visa
EPSI	Ecole Privée des Sciences Informatiques
ESG	Etat des Soldes de Gestion
ESIM	Ecole Supérieure d’Ingénieurs de Marseille
EVA	Ensemble Vers l’Avenir
FAFIEC	Fonds d’Assurance de Formation Ingénierie et Conseil
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
GPS	Global Payment Services
HSM	Hardware Security Module
HT	Hors Taxes
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
ISTQB	International Software Testing Qualifications

J2EE	Java Enterprise Edition
JCB	Japan Credit Bureau
KDh	Milliers de dirhams
MDh	Millions de dirhams
MENA	Middle East and North Africa
ND	Non-disponible
NS	Non significatif
OAT	Obligations Assimilables à du Trésor
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
P	Prévisionnel
P/B	Price to Book (capitalisation boursière / fonds propres)
PACA	Provence-Alpes-Côte d’Azur
PCI	Payment Card Industry
PDG	Président Directeur Général
PER ou P/E	Price Earning Ratio (capitalisation boursière / résultat net)
RH	Ressources Humaines
ROE	Return On Equity (résultat net de l’exercice n / fonds propres moyens des exercices n, n-1)
SA	Société Anonyme
SCS	Solutions Communicantes Sécurisées
SEPA	Single Euro Payments Area
SGMB	Société Générale Marocaine de Banques.
SI	Systèmes d’Information
SICAV	Société d’Investissement à Capital Variable
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TIC	Technologies de l’Information et de Communication
TMA	Tierce Maintenance Applicative
TPE	Terminal de Paiement Electronique
TRA	Tierce Recette Applicative
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
Var.	Variation
VE	Valeur d’entreprise
VPN	Virtual Private Network
USD	Dollar Américain
WAN	Wide Area Network
WIPO	World Intellectual Property Organization
WSUS	Windows Server Update Services

Définitions

Acquéreur	Banque qui garantit le paiement aux commerçants et/ou dispose de guichets automatiques bancaires ou tout autre réseau d'acceptation de cartes.
Active Directory	C'est une application qui fournit des services centralisés d'identification et d'authentification à un réseau d'ordinateurs.
Architectures n/ tiers	Architecture logicielle impliquant plusieurs composants ; chaque composant étant le client d'un et le serveur d'un autre. Le cas le plus simple de ce type d'architecture est le modèle client/serveur qui est en 2-tier.
ASP	Fourniture par un prestataire d'une application utilisable à travers un réseau. Le mode ASP permet aux émetteurs et aux acquéreurs de cartes d'externaliser la gestion de leur système monétique auprès d'un prestataire.
Back Office	Applications d'administration, d'exploitation, d'archivage et d'analyse des données manipulées par les transactions accomplies par le Front Office.
Carte à puce	Carte intelligente dotée d'un microprocesseur et d'une mémoire protégée. Le microprocesseur constitue l'intelligence de la carte et permet de logger une logique sous forme de combinaisons instructions/réponses qui, lorsqu'elles sont combinées au sein d'un programme, permettent de définir des applications. La mémoire permet de stocker : - des données d'identification de la carte à puce, de son émetteur et/ou propriétaire, des services offerts à travers la carte, mais également les habitudes de consommation du porteur de la carte ; - les programmes ou instructions permettant de traiter les données définies ci-dessus.
Carte bancaire	La carte bancaire est liée à un compte chèque et permet le retrait d'espèces et le paiement d'achats. Elle est à débit immédiat ou différé.
Carte de fidélité	Moyen d'identification et de suivi des habitudes de consommation des clients porteurs de la carte.
CMI	Créé en 2001, le Centre Monétique Interbancaire regroupe les principales banques du Maroc. Cet organisme, basé à Casablanca, a pour vocation d'assurer l'interopérabilité des moyens de paiement.
Credimax	Emetteur de cartes de crédit et acquéreur au Royaume de Bahreïn, Credimax est une filiale à 100% de la « Bank of Bahreïn and Kuwait ».
Diners Club Europe	Filiale Européenne de Diners Club International.
Emetteur	Organisme mettant en circulation des cartes pour sa clientèle (Ex. : banques, sociétés de crédit, etc.).
Emission	Opération par laquelle un organisme (banques, sociétés de crédit, etc.) met en circulation, en faveur de sa clientèle, des moyens de paiement (cartes).
EMV	Nouveau standard mondial établi par ces organismes de paiement définissant les principales structures pour les cartes à puce et assurant une interopérabilité pour les cartes et les terminaux.
EVA	Nom du Programme Qualité mis en place par HPS et certifié ISO 9001 / 2000 depuis décembre 2003.
Flex SDK	Flex SDK est une solution de développement permettant de créer et de mettre à jour des applications web efficaces se déployant à l'identique sur la plupart des navigateurs, postes de travail et systèmes d'exploitation.

Front office	Applications informatiques destinées au contact direct avec les clients, quel que soit le canal (GAB, TPE, Internet, téléphone mobile, etc.). Les données produites sont ensuite retraitées en Back Office.
GPS	Société bahreïnienne qui offre des services ASP dans le domaine du paiement électronique aux banques et autres émetteurs et acquéreurs dans la région du Golfe.
HSM	Boîte matériel, appelée aussi boîte noire, permettant d'effectuer de manière hautement sécurisée toutes les opérations de cryptage et décryptage nécessaires pour sécuriser les transactions de paiement électronique.
Intégrateur	L'intégration consiste en la customisation et l'adaptation du logiciel au besoin du client. Il s'agit du paramétrage ainsi que l'implémentation du logiciel dans l'environnement du client. L'activité d'intégration comprend également l'ensemble des prestations de maintenance.
Interopérabilité	L'interopérabilité est un modèle de fonctionnement qui permet à plusieurs organismes émetteurs et/ou acquéreurs d'offrir mutuellement leurs services à leurs clients respectifs. Cette interopérabilité peut être nationale, régionale ou internationale (Visa et Mastercard).
J2EE	Environnement de développement basé sur Java et les bibliothèques de programmation nécessaires au développement d'applications d'entreprise.
JCC Payment Systems	Centre national interbancaire de Chypre.
MENA	Région incluant les pays suivants : Algérie, Bahraïn, Egypte, Gaza et Cisjordanie, Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Kuwait, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Syrie, Tunisie, Turquie, Emirats arabes unis, Yémen.
Monétique	Désignée par les anglophones sous l'appellation « Payment Industry », cette discipline consiste en des techniques et procédés permettant l'automatisation des transactions de paiement.
Nilson Report	Publication qui traite des systèmes de paiement pour les consommateurs dans le monde entier.
Open Source	Licence de logiciel qui autorise la modification et la redistribution gratuite.
OSEO	Etablissement public, chargé en France de soutenir l'innovation et la croissance des PME.
PCI	Ensemble de règles à observer concernant la sécurité des cartes bancaires
Pôle de Compétitivité SCS	Il regroupe les acteurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications, du multimédia, des services et usages des TIC de la région PACA. La mission du Pôle est de favoriser l'émergence de projets collaboratifs innovants entre tous les acteurs (chercheurs, industriels, organismes de formation et collectivités territoriales) afin de concevoir et développer des solutions nouvelles qui intègrent composants, logiciels, réseaux et systèmes afin d'échanger et traiter des informations de manière sécurisée et fiable.
Prix Golden Chip	Les prix Golden Chip reconnaissent l'excellence dans les applications et les services TIC des sociétés innovantes dans la région MENA. Les prix ont été conçus par la Professionnel Computer Association of Lebanon (PCA) en association avec l'Organisation Arabe des TIC (IJMA3).
Reverse engineering	La rétro ingénierie (traduction littérale de l'anglais reverse engineering), est l'activité qui consiste à étudier un objet pour en déterminer le fonctionnement interne ou sa méthode de fabrication.

SEPA	Ce projet est né sous l'initiative d'établissements financiers de l'Union européenne ainsi que de la Suisse, du Liechtenstein, de la Norvège et de l'Islande qui ont constitué l'EPC ou European Payments Council (Conseil Européen des Paiements). Ce projet vise à harmoniser les transferts financiers, en devise euro, entre les pays membres (virements, prélèvements, carte bancaire, etc.) pour faire en sorte qu'un paiement transfrontalier en euro soit traité avec la même rapidité, la même sécurité et dans les mêmes conditions qu'un paiement domestique. La notion de domestique se trouve donc étendue (pour les paiements en euro) à la zone géographique citée plus haut.
Syntec	Syntec est une fédération composée de près de 1250 groupes et sociétés françaises spécialisées dans les professions de l'Ingénierie, des Services Informatiques, des Études et du Conseil, de la Formation Professionnelle.
Taux de bancarisation	Indicateur renseignant sur la pénétration des services bancaires dans la population.
Terminal de Paiement Electronique	Terminal capable de la lecture électronique des cartes de paiement, de certains contrôles de validité et de la transmission automatique des transactions vers l'acquéreur.
Terminal Point de Vente	TPE incluant des fonctions liées à l'activité du commerçant et à l'acceptation d'autres modes de paiement que la carte bancaire.
Tierce Recette Applicative	Terme désignant une prestation proposée principalement par les SSII. Elle correspond à la mise en place d'une méthodologie de tests aux différentes étapes d'un projet afin d'en optimiser la recette finale.
Tierce Maintenance Applicative	Maintenance appliquée à un logiciel (« applicative ») et assurée par une expertise externe.
Transaction électronique	C'est un échange d'information dématérialisée entre deux entités via des systèmes informatiques. Elle implique des échanges d'informations personnelles et confidentielles et doit par conséquent être impérativement sécurisée pour aboutir à une transaction électronique sécurisée.
WAN	C'est un réseau informatique couvrant une grande zone géographique, typiquement à l'échelle d'un pays, d'un continent, voire de la planète entière. Le plus grand WAN est le réseau Internet.

Sommaire

Abréviations	2
Définitions	4
Sommaire	7
Avertissement	10
Restriction	10
Préambule	11
PARTIE I : Attestations et coordonnées	13
I. Le Président du Conseil d'Administration de HPS	14
II. Le Président de ACPQualife	14
III. Les commissaires aux comptes de HPS	15
IV. Le commissaire aux comptes de ACPQualife	23
V. L'organisme conseil	28
VI. Le conseil juridique	29
VII. Le responsable de l'information et de la communication financière	29
PARTIE II : Présentation de l'opération	30
I. Cadre de l'opération	31
II. Objectif de l'opération	34
III. Montant de l'opération	34
IV. Renseignements relatifs aux titres à émettre	34
V. Eléments d'appréciation des termes de l'offre	35
VI. Modalités de déroulement de l'opération	45
VII. Intermédiaires financiers	45
VIII. Cotation des nouveaux titres en bourse	46
IX. Calendrier de l'opération	47
X. Impact de l'opération sur l'actionnariat de HPS et ses organes de gouvernance	47
XI. Fiscalité	49
XII. Charges relatives à l'opération	49
PARTIE III : Présentation générale de HPS	50
I. Renseignements à caractère général	51
II. Renseignements sur le capital de HPS	53
III. Marchés de titres de l'émetteur	59
IV. Notation de HPS	59
V. Assemblée d'actionnaires	59
VI. Organes d'administration	61

VII. Gouvernement d'entreprise.....	67
PARTIE IV : Activité de HPS.....	69
I. Historique.....	70
II. Appartenance de HPS à un groupe.....	71
III. Filiales de HPS.....	71
IV. Secteur de la monétique.....	76
V. Présentation de l'activité de HPS.....	89
VI. Organisation	97
PARTIE V : Situation financière de HPS	114
I. Analyse de l'état de solde de gestion (comptes sociaux).....	115
II. Analyse bilantielle (comptes sociaux)	121
III. Analyse du tableau de flux de trésorerie (comptes sociaux).....	127
IV. Présentation des états de synthèse consolidés	128
PARTIE VI : Présentation générale de ACPQualife	135
I. Renseignements à caractère général.....	136
II. Renseignements sur le capital de ACPQualife.....	137
III. Notation de ACPQualife	141
IV. Assemblée d'actionnaires	141
V. Organes d'administration.....	142
VI. Gouvernement d'entreprise.....	145
PARTIE VII : Activité de ACPQualife.....	147
I. Historique.....	148
II. Appartenance de ACPQualife à un groupe	149
III. Filiales de ACPQualife.....	149
IV. Le marché européen de la monétique.....	152
V. Présentation de l'activité de ACPQualife.....	153
VI. Organisation	159
PARTIE VIII : Situation financière de ACPQualife	172
I. Situation financière de ACP SARL	174
II. Situation financière de Qualife.....	188
PARTIE IX : Perspectives.....	199
III. Orientations stratégiques.....	200
IV. Evolution de l'activité de HPS.....	203
PARTIE X : Facteurs de risque de HPS.....	215
I. Risque géopolitique	216
II. Risque d'évolution technologique	216

III. Risque de fraude.....	216
IV. Risque de défaut	216
V. Risque de change	217
VI. Risque d'image	217
VII. Risque de ressources humaines.....	217
VIII. Risque concurrentiel	217
IX. Risque de positionnement.....	218
X. Risque fiscal	218
PARTIE XI : Facteurs de risque de ACPQualife.....	219
I. Risque géopolitique/ clientèle	220
II. Risque d'évolution technologique.....	220
III. Risque de fraude.....	220
IV. Risque de défaut	220
V. Risque de change	221
VI. Risque d'image	221
VII. Risque de ressources humaines.....	221
VIII. Risque concurrentiel	221
IX. Risque de positionnement.....	221
PARTIE XII : Faits exceptionnels de HPS.....	223
PARTIE XIII : Faits exceptionnels de ACPQualife.....	225
PARTIE XIV : Litiges et affaires contentieuses de HPS.....	227
PARTIE XV : Litiges et affaires contentieuses de ACPQualife.....	229
PARTIE XVI : Annexes	231
ANNEXE 1 : Données comptables et financières	232
I. Principes et méthodes comptables - Comptes sociaux	233
II. Etats de synthèse de HPS sur les trois derniers exercices.....	234
III. Principes et méthodes comptables – Comptes consolidés.....	265
IV. Etats de synthèse de HPS consolidés.....	267
V. Principes et méthodes comptables – Comptes ACPQualife 2009	270
VI. Etats de synthèse de ACP SARL sur les trois derniers exercices.....	271
VII. Principes et méthodes comptables – Comptes Qualife.....	296
VIII. Etats de synthèse de Qualife sur les trois derniers exercices.....	297
ANNEXE 2 : Rapport du commissaire aux apports	316

Avertissement

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en titres de capital comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'Emetteur.

Les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-là sont fonction des résultats et de la politique de distribution des dividendes de l'Emetteur.

Les actions de la société HPS, objet de la présente note d'information, ne seront proposées aux actionnaires de la société française ACPQUALIFE qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur.

Restriction

L'opération d'augmentation de capital de HPS, objet de la présente note d'information, est réservée exclusivement aux actionnaires de la société française ACPQUALIFE.

Préambule

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'Emetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par Attijari Finances Corp. conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 03/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- les commentaires, analyses et statistiques fournis par le management de HPS et de ACPQualife et recueillis lors des diligences effectuées auprès de la société selon les standards de la profession ;
- les liasses comptables et fiscales de HPS pour les exercices clos aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009 ;
- les états de synthèse de HPS relatifs aux comptes sociaux clos au 31 décembre 2007, 2008 et 2009 ;
- les états de synthèse de HPS relatifs aux comptes consolidés clos au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009 ;
- les liasses fiscales de ACP SARL pour les exercices clos aux 30 septembre 2007 et 2008 ;
- les liasses fiscales de ACPQualife pour le exercice clos au 31 décembre 2009 ;
- les liasses fiscales de Qualife pour les exercices clos aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009 ;
- les procès-verbaux des Conseils d'Administration, des Assemblées Générales Ordinaires et des Assemblées Générales Extraordinaires de HPS pour les exercices clos aux 31 décembre 2007, 2008, 2009 et pour l'exercice en cours jusqu'à la date du visa ;
- les rapports annuels de HPS pour les exercices clos aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009 ;
- les rapports généraux des commissaires aux comptes de HPS pour les exercices clos aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009 ;
- le rapport des commissaires aux comptes relatif à la situation provisoire des comptes consolidés de HPS au 31 décembre 2009 ;
- les rapports spéciaux des commissaires aux comptes de HPS pour les exercices clos aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété. Cette note d'information doit être :

- **remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;**
- **tenue à la disposition du public au siège de HPS HPS à Casablanca NearShore Park, Shore 1 - Secteur A, 1100, boulevard Al Qods, Sidi Maârouf 20270 Casablanca. Tel : (212) 5 29 04 50 00.**
- **disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma);**
- **tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca.**

PARTIE I : Attestations et coordonnées

I. Le Président du Conseil d'Administration de HPS

Identité

Dénomination ou raison sociale	Hightech Payment Systems S.A (HPS)
Représentant légal	Mohamed HORANI
Fonction	Président du Conseil d'Administration
Adresse	Casablanca NearShore Park Shore 1 - Secteur A 1100, boulevard Al Qods, Sidi Maârouf 20270 Casablanca
Numéro de téléphone	+212 5 29 04 50 00
Numéro de télécopieur	+212 5 29 01 40 95
Adresse électronique	mohamed.horani@hps.ma

Attestation

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information, dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires de HPS pour fonder leur jugement sur l'opération envisagée. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Mohamed HORANI

Président du Conseil d'Administration de HPS

II. Le Président de ACPQualife

Identité

Dénomination ou raison sociale	ACPQualife
Représentant légal	Philippe VIGAND
Fonction	Président
Adresse	4, rue Mahatma GanDhi, Espace Beauvalle, Bat B, 13090 Aix en Provence
Numéro de téléphone	+33 4 42 91 42 99
Numéro de télécopieur	+33 4 42 65 05 88
Adresse électronique	p.vigand@acpqualife.com

Attestation

Le Président atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information, dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires de HPS pour fonder leur jugement sur l'opération envisagée. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Philippe VIGAND

Président de ACPQualife

III. Les commissaires aux comptes de HPS

III.1. Identité des commissaires aux comptes

Raison sociale	Ernst & Young	A. SAAIDI & Associés
Prénom et nom	Bachir TAZI	Nawfal AMAR
Fonction	Associé	Associé
Adresse	37, Boulevard Abdellatif Benkaddour, Casablanca	4, Place Maréchal, Casablanca
Numéro de téléphone	+212 5 22 95 79 00	+212 5 22 27 99 16
Numéro de télécopieur	+212 5 22 31 76 88	+212 5 22 20 58 10
Adresse électronique	bachir.tazi@ma.ey.com	n.amar@saaidi-associés.ma
Date du dernier renouvellement de mandat	2007	2009
Date d'expiration du mandat actuel	AGO devant statuer sur les comptes 2009	AGO devant statuer sur les comptes 2011

III.2. Attestation des commissaires aux comptes de HPS sur les informations comptables et financières sociales contenues dans la note d'information

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières relatives aux comptes sociaux aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009 contenues dans la note d'information relative à l'augmentation de capital de la société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. « HPS » par apport en nature

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse sociaux audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse de la société HPS tels que audités par nos soins au titre des exercices 2007, 2008 et 2009.

SAAIDI & ASSOCIES

Nawfal AMAR

Associé

ERNST&YOUNG SARL

Bachir TAZI

Associé

III.3. Rapports des commissaires aux comptes de HPS relatifs aux comptes sociaux

Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2007

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société HIGHTECH PAYMENT SYTEMS « HPS » au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 117 206 064,68 dont un bénéfice net de DH 37 571 593,02 sont la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse.

Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

La société a fait l'objet, au cours de l'exercice 2006, d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2002 à 2004 portant sur l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt général sur le revenu. Après avoir reçu une notification au titre de l'exercice 2002 en décembre 2006, la société a reçu en décembre 2007 la notification relative aux exercices 2003 et 2004. Les chefs de redressements notifiés, dont le montant en principal s'élève à environ Dh 12,5 millions, ont été contestés par la société. HPS a ainsi décidé de poursuivre la procédure de contentieux fiscal devant la Commission Locale de Taxation. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure ni de déterminer l'issue finale de ce contrôle fiscal, ni d'apprécier son impact éventuel sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2007.

A notre avis, à l'exception de la situation décrite ci-dessus et de son incidence sur les comptes de la Société, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société HIGHTECH PAYMENT SYTEMS au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

SAAIDI & ASSOCIES

Nawfal AMAR

Associé

ERNST&YOUNG SARL

Bachir TAZI

Associé

Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2008

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société HIGHTECH PAYMENT SYTEMS « HPS » comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 135 227 495,29 dont un bénéfice net de DH 31 385 430,61.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

La Société a fait l'objet, au cours de l'exercice 2006, d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2002 à 2004 portant sur l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le revenu. Les chefs de redressements notifiés au titre de ces exercices, dont le montant en principal s'élève à environ DH 12,5 millions, ont été contestés par la société. HPS a ainsi décidé de poursuivre la procédure de contentieux fiscal devant la Commission Locale de Taxation. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure ni de déterminer l'issue finale du contrôle fiscal, ni d'apprécier son impact éventuel sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2008.

Sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. « HPS » au 31 décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Conformément à l'article 172 de la loi 17-95, nous vous informons que la Société HPS a pris, au cours de l'exercice, une participation à hauteur de 100% du capital de la société HPS Europe pour DH 3 413 658,60.

SAAIDI & ASSOCIES

ERNST&YOUNG SARL

Nawfal AMAR

Bachir TAZI

Associé

Associé

Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2009

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société HIGHTECH PAYMENT SYTEMS « HPS » comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 141 157 224,68 dont un bénéfice net de DH 21 529 729,39.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société HIGHTECH PAYMENT

SYSTEMS S.A. « HPS » au 31 décembre 2009 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous portons à votre connaissance que le contrôle fiscal, dont a fait l'objet la Société en 2006 au titre des exercices 2002 à 2004 et portant sur l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le revenu, a été dénoué à l'amiable au cours du 1^{er} semestre 2009. Ainsi, la société a constaté au niveau de ses charges non courantes au 1^{er} semestre 2009 un montant d'environ DH 8 millions.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

SAAIDI & ASSOCIES

ERNST&YOUNG SARL

Nawfal AMAR

Bachir TAZI

Associé

Associé

III.4. Attestation des commissaires aux comptes de HPS sur les informations comptables et financières consolidées contenues dans la note d'information

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières relatives aux comptes consolidés provisoires au 31 décembre 2009 contenues dans la note d'information relative à l'augmentation de capital de la société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. « HPS » par apport en nature

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec la situation provisoire des comptes consolidés, objet de notre examen limité.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières consolidées, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés provisoires de la Société HPS au titre de l'exercice 2009, objet de notre examen limité précité.

SAAIDI & ASSOCIES

ERNST&YOUNG SARL

Nawfal AMAR

Bachir TAZI

Associé

Associé

III.5. Rapport des commissaires aux comptes de HPS relatif aux comptes consolidés

Attestation des commissaires aux comptes sur la situation provisoire des comptes consolidés au 31 décembre 2009

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire consolidée de HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS « HPS » comprenant le bilan consolidé et le compte de produits et charges consolidé au terme de la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 130 575 dont un bénéfice net de KMAD 19 144.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges consolidés et du périmètre de consolidation ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupe arrêtés au 31 décembre 2009, conformément aux normes comptables nationales en vigueur.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessous, nous portons à votre connaissance que le contrôle fiscal, dont a fait la société HPS en 2006 au titre des exercices 2002 à 2004 et portant sur l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le revenu, a été dénoué à l'amiable au cours du 1^{er} semestre 2009. Ainsi, la société HPS a constaté au niveau de ses charges non courantes au 1^{er} semestre 2009 un montant de MAD 8 millions.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait que HPS n'avait pas publié des comptes semestriels et annuels consolidés au titre de l'exercice 2008. De ce fait, les comptes consolidés relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 n'ont pas fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes.

IV. Le commissaire aux comptes de ACPQualife

IV.1. Identité du commissaire aux comptes

Raison sociale	Cabinet Joly
Prénom et nom	Evelyne JOLY PERONI
Fonction	Expert-comptable Commissaire aux comptes
Adresse	5, Allée Claude Forbin - 13100 Aix-en-Provence
Numéro de téléphone	+33 4 42 23 11 73
Numéro de télécopieur	+33 4 42 96 27 28
Date du dernier renouvellement de mandat	2009
Date d'expiration du mandat actuel	2014

IV.2. Attestation du commissaire aux comptes de ACPQualife SAS sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative aux comptes 2009

Attestation du commissaire aux comptes de la société ACPQualife SAS relative à la concordance des informations comptables et financières contenues dans le note d'information

En ma qualité de commissaire aux comptes de la société ACPQualife SAS et en réponse à votre demande, j'ai procédé à la vérification des informations comptables et financières concernant la société ACPQualife SAS pour les comptes clos au 31 décembre 2009 et figurant dans la note d'information « Augmentation de capital par apport en nature ».

Ces informations ont été établies sous la responsabilité du Président de la société ACPQualife SAS.

Il m'appartient d'attester les informations établies.

Mon intervention, qui ne constitue ni un audit ni un examen limité, a été effectuée selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Mes travaux ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre ces informations et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et à vérifier l'exactitude arithmétique des calculs des différents agrégats présentés.

Sur la base de mes travaux, je n'ai pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières mentionnées dans le note d'information « Augmentation de capital par apport en nature » avec les comptes clos au 31 décembre 2009 de la société ACPQualife SAS.

Evelyne JOLY

Expert-comptable Commissaire aux comptes

IV.3. Rapport du commissaire aux comptes de ACPQualife SAS relatif aux comptes sociaux

Rapport du commissaire aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2009

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'assemblée générale des associés du 4 mai 2009, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice de 15 mois clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ACPQUALIFE SAS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de mes appréciations,

- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Je vous précise que votre société n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Opinion sur les comptes annuels

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligence permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les éléments suivants :

- la note « Frais de recherche appliquée et de développement » de l'annexe expose les règles et méthodes relatives à la comptabilisation de ces frais.

Dans le cadre de mon appréciation des principes comptables suivis par votre société, j'ai examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de recherche et de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et je me suis assurée que la note de l'annexe fournit une information appropriée.

- votre société constate des résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note « Opérations à long terme » de l'annexe. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées sous le contrôle de la direction générale de votre société.

Sur la base des informations qui m'ont été communiquées, mes travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats et à revoir les calculs effectués par votre société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, je me suis assurée que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Evelyne JOLY

Expert-comptable Commissaire aux comptes

IV.4. Identité de l'expert comptable de ACP SARL

Raison sociale	LAGOARDE SEGOT ALAIN
Prénom et nom	Alain LAGOARDE
Fonction	Expert-comptable
Adresse	1 Traverse des Dominicaines 13100 – Aix En Provence
Numéro de téléphone	+33 4 42 23 44 55
Numéro de télécopieur	+33 4 42 96 68 55

IV.5. Attestation de l'expert comptable de ACP SARL sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information

Attestation de l'expert comptable de la société ACPQualife SAS relative à la concordance des informations comptables et financières concernant les comptes ACP SARL pour les exercices 2007 et 2008 contenues dans la note d'information

Nous avons procédé à la vérification des informations comptable et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes de ACP Sarl arrêtés aux 30/09/2007 et 30/09/2008 et ayant fait l'objet de missions de présentation des comptes annuels de la part du cabinet d'expertise comptable LAGOARDE SEGOT ALAIN.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières avec les comptes arrêtés aux 30/09/2007 et 30/09/2008 de ACP Sarl ayant fait l'objet des missions de présentation précitées.

Alain LAGOARDE
Expert Comptable

IV.6. Rapports de l'expert comptable de ACP SARL relatifs aux comptes sociaux

Rapport de l'expert comptable de présentation des comptes au 30 septembre 2008

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS, 1330 Av.G de la Lauzière, Europarc de Pichaury, Bt.B5, 13856 AIX EN PROVENCE pour l'exercice du 01/10/2007 au 30/09/2008, et conformément à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des Experts Comptables.

A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit, et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	1 729 317 euros
Chiffre d'affaires :	3 199 491 euros
Résultat net comptable :	345 883 euros

Alain LAGOARDE
Expert Comptable

Rapport de l'expert comptable de présentation des comptes au 30 septembre 2007

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS, 1330 Av.G de la Lauzière, Europarc de Pichaury, Bt.B5, 13856 AIX EN PROVENCE pour l'exercice du 01/10/2006 au 30/09/2007, et conformément à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des Experts Comptables.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan : 837 816 euros
Chiffre d'affaires : 1 890 195 euros
Résultat net comptable : 217 495 euros

Alain LAGOARDE
Expert Comptable

IV.7. Identité de l'expert comptable de Qualife

Raison sociale	Européenne d'Expertise
Prénom et nom	Philippe MARTY
Fonction	Expert-comptable
Adresse	164, rue Joseph Sébastien Pons – Zac de Tournezy 34070 Montpellier
Numéro de téléphone	+33 4 67 47 49 32
Numéro de télécopieur	+33 4 67 47 38 77

IV.8. Attestation de l'expert comptable de Qualife sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information

Attestation de concordance relative aux comptes de QUALIFE Sarl pour les exercices 2007, 2008 et 2009

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes de QUALIFE Sarl arrêtés aux 31/12/2007, 31/12/2008 et au 31/12/2009 et ayant fait l'objet de missions de présentation des comptes annuels de la part du cabinet d'expertise comptable Européenne d'Expertise.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les comptes de QUALIFE Sarl relatifs aux exercices 2007, 2008 et 2009 et ayant fait l'objet de missions de présentation des comptes annuels par nos soins.

Philippe MARTY
Expert Comptable

IV.9. Rapports de l'expert comptable de Qualife relatifs aux comptes sociaux

Rapport de l'expert comptable de présentation des comptes au 31 décembre 2009

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels qui a été exécutée pour le compte de l'entreprise SARL Qualife pour l'exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009, et conformément à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes de l'Ordre des Experts Comptables.

A l'issue de mes travaux qui ne constituent pas un audit, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints, paginés conformément au sommaire figurant en tête du présent document, se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	595 455,37 euros
Chiffre d'affaires :	1 516 181,17 euros
Résultat net comptable :	52 454,90 euros

Philippe MARTY

Expert Comptable

Rapport de l'expert comptable de présentation des comptes au 31 décembre 2008

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de la SARL QUALIFE du 01/01/2008 au 31/12/2008, et conformément à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes définies par l'Ordre des Experts Comptables.

A l'issue de mes travaux qui ne constituent pas un audit, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	700 545 euros
Chiffre d'affaires :	1 722 358 euros
Résultat net comptable :	151 325 euros

Philippe MARTY

Expert Comptable

Rapport de l'expert comptable de présentation des comptes au 31 décembre 2007

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de la SARL QUALIFE du 01/01/2007 au 31/12/2007, et conformément à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes définies par l'Ordre des Experts Comptables.

A l'issue de mes travaux qui ne constituent pas un audit, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	458 620 euros
Chiffre d'affaires :	1 077 900 euros
Résultat net comptable :	77 164 euros

Philippe MARTY

Expert Comptable

V. L'organisme conseil

Identité

Dénomination ou raison sociale	Attijari Finances Corp.
Représentants légaux	Majid BENMLIH
Fonction	Administrateur Directeur Général
Adresse	163, avenue Hassan II - Casablanca
Numéro de téléphone	+212 5 22 47 64 35/36
Numéro de télécopieur	+212 5 22 47 64 32
Adresse électronique	m.benmlih@attijari.ma

Attestation

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de HPS et de ACPQualife à travers :

- les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension auprès de la Direction Générale de HPS et de ACPQualife ;
- l'analyse des comptes sociaux, des rapports d'activité des exercices 2007, 2008 et 2009, des comptes consolidés de 2009 ainsi que la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires de HPS ;
- l'analyse des comptes des exercices 2007 et 2008 de ACP Sarl ;
- l'analyse des comptes de l'exercice 2009 de ACPQualife ;
- l'analyse des comptes des exercices 2007, 2008 et 2009 de Qualife ;
- les principales caractéristiques du secteur des paiements électroniques.

La préparation de cette note d'information a été effectuée conformément aux règles et usages internes en vigueur au sein de la société.

VI. Le conseil juridique

Identité

Dénomination ou raison sociale	Cabinet d'Avocats Amraoui
Représentant légal	Me Abdelaziz AMRAOUI
Fonction	Avocat au barreau de Casablanca
Adresse	40, boulevard d'Anfa - Casablanca
Numéro de téléphone	+212 5 22 26 10 61
Numéro de télécopieur	+212 5 22 26 10 45
Adresse électronique	amr@cae.ma

Attestation

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de la société Hightech Payment Systems (HPS) et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

VII. Le responsable de l'information et de la communication financière

VII.1. HPS

Identité

Dénomination ou raison sociale	Hightech Payment Systems S.A (HPS)
Responsable	M. Brahim BERRADA
Fonction	Directeur du Pôle Administratif et Financier
Adresse	Casablanca NearShore Park Shore 1 - Secteur A 1100, boulevard Al Qods, Sidi Maârouf 20270 Casablanca
Numéro de téléphone	+212 5 29 04 50 00
Numéro de télécopieur	+212 5 29 01 40 95
Adresse électronique	brahim.berrada@hps.ma

VII.2. ACPQualife

Identité

Dénomination ou raison sociale	ACPQualife
Responsable	Philippe VIGAND
Fonction	Président
Adresse	4, rue Mahatma GanDhi, Espace Beauvalle, Bat B, 13090 Aix en Provence
Numéro de téléphone	+33 4 42 91 42 99
Numéro de télécopieur	+33 4 42 65 05 88
Adresse électronique	p.vigand@acp-qualife.fr

PARTIE II : Présentation de l'opération

I. Cadre de l'opération

I.1. Contexte de l'opération

La présente opération d'augmentation de capital de la société HPS ouverte exclusivement aux actionnaires de la société ACPQualife s'inscrit dans le cadre d'un rapprochement avec ACPQualife sous forme d'une acquisition par HPS de l'intégralité du capital social de ACPQualife. Cette acquisition fait partie intégrante de la stratégie de développement adoptée par HPS en vue de consolider son positionnement sur les marchés où intervient ACPQualife et pérenniser le développement de HPS et de ACP Qualife.

Les modalités juridiques et financières de l'acquisition par HPS de 100,0% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife sont comme suit :

- 40,0% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife seront acquis en numéraire par HPS auprès des actionnaires de ACPQualife pour un montant de 2 206 882,31 euros ;
- 60,0% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife seront apportés en nature à HPS par les actionnaires de ACPQualife, en contrepartie de l'attribution d'actions HPS, et ce dans le cadre d'une augmentation de capital par apport en nature ouverte exclusivement aux actionnaires de ACPQualife et objet de la présente note d'information.

A l'issue des deux opérations décrites ci-dessus, HPS détiendra la totalité du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife, tandis que les anciens actionnaires de ACPQualife détiendront 7,6% du capital social et des droits de vote de HPS.

I.2. Cadre légal

Le Conseil d'Administration de HPS tenu en date du 27 mai 2009 a approuvé le projet d'acquisition par HPS de 100% du capital social et des droits de vote de ACPQualife, ainsi que ses modalités juridiques et financières, telles que rappelées ci-après :

- Acquisition par HPS de 40,0% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife auprès des actionnaires de ACPQualife, ce qui correspond à 1 186 actions, et ce en contrepartie du paiement en numéraire d'un prix de cession d'un montant de 2 206 882,31 euros. Les modalités juridiques et financières de l'acquisition par HPS de 40,0% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife ont fait l'objet d'une convention de cession d'actions, assortie d'une convention de garantie de l'actif et du passif de la société ACPQualife, conclues entre HPS et les actionnaires de ACPQualife sauf Philippe Vigand¹ en date du 30 avril 2010, sous conditions suspensives ;
- Augmentation du capital de HPS d'un montant de 36 983 310 dirhams, prime d'émission incluse, ouverte exclusivement aux actionnaires de ACPQualife. Les modalités juridiques et financières de l'acquisition de 60,0% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife, soit 1 778 actions, ont fait l'objet d'un contrat d'apport signé en date du 30 avril 2010, conclu entre HPS et les actionnaires de ACPQualife, sous conditions suspensives ;

¹ Les actions de M. Philippe Vigand dans ACPQualife seront totalement apportés en nature à HS en contrepartie de l'attribution d'actions HPS.

- Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'AGE une augmentation de capital selon les modalités suivantes :
 - ✓ Nature : augmentation de capital par apport en nature de titres de capital de ACPQualife représentant 60,0% du capital social et des droits de vote de la dite société ;
 - ✓ Prix d'émission : 690,0 Dh dont 100 dirhams de valeur nominale ;
 - ✓ Montant de l'augmentation du capital social : 5 359 900 dirhams, représentant 7,6% du capital social et des droits de vote de HPS, par la création de 53 599 actions d'un nominal de 100 Dh chacune ;
 - ✓ Libération des actions : les actions seront intégralement libérées à leur souscription ;
 - ✓ Restriction : l'opération d'augmentation de capital est ouverte exclusivement aux actionnaires de ACPQualife.

A cet effet, le Conseil d'Administration de HPS tenu en date du 27 mai 2009 a convoqué la dite Assemblée pour le 5 juillet 2010 en vue de décider, notamment, l'augmentation du capital d'un montant de 36 983 310 dirhams prime d'émission incluse, et d'ouvrir la totalité de cette augmentation de capital à titre exclusif aux actionnaires de ACPQualife.

En outre, le Conseil d'Administration de HPS tenu en date du 27 mai 2009 a procédé à la désignation de JPC Audit en qualité de commissaire aux apports en vue de procéder à la description et à l'évaluation des apports en nature à effectuer par les actionnaires de ACPQualife et de présenter un rapport à l'Assemblée Générale Extraordinaire de HPS, en application des dispositions de l'article 25 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes.

Enfin, le Conseil d'Administration de HPS tenu en date du 27 mai 2009 a donné tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, pour accomplir tout acte et effectuer toute démarche auprès de tout organisme ou administration en vue de réaliser et de constater la réalisation de l'augmentation de capital susvisée.

Conformément à la mission qui lui a été confiée par le Conseil d'Administration, et en application des dispositions de l'article 26 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, le commissaire aux apports désigné par le Conseil d'Administration a établi un rapport sur les apports en nature à effectuer par les actionnaires de ACPQualife, lequel rapport a été déposé au siège social de HPS et au greffe du tribunal de commerce de Casablanca, et tenu à la disposition des actionnaires de HPS cinq jours avant la date de tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire. En outre, et en application des dispositions de l'article 26 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, un exemplaire dudit rapport a été remis au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

Le commissaire aux apports n'a eu pas d'observation à formuler sur la valeur globale retenue pour l'apport des actions ACPQualife SAS représentant 60% du capital social et des droits de vote, soit un montant total 36 983 310 dirhams. Le commissaire aux apports confirme par ailleurs que la valeur de l'apport à effectuer par ACPQualife SAS correspond au moins à la valeur nominale des actions HPS SA à émettre. (Cf. rapport des commissaires aux apports en annexes)

Le projet de résolutions qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire de HPS, après avoir entendu lecture (i) du rapport du Conseil d'Administration, et (ii) du rapport du commissaire aux apports relatif aux apports en nature effectués par les actionnaires de ACPQualife, est le suivant :

Première résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire, ratifie la désignation de JPC Audit en tant que commissaire aux apports en charge de l'établissement d'un rapport relatif aux apports en nature - sous forme de titres de capital de la société de droit français ACPQualife représentant 60% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife - prévus être effectués par les actionnaires de la dite société au profit de HPS.

Seconde résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu lecture (i) du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'augmentation de capital de HPS par voie d'apports en nature de titres de capital de la société de droit français ACPQualife représentant 60% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife, et (ii) du rapport établi par le commissaire aux apports, approuve les termes des dits rapports.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire approuve le contrat d'apport à HPS de 60% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife, conclu entre HPS et les actionnaires de la société ACPQualife

Quatrième résolution

En rémunération de l'apport en nature de titres de capital de ACPQualife représentant 60% du capital social et des droits de vote de ACPQualife, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide une augmentation du capital social de HPS d'un montant de 5 359 900 dirhams par l'émission de 53 599 actions attribuées exclusivement aux actionnaires de ACPQualife, d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune, assortie d'une prime d'émission de 590 dirhams par action, soit une augmentation de capital d'un montant global de 36 983 310 dirhams, dont une prime d'émission globale de 31 623 410 dirhams

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de HPS en vue de réaliser l'augmentation de capital social et/ou de constater sa réalisation définitive, de procéder à la modification corrélative des statuts de HPS, et de manière générale, de prendre toutes mesures utiles et accomplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital social et à l'inscription des actions émises à la cote de la bourse des valeurs de Casablanca.

Au surplus, l'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

La réalisation des apports est soumise à la réalisation des quatre conditions suspensives et cumulatives suivantes :

- l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire de HPS de l'augmentation du capital social de HPS, objet de la présente note d'information ;
- la délivrance du visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières sur la présente note d'information ;
- la signature d'un pacte d'actionnaires entre certains actionnaires de HPS, les actionnaires de ACPQualife et certains membres du personnel de HPS, en leurs qualités de futurs actionnaires de HPS ;
- la ratification du contrat d'apport par le Conseil d'Administration de HPS.

En cas de réalisation des conditions suspensives, l'apport des actions de la société ACPQualife sera réputé réalisé de plein droit à l'Assemblée Générale Extraordinaire de HPS approuvant l'augmentation de capital. A cette date, ACPQualife inscrira les actions de la société ACPQualife apportées à HPS sur les comptes de HPS ouvert à cet effet dans les livres de la société ACPQualife.

II. Objectif de l'opération

La présente opération répond aux objectifs suivants :

- consolider le positionnement de HPS sur les marchés où intervient ACPQualife, notamment le marché européen ;
- être présent sur les secteurs d'intervention de ACPQualife ;
- s'appuyer sur ACPQualife pour le développement du produit PowerCard de HPS en Europe. HPS Europe se chargera de l'approche commerciale et ACPQualife pourra notamment intervenir lors de l'intégration du produit chez les clients ;
- compléter l'offre de HPS par un autre module développé par ACPQualife : Logiciel Vision. Ce produit intervient en amont de la chaîne de valeur ;
- disposer de certaines expertises techniques notamment au niveau de l'activité de la qualification pour une utilisation aussi bien interne (pour le produit PowerCard) qu'externe (pour les clients de HPS) ;
- acquérir l'expertise J2EE dont dispose ACPQualife afin de pouvoir réduire les délais de développement.

III. Montant de l'opération

La société HPS envisage de procéder à une augmentation de capital ouverte exclusivement aux actionnaires actuels de ACPQualife pour un montant de 36 983 310 Dh, prime d'émission comprise, par émission de 53 599 actions d'un nominal de 100 Dh chacune. Le prix d'émission a été fixé à 690,0 dirhams par action dont 590,0 dirhams de prime d'émission.

IV. Renseignements relatifs aux titres à émettre

Nature des titres	Actions HPS de catégorie différente que les anciennes
Forme juridique des actions	Les actions objet de la présente opération seront inscrites au régime nominatif. Les actions HPS seront entièrement dématérialisées et inscrites en compte chez Maroclear.
Nombre d'actions à émettre	53 599 actions
Prix d'émission	690,0 Dh
Valeur nominale	100 dirhams
Prime d'émission	590,0 Dh
Libération des actions	Les actions émises seront entièrement libérées.
Ligne de cotation	2 ^{ème} ligne.
Date de jouissance	1 ^{er} janvier 2010 ²
Négociabilité des titres	Les actions objet de la présente opération sont librement négociables et ce dans la limite des stipulations du nouveau pacte d'actionnaires établi entre HPS et les nouveaux actionnaires.

² Droit aux dividendes qui seront distribués en 2011 au titre de l'exercice 2010.

Droits rattachés	Toutes les actions bénéficient des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donne droit à un droit de vote lors de la tenue des assemblées.
Restriction	L'augmentation de capital de HPS est ouverte en totalité exclusivement aux actionnaires de ACPQualife.

V. Eléments d'appréciation des termes de l'offre

La valorisation de la société ACPQualife a été fixée d'un commun accord entre HPS et les actionnaires de ACPQualife en se basant sur plusieurs méthodes de valorisation :

- la méthode des DCF (Discounted Cash Flows) ;
- la méthode des comparables boursiers nationaux et internationaux.

Le montant d'acquisition de ACPQualife s'élève à 5 514 500 euros (61 664 245 dirhams³), soit un prix par action de 1 861 € (environ 20 804 dirhams).

Le financement de l'acquisition de 100,0% du capital de la société ACPQualife se répartit comme suit :

- 40,0% du montant de l'acquisition de la cible sera payé en numéraire ;
- 60,0% du montant de l'acquisition prendra la forme d'un échange de titres via une augmentation de capital de HPS.

La part du capital de ACP Qualife à acquérir en numéraire sera financée par dette bancaire sur 7 ans.

Pour la partie financée par augmentation de capital, la valorisation de HPS retenue est calculée sur la base du cours moyen du titre HPS coté à la Bourse de Casablanca et ce sur les six (6) derniers mois précédant le 09 avril 2010.

Sur cette base, le prix par action HPS a été fixé à 690,0 dirhams par arrondi supérieur, dont 100 Dh/action de nominal et 590,0 Dh/action de prime d'émission.

³ 1 €=11,1821 Dh au 09/04/2010

V.1. Méthode des comparables boursiers

V.1.1 Méthode des comparables boursiers français

a. Rappel méthodologique

Cette méthode consiste à composer un échantillon de sociétés cotées sur Euronext qui présentent les mêmes caractéristiques d'activité que la société ACPQualife.

Les multiples retenus dans le cadre de cette valorisation reflètent :

- la capitalisation des bénéfices à travers le P/E ou PER (Price Earning Ratio) des sociétés comparables : ce multiple est corrélé au cours de l'action que l'on rapporte au bénéfice net par action (obtenu en divisant le résultat net réalisé par le nombre d'actions composant le capital social) ;
- la capacité bénéficiaire d'exploitation à travers le multiple EV/Ebitda des sociétés retenues : ce multiple est corrélé au cours de l'action auquel est rajouté l'endettement net par action. Il est ensuite rapporté à l'excédent brut d'exploitation par action (obtenu en divisant l'EBE par le nombre d'actions composant le capital social).

b. Composition des échantillons

Les sociétés retenues pour les besoins de la présente méthode opèrent toutes dans le secteur des nouvelles technologies de l'information. Elles déclinent, avec comme base de comparaison l'exercice 2009, les caractéristiques suivantes :

Société	Capitalisation (m\$) *	PE 2009	EV/EBITDA 2009
Aedian SA	10	27,5x	4,3x
Infotel SA	90	11,4x	6,0x
IT Link SA	7	11,6x	33,6x
ITS Group SA	44	5,8x	5,5x
Micropole-Univers SA	32	8,6x	6,8x
Nexeya SA	51	8,2x	-
Octo Technology SA	22	16,5x	13,0x
Sodifrance SA	19	13,5x	9,4x
Union Technologies Informatique Group SA	10	4,0x	7,4x
Médiane		11,4x	7,1x

Source : Capital IQ * Capitalisation au 09/04/2010

c. Synthèse des valorisations par les comparables boursiers français

Les agrégats de ACPQualife sont les suivants :

Exercice 2009 - en €	ACP Qualife	Qualife
Ebitda	367 940	63 654
Ebitda retraité	308 490	64 423
RN	623 692	52 455
RN retraité	179 765	52 455
Dette nette	-460 422	-183 512

Source : Attijari Finances Corp.

Les retraitements effectués sont les suivants :

- l'Ebitda des deux sociétés a été retraité en intégrant les reprises d'exploitation. En effet, les reprises d'exploitation au titre de l'exercice 2009 représentent des reprises sur provisions de stocks et sont donc relatives à l'exploitation et non des reprises d'amortissements ;
- le résultat net de ACPQualife a été retraité suite :
 - ✓ à l'économie d'IS dont bénéficie la société ACPQualife sur la période 2007-2009. ACPQualife bénéficie du dispositif Gazelle (entreprises ayant plus de 15% de croissance de ses effectifs) sur la période 2007-2009. Ainsi, le taux d'IS s'élève en 2009 à 4,7%. Un taux de 33% a été appliqué au résultat de la société ;
 - ✓ au crédit impôt recherche dont bénéficie la société ACPQualife d'un montant de 302 000 euros. Ce montant a été additionné à la valorisation obtenue.
- l'exercice 2009 de ACPQualife étant sur 15 mois (du 01/10/2008 au 31/12/2009), le résultat net et l'Ebitda ont été rapportés à 12 mois.

ACPQualife étant une société nouvellement créée à l'issue d'opérations de fusions-acquisitions (Cf. page 138), la valorisation de ACPQualife correspond à la somme de la valorisation des sociétés ACPQualife et Qualife.

La valorisation de ACPQualife par les comparables boursiers sur la base d'un Ebitda et d'un résultat net retraités ressort comme suit :

En €	P/E 2009	EV/Ebitda 2009	Moyenne
ACPQualife	2 049 319	2 661 495	2 355 407
Qualife	597 987	643 170	620 579
Valorisation Globale	2 647 306	3 304 665	2 975 986

Source : Attijari Finances Corp.

La valorisation de 100% des fonds propres de ACPQualife a été obtenue en additionnant les valorisations des deux sociétés. Sur la base des multiples français, elle s'élève à 3,0 millions d'euros à laquelle se rajoute le crédit d'impôt recherche⁴ dont bénéficie la société ACP SARL, d'un montant de 302 000 euros.

Ainsi, la valorisation de ACPQualife ressort à 3,3 millions d'euros, soit un prix par action de 1 106 euros.

⁴ Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est une réduction d'impôts qui a pour but de soutenir les efforts de recherche-développement des sociétés en vue d'asseoir leur leadership et de favoriser l'innovation.

V.1.2 Méthode des comparables boursiers de HPS

L'opération d'acquisition de la société ACPQualife par HPS sera financée en partie par échange de titres. Ainsi, il est intéressant de valoriser la société ACPQualife par les comparables boursiers de HPS.

La valorisation de HPS retenue est calculée sur la base du cours moyen du titre HPS coté à la Bourse de Casablanca et ce sur les six (6) mois précédant le 9 avril 2010. Sur cette base, le prix par action HPS a été fixé à 690,0 dirhams par arrondi supérieur.

Sur la base d'un prix de 690,0 dirhams par action, les multiples de valorisation de HPS calculés sur la base des données financières et comptables de l'exercice 2009 s'établissent comme suit :

En milliers de dirhams	2009
Ebitda	48 933
Ebitda retraité	49 432
RN	21 530
RN retraité du non courant	32 728
Dette nette	67 487
Valorisation	448 500
P/E	13,70x
EV/Ebitda	10,44x

Source : Attijari Finances Corp.

L'Ebitda a été retraité en intégrant les reprises d'exploitation. En effet, les reprises d'exploitation au titre de l'exercice 2009 représentent des reprises sur provisions de stocks et sont donc relatives à l'exploitation et non des reprises d'amortissements.

Le résultat net de HPS en 2009 a été retraité a été retraité du résultat non courant (11 Mdh).

ACPQualife étant une société nouvellement créée à l'issue d'opérations de fusions-acquisitions (Cf. page 138), la valorisation de ACP Qualife correspond à la somme de la valorisation des sociétés ACPQualife et Qualife.

La valorisation de ACPQualife sur la base des multiples PE et EV/Ebitda 2009 de HPS ressort comme suit :

En €	P/E 2009	EV/Ebitda 2009	Moyenne
ACPQualife	2 463 472	3 680 551	3 072 011
Qualife	718 836	855 983	787 410
Valorisation Globale	3 182 308	4 536 534	3 859 421

Source : Attijari Finances Corp.

La valorisation de 100% des fonds propres de ACPQualife, sur la base des multiples PE et EV/Ebitda 2009 de HPS, s'élève à 3,9 millions d'euros à laquelle se rajoute le crédit d'impôt recherche dont bénéficie la société, d'un montant de 302 000 euros.

Ainsi, la valorisation de ACPQualife ressort à 4,2 millions d'euros, soit un prix par action de 1 404 euros.

V.1.3 Synthèse des valorisations par les comparables boursiers

La valorisation de ACPQualife par les comparables boursiers ressort comme suit :

En €	
Valorisation par comparables boursiers français	3 277 986
Valorisation par comparables boursiers de HPS	4 161 421
Valorisation moyenne de ACPQualife	3 719 703
Prix par action (€/action)	1 255

Source : Attijari Finances Corp.

La valorisation de ACPQualife s'inscrit dans une fourchette comprise entre 3,3 M€ et 4,2 M€, soit une valeur moyenne de 3,7 M€.

Le prix par action s'établit à 1 255 euros.

V.2. Méthode des Discounted Cash Flows (DCF)

V.2.1 Rappel méthodologique

La méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs (ou méthode DCF des *Discounted Cash Flows*) mesure la capacité d'une entreprise à créer de la valeur. La création de valeur résulte de la différence entre la rentabilité des capitaux investis et l'exigence de rémunération des actionnaires et des créanciers.

Cette méthode d'évaluation donne une vision dynamique de la valeur d'une activité puisqu'elle se fonde sur des projections de résultats et prend en considération les principaux facteurs qui influent sur la valeur de l'activité, tels que l'évolution de sa rentabilité, sa cyclicité, sa structure financière et le risque propre.

La valeur d'entreprise (VE) est estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs et comprend :

- la valeur actualisée des flux de l'horizon explicite 2010^E-2019^P ;
- la valeur terminale (VT) représentant la valeur de l'entreprise au terme de l'horizon explicite. Elle est généralement déterminée sur la base de la méthode de Gordon Shapiro par actualisation à l'infini d'un flux de trésorerie normatif croissant à un taux g :

$$VT = \frac{\text{Flux normatif}}{CMPC - g} \quad \text{où} \quad \begin{array}{ll} g & \text{taux de croissance à l'infini} \\ CMPC & \text{taux d'actualisation} \end{array}$$

La valeur des fonds propres (Vfp) est estimée en soustrayant la dette nette (au sens large) de la valeur d'entreprise.

V.2.2 Plan d'affaires prévisionnel

Le plan d'affaires prévisionnel s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- évolution prévisionnelle de l'activité, selon les éléments suivants :
 - ✓ progression des anciennes activités de ACPQualife selon un TCAM de 6% sur la période 2009-2012 ;
 - ✓ démarrage de nouvelles activités : édition de logiciel Vision, intégration des solutions de paiement, offre ASP, centre de services.
- évolution prévisionnelle des achats consommés de la société, en tenant compte des variables de productivité et de rentabilité ;
- évolution des frais généraux, corrélée à la progression escomptée de l'activité durant la période prévisionnelle.

La séquence des free cash flows opérationnels sur la période 2010-2012 se présente comme suit :

En €	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P
Cash Flows opérationnels	186 307	131 584	589 901

Source : Attijari Finances Corp.

V.2.3 Calcul du taux d'actualisation

Le coût moyen pondéré du capital (CMPC) correspond à la rentabilité exigée par l'ensemble des pourvoyeurs de fonds de l'entreprise. Le coût du capital est ainsi reconstitué à partir de l'évaluation des différents titres financiers de l'entreprise (coût des fonds propres et coût de la dette) suivant la formule suivante :

$$\text{CMPC} = k_e \times V_e / (V_e + V_d) + k_d \times (1 - \text{IS}) \times V_d / (V_e + V_d)$$

Où :	k_e	coût des fonds propres
	V_d	valeur de marché de la dette
	V_e	valeur de marché des fonds propres
	k_d	coût de la dette avant impôts, soit 7%
	IS	taux d'imposition théorique

L'endettement net de la société étant négatif, le taux d'actualisation correspond à la pondération maximale du coût des fonds propres, soit :

$$\text{CMPC} = k_e$$

Le coût des fonds propres est calculé de la manière suivante :

$$k_e = r_f + \beta_e \times (r_a + r_s)$$

Où :	r_f	taux sans risque en France (OAT 10 ans), soit 3,86% ⁵ .
	β_e	bêta désendetté de 1,17.
	r_a	prime de risque Actions du marché français, soit 6,00%. ⁶
	r_s	prime de risque Société, soit 2,00%.

⁵ Source : Bloomberg

⁶ Source : Bloomberg.

Le bêta retenu correspond à la médiane des bêtas des comparables boursiers français. Il ressort à :

Société	Capitalisation* (m\$)	Bêta 5 ans
Aedian SA	10	0,89x
Infotel SA	90	0,67x
IT Link SA	7	1,38x
ITS Group SA	44	1,32x
Micropole-Univers SA	32	1,54x
Nexeya SA	51	0,87x
Octo Technology SA	22	0,56x
Sodifrance SA	19	1,17x
Union Technologies Informatique Group SA	10	2,08x
Médiane		1,17x

Source : Capital IQ * Capitalisation au 09/04/2010

Ainsi, le coût des fonds propres retenu pour l'actualisation des cash-flows et de la valeur terminale ressort à 13,23%.

V.2.4 Synthèse des valorisations par les DCF

La valorisation par la méthode DCF est élaborée à partir d'un plan d'affaires prévisionnel sur un horizon de 10 ans, et tenant compte d'un taux de croissance à l'infini de 2%.

Sur la base d'un taux d'actualisation de 13,23%, la valeur des fonds propres de ACPQualife s'établit à **6,3 millions d'euros**, soit un prix par action de 2 136 euros.

V.3. Détermination de la valorisation de ACPQualife

La synthèse des méthodes de valorisation de ACPQualife se présente comme suit :

En €	Comparables boursiers	DCF	Valorisation moyenne
Valorisation Globale	3 719 703	6 329 784	5 024 744
Valeur par action	1 255	2 136	1 695

Source : Attijari Finances Corp.

La valorisation retenue pour ACPQualife est la valorisation moyenne. Celle-ci ressort à 5,0 millions d'euros. Le prix par action ressort à 1 695 euros.

Étant donné que HPS souhaite acquérir 100% du capital de la société, une prime de contrôle allant jusqu'à 10% peut être justifiée. Ainsi, la valorisation se situerait entre 5,0 et 5,5 millions d'euros.

Suite aux négociations entre les deux parties HPS et ACPQualife, la valorisation retenue de ACPQualife est de 5 514 500 euros, soit 61 664 245 dirhams⁷. Le prix par action ressort à 1 861 euros, soit environ 20 804 dirhams.

V.4. Eléments d'appréciation du prix de l'offre

Le financement de l'acquisition de 100,0% du capital de la société ACPQualife se répartit comme suit :

- 40,0% du montant de l'acquisition de la cible sera payé en numéraire ;
- 60,0% du montant de l'acquisition prendra la forme d'un échange de titres via une augmentation de capital de HPS.

Pour la partie financée par augmentation de capital, la valorisation de HPS retenue est calculée sur la base du cours moyen du titre HPS coté à la Bourse de Casablanca et ce sur les six (6) mois précédant le 9 avril 2010.

Sur cette base, le prix par action HPS a été fixé à 690,0 dirhams par arrondi supérieur, dont 100 Dh/action de nominal et 590,0 Dh/action de prime d'émission.

⁷ 1 €=11,1821 Dh au 09/04/2010

Sur la base d'un prix d'émission de 690 dirhams par action, les multiples de valorisation de HPS, calculés sur la base des données financières et comptables de l'exercices 2008 et 2009, s'établissent comme suit :

	2008	2009
Résultat net - KDh (retraité du non courant)	30 831	32 728
Fonds propres - KDh	135 227	141 157
Nombre d'actions (unités)	650 000	650 000
Résultat net retraité par action (dirhams)	47,4	50,4
Fonds propres par action (dirhams)	208	217,2
P/E	14,5x	13,7x
P/B	3,3x	3,2x

Source : HPS

Sur la base d'un prix par action de 690,0 dirhams, le titre HPS est valorisé à 14,5 fois le résultat 2008 et 13,7x fois le résultat 2009. En terme de P/B, le titre HPS est valorisé à 3,3 fois les fonds propres 2008 et 3,2 fois les fonds propres 2009.

Moyenne des cours

Le tableau ci-dessous présente les moyennes des cours à la date du 09 avril 2010 :

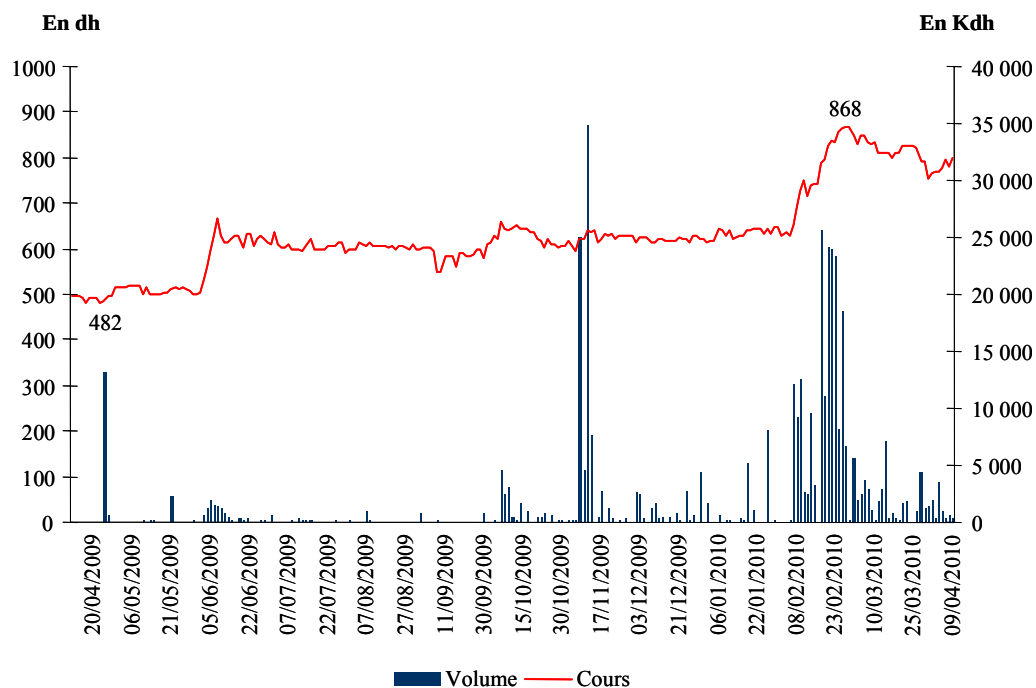
	Valeur par action (Dh)	Surcote/décote par rapport au prix d'émission
Cours au 9 avril 2010	799,0	15,80%
1 mois	800,3	15,98%
3 mois	753,1	9,15%
6 mois	689,2	-0,12%
1 an	632,6	-8,32%

Source : Attijari Finances Corp.

Le prix par action de 690,0 dirhams présente :

- une décote de 15,98% par rapport à la moyenne des cours sur 1 mois et 9,15% par rapport à la moyenne des cours sur 3 mois ;
- une surcote de 0,12% par rapport à la moyenne des cours sur 6 mois et 8,32% par rapport à la moyenne des cours sur 1 an.

Evolution du cours de bourse de HPS sur 1 an



Source : Bourse de Casablanca

Autres éléments d'appréciation du prix de l'offre

Les cours enregistrés ainsi que le volume de transactions sur le marché central des titres HPS se présentent comme suit :

Période d'observation annuelle

	Avril 2007 – Mars 2008	Avril 2008 – Mars 2009	Avril 2009 – Mars 2010
Cours plus haut -Dh	1 921	1 168	868
Cours plus bas -Dh	1 188	489	475
Volume des transactions - KDh	1 534 733	217 657	398 210

Source : Bourse de Casablanca

Période d'observation trimestrielle

	Avril-Juin 09	Juil-Sep 09	Oct-Dec 09	Janv-Mars 10
Cours plus haut -Dh	666	638	659	868
Cours plus bas -Dh	475	550	595	619
Volume des transactions - KDh	28 700	4 251	113 232	252 026

Source : Bourse de Casablanca

Période d'observation mensuelle

	Oct.-09	Nov.-09	Dec.-09	Janv.-10	Fev.-10	Mars-10
Cours plus haut -Dh	659	640	629	648	868	866
Cours plus bas -Dh	602	595	612	619	630	755
Volume des transactions - KDh	16 075	77 498	19 659	16 187	193 437	42 402

Source : Bourse de Casablanca

VI. Modalités de déroulement de l'opération

Dès lors que l'Assemblée Générale Extraordinaire de HPS aura adopté les résolutions visées dans la partie I.2 ci avant, il sera tenu un Conseil d'Administration de HPS avec pour ordre du jour notamment :

- la constatation que les titres de capital de ACPQualife apportés à HPS ont été inscrits au nom de HPS auprès de ACPQualife ou d'un intermédiaire financier habilité, en application de la législation et/ou de la réglementation applicable dans le pays d'établissement de ACPQualife ;
- la constatation de la libération intégrale de l'augmentation de capital et l'émission concomitante des actions HPS rémunérant les actionnaires d'ACPQualife ;
- la constatation de l'inscription des actions HPS rémunérant les actionnaires d'ACPQualife au nom de leurs titulaires auprès d'un intermédiaire financier habilité.

VII. Intermédiaires financiers

Type d'intermédiaires financiers	Dénomination	Adresse
Conseiller et Coordinateur global	Attijari Finances Corp.	163, avenue Hassan II - Casablanca
Organisme centralisateur de l'opération	Attijariwafa bank	2, boulevard Moulay Youssef - Casablanca

VIII. Cotation des nouveaux titres en bourse

Libellé	HPS J 01/01/2010
Compartiment	1 ^{er} compartiment
Secteur d'activité	Matériels, Logiciels & Services Informatiques
Code	209600
Ticker	HPS20
Date de cotation	13/07/2010
Ligne de cotation	Les actions nouvelles seront cotées en 2 ^{ème} ligne

IX. Calendrier de l'opération

Ordre	Etapes	Au plus tard
1	Réception du dossier complet de l'opération	03/06/2010
2	Emission de l'avis d'approbation de la Bourse de Casablanca sur l'opération	03/06/2010
3	Réception par la Bourse de Casablanca de la note d'information visée par le CDVM	03/06/2010
4	Publication au Bulletin de la cote de l'avis relatif à l'opération	04/06/2010
5	Publication de l'extrait de la note d'information dans un journal d'annonce légale	08/06/2010
6	Tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de HPS devant statuer sur l'opération	05/07/2010
7	Réception par la Bourse de Casablanca du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de HPS ayant statué sur l'opération	06/07/2010
8	Tenue de la réunion du Conseil d'Administration de HPS devant ratifier l'augmentation du capital et l'émission des actions nouvelles HPS rémunérant les actionnaires d'ACPQualife	07/07/2010
9	Réception par la Bourse de Casablanca du procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration de HPS ayant ratifié l'augmentation du capital	09/07/2010
10	Admission des nouvelles actions HPS en 2 ^{ème} ligne	13/07/2010

X. Impact de l'opération sur l'actionnariat de HPS et ses organes de gouvernance

X.1. Impact sur la structure de l'actionnariat de HPS

La répartition des actions HPS issue de l'augmentation de capital entre les actionnaires de ACPQualife s'est effectuée selon les proportions fixées dans le contrat d'apports :

Actionnaires	Evaluation de l'apport en €	Evaluation de l'apport en dh	Nombre d'action rémunérant l'apport	% du capital social de HPS rémunérant l'apport
C. Courtes	1 050 759	11 748 630	17 027	2,42%
P. Vigand	976 891	10 922 700	15 830	2,25%
I. Vigand	221 359	2 475 030	3 587	0,51%
F. Dehodang	170 508	1 906 470	2 763	0,39%
V. Theault	394 706	4 413 240	6 396	0,91%
M. Durupt	493 444	5 517 240	7 996	1,14%
Total	3 307 667	36 983 310	53 599	7,62%

Source : Contrat d'apport

La répartition de l'actionnariat avant et après opération se décline comme suit :

Actionnaires	Avant opération*		Après opération	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Actionnaires actuels	447 005	68,77%	447 005	63,53%
Horani Mohamed	62 725	9,65%	62 725	8,91%
Alaoui Smaili Abdesselam	62 335	9,59%	62 335	8,86%
Himdi Abdelmajid	41 535	6,39%	41 535	5,90%
Khallouqui Samir	64 090	9,86%	64 090	9,11%
Sabbahe Driss	62 335	9,59%	62 335	8,86%
Haitami Majid	6 500	1,00%	6 500	0,92%
Goudrar Mohamed	5 980	0,92%	5 980	0,85%
Kabbaj Kenza	20 605	3,17%	20 605	2,93%
Filali Meknassi Radi	6 500	1,00%	6 500	0,92%
Standard Africa Equity Fund	29 250	4,50%	29 250	4,16%
ACCES CAPITAL ATLANTIQUE LP	16 510	2,54%	16 510	2,35%
CNIA SAADA ASSURANCE	29 055	4,47%	29 055	4,13%
RCAR	29 965	4,61%	29 965	4,26%
RMA CAP EXPANSION	4 810	0,74%	4 810	0,68%
RMA WATANIYA	4 810	0,74%	4 810	0,68%
Actionnaires de ACPQualife	0	0,00%	53 599	7,62%
C. Courtes	0	0,00%	17 027	2,42%
P. Vigand	0	0,00%	15 830	2,25%
I. Vigand	0	0,00%	3 587	0,51%
M. Durupt	0	0,00%	7 996	1,14%
V. Theault	0	0,00%	6 396	0,91%
F. Dehodang	0	0,00%	2 763	0,39%
Flottant	202 995	31,23%	202 995	28,85%
Total	650 000	100%	703 599	100%

Source : HPS

* : actionnariat au 25/02/2010

X.2. Impact sur les capitaux propres

L'impact de l'augmentation de capital sur les capitaux propres de HPS s'établit comme suit :

En milliers de dirhams	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émissions	Fonds propres à fin 2009
Situation avant l'opération	650 000	65 000	-	141 157
Incidence de l'opération	53 599	5 360	31 623	36 983
Situation après l'opération	703 599	70 360	31 623	178 140

X.3. Impact sur la composition des organes de gouvernance

La composition des organes de gouvernance est susceptible de modification suite à l'entrée des nouveaux actionnaires.

XI. Fiscalité

L'attention des actionnaires est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque actionnaire.

XI.1. Fiscalité d'enregistrement applicable dans le cadre de l'augmentation de capital

Conformément à l'article 133 (I-D) du Code Général des Impôts relatif à l'année budgétaire 2009, le taux proportionnel d'enregistrement des actes d'augmentation de capital des sociétés est de 1,0%.

Ledit taux d'imposition est applicable aux opérations d'augmentation de capital réalisées à compter du 1^{er} janvier 2009, conformément à l'article 7 (VI-17) de la loi de finances n°40-08 relative à l'année budgétaire 2009.

Les personnes concernées par la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

XI.2. Fiscalité applicable à des actionnaires personnes physiques non résidentes au Maroc

XI.2.1 Imposition des profits de cession

Les profits de cession d'actions réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

XI.2.2 Imposition des dividendes

Les dividendes d'actions sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

XII.Charges relatives à l'opération

La société supportera les frais et commissions suivantes qui sont estimés à près de 2,2% HT du montant de l'opération :

- les frais de conseil, de coordination globale et de placement ;
- la commission d'admission de la bourse de Casablanca ;
- les commissions de règlement / livraison ;
- la commission du CDVM ;
- la commission du conseiller juridique.

PARTIE III : Présentation générale de HPS

I. Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	Hightech Payment Systems S.A (HPS)
Siège social	Casablanca NearShore Park Shore 1 - Secteur A - 1100, boulevard Al Qods, Sidi Maârouf - 20 270 Casablanca
Téléphonie	+212 5 29 04 50 00
Télécopie	+212 5 29 01 40 95
Adresse électronique	www.hps.ma / mail@hps.ma
Forme juridique	Société Anonyme
Date de constitution	1995
Durée de vie	99 ans, à compter du 1 ^{er} février 1995
Capital social	65 000 000 DH réparti en 650 000 actions de valeur nominale 100 Dh au 31/12/2009
N° RC	77 409 à Casablanca
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Objet social	Selon l'article 3 des statuts, la société a pour objet : ▪ la réalisation de tous travaux d'informatique, télécommunications électroniques, télématiques, mécanographie et notamment, l'étude, l'analyse, la confection de programmes, l'édition de logiciels, et le traitement des données, ainsi que l'assistance, l'installation, la formation, le conseil, l'ingénierie, la distribution, la maintenance et la formation technique sur matériels et programmes ; ▪ l'achat, la vente, la commercialisation, la location, la distribution, de matériels informatiques, télécommunications, électroniques, télématiques, mécanographiques ou assimilés ainsi que la réparation de matériel ; ▪ le commerce, l'importation, l'exportation, la représentation, la commission, le courtage, les exclusivités, marques de fabrique, la concession de tous brevets et licences, se rapportant à l'objet social de tous les produits et matières indiquées ; ▪ l'organisation et l'animation de tous séminaires et la formation de tout personnel ; ▪ l'assistance et le conseil des entreprises dans le choix et l'installation de matériel de conception et la mise en place de systèmes informatiques, télécommunications, électroniques et télématiques ; ▪ l'entretien, la réparation, la transformation, la maintenance des matériels et logiciels ; ▪ l'achat, la vente, la représentation et la location de tous matériels et fournitures d'informatique, télécommunications, électroniques, télématiques, et bureautiques, micrographiques et de tous logiciels ; ▪ la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations commerciales pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles, comptoirs, organismes quelconques, ou encore par voie d'apports, souscription, achat de titres ou droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement ; ▪ plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles ou mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des projets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

Consultation des documents juridiques	Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés au siège social de la Société (Casablanca NearShore Park Shore 1 - Secteur A - 1100, boulevard Al Qods, Sidi Maârouf 20270 Casablanca).
Textes législatifs	La Société est régie par le droit marocain, la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée par la loi 20-05, ainsi que par ses statuts. De par sa cotation à la Bourse de Casablanca, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment : ▪ le Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01 et 45-06 ; ▪ le Règlement général de la Bourse de Casablanca approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 Juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 Octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 et par l'arrêté n°1268-08 du 7 juillet 2008 ; ▪ le Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n° 23-01, la loi n°36-05 et la loi n°44-06 ; ▪ le Règlement général du CDVM approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°822-08 du 14 Avril 2008 ; ▪ le Dahir n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n° 35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs (modifié et complété par la loi n° 43-02) ; ▪ le Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; ▪ le Dahir n°1-04-21 du 21 Avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain tel que modifié par la loi n°46-06.
Régime fiscal applicable	HPS est soumise à l'impôt sur les sociétés de 30% et à une TVA au taux de 20%.
Tribunal compétent en cas de litiges	Tribunal de Commerce de Casablanca.

II. Renseignements sur le capital de HPS

II.1. Renseignements à caractère général

A la veille de la présente opération, le capital social de la société HPS s'établit à 65 000 000 Dh, intégralement libéré. Il est divisé en 650 000 actions d'un nominal de 100 Dh chacune.

II.2. Historique du capital social et de l'actionnariat

II.2.1 Historique du capital social

L'évolution historique du capital de HPS est présentée dans le tableau ci-dessous :

Date	Capital initial (DH)	Nature de l'opération	Actions créées	Prix / Action	Montant Opération	Total Actions	Capital final (DH)	Primes d'émission (DH)
1995	-	Création, apport en numéraire	5 000	100	500 000	5 000	500 000	-
1998	500 000	Incorporation de réserves	5 000	100	500 000	10 000	1 000 000	-
2000	1 000 000	Incorporation de réserves	90 000	100	9 000 000	100 000	10 000 000	-
2002	10 000 000	Apport en numéraire	33 362	100	3 336 200	133 362	13 336 200	36 664 838
2006	13 336 200	Incorporation de la prime d'émission, des réserves et du report à nouveau	516 638	100	51 663 800	650 000	65 000 000	-

Source : HPS

A sa création, en 1995, HPS était dotée d'un capital de 500 000 Dh, réparti en 5 000 actions d'une valeur nominale 100 Dh.

En 1998 et 2000, la société a procédé à deux augmentations de capital par incorporation des réserves disponibles portant ainsi son capital social à 10 000 000 Dh à fin 2000.

En 2002, la société a procédé à une augmentation de capital en numéraire dans le cadre de l'entrée des investisseurs UPLINE TECHNOLOGIES et ACCES CAPITAL ATLANTIQUE dans le tour de table de la société HPS. Ainsi, 33 362 nouvelles actions ont été créées portant le capital social de la société à 13 336 200 DH. Le prix de la transaction s'est établi à 1 199 Dh par action, soit une prime d'émission de 1 099 Dh.

En 2006, la société a réalisé une augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission, des réserves et du report à nouveau, portant son capital à 65 000 000 Dh.

II.2.2 Historique de l'actionnariat

L'évolution de l'actionnariat de la société sur les 5 dernières années se présente comme suit :

Actionnaires	Au 31/12/2005		Au 31/12/2006	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Horani Mohamed	17 500	13,12%	63 843	9,82%
Alaoui Smaili Abdesselam	16 500	12,37%	63 838	9,82%
Himdi Abdelmajid	11 660	8,74%	42 539	6,54%
Khallouqui Samir	17 500	13,12%	63 843	9,82%
Sabbahe Driss	16 500	12,37%	63 837	9,82%
Filali Mknassi Radi	4 000	3,00%	19 496	3,00%
Haitami Majid	5 000	3,75%	6 500	1,00%
Goudrar Mohamed	0	0,00%	12 180	1,87%
Kabbaj Kenza	5 840	4,38%	21 304	3,28%
Noyeau Dur	94 500	70,85%	357 380	54,97%
Standard Africa Equity Fund ⁸	0	0,00%	0	0,00%
Acess Capital Atlantique LP ⁹	5 958	4,47%	17 429	2,68%
Acess Capital Atlantique SA ¹⁰	10 722	8,04%	31 369	4,83%
Upline Technologies	16 681	12,51%	48 802	7,51%
Fonds d'investissement	33 361	25,02%	97 600	15,02%
Autres	5 501	4,12%	20	0,00%
Autres	5 501	4,12%	20	0,00%
Flottant	0	0,00%	195 000	30,00%
Total	133 362	100%	650 000	100%

Source : HPS

⁸ Standard Africa Equity Fund est un fonds d'investissement de STANDARD BANK créé en août 2007 avec pour objectif le placement dans tous les secteurs industriels dans les différents marchés africains.

⁹ Accès Capital Atlantique LP est un fonds de capital risque basé au Canada, détenu à 100% par la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec (CDPQ).

¹⁰ Accès Capital Atlantique S.A est une société de gestion de Fonds d'investissement, ayant pour objectif d'investir en fonds propres dans des petites et moyennes entreprises – industries (PME-PMI) marocaines non cotées.

Actionnaires	Au 31/12/2007		Au 31/12/2008		Au 31/12/2009	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Horani Mohamed	62 113	9,56%	62 465	9,61%	62 749	9,65%
Alaoui Smaili Abdesselam	62 108	9,56%	62 335	9,59%	62 338	9,59%
Himdi Abdelmajid	41 309	6,36%	41 535	6,39%	41 539	6,39%
Khallouqui Samir	62 113	9,56%	62 335	9,59%	62 343	9,59%
Sabbahe Driss	62 107	9,55%	62 335	9,59%	62 337	9,59%
Filali Mknassi Radi	9 801	1,51%	6 500	1,00%	6 500	1,00%
Haitami Majid	6 767	1,04%	6 825	1,05%	6 500	1,00%
Goudrar Mohamed	6 008	0,92%	6 500	1,00%	6 008	0,92%
Kabbaj Kenza	21 304	3,28%	21 320	3,28%	21 320	3,28%
Noyau Dur	333 630	51,33%	332 150	51,10%	325 134	50,02%
Standard Africa Equity Fund	0	0,00%	37 505	5,77%	29 278	4,50%
Acces Capital Atlantique LP	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Acces Capital Atlantique SA	0	0%	16 510	2,54%	0	0,00%
UPLINE TECHNOLOGIES	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Fonds d'investissement	0	2,54%	54 015	8,31%	29 278	4,50%
Autres	20	0,00%	0	0,00%	29 934	4,61%
Flottant	316 350	46,13%	263 835	40,59%	259 154	39,87%
Total	650 000	100%	650 000	100%	650 000	100%

Source : HPS

La structure de l'actionnariat de HPS a connu un changement majeur en décembre 2006 suite à l'introduction en Bourse de la société. Cette opération a été réalisée par voie de cession de 30% du capital, soit 195 000 actions. Le prix par action s'est élevé à 850 dirhams, maximum de la fourchette (prix compris entre 740 et 850 dirhams). Le montant global de l'opération a atteint 165 750 000 dirhams. A fin 2006, le flottant s'élevait à 30,0% du capital.

En 2007, les investisseurs Acces Capital et Upline Technologies ont cédé leurs titres sur le marché central.

En février 2008, le fonds Standard Africa Equity Fund a acquis sur le marché central 7 176 actions de la société HPS au cours unitaire de 1 418,11 Dh. Suite à cette transaction, le fonds détenait 5,8% du capital de HPS. Le reste des actions (30 329) a été acquis sur le marché par Standard Africa Equity Fund.

En novembre 2009, le fonds Standard Africa Equity Fund a franchi à la baisse le seuil de 5,0% par la cession de 12 627 actions à un prix unitaire de 620 Dh. Suite à cette opération, le fonds détient 4,5% du capital de HPS.

En novembre 2009, CNIA SAADA Assurance¹¹ a franchi à la hausse le seuil de 5,0% dans le capital de HPS par l'acquisition de 20 000 actions à un prix unitaire de 619,71 Dh. Au 09/11/2009, CNIA SAADA Assurance détient 5,2% du capital de HPS.

Le 25 février 2010, CNIA SAADA Assurance a cédé sur le marché central 6 000 actions HPS, au cours unitaire de 872,16 Dh franchissant à la baisse le seuil de participation de 5% du capital. Suite à

¹¹ CNIA SAADA Assurance est une compagnie d'assurance détenue à hauteur de 69% par le groupe SAHAM. Au 31/12/2008, la compagnie a émis 1 543,3 millions de dirhams de primes et a réalisé un résultat net de 173 4 millions de dirhams.

cette transaction, CNIA SAADA Assurance détient 29 029 actions HPS soit 4,64% du capital de ladite société.

II.3. Structure de l'actionariat

L'évolution de l'actionariat de la société avant et après l'opération se présente comme suit :

Actionnaires	Avant opération*		Après opération	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Horani Mohamed	62 725	9,65%	62 725	8,91%
Alaoui Smaili Abdesselam	62 335	9,59%	62 335	8,86%
Himdi Abdelmajid	41 535	6,39%	41 535	5,90%
Khallouqui Samir	64 090	9,86%	64 090	9,11%
Sabbahe Driss	62 335	9,59%	62 335	8,86%
Haitami Majid	6 500	1,00%	6 500	0,92%
Goudrar Mohamed	5 980	0,92%	5 980	0,85%
Kabbaj Kenza	20 605	3,17%	20 605	2,93%
Filali Meknassi Radi	6 500	1,00%	6 500	0,92%
Noyau Dur	332 605	51,17%	332 605	47,27%
Standard Africa Equity Fund	29 250	4,50%	29 250	4,16%
Acces Capital Atlantique LP	16 510	2,54%	16 510	2,35%
Fonds d'investissement	45 760	7,04%	45 760	6,50%
CNIA SAADA ASSURANCE	29 055	4,47%	29 055	4,13%
RCAR	29 965	4,61%	29 965	4,26%
RMA CAP EXPANSION	4 810	0,74%	4 810	0,68%
RMA WATANIYA	4 810	0,74%	4 810	0,68%
Autres	68 640	10,56%	68 640	9,76%
Flottant	202 995	31,23%	202 995	28,85%
C. Courtes	0	0,00%	17 027	2,42%
P. Vigand	0	0,00%	15 830	2,25%
I. Vigand	0	0,00%	3 587	0,51%
M. Durupt	0	0,00%	7 996	1,14%
V. Theault	0	0,00%	6 396	0,91%
F. Dehodang	0	0,00%	2 763	0,39%
Nouveaux actionnaires	0	0,00%	53 599	7,62%
Total	650 000	100%	703 599	100%

Source : HPS

* Actionariat au 25/02/2010

A la veille de la présente opération, 51,17% du capital social de HPS est détenu par les Actionnaires du Noyau Dur. Le flottant en bourse représente 31,23% du capital social.

A l'issue de la présente opération, les nouveaux actionnaires détiendront 7,62% du capital social et le flottant en bourse représenterait 28,85%.

II.4. Pactes d'actionnaires

Au 30 novembre 2006, les actionnaires suivants : Horani Mohamed, Alaoui Smaili Abdesselam, Himdi Abdelmajid, Khallouqui Samir, Sabbahe Driss, Filali Meknassi Radi, Haitami Majid, Goudrar Mohammed et Kabbaj Kenza, constituent les Actionnaires du Noyau Dur et ont conclu entre eux un pacte d'actionnaires ayant pour objet notamment :

- la constitution d'un noyau dur détenant au moins 50% plus une action du capital et des droits de vote de HPS et ce afin de :

- ✓ rassurer le marché, dans le cadre de l'introduction en bourse, sur la pérennité des actionnaires gestionnaires de la société disposant de la technicité et du savoir-faire nécessaire au développement futur de ses activités ;
 - ✓ d'être en mesure de faire face à toute montée dans le capital social de la société, d'un tiers, notamment concurrent de la société, qui serait animé par des intentions hostiles ou inamicales envers cette dernière ou ses actionnaires.
- l'engagement de chaque actionnaire du noyau dur envers les autres actionnaires du noyau dur à ne pas procéder à une cession de ses titres qui porterait sa participation en dessous du seuil d'inaliénabilité fixé dans le tableau qui suit, et ce pendant une période de 3 ans :

Actionnaires signataires du pacte	Titres détenus après introduction en bourse		Titres librement cessibles après introduction en bourse		Titres inaliénables	
	Titres	% du capital	Titres	% du capital	Titres	% du capital
Horani Mohamed	63 843	9,82%	2 092	0,32%	61 751	9,50%
Alaoui Smaili Abdesselam	63 838	9,82%	2 088	0,32%	61 750	9,50%
Himdi Abdelmajid	42 539	6,54%	1 394	0,21%	41 145	6,33%
Khallouqui Samir	63 843	9,82%	2 093	0,32%	61 750	9,50%
Sabbahe Driss	63 837	9,82%	2 087	0,32%	61 750	9,50%
Filali Meknassi Radi	19 496	3,00%	12 996	2,00%	6 500	1,00%
Haitami Majid	6 500	1,00%	-	-	6 500	1,00%
Goudrar Mohamed	12 180	1,87%	8 930	1,37%	3 250	0,50%
Kabbaj Kenza	21 304	3,28%	699	0,11%	20 605	3,17%
Total	357 380	54,98%	32 379	4,98%	325 001	50,00%

Source : HPS

- l'attribution d'un droit mutuel de préemption en faveur des actionnaires du noyau dur dans le cadre d'une éventuelle cession d'actions à l'issue de la période d'inaliénabilité ;
- la définition des modalités de prise de décisions au sein du Conseil d'Administration et des assemblées générales ;
- la mise en place d'une clause de non concurrence et d'exclusivité à la charge des actionnaires.

Le Pacte cesse de produire ses effets pour chaque actionnaire signataire du pacte au moment où il cède la totalité de sa participation dans le noyau dur. Il cesse également de produire ses effets à la date à laquelle la participation des actionnaires du noyau dur prise dans son ensemble devient inférieure à 50% plus une action du capital social et des droits de vote de HPS.

Suite à la présente opération d'augmentation de capital, la participation du Noyau Dur s'élèvera à 47,27% et sera ainsi inférieure au seuil de 50%. Ainsi, le pacte d'actionnaire cessera de produire ses effets.

Un nouveau pacte d'actionnaire est en cours de finalisation. La signature du pacte interviendra avant la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 05 juillet 2010. Les principales dispositions du pacte seront présentées lors de l'assemblée.

II.5. Intention des actionnaires

Dans les 12 mois suivant l'opération, les actionnaires de HPS pourraient être amenés à acquérir ou à céder des actions en fonction des opportunités qui se présenteront sur le marché boursier, et ce dans la limite des stipulations du nouveau pacte d'actionnaires.

II.6. Restriction en terme de négociabilité

Il n'existe aucune restriction en matière de négociabilité visant les actions de HPS conformément au Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca.

II.7. Déclaration des franchissements de seuils

Les porteurs d'actions HPS sont tenus de déclarer aux organismes concernés certains franchissements de seuil conformément aux dispositions des articles 68 ter et 68 quater du Dahir portant loi n°1-93-211 relatif à la Bourse de Casablanca tel que modifié et complété.

L'article 68 ter prévoit que « toute personne physique ou morale qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote d'une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des valeurs, informe cette société ainsi que le CDVM et la société gestionnaire, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un des seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et des droits de vote qui lui sont rattachés. Elle informe en outre dans les mêmes délais le CDVM des objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des douze mois qui suivent lesdits franchissements de seuil ».

L'article 68 quater prévoit que « toute personne physique ou morale possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des valeurs, qui vient à céder tout ou une partie des ces actions ou de ces droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le CDVM et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68 ter, s'il franchit à la baisse, l'un de ces seuils de participation ».

II.8. Politique de distribution des dividendes

II.8.1 Dispositions statutaires

L'article 31 des statuts de HPS prévoit que le bénéfice distribuable est constitué du bénéfice net de l'exercice, après dotation de la réserve légale de 5% et affectation des résultats nets antérieurs reportés et prélèvement en vue de la formation des réserves facultatives dont la constitution peut être décidée par l'Assemblée Générale.

Le solde est distribué aux actionnaires sous forme de dividendes.

De même, l'Assemblée Générale peut décider, à titre exceptionnel, la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves facultatives dont elle a la disposition.

Il est également prévu au sein de l'article 32 des statuts de HPS que « les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale Ordinaire sont fixées par elle-même, ou à défaut, par le Conseil d'Administration.

Cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du Président du Tribunal, statuant en référé, à la demande du Conseil d'Administration.

Lorsque la société détient ses propres actions, leur droit au dividende est supprimé.

Les dividendes non encaissés sont prescrits au profit de la société au bout de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement ».

II.8.2 Dividendes distribués au cours des 3 derniers exercices

Le tableau ci-dessous indique le montant des dividendes distribués par la société au cours des trois derniers exercices :

	2007	2008	2009
Résultat net - Kdh	37 572	31 385	21 530
Dividendes versés en n+1 - Kdh	13 364	15 600	15 600
Nombre d'actions (unités)	650 000	650 000	650 000
Résultat net par action (dirhams)	57,80	48,29	33,12
Dividendes par action (dirhams)	20,56	24,00	24,00
Taux de distribution (%)	35,6%	49,7%	72,5%

Source : HPS

Au titre de l'exercice 2009, la société HPS a distribué 72,5% de son résultat net contre 49,7% en 2008 et 35,6% en 2007. La hausse du taux de distribution s'explique par l'impact du non courant sur le résultat net. En 2009, les dividendes représentent 47,7% du résultat net retraité du non courant.

II.9. Nantissements d'actifs

Les différentes garanties émises par la société se présentent comme suit :

- un nantissement sur fonds de commerce pour un montant global de 3 MDh au profit de la Société Générale Marocaine de Banques (SGMB) ;
- une hypothèque sur les locaux de la société pour un montant de 10 MDh au profit de la SGMB.

Ces garanties ont été mises en place dans le cadre des lignes de facilités de caisse, pour un montant global de 85 MDh, mises à la disposition de la société.

III. Marchés de titres de l'émetteur

Les actions HPS sont cotées à la Bourse de Casablanca sous le libellé HPS. Au 31 décembre 2009, le flottant du titre HPS s'élève à 45,37% du capital social de la société.

IV. Notation de HPS

La société HPS n'a pas fait l'objet d'une notation.

V. Assemblée d'actionnaires

Les modes de convocations, les conditions d'admission, les quorums et les conditions d'exercice des droits de vote des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires de la société HPS sont conformes à la loi n°17-95 relative aux Sociétés Anonymes.

V.1. Mode de convocation

Selon l'article 22 des statuts de HPS, l'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration. A défaut, elle peut être également convoquée par :

- les commissaires aux comptes, qui ne peuvent y procéder qu'après avoir vainement requis sa convocation par le Conseil d'Administration ;
- le ou les liquidateurs en cas de dissolution de la société et pendant la période de liquidation ;

- un mandataire désigné par le Président du Tribunal statuant en référé, à la demande soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social.

Les convocations sont faites conformément aux lois en vigueur.

L'assemblée se réunit au jour et heure désignés dans l'avis de convocation, en principe, au siège social, soit en tout autre lieu de la ville où ce siège est situé.

Selon l'article 28 des statuts de HPS, l'Assemblée Générale Ordinaire est réunie tous les ans, dans les six premiers mois qui suivent la date de clôture de l'exercice social.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Ordinaire doit réunir le quart, au moins, des actions ayant le droit de vote, à l'exclusion des actions acquises ou prises en gage par la société. Si elle ne réunit pas ce quorum, une nouvelle assemblée est convoquée pour laquelle aucun quorum n'est requis.

Pour le calcul du quorum, il n'est pas tenu compte des actions que la Société a acquises ou prises en gage.

Dans les Assemblées Générales Ordinaires, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Selon l'article 29 des statuts, l'Assemblée Générale Extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne peut valablement délibérer que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant au moins, sur première convocation, la moitié, et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote, à l'exclusion des actions acquises ou prises en gage par la société.

A défaut de réunir le quorum du quart des actions, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à partir du jour auquel elle avait été convoquée.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires, les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

V.2. Conditions d'admission

Conformément à l'article 24 des statuts, l'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions.

Les sociétés actionnaires se font représenter par leur mandataire spécial qui peut ne pas être lui-même actionnaire.

Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, ou par son tuteur, par son conjoint ou par un ascendant, sans qu'il soit nécessaire que ces derniers soient personnellement actionnaires.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique.

L'actionnaire qui a donné ses actions en nantissement conserve seul le droit d'assister aux assemblées générales.

Les actionnaires peuvent assister à l'Assemblée Générale sur simple justification de leur identité, à condition soit d'être inscrits sur les registres sociaux cinq jours au moins avant l'assemblée, s'ils sont titulaires d'actions nominatives, soit de produire un certificat attestant le dépôt de leurs actions auprès d'un établissement agréé, s'ils sont titulaires d'actions au porteur.

V.3. Ordre du jour

Conformément à l'article 117 de la loi sur la SA, l'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins cinq pour cent du capital social ont la faculté de requérir l'inscription d'un ou de plusieurs projets de résolutions à l'ordre du jour.

Lorsque le capital social de la société est supérieur à cinq millions de dirhams, le montant du capital à représenter en application de l'alinéa précédent est réduit à deux pour cent pour le surplus.

V.4. Conditions d'exercice du droit de vote

Conformément à l'article 26 des statuts, chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

V.5. Conditions de délibération

Les conditions de délibérations des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires de HPS sont conformes à la loi n°17-95 relative aux Sociétés Anonymes.

VI. Organes d'administration

Les articles 13 à 18 des statuts de la société relatifs à la composition, aux modes de convocations, aux attributions, aux fonctionnements et aux quorums du Conseil d'Administration de HPS sont conformes à la loi 17-95 relative aux Sociétés Anonymes.

VI.1. Composition du Conseil d'Administration

L'article 13 des statuts de la société HPS stipule les éléments suivants en matière d'administration de la société :

- la société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de quinze membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire ;
- les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire et de la personne morale qu'il représente ;
- le nombre des administrateurs liés à la société par contrats ne peut dépasser le tiers des membres de Conseil d'Administration ;
- les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- le Conseil d'Administration élit en son sein, un président, personne physique.

La composition du Conseil d'Administration de HPS se décline de la manière suivante :

Membres du Conseil d'Administration	Fonction	Lien avec HPS	Date de nomination*	Expiration du mandat
Mohamed HORANI	Président Directeur Général	Salarié	2008	AGO 2010
Driss SABBAHE	Administrateur	Salarié	2008	AGO 2010
Samir KHALLOUQUI	Administrateur	Salarié	2008	AGO 2010
Acces Capital Atlantique SA (représenté par Hassan LAAZIRI)	Administrateur	Néant	2008	AGO 2010
Sabah ZEJLI	Administrateur	Néant	2008	AGO 2010
Rkia GOUDRAR	Administrateur	Néant	2008	AGO 2010
Najiba ALARDA	Administrateur	Néant	2008	AGO 2010
Kenza KEBBAJ	Administrateur	Néant	2008	AGO 2010
Pierre André POMERLEAU	Administrateur	Néant	2007	AGO 2010

Source : HPS

* : Nomination ou renouvellement de mandat

VI.2. Fonctionnement du Conseil d'Administration

VI.2.1 Actions de garantie

Le nombre des actions de garanties prévues par les statuts et que doit détenir chaque administrateur dans la société est fixé à cinq (5) actions.

VI.2.2 Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de six (6) années.

VI.2.3 Rémunération des administrateurs

Selon l'article 17 des statuts de la société, l'Assemblée Générale Ordinaire peut allouer au Conseil d'Administration, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, qu'elle détermine librement et que le Conseil répartit entre les administrateurs dans les proportions qu'il juge convenables.

Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs. Ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire suivant la procédure prévue par l'article 56 de la loi 17-95.

VI.2.4 Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation de son président, aussi souvent que la loi le prévoit et que la bonne marche de la société l'exige.

Les convocations sont faites par tout moyen approprié, huit jours avant la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être réduit à vingt quatre heures.

Les réunions du Conseil d'Administration ont lieu en principe, au siège social, mais elles peuvent avoir lieu en tout autre endroit, du consentement exprès de la majorité des administrateurs en exercice.

VI.2.5 Quorum, majorité et procès-verbaux

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des votes, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès verbaux établis par le Secrétaire du Conseil sous l'autorité du Président.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont consignés sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé par le greffier du tribunal du lieu du siège social.

VI.2.6 Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toutes circonstances, au nom de la société, toutes décisions concourant à la réalisation de son objet social et pour faire ou autoriser tous actes de gestion et de disposition, et ce, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

VI.3. Mandats d'administrateurs du Président

M. Mohamed HORANI, Président Directeur Général de HPS, est également administrateur des sociétés suivantes :

Société	Activité	Lien avec HPS	Fonction
ICPS	Services	Filiale	Administrateur
GPS	Services	Filiale	Administrateur
HPS Europe	Services	Filiale	Président administrateur

Source : HPS

VI.4. Organes de direction

VI.4.1 Organes de direction

L'article 15 des statuts de HPS stipule que le Conseil d'Administration peut, sur proposition du Président, donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques d'assister le président à titre de Directeur Général.

A l'égard de la société, les Directeurs Généraux sont investis des pouvoirs dont le Conseil d'Administration détermine, sur proposition du Président, l'étendue et la durée. A l'égard des tiers, ils disposent des mêmes pouvoirs que le Président.

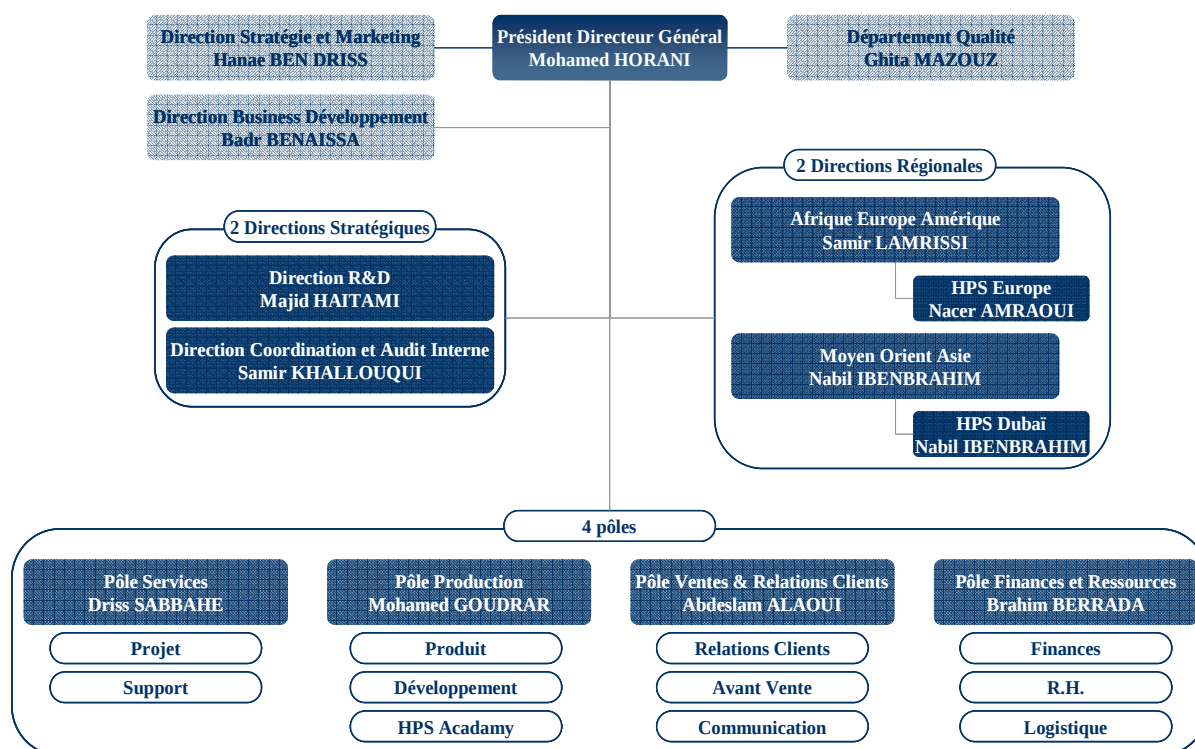
VI.4.2 Liste des principaux dirigeants

Au 31.12.2009, la liste des principaux dirigeants de HPS se décline comme suit :

Prénom, Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Mohamed HORANI	Président Directeur Général	Fondateur
M. Samir KHALLOUQUI	Directeur Coordination et Audit interne	Fondateur
M. Majid HAITAMI	Directeur R&D	1997
M. Samir LAMRISSI	Directeur Régional Afrique Europe Amérique	2001
M. Nabil IBENBRAHIM	Directeur Régional Moyen Orient Asie	2003
M. Abdesselam ALAOUI SMAILI	Directeur du Pôle Ventes & Relations Clients	Fondateur
M. Driss SABBAHE	Directeur du Pôle Services	Fondateur
Mohamed GOUDRAR	Directeur du Pôle Production	1995
M. Brahim BERRADA	Directeur du Pôle Finances & Ressources	2002

Source : HPS

L'organigramme fonctionnel de HPS se présente comme suit :



Source : HPS

VI.4.3 Curriculum Vitae des principaux dirigeants

Monsieur Mohamed HORANI (56 ans), Président Directeur Général

Ingénieur informaticien, lauréat de l'Institut National des Statistiques et Economie Appliquées à Rabat en 1974, il intègre le Ministère du Plan en tant que statisticien pour deux ans.

De 1976 à 1982, il occupe le poste de Directeur Technique au sein d'une société de service et d'ingénierie, filiale du groupe ONA, la SACOTEC. De 1982 à 1984, il prend en charge le département Réseaux et Gros Systèmes au sein de Bull Maroc. En 1984, il assure la direction générale de S2M jusqu'à 1994.

En 1995, il fonde HPS et assure sa direction en tant que Président Directeur Général, poste qu'il occupe à ce jour. Il est également Président de la CGEM depuis mai 2009.

M. HORANI est marié et père de 3 enfants.

Monsieur Samir KHALLOUQUI (43 ans), Directeur Coordination et Audit Interne

M. KHALLOUQUI est un ingénieur informaticien diplômé en 1990 de l'Université Paul Sabatier à Toulouse. Il débute sa carrière dans une société de conseil spécialisée dans la qualité, Optimum Entreprise (Toulouse).

De retour au Maroc, il fonde en 1992 avec M. ALAOUI SMAILI une SSII spécialisée dans le développement autour des systèmes ouverts (Unix, SGBDR Oracle...), Hightech Informatique.

En 1995, en qualité de membre fondateur de HPS, il participe à la conception et au développement du logiciel PowerCARD. Il exerce aujourd'hui la fonction de Directeur Coordination et Audit Interne et joue un rôle de consultant spécialisé dans les domaines Oracle et Unix.

M. KHALLOUQUI est marié et père de 2 enfants.

Monsieur Abdesselam ALAOUI SMAILI (46 ans), Directeur du Pôle Ventes & Relations Clients

Ingénieur informaticien diplômé en 1989 de l'Université Paul Sabatier à Toulouse, M. ALAOUI rejoint S2M en qualité de chef de projet en 1989.

Il fonde en 1992 avec M. KHALLOUQUI la société Hightech Informatique, une SSII spécialisée dans le développement autour des systèmes ouverts (Unix, SGBDR Oracle...).

En 1995, M. ALAOUI devient membre fondateur de HPS et participe activement à la conception et au développement du logiciel PowerCARD. Aujourd'hui, M. ALAOUI exerce la fonction de Directeur du Pôle Ventes & Relations Clients au sein de HPS.

M. ALAOUI est marié et père de 2 enfants.

Monsieur Majid HAITAMI (51 ans), Directeur R&D

Titulaire d'un B.A.A (Bachelor en Administration des Affaires) en informatique de gestion, M. HAITAMI débute sa carrière en 1984 en qualité de maître assistant en programmation structurée à l'université du Québec à Chicoutimi (U.C.A.Q.).

En 1985, il rejoint la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (B.M.C.E.) en tant que chef de projet monétique au sein de la Direction des Systèmes d'Information, avant d'intégrer en 1989 la compagnie d'assurance AL WATANYA.

De 1990 à 1997, il dirige le pôle technique de S2M avant de rejoindre HPS en 1997 en tant que Directeur Produit. Actuellement, il occupe le poste de Directeur R&D.

M. HAITAMI est marié et père de 2 enfants.

Monsieur Samir LAMRISSI (49 ans), Directeur Régional Afrique Europe Amérique

M. LAMRISSI est diplômé de l'Ecole Universitaire de commerce de Grenade en Espagne. Il rejoint la Division Commerciale de l'Office National des Aéroports du Maroc en 1987.

Il intègre ensuite la société S2M en tant que Directeur Commercial puis Directeur Général de la société.

En septembre 2001, il rejoint HPS en tant que Directeur Commercial et Marketing.

Il a défini et mis en place la stratégie commerciale actuelle de HPS, et a contribué à la construction du réseau de distributeurs de la société. Actuellement, M. LAMRISSI est Directeur Régional Afrique Europe Amérique.

M. LAMRISSI est marié et père de 2 enfants.

Monsieur Nabil IBENBRAHIM (36 ans), Directeur Régional Moyen Orient Asie

M. IBENBRAHIM est ingénieur d'état en Informatique, diplômé en 1996 de l'Ecole Nationale de l'Industrie Minérale (ENIM). Il démarre sa carrière au sein de la direction des systèmes d'information de la Banque Centrale Populaire en qualité de consultant.

En 1999, il rejoint la division Business Consulting de Arthur Andersen au sein de laquelle il participe à la gestion de nombreux projets monétiques, informatiques et organisationnels.

En mars 2001, il intègre HPS pour diriger le département Business Development. Actuellement, il occupe le poste de Directeur Régional Moyen Orient Asie.

M. IBENBRAHIM est marié et père d'un enfant.

Monsieur Driss SABBAHE (57 ans), Directeur du Pôle Services

Titulaire d'un diplôme universitaire de Technologie de l'université de Belfort, M. SABBAHE s'appuie sur une longue expérience dans le domaine des systèmes d'information, accumulée dans les services (Thomson) et le secteur aéronautique (Royal Air Maroc).

En 1995, il rejoint HPS en tant que responsable de la direction projet après plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la monétique suite à ses responsabilités en tant que Directeur Général de S2M de 1987 à 1995.

Il a assuré plusieurs missions d'audit, de consulting et de gestion de projet dans le domaine de la monétique. Il pilote également des pré-études pour la mise en oeuvre de solutions monétiques et assure la coordination technique dans le cadre de projets de mise en place de centres monétiques multi-banques régionaux.

M. SABBAHE est actuellement Directeur du Pôle Services.

M. SABBAHE est marié et père de 2 enfants.

Monsieur Mohammed GOUDRAR (44 ans), Directeur du Pôle Production

Après l'obtention de son Master Informatique à Valenciennes, Mohamed GOUDRAR démarre sa carrière professionnelle chez SFERCA SA à Lille comme Chef de Projet. Après une brève expérience comme consultant à Paris, M. GOUDRAR décide de rejoindre le Maroc en 1995 et intègre HPS comme Chef de Projet. Il s'est occupé d'implémenter la solution PowerCARD chez les clients et est considéré comme l'artisan des certifications VISA, MASTERCARD et Europay.

Depuis 2008, M. GOUDRAR est le Directeur du Pôle Production, chargé de faire évoluer le produit PowerCard. Il est aussi responsable des développements spécifiques clients ainsi que de HPS Academy, le centre de formation clients/partenaires/collaborateurs de HPS.

M. GOUDRAR est marié et père de 2 enfants.

Monsieur Brahim BERRADA (37 ans), Directeur du Pôle Finances et Ressources

Ingénieur diplômé de l'Ecole Mohammeda d'Ingénieurs (EMI), il débute sa carrière en 1997 au sein de la division Audit du cabinet Arthur Andersen au Maroc. Il est alors en charge de nombreuses missions d'audit aussi bien dans le secteur industriel que dans le secteur financier.

En novembre 2000, il intègre le cabinet de conseil Capital Consulting et participe à son développement durant 2 ans. Il mène durant cette période de nombreuses missions de conseil en ressources humaines et en organisation.

En août 2002, il rejoint HPS en tant Directeur Administratif et Financier. Actuellement, il est Directeur du Pôle Finances et Ressources.

M. BERRADA est marié et père de 2 enfants.

VII. Gouverneme nt d'entreprise

VII.1. Comité stratégique

Le Comité Stratégique a été mis en place afin de gérer les performances opérationnelles de HPS. Il s'agit d'un organe dédié à la gestion des opérations du Groupe.

Le Comité Stratégique est composé de la Direction Générale, des responsables des pôles opérationnels, des directions régionales, du directeur Recherche et Développement et du directeur Coordination et Audit interne.

Les principales tâches du Comité Stratégique sont :

- le suivi des activités de l'entreprise et la mise en place des moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs ;
- la définition des axes stratégiques de développement ;
- la revue des problèmes majeurs de management ;
- l'élaboration des plans d'actions et le suivi de leur mise en œuvre ;
- les revues de Direction dans le cadre du Système de Management de la Qualité.

VII.2. Rémunérations attribuées aux membres du Conseil d'Administration et de direction

L'article 17 des statuts de HPS stipule que l'Assemblée Générale peut allouer au Conseil d'Administration à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, qu'elle détermine librement et que le Conseil d'Administration répartit entre ses membres dans les proportions qu'il juge convenables.

Selon le même article, il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs à titre spécial et temporaire. Ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Pendant les trois dernières années, aucune rémunération n'a été attribuée aux administrateurs.

Par ailleurs, la rémunération brute annuelle globale des membres de la direction au titre de l'exercice 2009 s'est élevée à 11 millions de dirhams.

VII.3. Conventions réglementées

Il existe trois conventions liant HPS à un de ses membres administrateurs / actionnaires :

- la convention conclue avec la société RCGT Financement Corporatif Inc (dirigée par Pierre André POMERLEAU) qui a pour objet l'assistance et le conseil sur le marché nord américain. A ce titre, le montant des prestations facturées par RCGT Financement Corporatif Inc s'élève en 2009 à environ 129,9 Kdh hors taxes ;
- les conventions conclues avec HPS Europe :
 - ✓ prestations de services facturées à HPS Europe portant sur la commercialisation et la distribution des produits HPS, la fourniture de prestations de services, d'assistance et d'entretien et la cession et location des licences. Le montant facturé en 2009 s'élève à 6 455 Kdh hors taxes ;
 - ✓ prestations de services facturées par HPS Europe portant sur les frais de participation de HPS à « Cartes 2009 ». Le montant facturé s'élève à 733 Kdh hors taxes.

VII.4. Intéressement et participation du personnel

A la veille de la présente opération, il n'existe pas de schéma d'intéressement et de participation du personnel appliqué au sein de la société HPS.

VII.5. Prêts accordés aux membres du Conseil d'Administration et des organes de direction

A ce jour, aucun prêt n'est accordé à un membre du Conseil d'Administration ou de la Direction de la société HPS.

PARTIE IV : Activité de HPS

I. Historique

- 1995**
 - Création de HPS ;
 - Premier contrat obtenu par HPS : étude pour le GPBM (Groupement Professionnel des Banques Marocaines) sur l'interopérabilité des quatre systèmes existants au Maroc. Cette réflexion a abouti à la création du CMI (Centre Monétique Interbancaire).
- 1996**
 - Lancement de la version 1 du produit PowerCARD ;
 - 1^{er} client bancaire national : SGMB (Société Générale Marocaine de Banques) ;
 - 1^{er} client bancaire international: BKME (Bank of Kuwait & Middle East).
- 1999**
 - Premier élargissement du spectre de clients : passage des banques aux sociétés de financement, notamment les sociétés de crédit à la consommation (KOCFINANS en Turquie).
- 2000**
 - Signature d'un contrat avec JCC Payment Systems Ltd, centre national interbancaire de Chypre ;
 - Obtention du trophée d'or des exportations pour la catégorie supérieure, délivré par le Conseil National de Commerce Extérieur.
- 2001**
 - Signature d'un contrat avec Diners Club Europe, filiale de Diners Club International (organisme international de paiement) ;
 - Classement de HPS par « The Nilson Report » parmi les 30 premières sociétés mondiales de l'industrie de la monétique ;
 - Diversification en terme de clientèle : Méditel (opérateur de Télécommunication), Shell du Maroc (pétrolier).
- 2002**
 - Obtention du marché du CMI, centre national marocain interbancaire ;
 - Refonte de l'organisation ;
 - Lancement de la version 2 du produit PowerCARD ;
 - Entrée dans le capital de fonds d'investissement (UPLINE TECHNOLOGIES et Access Capital Atlantique SA).
- 2003**
 - Ouverture à l'international : succursale à Dubaï Internet City ;
 - Lancement du projet d'entreprise EVA et obtention de la certification ISO 9001 - version 2000 pour l'ensemble des activités de la société.
- 2004**
 - Obtention du marché de la BEAC, centre monétique régional en Afrique centrale ;
 - Sélection de PowerCARD par Experian pour sa plate-forme monétique en Europe ;
 - Certification EMV du produit PowerCARD ;
 - Elargissement et renforcement du réseau de distributeurs à valeur ajoutée.
- 2005**
 - Création de la société Global Payment Services (GPS) à Bahreïn, en partenariat avec Credimax (Société bahreïnienne) pour la mise en place d'une plate-forme ASP au Moyen Orient ;
 - Obtention du marché de la BCEAO, centre monétique régional des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
 - Organisation du Users Meeting par HPS à Marrakech et rassemblement de plus de 300 professionnels de la monétique représentant plus de 30 pays.

- 2006**
 - Signature du premier contrat au Japon pour la gestion de 3 000 GAB et 6 millions de carte de crédit ;
 - Réception par Mohamed Horani, PDG de HPS, du prix du meilleur investisseur de l'année 2005 pour la région MENA à l'occasion d'une réunion ministérielle MENA-OCDE ;
 - Obtention du trophée d'Excellence pour les entreprises innovantes délivré par le WIPO (World Intellectual Property Organization) ;
 - Introduction en Bourse de HPS.
- 2007**
 - Création de la société ICPS en partenariat avec Mauritius Commercial Bank, pour développer l'activité ASP dans la région de l'océan Indien.
- 2008**
 - Création de la société HPS Europe afin de consolider la présence de HPS dans la région ;
 - Reconnaissance de la solution PowerCARD de HPS en tant que meilleure application bancaire on-line pour la région MENA à l'occasion de l'édition 2008 des Prix Golden Chip ;
 - Classement de la solution PowerCard parmi les meilleures solutions du marché par l'étude Gartner 2008 ;
 - Pénétration du marché de l'Afrique anglophone avec la signature du premier contrat au Nigeria avec Interswitch.
- 2009**
 - Signature avec la société ACPQualife d'un accord de partenariat de commercialisation portant sur le produit PowerCard (en Europe) et le logiciel Vision ;
 - Signature du 1^{er} contrat sur le marché suisse avec la société Accarda pour un montant de 6,5 millions de dollars ;
 - Consolidation de la présence de HPS au Nigeria avec la signature d'un deuxième contrat avec Zenith Bank, l'une des principales banques du pays ;
 - Classement de la solution PowerCard parmi les meilleures solutions du marché par l'étude Gartner 2009 ;
 - Signature du 1^{er} contrat sur le marché brésilien avec la société Embratec pour un montant d'un million de dollars.

II. Appartenance de HPS à un groupe

HPS est détenue en majorité par des personnes physiques. La société ne fait partie d'aucun groupe.

III. Filiales de HPS

III.1. Organigramme juridique

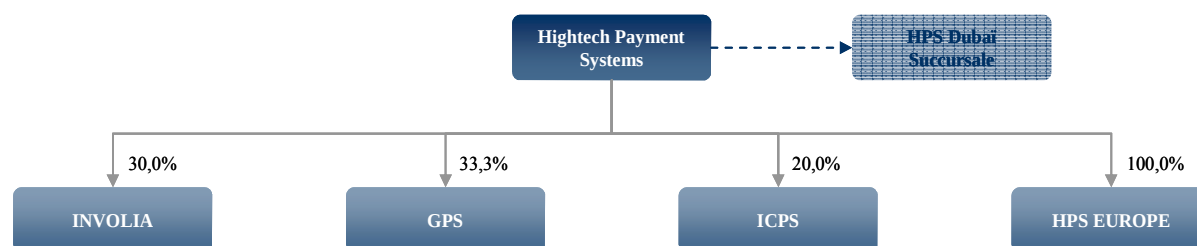
Créée en 1995 au Maroc, HPS a progressivement étendu sa présence géographique en créant :

- une succursale HPS Dubaï en 2003 : HPS a opté pour une succursale et non une filiale pour des contraintes juridiques au niveau du pays ;
- une filiale HPS Europe en 2008.

L'objectif de ces 2 bureaux est de développer l'activité commerciale dans ces régions en délocalisant une force de vente dédiée, chargée de la commercialisation en direct et de l'animation d'un réseau de partenaires régional.

GPS a été créée en 2004 pour desservir la région du Moyen Orient, tandis que ICPS a été créée en 2007 pour desservir la région de l'Océan Indien.

L'organigramme juridique de la société se présente comme suit :



Source : HPS

III.2. Présentation des filiales

III.2.1 Involia

Involia est une société spécialisée dans les services de développements informatiques pour le compte de tiers. HPS a acquis une participation dans le capital de INVOLIA en 2002 pour un montant global de 1,2 millions de dirhams dont une prime d'émission de 0,6 million de dirhams. Le reste du capital est détenu par Involys.

A travers cette participation, HPS visait le développement de l'activité « outsourcing » en étant à la fois actionnaire et client. HPS soustrait certains développements informatiques auprès de INVOLIA.

Actuellement, Involia est en cours de liquidation en raison de la baisse significative de l'activité commerciale suite à la crise vécue par le secteur des systèmes d'informations en 2003. A la date du visa, le conseil a procédé à la nomination du liquidateur.

Les principales données concernant Involia se présentent de la manière suivante :

Données au 31/12/2009	
Dénomination sociale	INVOLIA
Siège social	219, Bd Zerktouni, Angle Bd Brahim Roudani, N°13, Casablanca
Date d'acquisition	2002
Prix d'acquisition	1 200 000 dirhams
Date de début de liquidation	09/12/2005
Forme juridique	S.A.
Capital social	1 970 000 dirhams
Nombre de titres détenus	5 909 actions
Montant du capital détenu	590 900 dirhams
% de capital détenu	30,0%
% des droits de vote détenus	30,0%
Chiffre d'affaires au 31/12/2009	-
Résultat net au 31/12/2009	-
Montant des dividendes perçus au titre de l'exercice 2009	-

Source : HPS

III.2.2 GPS

HPS détient 33,33% du capital de la société Global Payment Services (GPS). A la création le reliquat du capital de GPS était détenu par Credimax. GPS est une société à responsabilité limitée, basée à Bahreïn. Créée au cours de l'année 2005, GPS a débuté ses activités commerciales en octobre 2006.

Ses activités comprennent :

- la mise à disposition des solutions monétiques en mode ASP qui consiste à utiliser l'application, dont l'hébergement est assuré par GPS, selon un modèle de facturation basé sur les volumes traités. Ainsi, GPS achète des licences du produit PowerCard et met à la disposition de ses clients un logiciel accessible par le biais d'une connexion à distance à l'aide d'identifiants et de mots de passe ;
- la personnalisation de cartes pour la région du Moyen Orient.

L'activité de GPS a démarré avec un premier client en 2006, Credimax, puis un second client en 2007, Cham Bank. En 2008, GPS a acquis 4 nouveaux clients sur sa plateforme (Shamil Bank - Trade Bank of Iraq - Bahrain Commercial Facilities Company - Bahrain Islamic Bank).

HPS n'intervient pas dans la gestion opérationnelle de la société. Par contre, HPS dispose d'un siège au Conseil d'Administration de GPS.

Les principales données concernant GPS se présentent de la manière suivante :

Données au 31/12/2009	
Dénomination sociale	Global Payment Services
Siège social	P.O.Box : 2110 Manama - Bahreïn
Date de création	2004
Forme juridique	Société à Responsabilité Limitée
Capital social	1 131 000 dinars bahreïnisis soit 23 626 072,00 dirhams
Nombre de titres détenus	5 000 actions
Montant du capital détenu	7 875 357,33 dirhams
% de capital détenu	33,3%
% des droits de vote détenus	33,3%
Chiffre d'affaires 2009	693 000 dinars bahreïnisis soit 14 476 452,61 dirhams ¹²
Résultat net 2009	12 000 dinars bahreïnisis soit 250 674,50 dirhams
Montant des dividendes perçus au titre de l'exercice 2009	Néant

Source : HPS

Evénement 2010

HPS a procédé à la cession partielle des titres GPS représentant 3% du capital de la société GPS pour un montant de l'ordre de 1,1 MDh. La plus value réalisée par HPS s'élève à 50% sur la valeur des

¹² Taux de change au 31/12/2009 : 1 Dinar Bahreïni = 20,889542 Dirhams Marocain

titres cédés. Suite à cette cession, HPS dispose toujours d'un siège au Conseil d'Administration de la société.

De plus, la société GPS a procédé à une augmentation de capital réservée à un nouvel actionnaire.

A l'issue de ces deux opérations, le pourcentage de contrôle de GPS par le Groupe HPS a été ramené à 25,0% contre 33,3% à fin 2009.

III.2.3 ICPS

Pour étoffer son offre ASP, HPS a créé en 2007 la société ICPS en partenariat avec Mauritius Commercial Bank. ICPS a pour ambition d'être un acteur majeur dans le processing pour la région de l'Océan Indien. La société offrira en mode outsourcing un ensemble de services couvrant toute la chaîne de traitement monétique. Ainsi, ICPS achète des licences du produit PowerCard et met à la disposition de ses clients une application accessible par le biais d'une connexion à distance.

ICPS a également mis en place un centre de personnalisation de cartes. Le démarrage opérationnel d'ICPS a eu lieu au cours du 2^{ème} semestre 2009, avec l'acceptation des cartes chinoises CUP au niveau de l'Ile Maurice.

HPS n'intervient pas dans la gestion opérationnelle de la société. Par contre, HPS dispose d'un siège au Conseil d'Administration de la société.

Les principales données relatives à ICPS se présentent comme suit :

Données au 31/12/2009	
Dénomination sociale	ICPS
Siège social	Avenue Anse Courtois les pailles port Louis Mauritius
Date de création	2007
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Capital social	100 000 000 roupies mauriciennes soit 24 164 300 dirhams ¹³
Nombre de titres détenus	2 000 000 actions
Montant du capital détenu	5 432 860,00 dirhams
% de capital détenu	20,0%
% des droits de vote détenus	20,0%
Chiffre d'affaires 2009	8 139 000,00 roupies mauriciennes soit 2 210 902,38 dirhams
Résultat net 2009	-13 065 000,00 roupies mauriciennes soit - 3 549 015,80 dirhams
Montant des dividendes perçus au titre de l'exercice 2009	Néant

Source : HPS

¹³ Taux de change au 31/12/2009 : 1 roupie mauricienne = 0,271643 Dirhams Marocain

III.2.4 HPS Europe

Dans le cadre de sa stratégie de développement, HPS a créé en 2008 HPS Europe afin d'étendre son réseau de bureaux à l'international.

HPS Europe a pour principal objectif de consolider la présence de HPS dans cette région, par un accompagnement de proximité des clients existants et un développement du portefeuille clients de HPS.

Cette démarche permettra de saisir les importantes opportunités qu'offre ce marché compte tenu des changements en cours (projet de la norme SEPA, PCI, etc.)

La société HPS Europe n'intervient pas au niveau de l'intégration du produit auprès des clients, contrairement à HPS Dubaï et s'occupe uniquement de la commercialisation des produits de HPS.

En 2009, la société a conclu un contrat sur le marché suisse avec la société Accarda pour un montant de 6,5 millions de dollars.

Les principales données concernant HPS Europe se présentent de la manière suivante :

Données au 31/12/2009	
Dénomination sociale	HPS Europe
Siège social	99 bis, Avenue du Général Leclerc 75014 – Paris, France
Date de création	2008
Forme juridique	Société Anonyme
Capital social	300 000 ¹⁴ euros soit 3 404 512,50 dirhams
Nombre de titres détenus	29 993 actions
Montant du capital détenu	299 930 euros
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote détenus	100,0%
Chiffre d'affaires	724 719,04 euros soit 8 224 383,44 dirhams
Résultat net	-54 572,15 euros soit -619 305,22 dirhams
Montant des dividendes perçus au titre de l'exercice 2009	Néant

Source : HPS

III.3. Relations entre HPS et ses filiales en 2009

GPS et ICPS sont des clients à HPS et sont liés par un contrat commercial standard.

Hormis cet aspect commercial, il n'existe aucun flux financier entre HPS et ses filiales.

¹⁴ Taux de change au 31/12/2008 : 1 € = 11,2114 Dh

IV. Secteur de la monétique

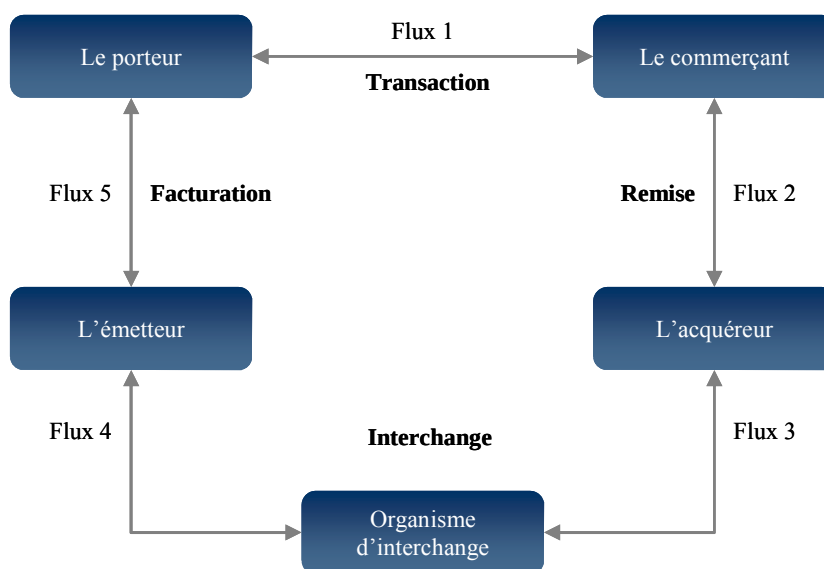
IV.1. Acteurs du marché

IV.1.1 Déroulement d'une transaction

La transaction électronique est un ensemble d'échanges d'informations dématérialisées entre deux entités (individus ou organisations) via des systèmes informatiques. Elle implique des échanges d'informations personnelles et confidentielles et se doit par conséquent, d'être hautement sécurisée.

L'objet des transactions électroniques est de sécuriser et de garantir les transactions entre des acteurs (individus, administrations, entreprises, etc.) dans le cadre de la réalisation d'un service (financier, gestion de droits, usages ou échange de contenus, etc.).

Une transaction de paiement par carte se déroule comme décrit ci-dessous :



Source : HPS

Flux 1 : Le porteur de carte effectue avec sa carte une transaction d'achat de bien ou de service auprès d'un commerçant.

Flux 2 : Le commerçant présente la transaction à son organisme acquéreur pour le règlement.

Flux 3 : L'organisme acquéreur présente à son tour la transaction de son commerçant affilié à l'organisme d'interchange concerné pour règlement.

Flux 4 : L'organisme d'interchange présente quant à lui la transaction à l'émetteur concerné pour règlement.

Flux 5 : L'émetteur facture son client porteur de carte ayant effectué la transaction.

IV.1.2 Définitions

Les principaux intervenants lors d'une transaction sont les suivants :

Le porteur

Le porteur est une personne qui possède et utilise une carte. Dans le cas d'une carte bancaire, le porteur possède un compte bancaire et signe un contrat carte avec sa banque afin que cette dernière lui délivre une carte bancaire.

Le contrat signé entre le porteur et la banque définit notamment le plafond périodique d'achat, le plafond périodique de retrait et les modalités de débit des opérations de paiement (immédiat ou différé). Le porteur est redevable auprès de sa banque d'une cotisation annuelle dont le montant varie en fonction du type de carte qui lui a été délivré.

Par ailleurs, le porteur n'est pas toujours le titulaire du compte courant auquel la carte est adossée (compte sur lequel seront prélevés les débits) :

- une société peut mettre à la disposition de certains de ses employés des cartes de paiement (cartes affaires) ;
- un particulier peut demander une autre carte de paiement pour son conjoint ou un de ses enfants ;
- un commerçant équipé d'un TPE peut demander une carte de paiement sur son compte professionnel (crédité par le TPE).

Le commerçant

Le commerçant accepte les moyens de paiement électronique en guise de règlement. Ceci permet au commerçant d'élargir sa clientèle, facilite sa gestion et surtout lui garantit d'être payé du montant du paiement dès lors qu'il a respecté ses obligations contractuelles.

Les distributeurs automatiques de billet (DAB) ou guichets automatiques bancaires (GAB) sont aussi assimilés à des commerçants. Dans ce cas, le commerçant est également l'acquéreur (la banque offrant le service de retrait).

L'émetteur

L'organisme financier qui délivre à son client, le porteur, un moyen de paiement (la carte) est appelé l'émetteur. Il garantit le paiement à l'acquéreur (donc au commerçant) et échange des flux financiers avec celui-ci (recouvrements, impayés).

La carte se caractérise par un numéro qui permet d'identifier l'établissement émetteur et le client à laquelle elle a été livrée.

L'acquéreur

Il s'agit de l'organisme financier qui met à la disposition de son client (un commerçant, artisan ou profession libérale) des services d'acquisition de transactions de paiement électronique. L'acquéreur garantit le paiement des transactions aux commerçants. Plus généralement, il s'agit de la banque du client.

L'organisme d'interchange

Il garantit l'interopérabilité entre les différents acquéreurs et émetteurs qui y adhèrent. Les principaux organismes d'interchange internationaux sont MasterCard, Visa, JCB, American Express et Diners Club. Au niveau national le CMI joue ce rôle.

Les fonctions d'acquéreur et d'organisme d'interchange peuvent être regroupées au sein d'un même organisme.

IV.1.3 Les principaux intervenants dans le paiement électronique

a. Organismes de paiements internationaux

Les organismes de paiement garantissent l'interopérabilité des transactions d'achat de bien et de services ou de retrait entre les émetteurs de cartes et les acquéreurs de transactions. En adhérant à un organisme de paiement, un émetteur de cartes bénéficie du réseau d'acceptation de cet organisme. De même, l'acquéreur devient en mesure d'accepter les transactions initiées par toutes les cartes émises sous la marque de l'organisme de paiement.

Cette interopérabilité est assurée par la mise en place d'une réglementation complète qui couvre les aspects techniques, financiers, risque, niveau de service, règle de gestion, facturation des différents services, etc. Le respect de cette réglementation se traduit par une certification qui est un préalable avant la mise en production.

Les principaux organismes de paiement internationaux sont les suivants :

VISA

VISA a été détenu jusqu'en 2008 par les institutions financières affiliées (plus de 20 000). Depuis, VISA a fait son entrée en Bourse.

VISA offre une multitude de produits qui sont destinés aux particuliers, commerçants et entreprises. En outre, VISA contribue activement au développement des technologies de paiement et leur sécurisation.

Au 30 juin 2009, VISA a réalisé un chiffre d'affaires annuel de 6,9 milliards de dollars¹⁵ pour un parc total de 1,7 milliards de cartes.

MasterCard

MasterCard est une société américaine de système de paiement détenue par les banques affiliées. Jusqu'en 2006, plus de 23 000 institutions financières étaient membres de MasterCard. Depuis, elle est cotée en Bourse.

Avec 981 millions de cartes émises en 2008, MasterCard diffuse ses marques (MasterCard, Maestro ou Cirrus) dans plus de 210 pays et est partenaire dans près de 24 000 institutions financières dans le monde.

La société emploie 5 100 personnes et traite 29 millions d'autorisations financières par jour.

American Express

American Express est une société financière américaine fondée en 1850 et spécialisée dans les moyens de paiement. American Express est à la fois un réseau d'acceptation et une société non bancaire émettrice de cartes de paiement.

La société est partenaire avec près de 100 institutions financières au monde qui émettent des cartes acceptées par le réseau American Express.

En 2009, les dépenses facturées sur des cartes American Express ont atteint 620 milliards de dollars, sur un nombre total de 87,9 millions¹⁶ de cartes.

¹⁵ Source : Rapport annuel 2009 de VISA.

¹⁶ Source : Rapport annuel 2009 de American Express.

Diners Club

Diners Club est un réseau apparu aux États-Unis dès les années 50 en devenant, au départ, la première carte de voyage et de loisirs.

En 2008, les transactions avec des cartes Diners Club ont atteint 31 milliards de dollars, sur un nombre total de 7,2 millions de cartes.

JCB

JCB est un réseau de paiement créé au Japon en 1961 et qui a entamé son expansion à l'étranger en 1981. En mars 2008, le réseau de commercialisation de JCB réunissait 12,3 millions membres, couvrait 190 pays et comptait 59,8 millions de titulaires de carte. Le volume annuel des transactions totalisait 7,8 milliards de yen.

b. Les centres nationaux interbancaires

Les centres interbancaires assurent l'interopérabilité du paiement électronique en mettant à la disposition de leurs membres les moyens techniques et organisationnels permettant de garantir :

- le routage des autorisations et des transactions de paiement entre les émetteurs et les acquéreurs nationaux ;
- la compensation des transactions interbancaires ;
- la centralisation de la lutte contre la fraude ;
- la normalisation par la définition des standards nécessaires à la mise en œuvre de l'interopérabilité.

Au Maroc, le Centre Monétique Interbancaire a été créé en 2001. Regroupant les principales banques du Maroc, le CMI est une société de financement spécialisée dans la gestion des moyens de paiement qui a démarré effectivement son activité en février 2004. Son rôle consiste à centraliser, au profit du système bancaire, le traitement de toutes les opérations monétiques interbancaires, tant au niveau national qu'avec l'étranger.

c. Les fournisseurs de solutions de paiements

Les fournisseurs de solutions de paiement, comme HPS, proposent à leurs clients des solutions pour gérer leurs problématiques liées au paiement électronique. Les solutions comprennent la fourniture d'un logiciel et des services qui y sont associés à savoir le conseil, l'intégration, l'assistance à la définition des produits, l'assistance à l'exploitation, etc. Le fournisseur peut également proposer des solutions hébergées en mode ASP.

IV.2. Le marché international de la monétique

IV.2.1 Evolution du nombre de cartes dans le monde

Le marché des cartes est caractérisé par un fort engouement à l'échelle mondiale comptant près de 3,2 milliards de cartes émises en 2008. Les émissions de cartes au niveau international ont enregistré une croissance moyenne annuelle de 9,1% sur la période 2006-2008.

En millions	2006	2007	2008
Visa	1 714	1 964	2 043
MasterCard	817	916	981
American Express	78	86	92
JCB	59	58	60
Diners	7	7	7
Total	2 675	3 032	3 184

Source : Nilson Report n°925 publié en mai 2009 et n°903 publié en mai 2008

IV.2.2 Evolution du volume de transactions

L'évolution du volume de transactions par organisme de paiement sur les 3 dernières années se présente comme suit :

En milliards \$	2006	2007	2008
Visa	4 948	5 636	6 405
MasterCard	1 922	2 276	2 533
American Express	562	647	683
JCB	70	61	68
Diners	22	30	31
Total	7 524	8 651	9 721

Source : Nilson Report n°925 publié en mai 2009 et n°903 publié en mai 2008

A fin 2008, le volume de transactions traitées s'établit à 9 721 milliards de dollars contre 7 524 milliards de dollars en 2006, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 13,7%.

IV.2.3 Evolution du nombre de transactions

L'évolution du nombre de transactions par organisme de paiement sur les 3 dernières années se présente comme suit :

En milliards	2006	2007	2008
Visa	62	70	78
MasterCard	23	27	30
American Express	5	5	5
JCB	1	1	1
Diners	0	0	0
Total	90	102	114

Source : Nilson Report n°925 publié en mai 2009 et n°903 publié en mai 2008

A fin 2008, le nombre de transactions traitées s'établit à 114 milliards contre 90 milliards en 2006, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 12,3%.

IV.2.4 Evolution des parts de marché des différents organismes de paiement

L'évolution des parts de marché des organismes de paiement sur les 3 dernières années se présente comme suit :

	2006	2007	2008
Visa	65,8%	65,2%	65,9%
MasterCard	25,5%	26,3%	26,1%
American Express	7,5%	7,5%	7,0%
JCB	0,9%	0,7%	0,7%
Diners	0,3%	0,3%	0,3%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Nilson Report n°925 publié en mai 2009 et n°903 publié en mai 2008

A fin 2008, plus de 90% des transactions sont traitées par Visa et MasterCard. Cette part reste stable sur toute la période 2006-2008.

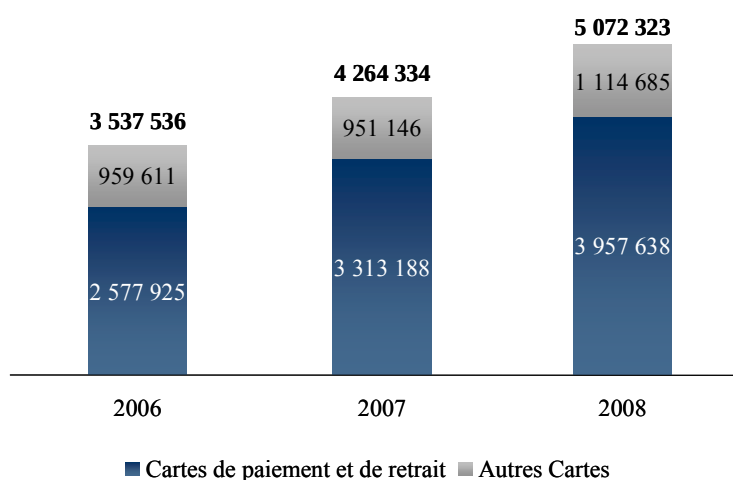
IV.3. Evolution du marché national

IV.3.1 Evolution du nombre de cartes en circulation

En 2008, le nombre de cartes émises par les banques marocaines a atteint 5,1 millions dont 4 millions de cartes de paiement sous les labels Visa, Mastercard et la marque nationale CMI.

A fin 2008, les cartes marocaines représentent 110,2 millions d'opérations pour un montant de 88,1 milliards de dirhams alors que les cartes étrangères ont totalisé 8,6 millions opérations pour un montant de 13,1 milliards de dirhams.

Le graphe ci-dessous montre l'évolution du nombre de cartes en circulation au Maroc :



Source : Communiqué 2008 du CMI

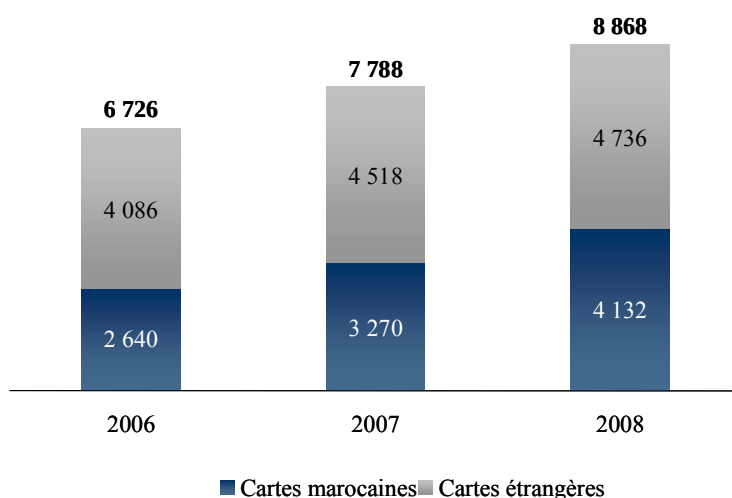
IV.3.2 Evolution du volume des paiements par carte

En 2008, les paiements par cartes marocaines auprès des commerçants affiliés au CMI ont totalisé 6,7 millions opérations pour un montant de 4,1 milliards de dirhams, en progression de 26,4% par rapport à 2007.

Pour leur part, les paiements par cartes étrangères au Maroc comptent 2,8 millions opérations pour un montant de 4,7 milliards de dirhams et enregistrent une progression de 4,8% par rapport à 2007.

Les commerçants affiliés au CMI ont enregistré, au terme de l'année 2008, 9,5 millions opérations de paiement par cartes bancaires marocaines et étrangères, pour un montant global de 8,9 milliards de dirhams, en progression de 13,9% par rapport à l'année 2007.

Le graphe ci-dessous reprend l'évolution du volume des paiements par carte au Maroc (montants en millions de dirhams) :



Source : Communiqué 2008 du CMI

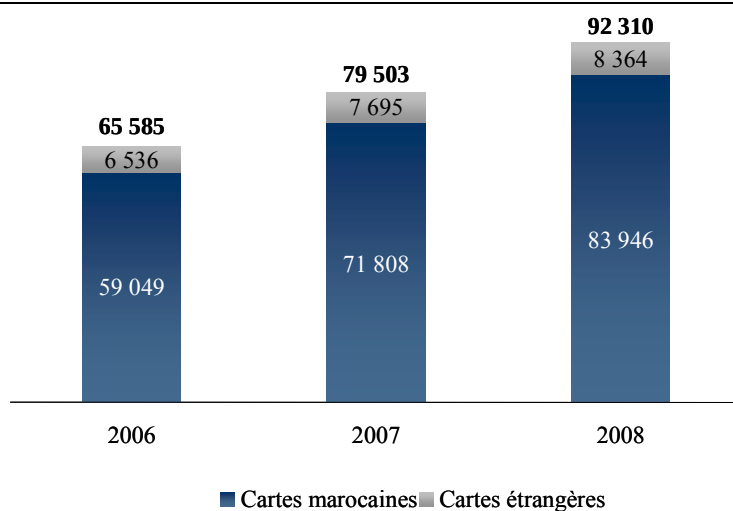
IV.3.3 Evolution du volume des retraits par carte

Au titre de l'exercice 2008, les opérations de retrait par cartes marocaines ont totalisé 100,0 millions d'opérations pour un montant de 83,9 milliards de dirhams, en progression de 16,9% par rapport à 2007.

Les opérations de retrait par cartes étrangères au Maroc comptent, quant à elles, 5,8 millions d'opérations pour un montant de 8,4 milliards de dirhams et enregistrent une progression de 8,7% par rapport à l'année précédente.

Les banques marocaines ont ainsi enregistré, au terme de l'année 2008, 105,8 millions d'opérations de retrait par cartes bancaires marocaines et étrangères, totalisant un montant global de 92,3 milliards de dirhams, en progression de 16,1% par rapport à l'année 2007.

L'évolution du volume des retraits par carte au Maroc, au cours des trois derniers exercices, se présente comme suit (montants en millions de dirhams) :

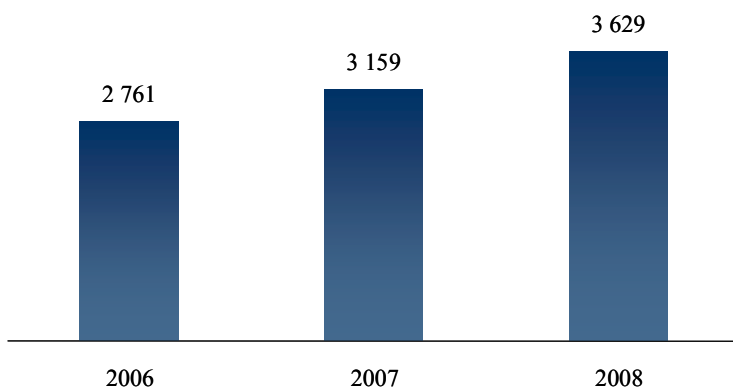


Source : Communiqué 2008 du CMI

IV.3.4 Evolution du nombre de guichets automatiques bancaires

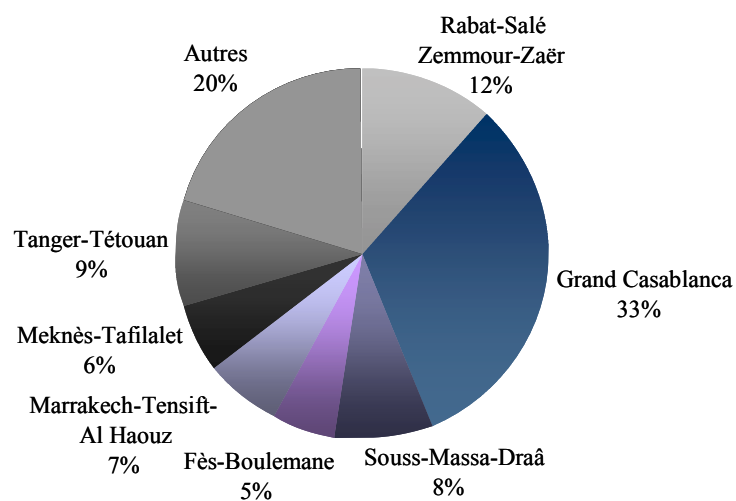
En 2008, le Maroc compte 3 629 guichets automatiques bancaires en progression de 14,9% par rapport à 2007.

Le graphe ci-dessous présente l'évolution du nombre de guichets automatiques bancaires au Maroc sur les trois derniers exercices :



Source : Communiqué 2008 du CMI

La répartition géographique des guichets automatiques en 2008 se présente comme suit :



Source : BAM

La région du Grand Casablanca compte à elle seule le tiers des guichets bancaires. En deuxième position, arrive la région de Rabat-Salé Zemmour- Zaër avec 12% des guichets.

IV.4. Environnement concurrentiel

IV.4.1 Positionnement international

Les principaux concurrents internationaux de HPS sont listés dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	Quelques chiffres	Produit	Région d'activité
Openway group, Belgique	- Création : 1995	Solutions de paiement basées sur le produit WAY4	- Asie - Europe - Moyen Orient
BPC banking technologie, Russie	- Création : 1995	Solutions de paiement basées sur le produit SmartVista	- Asie - Europe - Moyen Orient
Postilion, USA	- Actionnaire de référence : S1 corporation - CA 2008 : 102 millions \$	Solutions intégrées pour le secteur bancaire, Internet, les télécoms	- Afrique - Asie - Europe - Moyen Orient - Amérique
Tieto, Finlande	- Issu en 1999 de la fusion de Tieto (créé en 1968) et de Enator (créé en 1995) - CA 2009 : 1,7 milliard € - 16 663 employés à fin 2009 - Cotée sur Helsinki Stock Exchange	Solutions de paiement électronique basées sur un produit Card Suite	- Asie - Europe - Amérique
TSYS, USA	- Création : 1959 - CA 2009 : 1,7 milliard \$ - 7 620 employés à fin 2009 - Cotée sur le NYSE	Solutions intégrées pour le paiement électronique	- Asie - Europe - Amérique
ACI, USA	- Création : 1975 - CA 2009 : 405,8 millions \$ - Cotée sur le NASDAQ	Solution orientée Front office, gestion des GAB/DAB et terminaux de paiement	- Afrique - Asie - Europe - Moyen Orient - Amérique
Compass Plus, Russie	- Création : 1989 - Plus de 200 employés à fin 2008	Solutions intégrées pour le paiement électronique basées sur le produit TanzWare	- Asie - Europe - Afrique
Metavante technologies, UK	- Création : 1992 - Actionnaire de référence : Metavante Corporation	Solutions intégrées pour le paiement électronique basé sur le produit Cortex	- Europe
SunGard, USA	- Création : 1982 - CA 2009 : 5,5 milliards \$ - 20 700 employés à fin 2009	Solutions intégrées pour le paiement électronique basées sur le produit Ambit	- Afrique - Asie - Europe - Moyen Orient - Amérique
Euronet Essentis, Angleterre	- Création : 1986	Solutions de paiement électronique	- Afrique - Asie - Europe - Moyen Orient - Amérique

Sociétés	Quelques chiffres	Produit	Région d'activité
RS2 Malte	Software, - Création : 1989 - CA 2008 : 8 millions €	Solutions de paiement électronique et services aux banques et institutions financières	- Asie - Europe - Moyen Orient - Amérique latine

IV.4.2 Positionnement national

Sur le marché national, HPS est principalement concurrencée par deux entreprises :

Sociétés	Quelques chiffres	Produit	Région d'activité
S2M*	- Création: 1983 - CA 2007 : 102,5 MDh - Fonds Propres : 26,1 MDh - Résultat Net : 0,3 MDh	Solution orientée Front office, gestion des cartes, commerçants, GAB/DAB et terminaux de paiement.	- Afrique - Moyen Orient
Groupe M2M	- Création: 1990 - CA 2009 : 92,7 MDh - Fonds Propres 2009 : 103,2 MDh - Résultat Net 2009 : 18,9 MDh	Solution orientée Front office, gestion des cartes, commerçant, GAB/DAB et terminaux de paiement.	- Maroc - Afrique - Europe

* :Données 2007 - Ompic

IV.5. Environnement légal et réglementaire

Le secteur est régi par des normes et standards qui peuvent être regroupés comme suit :

IV.5.1 Le standard EMV

La norme EMV définit les attributs critiques que doivent posséder les cartes à puce et les terminaux de lecture de cartes à puce. Cette norme internationale a été développée conjointement par Europay, MasterCard et Visa.

La norme EMV spécifie en détail la manière dont les cartes de paiement doivent communiquer avec les terminaux afin qu'elles puissent être lues en toute sécurité dans le monde entier. Elle veille à une sécurité et à une protection contre la fraude améliorées tout en maintenant une vitesse de traitement des transactions accrue ainsi que la commodité et la convivialité de la carte.

La norme EMV affiche ainsi comme principaux avantages les éléments suivants :

- la réduction de la fraude ;
- la standardisation des échanges dématérialisés ;
- la réduction des coûts de traitement ;
- l'offre d'une plate-forme interopérable permettant d'accroître les canaux de distribution de produits/services et d'ouvrir de nouvelles opportunités de développement autour de la transaction électronique sécurisée.

La migration vers des systèmes répondant aux normes EMV est actuellement en cours dans de nombreux pays à travers le monde. En Europe, la migration EMV est en plein déploiement. A la fin de l'année 2008, 67 % des cartes, 74 % des terminaux de paiement et 91 % des DAB ont migré vers la norme EMV (source : Groupement des Cartes Bancaires CB).

Il est à noter que le produit PowerCARD de HPS est conforme à la norme EMV.

IV.5.2 La norme SEPA

L'objectif de l'espace unique de paiement en Euro (Single Euro Payment Area - SEPA) est de permettre aux citoyens et acteurs économiques dans toute la zone Euro d'utiliser des cartes à usage général pour effectuer des paiements et des retraits en euros au même titre que les paiements domestiques.

Imaginé en 2002, le SEPA sera complètement opérationnel d'ici fin 2010. Cela comprend notamment la mise en place d'une gamme complète de moyens de paiement paneuropéens.

La création de l'espace unique de paiement en Euro SEPA, qui regroupe les 27 pays de l'Union Européenne ainsi que la Norvège, l'Islande, le Lichtenstein et la Suisse, permet :

- d'une part l'interopérabilité des Infrastructures Européennes et l'harmonisation des services bancaires dans les pays de la zone euro ;
- et d'autre part, garantir une transparence sur les services et la tarification des opérations bancaires ainsi qu'une réduction de leurs coûts pour les entreprises.

Depuis 2008, les pays de la zone euro sont tenus de respecter les règles de la norme SEPA.

Dans ce nouveau cadre de paiement intra-européen standardisé, les clients bénéficieront d'une concurrence étendue au niveau européen. Pour conserver leur chiffre d'affaires, les banques auront tout intérêt à proposer des offres innovantes, de nouveaux produits performants et de nouveaux canaux de relation client.

PowerCARD est conforme à la norme SEPA Card Framework (SCF) depuis le lancement de sa version 2.

IV.5.3 La norme PCI

La norme de sécurité des données de l'industrie des cartes de paiement (PCI DSS) a été créée par les principaux organismes internationaux, tels que Visa et Mastercard, pour protéger les données de leurs clients.

Le principal objectif de PCI DSS est la protection des données des cartes de crédit pour la réduction des fraudes et des vols. PCI DSS exige que tout marchand ou fournisseur de services manipulant, transmettant, stockant ou traitant des informations concernant les principales cartes de crédit soit contraint de respecter les standards PCI, sous peine de pénalités et/ou d'exclusion par Visa et Mastercard.

PCI DSS est une norme de sécurité proactive qui définit les exigences en termes de gestion de la sécurité, de règles de sécurité, de procédures, d'architecture réseau, de conception de logiciels et d'autres mesures de sécurité.

Il est à noter que le produit PowerCARD de HPS est conforme à la norme PCI.

V. Présentation de l'activité de HPS

V.1. Présentation générale

Spécialisée dans les systèmes de paiement électronique, Hightech Payment Systems (HPS) propose, à travers son logiciel PowerCARD, une solution monétique permettant la gestion du paiement électronique multi canal.

La solution de paiement électronique multi-canal PowerCARD prend en charge les canaux suivants :

- le terminal de paiement électronique (TPE) ;
- le guichet automatique de banque (GAB/DAB) ;
- Internet ;
- le mobile.

Cette solution est complète, couvrant toute la chaîne de traitement : du Front Office (pilotage des terminaux et des guichets automatiques, interfaces on-line avec les systèmes internationaux, paiement sur Internet, paiement sur le mobile, etc.) au Back Office (gestion et traitement des porteurs de cartes et commerçants, etc.).

Destiné à l'origine aux organismes financiers et bancaires, PowerCARD répond aujourd'hui à la demande d'une large cible de clientèle, dont le besoin en terme de gestion de carte et/ ou de paiement est également important, à savoir les opérateurs télécoms, les pétroliers, les compagnies d'assurance et la grande distribution.

HPS fournit également un ensemble de services associés, à savoir l'implémentation du système et sa maintenance, la formation, le consulting, l'audit et l'assistance permanente à l'exploitation du logiciel.

Dès sa création, HPS s'est définie une stratégie claire qui consiste à se spécialiser dans le paiement électronique multi-canal, tout en se diversifiant en terme de couverture géographique et en ciblant tous les secteurs de l'économie où le paiement électronique devient une nécessité.

V.2. Produits de HPS

V.2.1 Modules PowerCARD

Le produit PowerCARD est une solution monétique évoluée et hautement intégrée couvrant l'intégralité de la chaîne de traitement des transactions financières liées au paiement. Pour répondre à l'activité classique de la banque, le produit est structuré en trois suites :

Front Office

Il gère le pilotage des terminaux et guichets automatiques. Il assure notamment les fonctions de sécurité et de vérification, la communication avec les moyens d'acquisition (TPE, GAB, Internet, etc.), la collecte et l'autorisation des transactions ainsi que la gestion des commerçants et des parcs de terminaux d'acquisition.

Middle Office

Il assure le lien entre l'acquéreur et l'émetteur pour l'octroi d'autorisations et le routage dans le cadre d'une interopérabilité nationale et/ou internationale.

Back Office

PowerCard assure la gestion de :

- l'émission de tout type de cartes (crédit, débit, prépayée, co-marquée, fidélité, etc.) ;
- la personnalisation des cartes ;
- l'acquisition par les commerçants ;
- la compensation (internationale et nationale) ;
- les litiges ;
- l'alimentation de la comptabilité des émetteurs et acquéreurs, etc.

Le produit PowerCard peut être également exploité par les opérateurs télécoms, les pétroliers ou les assureurs pour la gestion (recharges, émissions, personnalisation...) des cartes prépayées, des cartes santé ou des cartes téléphoniques.

V.2.2 Evolution de PowerCARD

Conçu initialement en 1995 pour répondre aux besoins de l'activité classique de la banque, PowerCARD fait continuellement l'objet de mises à jour pour offrir un produit :

Complet

PowerCARD est le fruit d'une expérience cumulée de plusieurs années de développement pour le compte d'institutions financières. Le produit actuel a l'avantage d'être exhaustif et répond à la totalité des besoins en matière de paiement électronique.

Modulaire

La modularité du produit permet d'offrir des solutions adaptées aux besoins immédiats des clients et de les accompagner dans leur développement futur en leur fournissant de nouveaux modules. Cette modularité permet également de pénétrer des comptes qui disposent de solutions incomplètes sur lesquelles vient se greffer le produit PowerCARD.

Ouvert sur différentes plates-formes d'acquisition

Le Front Office de cette solution permet de servir aujourd'hui les GAB et les TPE avec accès Internet et est également ouvert sur de nouvelles plateformes telles que l'Internet et le mobile.

Basé sur une nouvelle architecture

Une architecture technique moderne, orientée Services (SOA architecture), traitant de façon indépendante et totalement intégrée les différentes disciplines nécessaires au métier du paiement. Le choix de cette architecture permet de décliner PowerCARD en ASP et de contrôler son évolution à distance dans un environnement multi devises, multi pays et multi banques.

Conçu pour évoluer et être paramétré à volonté

Pour répondre aux besoins de nouvelles activités, les transactions sont basées sur des registres comprenant les informations financières, liées au Marketing et permettant de limiter le risque de fraude. Le passage vers d'autres secteurs est possible en complétant ces registres pour tenir compte des spécificités particulières de chaque secteur.

Certifié aux standards internationaux

PowerCARD est certifié par des organismes internationaux tels que Visa, MasterCard, American Express, Diners Club, JCB, etc. Il est également conforme aux norme EMV et PCI.

Il est à noter que l'évolution de PowerCARD est gérée selon trois facteurs clés :

- l'évolution du marché (nouveaux produits, nouveaux segments de marchés, etc.) ;

- les technologies (bases de données, systèmes d'exploitation, cartes à puce, etc.) ;
- les réglementations de l'industrie (MasterCard, Visa, etc.).

V.3. Services complémentaires offerts par HPS

HPS a le souci permanent d'apporter le maximum de valeur ajoutée dans la réalisation de ses prestations en capitalisant sur les compétences de ses consultants. Ces derniers bénéficient d'une expertise dans les systèmes de paiement acquise à travers une veille continue et de nombreuses années d'expérience. Ceci permet à HPS de fournir des solutions monétiques clé en main.

V.3.1 Conseil

HPS, fondée à l'origine par des consultants en monétique, a capitalisé sur une réelle expertise à travers diverses expériences dans le secteur monétique :

- mise en œuvre de centres monétiques privés ou interbancaires ;
- comités consultatifs des systèmes internationaux ;
- développement de nombreux progiciels monétiques.

Les consultations concernent aussi bien des études d'opportunité ou la rédaction de cahiers des charges que le développement de logiciels spécifiques.

V.3.2 Formation Métier/Hommes

HPS, forte de la compétence de ses consultants et de leur expérience dans les systèmes de paiement, organise des cours sur mesure en monétique. Les modules proposés comprennent :

- l'initiation à la monétique ;
- le traitement des impayés ;
- l'autorisation des transactions ;
- la compensation des transactions ;
- la sécurité des transactions ;
- le marketing des produits ;
- et tous les autres aspects afférents aux moyens de paiement.

V.3.3 Audit des systèmes

HPS, de par l'adaptation de ses produits aux évolutions des technologies de l'information et de la monétique en particulier, offre des prestations d'audit pour tout type de système.

Ainsi, les missions d'audit menées par les équipes de consultants de HPS offrent aux entreprises la possibilité de s'assurer que l'organisation et le système monétique mis en place sont efficaces, que la sécurité de leur système est inviolable ou encore que leur offre correspond aux attentes du marché. De plus, ces missions sont conduites dans le respect des normes d'audit en vigueur.

V.3.4 Support client

Le contrat de maintenance représente la continuité de l'accompagnement du client par HPS. Par ce contrat, HPS assure à ses clients un support permanent pour répondre à leurs besoins. Un service Hot-line est ouvert pour traiter les anomalies relevées, les nouveaux besoins de développement ou tout autre demande d'informations. D'autre part, ce contrat engage HPS à intégrer les évolutions opérées par les organismes monétiques internationaux ou des nouvelles technologies de l'information et de la

communication. Des procédures sont mises en place entre HPS et le client pour assurer une qualité de service optimale. Les services de maintenance incluent :

- un service Hot-line accessible 7J/7 et 24H/24 ;
- la correction des anomalies de PowerCARD ;
- l'évolution des systèmes internationaux de paiement (Europay, MasterCard et VISA) ;
- l'évolution de l'environnement technique (UNIX et ORACLE).

V.3.5 ASP

HPS propose des solutions d'externalisation à ses clients. Ainsi, l'application acquise par le client est hébergée sur les serveurs de HPS, permettant au client une économie en terme d'investissement. Le logiciel est accessible par le biais d'une connexion à distance à l'aide d'identifiants et de mots de passe choisis par les utilisateurs selon une procédure communiquée par HPS.

Ce mode de fonctionnement appelé ASP (Application Service Provider) consiste à utiliser l'application, dont l'hébergement est assuré par HPS, selon un modèle de facturation basé sur les volumes traités.

V.3.6 Adaptation aux besoins spécifiques

HPS propose à ses clients des produits standard qui s'adaptent aux demandes spécifiques de ses clients. Suite à une étude de faisabilité, les consultants de HPS évaluent les possibilités d'adaptation du produit standard et les meilleures solutions pour répondre aux demandes spécifiques des clients.

V.4. Structure de l'activité

V.4.1 Répartition des produits d'exploitation par branche d'activité

Les produits d'exploitation de HPS ont évolué de 155,6 MDh en 2007 à 184,5 MDh en 2009, soit une progression annuelle moyenne sur les trois derniers exercices de 8,9%.

Le tableau suivant présente l'évolution de la contribution de chacune des activités aux produits d'exploitation globaux de HPS sur la période 2007-2009 :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Projets PowerCARD	78 477	59 926	79 495	-23,6%	32,7%
Nouvelles demandes	28 554	38 034	43 829	33,2%	15,2%
Maintenance	20 869	31 270	43 218	49,8%	38,2%
Autres revenus	12 039	14 029	2 450	16,5%	-82,5%
Refacturation	15 627	9 532	15 458	-39,0%	62,2%
Total	155 565	152 789	184 449	-1,8%	20,7%

Source : HPS

Les produits d'exploitation de HPS se composent :

- des projets PowerCARD qui comprennent aussi bien la vente de licence que l'intégration et le paramétrage des solutions ;
- des nouvelles demandes qui concernent les développements spécifiques autour du projet PowerCard selon un cahier des charges établi par le client ;
- de la maintenance : il s'agit des prestations de service et d'assistance associées à la vente de licence ;
- des autres revenus tels que l'extension de licences dans le cas du dépassement de la volumétrie des transactions préalablement définies et de l'externalisation des solutions (mode ASP) ;
- de la refacturation des différents frais aux clients.

Projets PowerCard

En 2008, les produits d'exploitation liés aux projets PowerCard ont enregistré une baisse de 23,6% justifiée par les éléments combinés de :

- l'impact de la crise sur les marchés financiers ;
- la concentration des efforts sur les projets stratégiques et sur les clients existants ;
- la pénétration du marché de l'Afrique anglophone avec la signature du premier contrat au Nigeria avec Interswitch.

Les produits d'exploitation relatifs aux projets PowerCard ont enregistré en 2009 une progression de 32,7% pour s'établir à 79,5 MDh en 2009 contre 59,9 MDh en 2008. Cette évolution s'explique principalement par le fort développement sur les marchés européens suite au démarrage des activités de la filiale HPS Europe :

- Signature du 1^{er} contrat sur le marché suisse avec la société Accarda pour un montant de 6,5 millions de dollars ;
- Signature d'un contrat avec Crédit Mutuelle Arkéa, en Bretagne.

Nouvelles demandes

En 2008, les produits d'exploitation provenant des nouvelles demandes ont enregistré une hausse de 33,2%, justifiée principalement par l'augmentation continue du nombre de clients de la société et par l'évolution du marché de la monétique.

Au titre de l'exercice 2009, les produits d'exploitation des nouvelles demandes ont enregistré une hausse de 15,2% par rapport à l'année 2008. Cette évolution tient compte de :

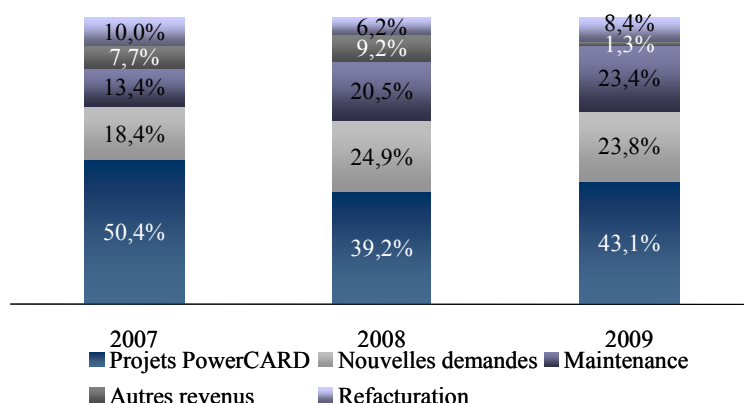
- l'augmentation continue du nombre de clients de HPS ;
- l'évolution permanente du marché de la monétique (technologie, métier, réglementation) qui engendre la mise à jour des solutions installées chez les clients de HPS.

Maintenance

Les produits d'exploitation liés à la maintenance ont enregistré, en 2008, une progression de 49,8% pour atteindre 31,3 MDh contre 20,9 MDh en 2007. Cette évolution s'explique par l'augmentation des clients entrant en phase de maintenance.

Au même titre que l'exercice 2008, les produits d'exploitation relatifs à la maintenance ont enregistré une hausse de 38,2% en 2009 justifiée également par l'augmentation du nombre de clients sous maintenance.

L'évolution de la structure des produits d'exploitation par branche d'activité se présente comme suit :



Source : HPS

En 2008, le poids des projets PowerCard baisse à 39,2% du total des produits d'exploitation. Cette baisse s'explique par :

- la progression plus faible de l'activité projets PowerCard par rapport aux autres activités qui ont enregistré une forte évolution ;
- l'impact sur l'activité de la crise économique enregistrée en 2008.

En 2009, le poids de cette activité augmente pour atteindre 43,1% du total des produits d'exploitation.

Par ailleurs, les nouvelles demandes représentent à fin 2009 une part de 23,8% du total des produits d'exploitation contre 18,4% en 2007, soit un gain de 5,4 points.

Suite à l'augmentation du nombre de clients de HPS, l'activité maintenance représente 23,4% du total des produits d'exploitation réalisé en 2009 par rapport à 13,4% au titre de l'exercice 2007.

V.4.2 Répartition des produits d'exploitation par région géographique

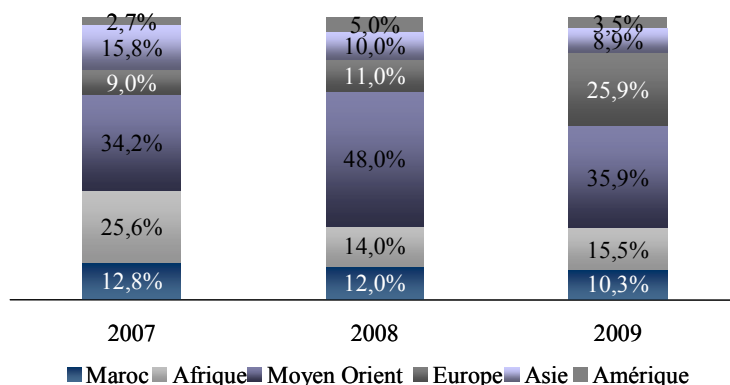
La répartition géographique des produits d'exploitation de HPS sur les trois derniers exercices se présente comme suit :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Maroc	19 951	18 335	18 936	-8,1%	3,3%
Afrique	39 824	21 391	28 609	-46,3%	33,7%
Moyen Orient	53 176	73 339	66 262	37,9%	-9,6%
Europe	13 923	16 807	47 691	20,7%	183,8%
Asie	24 507	15 279	16 412	-37,7%	7,4%
Amérique	4 184	7 639	6 540	82,6%	-14,4%
Total	155 565	152 789	184 449	-1,8%	20,7%

Source : HPS

Les produits d'exploitation provenant du Moyen-Orient et de l'Asie enregistrent une baisse en 2008 justifiée principalement par l'impact de la crise économique enregistrée en 2008 sur l'activité nouveaux projets.

L'évolution de la structure des produits d'exploitation par zone géographique se présente comme suit :



Source : HPS

Les marchés traditionnels de HPS (Europe, Afrique et Moyen-Orient) continuent de représenter plus de 65% de l'activité avec un très fort développement du marché européen, fruit des investissements réalisés depuis plusieurs années et une régression sur le marché du Moyen-Orient.

V.4.3 Saisonnalité du chiffre d'affaires

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la saisonnalité du chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Moyenne
1 ^{er} semestre	40,3%	44,9%	51,0%	45,4%
2 ^{ème} semestre	59,7%	55,1%	49,0%	54,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : HPS

Entre 2007 et 2008, l'analyse de la saisonnalité du chiffre d'affaires fait apparaître un écart relatif entre le 1^{er} et le 2^{ème} semestre due essentiellement à une accélération des commandes en fin d'année. Cette différence tend à se réduire en 2008.

Au terme de l'exercice 2009, le chiffre d'affaires a été réalisé à parts égales entre le premier et le deuxième semestre.

V.5. Evolution de la clientèle

HPS dispose d'un portefeuille de clients répartis essentiellement en Europe, Afrique, Moyen orient, Asie et Amérique du Nord.

Les principaux clients de HPS, sur les trois dernières années, se présentent comme suit :

Clients	Région	Date de contrat
ACOM	Asie	2006
Cooperative Central Bank	Europe	2006
Central Bank of Lybia	Afrique	2006
Shinsei Bank	Asie	2007
ICPS	Afrique	2007
Carta Solutions	Amérique du Nord	2007
Noor Islamic Bank	Moyen Orient	2007
Fullerton	Moyen Orient	2007
American Express	Moyen Orient	2008
Al Hilal Bank	Moyen Orient	2008
Interswitch	Afrique	2008
Masraf Al Rayan	Moyen Orient	2008
Bank Dhofar	Moyen Orient	2008
Accarda	Europe	2009
EMBRATEC	Amérique Latine	2009

Source : HPS

La contribution des premiers clients au chiffre d'affaires de HPS sur les 3 derniers exercices se présente comme suit :

2007			2008			2009		
Société	CA (Kdh)	%CA global	Société	CA (Kdh)	%CA global	Société	CA (Kdh)	%CA global
NIB	9 095	6,1%	ACOM	14 028	9,0%	Dubai Islamic Bank	9 814	6,1%
BEAC	7 248	4,9%	AMEX	8 165	5,2%	HILAL	9 540	6,0%
DIB	5 820	3,9%	ICPS	6 747	4,3%	GPS	8 791	5,5%
CESKA	5 645	3,8%	SARAF	5 507	3,5%	EMBRATEC	7 980	5,0%
ACOM	4 101	2,8%	SHINSEI	3 335	2,1%	AMEX	7 536	4,7%

Source : HPS

V.6. Politique de prix

HPS dispose d'une grille tarifaire officielle qui établit le prix pour chaque module logiciel. Cette grille sert de base pour la détermination des montants à facturer, qui dépendent par exemple, du volume des guichets pilotés ou encore du nombre de cartes utilisées.

Concernant les services offerts par HPS, leur prix est déterminé sur la base d'un nombre de jours hommes et d'un prix par jour homme qui diffère selon le type de prestation et selon la zone géographique.

HPS pratique également une politique de prix très agressive en s'adaptant aux prix des marchés dans lesquels elle n'est pas présente ou encore sur les marchés n'ayant pas atteint une maturité suffisante, en vue de préserver sa part de marché. Globalement, les prix pratiqués par HPS sont dans les normes observées au niveau international.

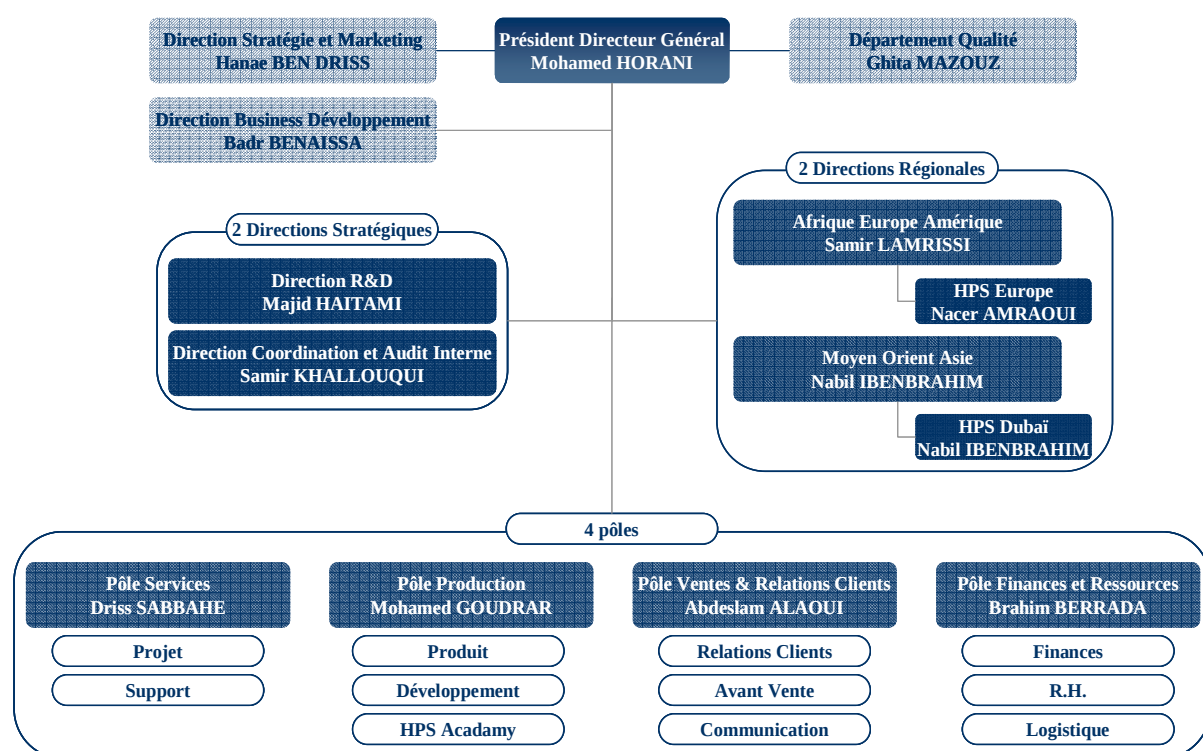
VI. Organisation

VI.1. Organigramme de la société

Mise en place en mai 2008, la nouvelle organisation de HPS a pour objectifs :

- d'assurer un pilotage renforcé des fonctions opérationnelles et régionales ;
- d'industrialiser les forces de production tant globales que locales ;
- de renforcer la fonction R&D ;
- de mettre en place une structure de formation à destination des clients, partenaires et collaborateurs de HPS.

L'organigramme de la société HPS se présente comme suit :



Source : HPS

VI.1.1 Directions Stratégiques

a. Direction R&D

Missions

- Garantir la recherche de nouvelles solutions technologiques et fonctionnelles dans un souci d'évolution cohérente de la suite PowerCARD ;
- Garantir l'élaboration des différents scénarii et supports afin de faciliter la prise de décision stratégique, marché et ressources (financière et humaine) ;
- Garantir le développement des nouvelles solutions et leur mise en oeuvre chez les clients de HPS ;
- Garantir l'élaboration des différents supports (méthodologiques, techniques et formation) afin de permettre un transfert de connaissance efficace vers les équipes des pôles Production et Services.

b. Direction Coordination et Audit Interne

Missions

- Garantir la coordination des différentes activités de HPS afin de contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques de HPS ;
- Garantir l'élaboration et la mise en œuvre des moyens nécessaires (structurels, managériaux, procéduraux) afin de soutenir le développement de HPS dans le respect de ses valeurs ;
- Garantir le suivi des plans d'action opérationnels afin de soutenir la stratégie de développement de HPS ;
- Garantir le diagnostic et le contrôle des différentes activités internes et garantir la mise en œuvre des actions préventives et curatives nécessaires à l'atteinte des objectifs de HPS.

VI.1.2 Directions régionales

HPS dispose de deux directions commerciales : la Direction Afrique Europe Amérique et la Direction Moyen Orient Asie. Leur mission consiste à développer les produits et les services de HPS à l'étranger et à élargir le réseau des partenaires de la société.

VI.1.3 Direction Stratégie et Marketing

Missions

- Garantir l'élaboration de la stratégie Corporate et Business par l'identification des opportunités de développement de HPS ;
- Garantir la planification des moyens de mise en œuvre et la production des outils de reporting adéquats afin de mesurer l'efficacité de la stratégie ;
- Garantir la définition et la mise en œuvre du plan marketing de HPS afin de soutenir le lancement de nouvelles offres et produits de HPS, le développement et l'animation du réseau partenaires ;
- Garantir la veille concurrentielle et marché afin d'anticiper les opportunités et risques de HPS ;
- Garantir l'élaboration et le suivi du plan de communication externe afin de contribuer à une image de HPS conforme à ses valeurs auprès de ses clients et prospects.

VI.1.4 Direction Business Développement

Missions

- Garantir l'identification des opportunités de développement en lien avec l'activité de HPS et définir les moyens de les conquérir ;
- Garantir le développement de nouvelles offres (produit et services), définir les marchés cibles et les business plans associés ;
- Contribuer à élaborer la stratégie produit et marque ainsi que les plans marketing pour accroître les parts de marchés de HPS et renforcer sa position tout en optimisant la rentabilité ;
- Garantir le pilotage de l'ensemble des actions nécessaires à la mise en œuvre des opportunités identifiées par l'utilisation des compétences internes (métiers, marketing, commerciales, juridiques, management et transverses) et externes, à disposition de HPS.

VI.1.5 Pôles

a. Pôle Services

Missions

- Garantir le bon déroulement des projets d'implémentation, migrations et mise en œuvre de solutions spécifiques auprès des clients dans le respect des règles de management de projet en vigueur, par l'allocation des ressources humaines, techniques et méthodologiques adéquates. Garantir le bon déroulement des différentes phases projets, de l'installation à la mise en production de l'application ;
- Garantir la qualité des prestations des partenaires de HPS par des mesures de certification, l'assistance et support auprès de ceux-ci ;
- Contribuer aux développements des futures versions de PowerCARD et mises à jour nécessaires à la tenue des engagements contractés entre HPS et ses clients.

b. Pôle Production

Missions

- Garantir la fourniture de solutions PowerCARD adaptées à l'ensemble des clients et partenaires dans un souci de qualité logicielle, optimisation de performance et technologique ;
- Garantir la production des divers supports d'assistance à l'utilisation des développements effectués (formation, documents logiciels, ...) ;
- Garantir le développement de solutions spécifiques aux clients dans le respect des normes de développement en vigueur et des délais engagés.

c. Pôle Ventes & Relations Clients

Missions

- Développer le volume des ventes de HPS par la prospection de nouveaux clients et l'évolution des solutions des clients existants ;
- Garantir le processus de vente de HPS par la mise en œuvre des moyens adéquats à la prospection et la fidélisation des clients de HPS ;
- Garantir la contractualisation des ventes de l'ensemble de la gamme PowerCARD, ainsi que les produits et services y afférant (Intégration, ORACLE, exceptionnellement les composants matériel) ;
- Garantir la satisfaction client par la prise en charge et le suivi de nouveaux besoins exprimés par les clients de HPS ;
- Faire un suivi des réclamations effectuées par les clients de HPS.

d. Pôle Finances & Ressources

Missions

- Garantir la gestion des ressources de HPS, aussi bien financières, logistiques ou humaines ;
- Garantir la production des outils de suivi adéquats afin de faciliter la prise de décision stratégique et opérationnelle de HPS ;
- Garantir le support aux entités opérationnelles et filiales de HPS par la mise en œuvre des procédures et moyens nécessaires au développement de l'entreprise.

VI.2. Moyens humains

VI.2.1 Politique RH

La politique sociale adoptée par HPS vise la création d'une forte culture d'entreprise garantissant la cohésion de l'ensemble des collaborateurs autour de la vision de l'entreprise et l'adhésion aux valeurs fondamentales de la société à savoir, la confiance, la responsabilisation, la communication et la souplesse.

HPS veille à la transmission de la culture d'entreprise à tous les collaborateurs dès leur recrutement. En effet, la société a mis en place un système de parrainage afin de faciliter l'intégration de toutes les nouvelles recrues. Ces dernières sont ainsi affectées à des parrains pour une période de 6 mois, afin qu'elles soient assistées et imprégnées de la culture de la société. A l'issue de cette phase de parrainage, une réception est organisée à l'intention des nouvelles recrues, symbolisant leur appartenance à la société.

HPS organise régulièrement des activités fédératrices. Ainsi, une fois par an, des séminaires et Team Building sont organisés autour de thèmes stratégiques ou d'actualité de l'entreprise afin d'informer et d'impliquer l'ensemble des collaborateurs. Par ailleurs, la société a mis en place depuis 2006 des comités d'entreprise en charge des différents volets sociaux prioritaires pour ses collaborateurs. Enfin, la société a mis en place en 2003 un intranet et en 2006 une newsletter interne pour servir d'espace d'échange entre le personnel de la société.

VI.2.2 Politique de recrutement

Les consultants de HPS sont principalement des ingénieurs, essentiellement lauréats des grandes écoles nationales telles que l'Ecole Mohammedia d'Ingénieurs (EMI), l'Ecole Nationale Supérieure d'Informatique et d'Analyse des Systèmes (ENSIAS), l'Ecole Nationale de l'Industrie Minérale (ENIM), l'Ecole Hassania des Travaux Publics (EHTP) et l'Université Alakhawayn (AUI). D'autres ingénieurs proviennent de filières étrangères, telles que les grandes écoles d'ingénieurs françaises (ENSI).

Le reste des recrutements concerne des profils bien ciblés notamment des commerciaux, des chefs de projet ou des directeurs de projet. Il est à noter que HPS favorise la promotion interne pour les postes clés. Par ailleurs, tous les salariés de la société disposent d'un contrat à durée indéterminée.

Au fil du temps, HPS a développé une procédure de recrutement qui répond pleinement à ses besoins en ressources humaines. En effet, en début d'année, toutes les directions définissent leurs besoins en ressources humaines. Ces besoins sont ensuite communiqués au Pôle Finances et Ressources qui procède, tout au long de l'année, à la sélection et au recrutement des profils demandés. HPS compte procéder, dans un futur très proche, à des recrutements annuels se faisant à des périodes prédéfinies. Cette démarche permettra d'améliorer la gestion du processus de recrutement et d'intégration des nouvelles recrues.

VI.2.3 Effectifs

Evolution récente

L'évolution du personnel permanent de HPS sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
HPS	126	152	195	20,6%	28,3%
HPS Dubaï	11	9	12	-18,2%	33,3%
HPS Europe	0	0	1	NA	NA
Effectif global	137	161	208	17,5%	29,2%

Source : HPS

A fin 2009, l'effectif de HPS s'établit à 208 personnes contre 137 personnes au terme de l'exercice 2007, soit une progression moyenne de 23,2%.

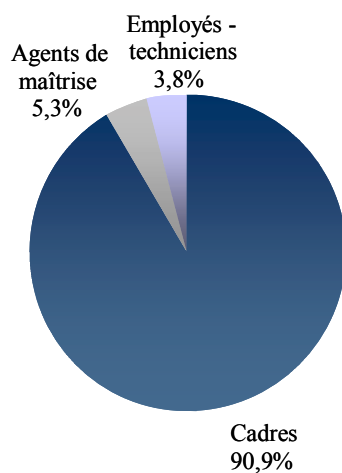
Structure de l'effectif par catégorie

La structure de l'effectif permanent de HPS selon les Catégories Socioprofessionnelles (CSP), sur les trois derniers exercices, se présente comme suit :

	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Cadres	124	143	189	15,3%	32,2%
<i>dont HPS</i>	114	135	178	18,4%	31,9%
<i>dont HPS Dubaï</i>	10	8	10	-20,0%	25,0%
<i>dont HPS Europe</i>	0	0	1	NA	NA
Agents de maîtrise	8	10	9	25,0%	-10,0%
<i>dont HPS</i>	8	10	9	25,0%	-10,0%
<i>dont HPS Dubaï</i>	0	0	2	NA	NA
<i>dont HPS Europe</i>	0	0	0	NA	NA
Employés - techniciens	5	7	8	40,0%	14,3%
<i>dont HPS</i>	4	7	8	75,0%	14,3%
<i>dont HPS Dubaï</i>	1	1	0	0,0%	-100,0%
<i>dont HPS Europe</i>	0	0	0	NA	NA
Total	137	161	208	17,5%	29,2%
<i>dont HPS</i>	126	152	195	20,6%	28,3%
<i>dont HPS Dubaï</i>	11	9	12	-18,2%	33,3%
<i>dont HPS Europe</i>	0	0	1	NA	NA

Source : HPS

La répartition de l'effectif du groupe, à fin 2009, par catégorie socioprofessionnelle se présente comme suit :

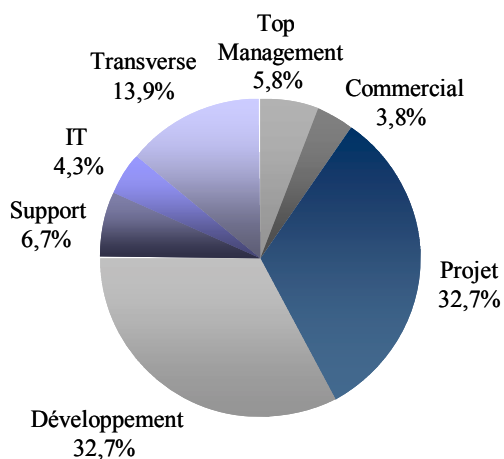


Source : HPS

Le taux d'encadrement de la société ressort à 90,9% en 2009, contre 90,5% en 2007.

Structure de l'effectif par type de compétence

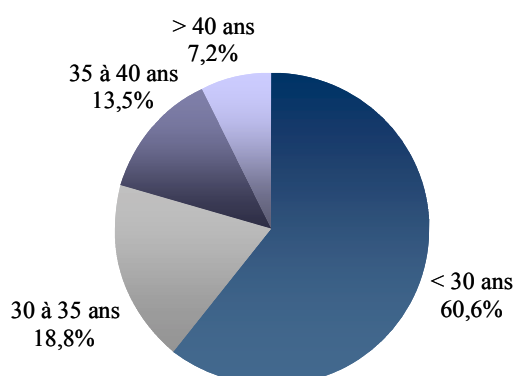
La répartition de l'effectif du groupe, à fin 2009, par type de compétence se présente comme suit :



Source : HPS

Structure de l'effectif par tranche d'âge

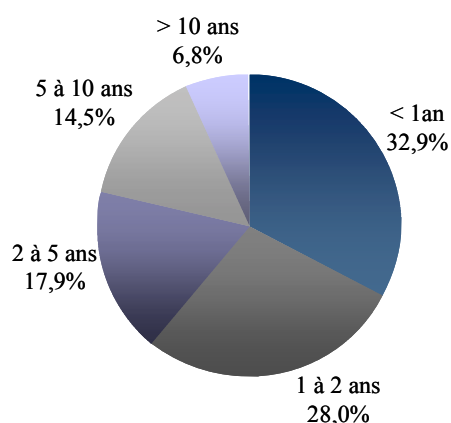
La répartition de l'effectif de HPS, à fin 2009, par tranches d'âge se présente de la manière suivante :



Source : HPS

Structure de l'effectif par ancienneté moyenne

La répartition de l'effectif de HPS, à fin 2009, par moyenne d'ancienneté se décline comme suit :



Source : HPS

Turnover

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des départs et des recrutements du personnel de HPS au cours des trois derniers exercices :

	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Recrutements	48	65	82	35,4%	26,2%
Départs	19	41	35	115,8%	-14,6%
Solde	29	24	47	-17,2%	95,8%

Source : HPS

Sur les trois derniers exercices, les recrutements annuels opérés par la société HPS ont permis d'accompagner la croissance de l'activité et de couvrir les départs enregistrés au cours de la même période. Ainsi, entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2009, HPS a augmenté ses ressources humaines de 100 personnes.

VI.2.4 Politique de formation

En fonction des besoins déterminés dans le cadre du processus d'évaluation du personnel, HPS élabore un plan de formation annuel.

Chaque nouvelle recrue participe à une période de formation lui permettant de maîtriser les outils de travail et les produits de la société et de s'approprier les règles de travail en vigueur.

Les formations concernant la monétique ou le logiciel PowerCARD sont assurées par les équipes internes de la société. Les formations relatives aux outils de développement (Oracle, gestion de projet, etc.) sont dispensées en externe auprès d'établissements de formation privés au Maroc ou à l'étranger.

En 2008, HPS a créé une structure « HPS Academy » dédiée au développement des compétences et connaissances liées à la monétique en général et à PowerCARD en particulier. En effet, la direction HPS Academy vise la formation des nouvelles recrues, des clients et des partenaires de HPS. Toute nouvelle recrue, pendant sa période d'intégration, intègre deux cycles de formation : un cycle orienté « métier » et un autre « généraliste » dédié à la connaissance des politiques et normes en vigueur à HPS.

Par ailleurs, HPS, en tant que groupe international, offre la possibilité à tous ses collaborateurs de développer leur expérience à l'international, soit dans le cadre de missions temporaires pour le compte de ses clients, soit de manière durable par le biais de l'expatriation dans l'un des bureaux ou filiales à l'étranger.

En 2009, le nombre d'heures de formation dispensées a atteint 4 546 heures dont 80% destinées aux collaborateurs et 20% destinées aux clients et partenaires.

VI.2.5 Politique de rémunération

Sur la base d'un guide d'évaluation préétabli, chaque direction procède annuellement à l'évaluation de ses collaborateurs. Ce guide couvre trois axes principaux : les objectifs, les responsabilités et les compétences. Sur la base des résultats de l'évaluation, un plan de carrière et de formation est établi pour chaque collaborateur.

La politique de rémunération de HPS se base sur les standards internationaux en vigueur. La grille de rémunération garantit une équité interne et externe.

Les salariés de HPS sont rémunérés sur 12 mois. Par ailleurs, et afin de motiver ses équipes, la société a mis en place une politique de rémunération variable, basée sur le système d'évaluation. Les primes accordées sont indexées sur ces évaluations et sur la performance globale de l'entreprise. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des primes distribuées au personnel sur les trois derniers exercices :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Primes distribuées	9 110	7 630	6 563	-16,2%	-14,0%

Source : HPS

Le montant global des primes allouées à l'ensemble du personnel au titre de l'exercice 2009 s'élève à 6,6 MDh contre 7,6 MDh en 2008, soit une baisse de 14,0%. Cette baisse s'explique par la baisse de l'activité.

En outre, tous les salariés bénéficient de la couverture CNSS et CIMR, d'une mutuelle et d'une couverture complémentaire qui prend en charge les frais médicaux, aussi bien au Maroc qu'à l'étranger, à hauteur d'un million de dirhams par employé et par an.

Par ailleurs, HPS a instauré depuis 2005 un système de commission pour les commerciaux. Ce système prévoit une rémunération complémentaire indexée sur les ventes réalisées, et ce en cas d'atteinte des objectifs.

VI.3. Moyens techniques

VI.3.1 Systèmes de gestion

Les différents systèmes informatiques de gestion au sein de HPS sont les suivants :

- Système comptable géré par le logiciel Osba ;
- Gestion de la paie sous le logiciel Ciel ;
- Communication interne via un système Intranet développé en interne. Ce système permet de gérer :
 - ✓ les aspects administratifs des ressources humaines ;
 - ✓ les aspects logistiques de HPS ;
 - ✓ le partage de l'information ;
 - ✓ les indicateurs du système qualité.

Il est à noter que l'ERP Microsoft AX est en cours d'implémentation.

VI.3.2 Systèmes liés à la production

a. Rational ClearCase

Rational ClearCase est un outil de gestion de configuration logicielle édité par IBM. Au delà de la simple gestion de versions de fichiers, Rational ClearCase offre les mécanismes de base pour gérer une configuration d'un logiciel. C'est à dire qu'il permet d'identifier l'ensemble des versions de fichiers qui constituent une version d'un produit logiciel. Il permet aussi des audits de fabrication, en conservant tous les paramètres de l'environnement initial.

PowerCARD étant distribué auprès de clients sous différentes configurations (dues notamment aux personnalisations), HPS doit être capable de fournir une assistance technique au meilleur niveau indépendamment de la version. Rational ClearCase répond à ce besoin. En effet, il gère les différentes versions ainsi que les modifications qui y sont apportées sous le principe d'espaces de travail donnant des privilèges aux différents intervenants sous la surveillance d'un directeur de projet.

L'ensemble des versions de tout le code source PowerCARD est géré sous Rational.

b. Rational Clearquest

Rational ClearQuest est un logiciel de gestion d'automatisation et de contrôle de processus afin d'améliorer l'efficacité des développements logiciels. Il permet d'assurer un suivi des modifications et des erreurs pour chaque activité de développement.

Rational ClearQuest est intégré de manière transparente avec son produit connexe Rational ClearCase, pour offrir une solution de gestion de configuration de logiciels complète.

La richesse fonctionnelle de PowerCARD et le nombre des personnes intervenant dessus devenant de plus en plus important, il est impératif pour HPS de contrôler l'évolution de son produit. Dans ce but, Rational ClearQuest permet d'affecter les différentes tâches autour d'une modification ou d'une nouvelle spécification par rapport à une nouvelle version. Cette solution permet de fournir des informations sur l'évolution du produit ainsi que la contribution de chaque intervenant au niveau de chaque version. Différents états peuvent être attribués tels que les demandes, envois, validations et envois client.

c. Serveurs de développement

HPS dispose de plusieurs serveurs de développement et de supports des clients. Ces serveurs sont sous différentes versions de système d'exploitation afin de refléter les différents environnements des clients existants.

d. Environnement de développement

HPS dispose d'un ensemble de matériels reflétant un environnement classique de production chez un client : TPE, GAB, HSM, simulateurs VISA, Mastercard, etc. Cela permet aux développeurs de tester les livrables dans un environnement réel.

e. Outils de support

HPS dispose d'un outil (HEAT) pour la gestion du service Helpdesk HPS 24/24 7/7. Cet outil permet l'enregistrement et le suivi des réclamations clients et la génération des statistiques de l'activité.

VI.3.3 Systèmes de sécurité

a. Sauvegarde des données

Le département « Support Technique » assure la sauvegarde de deux types de données :

- chaque utilisateur dispose à sa demande auprès du Support Technique d'un répertoire de sauvegarde sur un serveur. De plus, ce serveur fait l'objet d'une sauvegarde hebdomadaire qui est conservée 2 semaines sur bandes magnétiques ;
- les environnements des serveurs de développement sont sauvegardés quotidiennement sur bandes magnétiques. Clearcase génère un répertoire où sont stockées les sources de développement. Ce répertoire est sauvegardé quotidiennement par le département Support Technique. La fenêtre de sauvegarde est de 1 mois et demi. Un mailing automatique est généré pour identifier les problèmes de sauvegarde ayant pu survenir. L'ensemble des utilitaires est aussi sauvegardé. En plus de ces sauvegardes quotidiennes, une sauvegarde globale est réalisée tous les 15 jours et les supports de stockage sont gardés dans un local externe.

b. Protection des données

Un système de Firewall assure la prévention contre toute intrusion externe sur le système informatique.

D'autre part, un système de protection antiviral est installé sur le réseau permettant la mise à jour automatique des définitions de virus sur les postes utilisateurs et le lancement automatique des vérifications.

Enfin, les ingénieurs de HPS peuvent se connecter à distance aux machines des clients moyennant un réseau privé virtuel (VPN : Virtual Private Network) afin de sécuriser les échanges.

VI.3.4 Activité ASP

HPS dispose d'une salle de machines conçue spécialement pour héberger les clients ASP :

- deux serveurs IBM P550 (Power 6) partitionnés et fonctionnant en Cluster Active/Active destinés à la production ;
- un serveur IBM p520 (Power 6) destiné aux tests et pré-production ;
- une baie de stockage primaire DS4800 ;
- une baie de disques DS4800 secondaire répliquant la baie primaire ;
- des équipements réseaux CISCO qui assurent la connectivité des serveurs ;
- un Firewall qui protège le réseau ASP.

VI.4. Politique commerciale et marketing

VI.4.1 Stratégie marketing

HPS a comme mission principale la fourniture et la mise en place de solutions et de systèmes de paiement électronique multi-canal.

En se basant sur une stratégie axée client, HPS s'engage :

- d'une part, à livrer à ses clients des solutions qui répondent au plus près à leurs besoins, tout en respectant ses engagements de qualité et de coûts ;
- d'autre part, HPS s'engage à accompagner ses clients à long terme dans leur stratégie de développement. Cet accompagnement se traduit par un certain nombre de services à la disposition des clients, tels que :
 - ✓ la mise en place d'une équipe support, 7 jours /7 et 24 heures /24 ;
 - ✓ des services de conseil autour des métiers de la monétique ;
 - ✓ la mise à niveau des solutions clients en fonction des évolutions réglementaires ;
 - ✓ la réponse et la mise en œuvre de toute nouvelle demande d'évolution à l'initiative du client (nouveaux services, nouveaux modules, etc.).

Pour bien servir ses marchés, HPS propose deux approches à ses clients :

- **Ventes de licences** : ce modèle consiste en la vente des droits d'utilisation des produits HPS et la facturation des services d'ingénierie, d'implémentation et de maintenance ;
- **Services d'externalisation ASP** : en se basant sur la tendance d'externalisation observée sur les principaux marchés développés, HPS, en direct ou en partenariat avec quelques acteurs de l'externalisation (Monext, ICPS, GPS), offre à ses clients, depuis 2003, des services en mode ASP.

Le marché cible de la société comprend toutes les activités potentiellement utilisatrices du paiement électronique telles que :

- Secteur Financier : Banques, assurances, sociétés de crédit, caisses de retraites, etc. ;
- Secteur Pétrolier : Distributeurs de produits pétroliers ;
- Secteur Télécommunications : Opérateurs de télécommunication ;
- Service Public : Santé, E-gouvernement, etc. ;
- Grande distribution.

Les prestations de HPS destinées à ces secteurs sont les licences PowerCard et les services associés.

VI.4.2 Politique commerciale

HPS dispose d'une direction dédiée à la gestion de la relation client (Direction Customer Care). Un gestionnaire de comptes est alloué pour chaque client et intervient depuis la prospection en passant par la phase d'appel d'offres jusqu'à l'après vente et la facturation. Le gestionnaire de comptes travaille en collaboration avec les équipes techniques de HPS.

HPS adopte une démarche commerciale proactive. De ce fait, la société s'appuie sur plusieurs moyens afin d'identifier ses prospects :

- Contact Direct : planning de visites ciblées, organisation de séminaires et de cours de formation, etc. ;

- Salons et Forums : HPS participe et sponsorise plusieurs salons internationaux spécialisés dans la monétique, répartis sur les principales zones géographiques qu'elle dessert. Parmi les principaux salons de la monétique en 2009 où HPS expose ses solutions :
 - ✓ MEFTEC organisé à Bahreïn ;
 - ✓ European Card Acquiring Forum à Berlin ;
 - ✓ Cards 2009 au Brésil ;
 - ✓ Cards Asia 2009 à Singapour ;
 - ✓ Cards Middle East 2009 ;
 - ✓ Cartes 2009 à Paris.

Par ailleurs, HPS participe également à de nombreuses manifestations de la monétique dont :

- ✓ Forums Visa et Mastercard en Europe et en USA ;
- ✓ CARTES Afrique 2009 à Tunis ;
- ✓ Forum de la Finance Islamique en Afrique du Nord ;
- ✓ Money Transfer International Forum à Londres ;
- ✓ Payment China à Pékin ;
- ✓ Cards Africa à Johannesburg ;
- ✓ Mobile Money Summit à Dubai ;
- ✓ Le salon M-Payment à Paris ;
- ✓ Le Salon Africain et Méditerranéen des TIC (Med IT).

En plus des objectifs commerciaux, la présence des experts de HPS dans ces différentes manifestations leur permet d'être à la pointe des évolutions technologiques les plus récentes et des standards réglementaires internationaux. Ceci permet à HPS d'intégrer ces évolutions dans son plan de développement :

- **Forum d'Utilisateurs PowerCARD (Users' Meeting)** : de façon à assurer une proximité avec l'ensemble de ses clients, HPS organise une rencontre du Club d'utilisateurs des solutions PowerCARD. A cette occasion, HPS invite l'ensemble de ses clients et partenaires à des tables rondes où sont débattus les grands sujets se rapportant à la monétique. Le management de HPS profite également de cette rencontre pour présenter les dernières évolutions métier relatives au logiciel PowerCARD ;
- **Campagnes médiatiques** : HPS exploite différents médias pour s'approcher davantage de son marché et ce, à travers des publications spécialisées (Courrier de la monétique, les Sites Web de Visa et Mastercard, le Nilson Report, etc.) et des annonces de presse ciblées.

VI.4.3 Politique de distribution

HPS a mis en place deux circuits de commercialisation de ses produits :

- **Circuit direct** : Ce circuit consiste en une approche directe à travers ses bureaux régionaux (HPS Europe et HPS Dubai) qui assurent la promotion et le développement des produits et des services de HPS sur leur marché régional.
- **Circuit indirect** : Ce circuit consiste en des partenariats stratégiques dans différents pays de façon à renforcer de manière notable la force commerciale de HPS.

La stratégie de partenariat retenue par HPS vise les principaux objectifs suivants :

- une présence commerciale locale pour une meilleure écoute du marché ;
- un service de proximité pour assurer une meilleure réactivité aux demandes des clients ;
- le renforcement des ressources humaines de HPS par celles de ses partenaires afin de mieux faire face à sa croissance ;
- la construction d'alliances fortes pour faire gagner des parts de marché sur les marchés internationaux européens et américains ;
- la création de nouvelles opportunités et synergies.

De manière générale, les contrats avec les partenaires ont une durée d'un à trois ans reconductible et portent sur la vente des solutions de HPS moyennant des commissions. Dans certains cas, les contrats peuvent inclure également l'intégration des solutions.

Les partenaires sont liés à HPS par une clause d'exclusivité : ils s'engagent ainsi à ne pas commercialiser les solutions concurrentes.

En cas d'exclusivité de la part de HPS, celle-ci est définie dans le temps et avec des objectifs. Les termes des contrats signés sont négociés à la fin de chaque contrat.

HPS traite principalement avec les partenaires commerciaux suivants :

- **BFI (Tunisie)**, société tunisienne, BFI est un éditeur de logiciels et de conseil en informatique actif dans le domaine bancaire et boursier. BFI a été créé en 1994 et est doté d'un effectif de 220 personnes. BFI dispose d'un spectre de clients dans plus de 15 pays et possède une représentation à Paris. Ses principaux clients sont : la Banque Centrale de Tunisie, la Banque des Etats d'Afrique Centrale, la Société Générale et BNP-Paribas, etc.
- **Interswitch (Nigeria)**, est un fournisseur de solutions sécurisées de paiement électronique au Nigeria. La société offre ses services pour les secteurs des finances, des télécommunications et du e-commerce.
- **ITD (Pologne)**, société fondée à Istanbul en 1991, ITD fournit des services autour des systèmes de paiement. En 1995, ITD a démarré ses activités en Pologne avec pour mission de fournir des solutions complexes allant du consulting jusqu'au développement et à l'implémentation de solutions dans les domaines des systèmes de paiement, du e-commerce, etc.
- **ITS (Koweït)**, fournisseur de solutions intégrées de technologies de l'information, incluant aussi bien des ERP que des solutions de e-Commerce et des solutions de gestion des relations clients. ITS dispose d'un portefeuille de clients au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie constitué, entre autres, d'une vingtaine de banques susceptibles de migrer vers la solution PowerCARD dans les prochaines années. Par ailleurs, ce partenaire est très présent sur le marché des banques islamiques, ce qui a permis à HPS de remporter son premier contrat sur ce marché porteur (KFH Bahreïn).
- **NUCLEUS SOFTWARE (Inde)**, éditeur de logiciel pour les secteurs bancaire et financier. La société, créée en 1986, dispose d'un portefeuille de près de 175 clients et a réalisé un chiffre d'affaire annuel de \$72,3 millions au 31/03/2009 (608,6 millions de dirhams¹⁷). Le partenariat avec Nucleus concerne aussi bien des aspects commerciaux que des activités de sous-traitance.

¹⁷ Taux de change au 31/03/2009 : 1 \$ = 8,4182 Dh

- **Monext (France)**, fournisseur de solutions sécurisées destinées aux établissements financiers. Issue de l'activité de paiements électroniques d'Experian France, Monext dispose de plus de 25 ans d'expérience. Monext emploie près de 400 personnes qui traitent plus de 2 millions de cartes bancaires, 3 millions de cartes de transport et 5 millions de cartes privatives (pétrole, distribution), soit plus de 550 millions de transactions.

La contribution des trois principaux partenaires au chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices se présente comme suit :

Société	2007		2008		2009	
	CA	%CA global	CA	%CA global	CA	%CA global
Monext	9 321	6,3%	6 843	4,4%	18 529	11,6%
ITS	13 641	9,2%	13 378	8,6%	7 396	4,6%
NUCLEUS	7 068	4,8%	20 459	13,1%	4 460	2,8%

Source : HPS

VI.5. Démarche qualité

Fin 2002, HPS a décidé de lancer un vaste chantier visant à mettre en place un Système de Management de la Qualité selon le référentiel International ISO 9001 : 2000. Ce chantier a été couronné par l'obtention en décembre 2003 de la certification ISO 9001 version 2000 pour l'ensemble des activités de la société.

Ce projet a eu pour finalité l'organisation et la structuration des méthodes de travail et du mode de gestion suivant les exigences de la norme, les exigences du métier et surtout les attentes des clients. En effet, la démarche qualité a pour objectif majeur la satisfaction des clients et partenaires. Elle permet à HPS de maintenir une culture de mesure via la mise en place d'indicateurs de performances pour ses différents processus.

En outre, l'ensemble des processus et des pratiques managériales sont suivis et améliorés régulièrement grâce à un système d'audits internes et externes visant à évaluer les écarts et à dégager les différents axes d'améliorations.

L'ensemble de ces dispositions permet de démontrer la performance des méthodes utilisées et l'efficacité des processus mis en place.

VI.6. Recherche et Développement

La Recherche et Développement est l'un des éléments majeurs de la croissance et du développement de HPS. Elle permet en effet de maximiser la valeur ajoutée apportée aux clients, de contribuer à la différenciation de la société vis-à-vis de ses concurrents et d'accroître la rentabilité. Elle consiste à répondre de manière toujours plus adéquate aux attentes des clients en y intégrant les évolutions technologiques les plus récentes.

Les principales réalisations de la R&D sont :

- les mises à jour des versions de PowerCard ;
- l'intégration des évolutions réglementaires ;
- l'intégration des évolutions technologiques ;
- des développements spécifiques tel Mobitrans une solution de paiement mobile développée en 2009.

Pour maximiser ses chances de succès et en optimiser les paramètres économiques, HPS dispose d'une démarche structurée qui s'articule autour :

- d'une direction R&D garante de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie R&D de manière transversale à l'entreprise ;

- d'une veille active continue des nouveaux besoins des clients ;
- d'une démarche proactive pour identifier en amont les technologies émergentes et les futurs partenaires technologiques de référence ;
- de réseaux internes d'échange et d'outils de capitalisation de connaissances ;
- d'un processus de qualification et d'intégration des innovations dans la version standard de PowerCARD.

HPS édite et maintient ses produits PowerCARD en veillant particulièrement à ce que ces derniers répondent aux évolutions technologiques, aux évolutions des besoins du marché et aux réglementations nationales et internationales. Dans ce sens, en 2009, HPS a consacré 19 millions de dirhams à la R&D, un budget essentiellement constitué des coûts directs des équipes dédiées, contre 12 millions en 2008. Ce budget a évolué de 9% entre 2007 et 2008.

Néanmoins, bien que HPS a une politique de R&D très volontariste, les investissements dus à ces nouveaux développements sont validés suite à des études d'opportunités très approfondies, afin d'en maîtriser les risques et d'en assurer un déploiement rentable.

VI.7. Stratégie de développement

VI.7.1 Orientations stratégiques de HPS

Les orientations stratégiques de HPS se définissent par les éléments ci-après :

Vision

HPS ambitionne d'être le partenaire de référence de ses clients, reconnu mondialement pour son expertise dans le domaine des transactions électroniques et sa forte valeur ajoutée aux business de ses clients à travers :

- un positionnement dans tous les domaines ayant un lien direct ou indirect avec le métier des paiements électroniques et ce, en continuant à développer l'expertise par la création d'alliances, de partenariats et de joint-ventures ;
- une commercialisation des solutions de HPS dans toutes les régions du monde, directement ou à travers un réseau de partenaires-distributeurs de premier plan ;
- une satisfaction des attentes des institutions de toute taille et dans tous les secteurs de l'économie avec l'approche et les services appropriés.

Priorités Stratégiques

La stratégie de HPS se focalise sur la consolidation et la croissance du core business, en développant de nouveaux produits et marchés. Les principaux axes stratégiques se définissent ainsi comme suit :

- consolider le positionnement sur des projets d'envergure internationale et des marchés prioritaires qui assurent une croissance à court et long terme à HPS ;
- étendre l'offre core-produits sur les marchés existants afin d'augmenter la part de marché de HPS ;
- lancer de nouveaux produits et services visant à maximiser la valeur ajoutée aux clients de HPS ;
- définir de nouveaux modèles de business pour augmenter la croissance long terme de HPS.

Patrimoine de HPS

La stratégie de HPS vise également la protection et le développement de son patrimoine qui lui confère sa position privilégiée et notamment :

- la notoriété de la marque HPS ;
- la richesse et la force du produit PowerCARD ;
- les standards HPS reconnus par l'industrie de paiement électronique (SID, LIS, PPWM, etc.).

Fondements de HPS

La stratégie de HPS s'appuie sur des fondements qui assurent le bon fonctionnement de l'organisation au quotidien :

- une équipe avec une expérience notable dans le domaine de la monétique ;
- une expertise métier ;
- un système de valeur orienté client ;
- un système de Processus assurant un service répondant aux besoins des clients.

VI.7.2 Politique d'investissements

Les investissements réalisés par HPS pendant les trois derniers exercices sont présentés dans le tableau suivant :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Immobilisations en non valeurs	407	561	369	37,7%	-34,2%
Immobilisations incorporelles	496	910	1 430	83,5%	57,2%
Installations techniques, matériel et outillage	752	907	2 675	20,5%	>100%
Matériel de transport	42	138	341	>100%	>100%
Mobilier, matériel bureau et aménagements	1 441	6 835	1 899	>100%	-72,2%
Acquisition	0	8 928	0	NA	-100,0%
Total	3 138	18 278	6 714	482,4%	-63,3%

Source : HPS

Les principaux investissements concernent le matériel informatique et les logiciels de développement et de gestion.

L'année 2008 a été marquée par des investissements significatifs pour l'aménagement du nouveau siège social de la société.

Aussi, les acquisitions financières ont concerné la création de HPS Europe (3,4 Mdh) et l'acquisition de 20% du capital de ICPS (5,5 Mdh).

PARTIE V : Situation financière de HPS

I. Analyse de l'état de solde de gestion (comptes sociaux)

Le tableau suivant reprend les données historiques de l'état des soldes de gestion de HPS pour les exercices 2007, 2008 et 2009 :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Ventes de marchandises en l'état	5 312	6 079	5 961	14,4%	-1,9%
Achats revendus de marchandises	3 358	4 832	4 114	43,9%	-14,9%
Marge brute sur ventes en l'état (1)	1 954	1 247	1 848	-36,2%	48,2%
Ventes de biens et services produits	142 895	149 749	154 025	4,8%	2,9%
Chiffre d'affaires	148 207	155 828	159 987	5,1%	2,7%
Variation de stocks de produits	7 337	-7 607	22 166	>100,0%	>100,0%
Immob. produites par l'entreprise pour elle même	0	0		0,0%	0,0%
Production (2)	150 232	142 142	176 191	-5,4%	24,0%
- Achats consommés de matières et fournitures	1 714	3 436	5 437	>100,0%	58,2%
- Autres charges externes	42 232	39 959	48 120	-5,4%	20,4%
Consommations de l'exercice (3)	43 946	43 395	53 557	-1,3%	23,4%
Valeur ajoutée (1) + (2)-(3)	108 239	99 993	124 482	-7,6%	24,5%
<i>VA/CA</i>	<i>73,0%</i>	<i>64,2%</i>	<i>77,8%</i>	<i>-8,9 pt</i>	<i>13,6 pt</i>
+ Subventions d'exploitation	0	0	1797,4631	0,0%	>100,0%
- Impôts et taxes	1 301	3 098	2 352	>100,0%	-24,1%
- Charges de personnel	56 595	59 464	74 995	5,1%	26,1%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	50 344	37 431	48 933	-25,6%	30,7%
<i>EBE/CA</i>	<i>34,0%</i>	<i>24,0%</i>	<i>30,6%</i>	<i>-9,9 pt</i>	<i>6,6 pt</i>
+Autres produits d'exploitation	0	0	0	0,0%	0,0%
-Autres charges d'exploitation	0	736	0	>100,0%	-100,0%
+ Reprises d'exploitation, transfert de charges	21	4 568	499	>100,0%	-89,1%
- Dotation d'exploitation	5 743	8 043	10 874	40,0%	35,2%
Résultat d'exploitation	44 622	33 220	38 558	-25,6%	16,1%
<i>REX/CA</i>	<i>30,1%</i>	<i>21,3%</i>	<i>24,1%</i>	<i>-8,8 pt</i>	<i>2,8 pt</i>
Produits financiers	2 388	6 148	5 819	>100,0%	-5,3%
Charges financières	6 528	7 148	9 398	9,5%	31,5%
Résultat financier	-4 140	-1 000	-3 578	75,8%	<-100,0%
Résultat courant avant impôts	40 482	32 220	34 979	-20,4%	8,6%
Résultat non courant	747	555	-11 198	-25,8%	>100,0%
Résultat avant impôt	41 229	32 775	23 782	-20,5%	-27,4%
Impôt sur les bénéfices	3 657	1 389	2 252	-62,0%	62,1%
Résultat net de l'exercice	37 572	31 385	21 530	-16,5%	-31,4%
<i>RN/CA</i>	<i>25,4%</i>	<i>20,1%</i>	<i>13,5%</i>	<i>-5,2 pt</i>	<i>-6,7 pt</i>

Source : HPS

L'analyse ci-après présente les principaux postes de l'état des soldes de gestion de HPS sur la période 2007-2009 :

I.1. Les produits d'exploitation

Le tableau suivant détaille la structure des produits d'exploitation sur la période considérée :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Projets PowerCARD	78 477	59 926	79 495	-23,6%	32,7%
Nouvelles demandes	28 554	38 034	43 829	33,2%	15,2%
Maintenance	20 869	31 270	43 218	49,8%	38,2%
Autres revenus	12 039	14 029	2 450	16,5%	-82,5%
Refacturation	15 627	9 532	15 458	-39,0%	62,2%
Total	155 565	152 789	184 449	-1,8%	20,7%

Source : HPS

I.1.1 Evolution des produits d'exploitation entre 2007 et 2008

Les produits d'exploitation ont connu une légère baisse de 1,8% en 2008 s'établissant à 152,8 MDh en 2008 contre 155,6 MDh un an auparavant. Cette évolution s'explique par l'impact de la crise sur l'activité en 2008 qui a conduit à une baisse des ventes en terme de nouveaux contrats. Cette baisse a été toutefois atténuée par l'augmentation des revenus récurrents.

I.1.2 Evolution des produits d'exploitation entre 2008 et 2009

En 2009, les produits d'exploitation enregistrent une progression de 20,7% par rapport à l'exercice 2008. Cette hausse est justifiée par :

- la forte croissance sur le marché européen et la consolidation des marchés traditionnels (Maroc, Afrique et Moyen Orient) ;
- la hausse (+33%) de l'activité nouveaux projets ;
- la croissance de la maintenance (+38%).

La variation de stocks et produits concerne des produits non encore facturés (en raison de la spécificité de l'activité de HPS).

I.2. La valeur ajoutée

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de la valeur ajoutée au cours de la période considérée :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Ventes de marchandises en l'état	5 312	6 079	5 961	14,4%	-1,9%
Achats revendus de marchandises	3 358	4 832	4 114	43,9%	-14,9%
Marge brute sur ventes en l'état (1)	1 954	1 247	1 848	-36,2%	48,2%
Ventes de biens et services produits	142 895	149 749	154 025	4,8%	2,9%
Variation des stocks de produits	7 337	-7 607	22 166	>100,0%	>100,0%
Production (2)	150 232	142 142	176 191	-5,4%	24,0%
Achats consommés de matières et fournitures	1 714	3 436	5 437	>100,0%	58,2%
Autres charges externes	42 232	39 959	48 120	-5,4%	20,4%
Consommation (3)	43 946	43 395	53 557	-1,3%	23,4%
Valeur ajoutée (1)+(2) – (3)	108 239	99 993	124 482	-7,6%	24,5%
	<i>VA/CA</i>	<i>73,0%</i>	<i>64,2%</i>	<i>77,8%</i>	<i>-8,9 pt</i>
				<i>13,6 pt</i>	

Source : HPS

I.2.1 Evolution de la valeur ajoutée entre 2007 et 2008

Au titre de l'exercice 2008, la valeur ajoutée enregistre une baisse de 7,6% par rapport à 2007. Cette évolution se justifie par les éléments suivants :

- la baisse de la production de 5,4% en 2008 par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est par l'impact de la crise économique en 2008 sur l'activité des nouveaux projets ;
- la légère baisse des consommations de 1,3% qui traduit l'effort du management pour maîtriser les coûts d'exploitation.

Le ratio VA/CA s'établit à 64,2% en 2008 contre 73,0% en 2007, soit une baisse de 8,9 points.

I.2.2 Evolution de la valeur ajoutée entre 2008 et 2009

La valeur ajoutée enregistre une progression de 24,5% en 2009 pour s'établir à 124,5 MDh. Cette évolution s'explique par :

- la progression de la production de l'exercice, en hausse de 24,0% ;
- l'augmentation des charges externes en raison de :
 - ✓ l'évolution des redevances de crédit bail suite aux investissements liés aux nouveaux sièges ;
 - ✓ la hausse des frais de déplacement liés à l'évolution de l'activité commerciale et la croissance des nouveaux projets.

I.3. L'Excédent Brut d'Exploitation

L'évolution de l'Excédent Brut d'Exploitation au cours de la période analysée se présente comme suit :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Valeur ajoutée	108 239	99 993	124 482	-7,6%	24,5%
+ Subventions d'exploitation	0	0	1 797	0,0%	>100,0%
- Impôts et taxes	1 301	3 098	2 352	>100,0%	-24,1%
- Charges de personnel	56 595	59 464	74 995	5,1%	26,1%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	50 344	37 431	48 933	-25,6%	30,7%
<i>EBE/CA</i>	<i>34,0%</i>	<i>24,0%</i>	<i>30,6%</i>	<i>-9,9 pt</i>	<i>6,6 pt</i>

Source : HPS

I.3.1 Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation entre 2007 et 2008

En 2008, les charges de personnel enregistrent une progression de 5,1% due à la volonté du management de maîtriser l'évolution de la masse salariale.

A ce titre, l'excédent brut d'exploitation baisse de 25,6% portant ainsi la marge d'exploitation à 24,0% contre 34,0% un an auparavant. Ce repli s'explique par :

- la baisse de la valeur ajoutée (-7,6%) ;
- la progression du poste Impôts et Taxes liée essentiellement à la hausse de la retenue à la source sur le marché japonais ;
- la hausse des charges de personnel (+5,1%).

I.3.2 Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation entre 2008 et 2009

En 2009, l'excédent brut d'exploitation enregistre une progression de 30,7% et s'élève à 48,9 MDh contre 37,4 MDh l'exercice précédent. Cette évolution tient compte de :

- la hausse de la valeur ajoutée de 24,5% ;
- l'augmentation des charges de personnel de 26,1%, liée au recrutement de nouveaux collaborateurs pour accompagner le développement de l'activité. L'effort de recrutement a été concentré sur les équipes Projets et les équipes de R&D.

A fin 2009, le ratio EBE/CA s'établit à 30,6% contre 24,0% un an auparavant.

I.4. Le résultat d'exploitation

Le tableau ci-après décrit l'évolution du résultat d'exploitation sur la période considérée :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	50 344	37 431	48 933	-25,6%	30,7%
+Autres produits d'exploitation	0	0	0	0,0%	0,0%
-Autres charges d'exploitation	0	736	0	>100,0%	-100,0%
+ Reprises d'exploitation, transfert de charges	21	4 568	499	>100,0%	-89,1%
- Dotations d'exploitation	5 743	8 043	10 874	40,0%	35,2%
Résultat d'exploitation	44 622	33 220	38 558	-25,6%	16,1%
<i>REX/CA</i>	<i>30,1%</i>	<i>21,3%</i>	<i>24,1%</i>	<i>-8,8 pt</i>	<i>2,8 pt</i>

Source : HPS

I.4.1 Evolution du résultat d'exploitation entre 2007 et 2008

En 2008, les reprises d'exploitation intègrent des reprises sur dépréciation de stocks relative au provisionnement des marges prévisionnelles déficitaires.

Suivant la tendance de l'Excédent Brut d'Exploitation, le résultat d'exploitation enregistre, au terme de l'exercice 2008, une baisse de 25,6% pour s'établir à 33,2 MDh contre 44,6 MDh en 2007 situant la marge opérationnelle à 21,3%, soit un recul de 8,8 points.

I.4.2 Evolution du résultat d'exploitation entre 2008 et 2009

Le résultat d'exploitation enregistre une évolution de 16,1% sur la période 2008-2009 pour s'établir à 38,6 MDh à fin 2009 contre 33,2 MDh à fin 2008. Cette croissance repose principalement sur :

- la progression de l'excédent brut d'exploitation de 30,7% ;
- l'augmentation des dotations d'exploitation liées aux investissements réalisés en 2008 et 2009 relatifs au nouveau siège de la société.

A fin 2009, la marge opérationnelle (REX/CA) s'établit à 24,1% contre 21,3% pour l'exercice 2008.

I.5. Le résultat financier

L'évolution du résultat financier sur la période étudiée se présente comme suit :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Produits financiers	2 388	6 148	5 819	>100,0%	-5,3%
Produits des titres de partic. et autres titres immobilisés	0	0	0	0,0%	0,0%
Gains de change	1 355	4 922	4 305	>100,0%	-12,5%
Intérêts et autres produits financiers	0	1	0	>100,0%	-100,0%
Reprises financières, transferts de charges	1 033	1 224	1 514	18,5%	23,7%
Charges financières	6 528	7 148	9 398	9,5%	31,5%
Charges d'intérêts	1 498	2 523	3 489	68,4%	38,3%
Pertes de change	3 651	2 952	4 076	-19,1%	38,1%
Autres charges financières	155	159	312	2,7%	96,4%
Dotations financières	1 224	1 514	1 521	23,7%	0,4%
Résultat financier	-4 140	-1 000	-3 578	75,8%	<-100,0%

Source : HPS

I.5.1 Evolution du résultat financier entre 2007 et 2008

Au titre de l'exercice 2008, le résultat financier progresse de 75,8% pour s'élever à -1,0 MDh contre -4,1 MDh en 2007. Cette progression est principalement liée à la reprise du dollar qui a engendré une forte augmentation des gains de change, malgré une hausse des charges d'intérêt due à l'évolution de la trésorerie passif.

I.5.2 Evolution du résultat financier entre 2008 et 2009

Au titre de l'exercice 2009, le résultat financier s'établit à -3,6 MDh contre -1,0 MDh à fin 2008. Ce repli s'explique essentiellement par :

- la baisse de la parité dollar/dirham qui représente la devise de facturation de plus de 50% du chiffre d'affaires ;
- la hausse des charges d'intérêt due à l'évolution de la trésorerie passif.

I.6. Le résultat net

Le tableau ci-après décrit l'évolution du résultat net sur la période considérée :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Résultat d'exploitation	44 622	33 220	38 558	-25,6%	16,1%
Résultat financier	-4 140	-1 000	-3 578	75,8%	<-100,0%
Résultat non courant	747	555	-11 198	-25,8%	>100,0%
Impôt sur les bénéfices	3 657	1 389	2 252	-62,0%	62,1%
Résultat net de l'exercice	37 572	31 385	21 530	-16,5%	-31,4%
<i>RN/CA</i>	<i>25,4%</i>	<i>20,1%</i>	<i>13,5%</i>	<i>-5,2 pt</i>	<i>-6,7 pt</i>

Source : HPS

I.6.1 Evolution du résultat net entre 2007 et 2008

Au titre de l'exercice 2008, le résultat net a enregistré une baisse de 16,5% passant de 37,6 MDh en 2007 à 31,4 MDh en 2008. Cette évolution s'explique principalement par la baisse du résultat d'exploitation de 25,6%.

I.6.2 Evolution du résultat net entre 2008 et 2009

En 2009, le résultat net enregistre une baisse de 31,4% par rapport à l'exercice 2008 pour s'établir à 21,5 MDh à fin 2009. Cette évolution a été impactée par la baisse du résultat non courant liée à :

- l'impact net de l'accord fiscal qui a porté sur un décaissement de 8,0 MDh. En effet, HPS a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2002 à 2004 et portant sur l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le revenu. Ce contrôle a été dénoué à l'amiable au cours du 1^{er} semestre 2009. Ainsi, la société HPS a constaté au niveau de ses charges non courantes au 1^{er} semestre 2009 un montant de 8 MDh. Cette charge n'a pas été provisionnée par la société ;
- des pertes sur des créances irrécouvrables correspondant à un montant de 3 MDh.

La marge nette s'établit ainsi à 13,5% à fin 2009, en baisse de 6,7 points par rapport à l'exercice précédent.

II. Analyse bilantielle (comptes sociaux)

Le tableau suivant reprend les données historiques du bilan de HPS pour les exercices 2007, 2008 et 2009 :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
ACTIF					
Actif Immobilisé	15 308	31 832	34 714	>100,0%	9,1%
Immobilisations en non valeurs	765	964	905	25,9%	-6,0%
Immobilisations incorporelles	627	1 257	2 349	>100,0%	86,9%
Immobilisations corporelles	4 865	11 055	12 982	>100,0%	17,4%
Immobilisations financières	9 051	18 556	18 477	>100,0%	-0,4%
Actif Circulant	153 553	175 554	221 789	14,3%	26,3%
Stocks	53 180	48 204	70 158	-9,4%	45,5%
Créances de l'actif circulant	99 149	125 835	149 909	26,9%	19,1%
Titres et valeurs de placement	0	0	202	0,0%	>100,0%
Ecart de conversion actif	1 224	1 514	1 521	23,7%	0,4%
Trésorerie – Actif	18 249	22 790	11 480	24,9%	-49,6%
Total Actif	187 110	230 175	267 983	23,0%	16,4%
PASSIF					
Financement permanent	117 849	135 405	141 268	14,9%	4,3%
Capitaux propres	117 206	135 227	141 157	15,4%	4,4%
Dettes de financement	598	178	110	-70,3%	-37,8%
Provisions pour risques et charges	0	0	0	0,0%	0,0%
Ecart de conversion	44	0	0	-100,0%	0,0%
Passif Circulant	40 916	40 530	47 657	-0,9%	17,6%
Dettes du passif circulant	37 918	35 810	42 182	-5,6%	17,8%
Autres provisions pour risques et charges	2 162	1 716	4 024	-20,6%	>100,0%
Ecart de conversion passif	836	3 003	1 451	>100,0%	-51,7%
Trésorerie – Passif	28 345	54 240	79 059	91,4%	45,8%
Total Passif	187 110	230 175	267 983	23,0%	16,4%

Source : HPS

II.1. Actif immobilisé

Le tableau ci-après décrit l'évolution de l'actif immobilisé sur la période étudiée :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Immobilisations en non valeurs	765	964	905	25,9%	-6,0%
Immobilisations incorporelles	627	1 257	2 349	>100,0%	86,9%
Immobilisations corporelles	4 865	11 055	12 982	>100,0%	17,4%
Immobilisations financières	9 051	18 556	18 477	>100,0%	-0,4%
Actif immobilisé net	15 308	31 832	34 714	>100,0%	9,1%

Source : HPS

II.1.1 Evolution des immobilisations entre 2007 et 2008

En 2008, l'actif immobilisé net de HPS a plus que doublé, passant ainsi de 15,3 MDh en 2007 à 31,8 MDh à fin 2008. Les principaux éléments expliquant cette hausse sont les suivants :

- la progression des immobilisations corporelles liée aux investissements pour l'aménagement du nouveau siège social de la société ;
- l'augmentation des immobilisations incorporelles liée aux investissements pour les logiciels de gestion et d'exploitation ;
- la hausse des immobilisations financières suite à la création de HPS Europe et la prise de participation de 20% dans la société ICPS.

II.1.2 Evolution des immobilisations entre 2008 et 2009

En 2009, l'actif immobilisé net s'établit à 34,7 MDh en progression de 9,1% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est justifiée principalement par :

- la hausse des immobilisations corporelles de 17,4% due aux investissements dans les installations techniques (2,7 MDH) et les travaux d'aménagement (1,9 MDH) ;
- l'augmentation des immobilisations incorporelles liée aux investissements pour les logiciels de gestion et d'exploitation.

II.2. Les fonds propres

Le tableau ci-après détaille l'évolution des capitaux propres sur la période considérée :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Capital social	65 000	65 000	65 000	0,0%	0,0%
Réserve légale	2 601	4 480	6 049	72,2%	35,0%
Autres réserves	0	0	0	0,0%	0,0%
Report à nouveau	12 033	34 362	48 578	>100,0%	41,4%
Résultat net	37 572	31 385	21 530	-16,5%	-31,4%
Capitaux propres	117 206	135 227	141 157	15,4%	4,4%

Source : HPS

II.2.1 Evolution des fonds propres entre 2007 et 2008

Au 31 décembre 2008, les fonds propres s'élèvent à 135,2 MDh en progression de 15,4% par rapport au 31 décembre 2007. Cette hausse se justifie par :

- le renforcement du report à nouveau ;
- la distribution de dividendes de 35,6% du résultat de 2007, soit près de 13,4 MDh ;

- la baisse du résultat net en 2008 atteignant 31,4 MDh.

II.2.2 Evolution des fonds propres entre 2008 et 2009

Les fonds propres de HPS progressent de 4,4% en 2009 et s'établissent à 141,2 MDh contre 135,2 MDh au titre de l'exercice précédent. Ce renforcement des fonds propres s'appuie sur :

- la hausse du report à nouveau de 41,4% ;
- la distribution de dividendes de 49,7% du résultat de 2008, soit près de 15,6 MDh ;
- la baisse du résultat net en 2009 atteignant 21,5 MDh contre 31,4 MDh en 2008.

II.3. L'endettement net

Le tableau ci-après détaille l'évolution de l'endettement net sur la période analysée :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Dettes de financement	598	178	110	-70,3%	-37,8%
Trésorerie – passif	28 345	54 240	79 059	91,4%	45,8%
Trésorerie – actif	18 249	22 790	11 480	24,9%	-49,6%
Titres de placement	0	0	202	0,0%	>100%
Endettement net	10 695	31 628	67 487	>100,0%	>100,0%

Source : HPS

II.3.1 Evolution de l'endettement net entre 2007 et 2008

L'endettement net de HPS s'élève à 31,6 MDh au titre de l'exercice 2008 en hausse de 20,9 MDh sous l'effet de la progression de la trésorerie passif.

II.3.2 Evolution de l'endettement net entre 2008 et 2009

En 2009, l'endettement net de HPS s'établit à 67,5 MDh en hausse de 35,9 MDh sous l'effet de la progression de la trésorerie passif.

II.4. Le besoin en fonds de roulement (BFR)

L'évolution du Besoin en Fonds de Roulement de HPS sur la période étudiée se présente comme suit :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Stocks	53 180	48 204	70 158	-9,4%	45,5%
Créances de l'actif circulant	99 149	125 835	149 909	26,9%	19,1%
Titres et valeurs de placement	0	0	202	0,0%	>100,0%
Ecart de conversion actif	1 224	1 514	1 521	23,7%	0,4%
Dettes du Passif circulant	37 918	35 810	42 182	-5,6%	17,8%
Autres provisions pour risques et charges	2 162	1 716	4 024	-20,6%	>100,0%
Ecart de conversion passif	836	3 003	1 451	>100,0%	-51,7%
Besoin en Fonds de Roulement	112 637	135 024	174 132	19,9%	29,0%

Source : HPS

Le détail des créances de l'actif circulant se présente comme suit :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	293	2	10	-99,2%	>100,0%
Clients et comptes rattachés	93 386	117 834	140 041	26,2%	18,8%
Personnel	253	468	936	84,9%	99,8%
Etat	4 726	6 652	8 030	40,7%	20,7%
Comptes d'associés	0	0	0	0,0%	0,0%
Autres débiteurs	100	598	43	>100,0%	-92,9%
Comptes de régularisation – actif	391	280	849	-28,3%	>100,0%
Créances de l'actif circulant	99 149	125 835	149 909	26,9%	19,1%

Source : HPS

Le détail des dettes du passif circulant se présente comme suit :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Fournisseurs et comptes rattachés	16 699	16 092	18 822	-3,6%	17,0%
Clients créditeurs, avances et acomptes	264	635	1 110	>100,0%	74,8%
Personnel	13 426	11 428	12 023	-14,9%	5,2%
Organismes sociaux	1 736	1 963	4 138	13,1%	>100,0%
Etat	2 837	1 654	3 065	-41,7%	85,3%
Comptes d'associés	0	0	0	0,0%	0,0%
Autres créanciers	236	2 114	1 211	>100,0%	-42,7%
Comptes de régularisation – passif	2 721	1 924	1 812	-29,3%	-5,9%
Dettes du passif circulant	37 918	35 810	42 182	-5,6%	17,8%

Source : HPS

II.4.1 Evolution du besoin en fonds de roulement entre 2007 et 2008

En 2008, le BFR enregistre une hausse de 19,9% par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 135,0 MDh. Cette évolution est justifiée par les éléments suivants :

- la hausse des créances de l'actif circulant de 26,9% expliquée essentiellement par la progression des comptes clients (26,2%) ;
- la baisse des dettes du passif circulant de 5,6% justifiée essentiellement par :
 - ✓ le recul de 14,9% enregistré par le compte personnel justifié par la baisse des primes allouées au personnel ;
 - ✓ la hausse du poste « autres créanciers » liée aux investissements pour aménagement du siège.

II.4.2 Evolution du besoin en fonds de roulement entre 2008 et 2009

En 2009, le BFR s'établit à 173,9 MDh en hausse de 28,8% par rapport à l'exercice 2008, justifié notamment par les éléments suivants :

- la hausse de 45,5% des stocks justifiée par la croissance de l'activité des nouveaux projets (+30%) ;
- la hausse des créances de l'actif circulant de 19,1% en raison de la progression des comptes clients (18,8%) ;
- la hausse des dettes du passif circulant de 17,8% justifiée principalement par :
 - ✓ la progression de 17,0% du compte fournisseurs et comptes rattachés ;
 - ✓ la hausse du poste organismes sociaux en raison de la hausse de l'effectif de HPS ;

- la hausse du poste « autres provisions pour risques et charges » liée aux provisions pour sous évaluation de la taxe professionnelle.

II.5. Trésorerie

Le tableau ci-après présente l'évolution de la trésorerie nette de HPS sur la période étudiée :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Trésorerie - actif	18 249	22 790	11 480	24,9%	-49,6%
Trésorerie - passif	28 345	54 240	79 059	91,4%	45,8%
Trésorerie nette	-10 096	-31 450	-67 578	<-100,0%	<-100,0%

Source : HPS

II.5.1 Evolution de la trésorerie nette entre 2007 et 2008

En 2008, la trésorerie nette affiche une baisse importante (211,5%). Cette évolution s'explique par :

- la progression du besoin en financement ;
- le financement des investissements financiers par fonds propres (ICPS et HPS Europe).

II.5.2 Evolution de la trésorerie nette entre 2008 et 2009

En 2009, la trésorerie nette s'établit à -67,6 MDh contre -31,5 MDh à fin décembre 2008.

Cette évolution s'explique par un besoin en financement excédent le fonds de roulement de la société à fin 2009.

II.6. Etude de l'équilibre financier

L'évolution de l'équilibre financier de HPS sur la période considérée se présente comme suit :

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Financement permanent	117 849	135 405	141 268	14,9%	4,3%
Actif immobilisé	15 308	31 832	34 714	>100,0%	9,1%
Fonds de roulement	102 541	103 574	106 554	1,0%	2,9%
Actif circulant	153 553	175 554	221 789	14,3%	26,3%
Passif circulant	40 916	40 530	47 657	-0,9%	17,6%
Besoin de financement global	112 637	135 024	174 132	19,9%	29,0%
FR/BFG	0,9x	0,8x	0,6x		
Trésorerie nette	-10 096	-31 450	-67 578	<-100,0%	<-100,0%

Source : HPS

II.6.1 Evolution de l'équilibre financier entre 2007 et 2008

En 2008, le fonds de roulement de la société affiche une progression limitée à 1,0% en raison de :

- la hausse du financement permanent compte tenu de la progression des fonds propres ;
- la forte augmentation de l'actif immobilisé liée à l'investissement relatif à l'aménagement du nouveau site et à la création de HPS Europe et ICPS.

En 2008, l'équilibre financier accuse un retrait relatif (0,8x en 2008 contre 0,9x en 2007) s'expliquant par une hausse importante du BFR.

II.6.2 Evolution de l'équilibre financier entre 2008 et 2009

En 2009, le fonds de roulement de la société affiche une hausse de 2,9% en raison de :

- la hausse du financement permanent compte tenu de l'évolution des fonds propres ;
- l'augmentation de l'actif immobilisé liée aux investissements dans le matériel informatique et les travaux d'aménagement.

A fin 2009, l'équilibre financier accuse un retrait relatif (0,6x en 2009 contre 0,8x en 2008) s'expliquant par la hausse importante du BFR.

III. Analyse du tableau de flux de trésorerie (comptes sociaux)

En milliers de dirhams	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Capacité d'autofinancement	38 485	33 037	24 682	-14,2%	-25,3%
- Distribution de dividendes	13 364	13 364	15 600	0,0%	16,7%
Autofinancement	25 121	19 673	9 082	-21,7%	-53,8%
+ Augmentation des fonds propres	0	0	0	0,0%	0,0%
Augmentation de capital, apport	0	0	0	0,0%	0,0%
Subvention d'investissement	0	0	0	0,0%	0,0%
+ Augmentation des dettes de financement	0	0	0	0,0%	0,0%
+ Cession et réduction d'immobilisations	484	730	491	50,8%	-32,8%
Ressources	25 605	20 403	9 573	-20,3%	-53,1%
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations	2 811	18 344	6 156	>100,0%	-66,4%
- Remboursement des capitaux propres	0	0	0	0	0
- Remboursement des dettes de financement	633	465	67	-26,5%	-85,5%
- Emplois en non valeurs	407	561	369	37,7%	-34,2%
Emplois	3 851	19 370	6 592	>100,0%	-66,0%
Variation du BFR	26 309	22 387	39 109	-14,9%	74,7%
Variation de la trésorerie	-4 555	-21 354	-36 128	<-100,0%	-69,2%
Trésorerie début d'exercice	-5 542	-10 096	-31 450	-82,2%	<-100,0%
Trésorerie fin d'exercice	-10 096	-31 450	-67 578	<-100,0%	<-100,0%

Source : HPS

III.1. Analyse de l'exercice 2008

La capacité d'autofinancement enregistre une baisse de -14,2% entre 2007 et 2008 en raison de la baisse du résultat net sur cette période. Ainsi, les ressources baissent de 20,3%.

Pour leur part, les emplois enregistrent une hausse importante en 2008 en raison de la progression des acquisitions d'immobilisations relatives à l'aménagement du nouveau site de HPS, la création de HPS Europe et la prise de participation dans ICPS.

III.2. Analyse de l'exercice 2009

Les ressources stables enregistrent un recul de 53,1% en 2009, sous l'effet de la baisse de la capacité d'autofinancement au cours de cet exercice. Cette évolution de la CAF s'explique essentiellement par le repli enregistré au niveau du résultat net de la société.

Les emplois enregistrent une baisse en 2009 expliquée par la diminution des acquisitions d'immobilisations.

IV. Présentation des états de synthèse consolidés

La société HPS n'a procédé à la consolidation de ses comptes qu'à partir de l'exercice 2009 avec des données comparatives au 31 décembre 2008.

Les comptes consolidés ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes.

IV.1. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation de la société se détaille comme suit :

	Périmètre au 31/12/2009			Périmètre au 31/12/2008		
	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
HPS	100%	100%	Société consolidante	100%	100%	Société consolidante
GPS	33%	33%	MEE	33%	33%	MEE
ICPS	20%	20%	MEE	20%	20%	MEE
HPS Europe	100%	100%	IG	100%	100%	IG
Involia	0%	30%	Exclue	0%	30%	Exclue

Source : HPS

IV.2. Compte de produits et charges consolidé

Le tableau suivant reprend les principaux indicateurs du compte de produits et charges consolidé de HPS sur la période 2008-2009 :

En milliers de dirhams		2008	2009	Var.09/08
Chiffre d'affaires		156 660	161 551	3,1%
Variation de stocks de produits		-7 607	22 166	>100,0%
Production		149 052	183 717	23,3%
- Achats consommés de matières et fournitures		8 270	9 890	19,6%
- Autres charges externes		37 917	44 886	18,4%
Consommations de l'exercice (3)		46 186	54 776	18,6%
Valeur ajoutée (1) + (2)-(3)		102 866	128 941	25,3%
	<i>VA/CA</i>	<i>65,7%</i>	<i>79,8%</i>	<i>14,2 pt</i>
- Impôts et taxes		3 098	2 366	-23,6%
- Charges de personnel		59 464	75 852	27,6%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)		40 304	50 723	25,9%
	<i>EBE/CA</i>	<i>25,7%</i>	<i>31,4%</i>	<i>5,7 pt</i>
+Autres produits d'exploitation		4 568	2 296	-49,7%
-Autres charges d'exploitation		736	11	-98,5%
- Dotations d'exploitation		10 569	13 987	32,3%
Résultat d'exploitation		33 567	39 022	16,2%
	<i>REX/CA</i>	<i>21,4%</i>	<i>24,2%</i>	<i>2,7 pt</i>
Résultat financier		696	-5 797	>100,0%
Résultat courant des entreprises intégrées		34 263	33 225	-3,0%
Résultat non courant		555	-11 198	>100,0%
Impôt sur les bénéfices		1 281	2 331	81,9%
Résultat net des entreprises intégrées		33 536	19 696	-41,3%
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		-1 644	-553	66,4%
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		0	0	0,0%
Résultat net de l'ensemble consolidé		31 893	19 144	-40,0%
Intérêts minoritaires		0	0	0,0%
Résultat net (Part du groupe)		31 893	19 144	-40,0%
	<i>RN/CA</i>	<i>20,4%</i>	<i>11,9%</i>	<i>-8,5 pt</i>

Source : HPS

IV.2.1 Produits d'exploitation

HPS Europe (seule filiale consolidée par intégration globale), ayant été créée en 2008 avec un démarrage de son activité en 2009, les produits d'exploitation sont générés principalement par la société mère HPS.

En 2009, les produits d'exploitation consolidés (chiffre d'affaires + variation de stocks de produits + autres produits d'exploitation) s'établissent à 186,0 MDh contre 153,6 MDh en 2008 enregistrant une hausse de 21,1%. Cette évolution s'explique essentiellement par :

- la forte croissance sur le marché européen et la consolidation des marchés traditionnels (Maroc, Afrique et Moyen Orient) ;
- la hausse de l'activité nouveaux projets ;
- la croissance de la maintenance.

La variation de stocks et produits concerne des produits non encore facturés (en raison de la spécificité de l'activité de HPS vu que les projets s'étalent sur 2 ou 3 années).

IV.2.2 Excédent brut d'exploitation

En 2009, l'excédent brut d'exploitation enregistre une forte progression et s'élève à 50,7 MDh contre 40,3 MDh à la même période de l'exercice précédent. Cette évolution tient compte de :

- la hausse des produits d'exploitation de HPS ;
- la progression des charges d'exploitation de 18,6% suite à :
 - ✓ l'évolution des redevances de crédit bail impactée par les investissements liés au nouveau siège ;
 - ✓ la hausse des frais de déplacement liée à l'évolution de l'activité commerciale et la croissance des nouveaux projets.
- l'augmentation des charges de personnel liée au recrutement de nouveaux collaborateurs pour accompagner le développement de l'activité. L'effort de recrutement a été concentré sur les équipes Projets et les équipes de R&D.

IV.2.3 Résultat d'exploitation

En 2009, le résultat d'exploitation enregistre une évolution de 16,2% pour s'établir à 39,0 MDh contre 33,6 MDh en 2008. Cette croissance repose principalement sur :

- la forte progression de l'excédent brut d'exploitation ;
- l'augmentation des dotations d'exploitation liées aux investissements réalisés en 2008 et 2009 relatifs au nouveau siège de la société HPS et la création de HPS Europe et ICPS.

IV.2.4 Résultat financier

Le résultat financier s'établit à -5,8 MDh en 2009 contre 0,7 MDh en 2008. Cette évolution s'explique principalement par :

- le recul du résultat financier social -3,6 Mdh en 2009 contre -1,0 Mdh en 2008 ;
- l'annulation des gains de change latents de l'année précédente (-3 Mdh).

IV.2.5 Résultat non courant

Le résultat non courant s'établit à -11,2 Mdh en 2009 contre 0,6 Mdh en 2008. Cette baisse du résultat se justifie par l'impact de l'accord fiscal de HPS qui a porté sur un décaissement de 8,0 MDh.

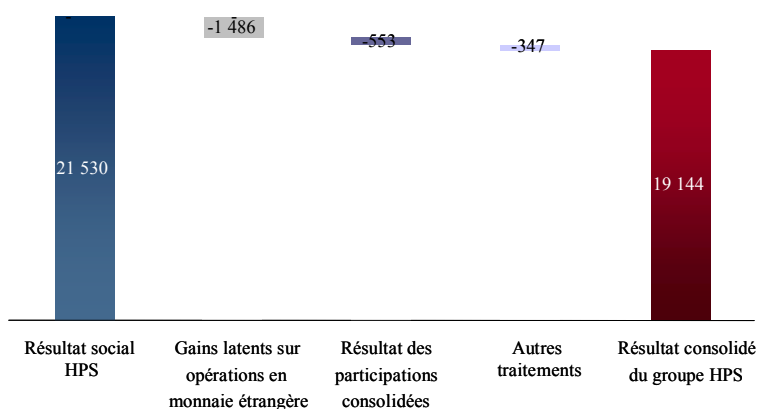
IV.2.6 Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence

La quote part dans les résultat des entreprises mises en équivalence s'établit à -0,5 Mdh en 2009 contre -1,6 Mdh en 2008.

IV.2.7 Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé s'établit à 19,1 MDh en 2009 contre 31,9 MDh en 2008, situant ainsi la marge nette à 11,9% soit une baisse de 8,5 points par rapport à l'exercice 2008.

En 2009, le passage du résultat social HPS au résultat consolidé se présente comme suit :



Source : HPS

IV.3. Bilan consolidé

Le tableau suivant reprend les principaux indicateurs du bilan consolidé de HPS sur la période 2008-2009 :

En milliers de dirhams	2008	2009	Var.09/08
ACTIF			
Actif Immobilisé	28 071	38 956	38,8%
Ecart d'acquisition	0	0	0,0%
Immobilisations incorporelles	1 257	2 349	86,9%
Immobilisations corporelles	18 948	29 353	54,9%
Immobilisations financières	714	798	11,7%
Titres mis en équivalence	7 152	6 456	-9,7%
Actif Circulant	201 272	235 141	16,8%
Stocks en cours	48 204	70 158	45,5%
Créances et comptes rattachés	117 834	140 025	18,8%
Impôts différés actifs	1 021	944	-7,5%
Autres créances et comptes de régularisation	11 422	10 163	-11,0%
Valeurs mobilières de placement	0	202	>100,0%
Disponibilités	22 790	13 648	-40,1%
Total Actif	229 343	274 098	19,5%
PASSIF			
Capitaux propres	127 197	130 575	2,7%
Capital	65 000	65 000	0,0%
Réserves consolidés	30 304	46 432	53,2%
Résultats consolidés	31 894	19 144	-40,0%
Intérêts minoritaires	0	0	0,0%
Dettes	102 146	143 522	40,5%
Dettes financières à long terme	7 451	15 280	>100,0%
Fournisseurs et comptes rattachés	16 165	18 250	12,9%
Autres dettes et comptes de régularisation	24 290	30 747	26,6%
Impôts différés passifs	0	188	>100,0%
Trésorerie passif	54 240	79 059	45,8%
Total Passif	229 343	274 098	19,5%

Source : HPS

IV.3.1 Actif immobilisé

En 2009, l'actif immobilisé du groupe HPS s'élève à 38,9 MDh contre 28,1 MDh en 2008 enregistrant une évolution de 38,8%. Cette évolution s'explique par la progression des immobilisations corporelles liée :

- aux investissements pour l'aménagement du nouveau siège social de la société HPS ;
- aux investissements relatifs à l'ouverture de la société HPS Europe.

IV.3.2 Actif circulant

En 2009, l'actif circulant s'établit à 235,1 MDh en hausse de 16,8% par rapport au niveau enregistré à fin 2008, justifiée essentiellement par la progression de 45,5% des stocks.

IV.3.3 Capitaux propres

En 2009, les capitaux propres s'établissent à 130,6 MDh contre 127,2 MDh en 2008. Cette évolution est liée à l'impact négatif des contre-performances des sociétés mises en équivalence (GPS/ICPS).

IV.3.4 Dettes

En 2009, les dettes consolidées du groupe HPS s'élèvent à 143,5 MDh au 30/06/2009 contre 102,1 MDh en 2008. Elles sont constituées essentiellement :

- de trésorerie passive pour un montant de 79,1 MDh ;
- du poste « Autres dettes et comptes de régularisation » pour un montant de 30,7 MDh.

IV.4. Tableau de flux consolidé

Le tableau suivant reprend les principaux indicateurs du tableau de flux consolidé de HPS sur la période 2008-2009 :

En milliers de Dhs	2008	2009	Var.09/08
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	31 894	19 144	-40,0%
Dotations aux amortissements et provisions	1 518	2 710	78,5%
QP des sociétés mises en équivalence	1 644	553	-66,4%
Résultat de cession	-367	-190	48,2%
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net d'impôt	34 688	22 216	-36,0%
Elimination du coût de l'endettement financier net			
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt	34 688	22 216	-36,0%
Incidence variation du BFR lié à l'activité	29 468	33 747	14,5%
Variation des impôts différés	-108	79	NS
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	5 112	-11 453	>100,0%
Incidence de variation de périmètre	-5 514		-100,0%
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-7 274	-7 145	1,8%
Acquisition de titres non consolidés			
Cessions d'immobilisations	684	411	-39,9%
Dividendes reçus			
Flux de trésorerie nette des prêts à long terme			
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-12 104	-6 734	44,4%
Augmentation de capital			
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	-13 364	-15 600	-16,7%
Emission de nouveaux emprunts			
Remboursement d'emprunts	-421	-67	84,0%
Intérêts financiers nets versés			
Autres	-577	-84	85,5%
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	-14 362	-15 751	-9,7%
Mouvements de conversion		-22	NS
Variation de trésorerie nette	-21 354	-33 960	-59,0%
Trésorerie début de période	-10 096	-31 450	<-100,0%
Trésorerie fin de période	-31 450	-65 410	<-100,0%

Source : HPS

En 2009, les flux de trésorerie générés par l'activité s'établissent à près de -11,5 millions de dirhams contre 5,1 millions de dirhams en 2008. Cette évolution s'explique par la baisse du résultat net.

Les flux de trésorerie liés aux investissements s'élèvent à -6,7 millions de dirhams en 2009 contre -12,1 millions de dirhams en 2008.

Les flux de trésorerie liés au financement s'établissent à -15,8 millions de dirhams en 2009 par rapport à -14,4 millions de dirhams en 2008.

Au 31/12/2009, la trésorerie s'élève à -65,4 millions de dirhams.

PARTIE VI : Présentation générale de ACPQualife

I. Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	ACP-QUALIFE
Siège social	4, rue Mahatma GanDhi, Espace Beauvalle, Bat B, 13090 Aix en Provence
Téléphonie	+33 4 42 91 42 99
Télécopie	+33 4 42 65 05 88
Adresse électronique	www.acpqualife.com
Forme juridique	Société par Actions Simplifiée (SAS)
Date de constitution	9 juillet 2002
Durée de vie	99 ans
Capital social	326 040 euros
N° RC	Aix en Provence 442642625
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.
Objet social	La société a pour objet en France et dans tous les pays : ▪ Conseil, Ingénierie, réalisation, formation, intégration de solutions liées au traitement de l'information ; ▪ Participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; ▪ Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ; ▪ Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, en participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.
Textes législatifs	La Société est régie par le droit français, la loi relative aux sociétés par actions simplifiées ainsi que par ses statuts.
Tribunal compétent en cas de litiges	Tribunal de Commerce d'Aix en Provence (France).

II. Renseignements sur le capital de ACPQualife

II.1. Renseignements à caractère général

A la veille de la présente opération, le capital social de la société ACPQualife s'établit à 326 040 €, intégralement libéré. Il est divisé en 2 964 actions d'un nominal de 110 € chacune.

II.2. Historique du capital social et de l'actionnariat

II.2.1 Historique du capital social

L'évolution historique du capital de ACPQualife est présentée dans le tableau ci-dessous :

Date	Capital initial (€)	Nature de l'opération	Actions créées	Prix / Action	Montant Opération	Total Actions	Capital final (€)
2002	-	Création, apport en numéraire	100	110	11 000	100	11 000
Février 2009	11 000	Fusion ACP et ACP Groupe	4	110	440	104	11 440
Mai 2009	11 400	Incorporation des réserves	2 084	110	229 240	2 184	240 240
Novembre 2009	240 240	Apport en numéraire	780	110	85 800	2 964	326 040

Source : HPS

A sa création en 2002, la société, sous le nom de ACP SARL (Architect & Consulting Partners SARL), était dotée d'un capital de 11 000 €, réparti en 100 actions d'une valeur nominale de 110 €. La société était détenue par des personnes physiques.

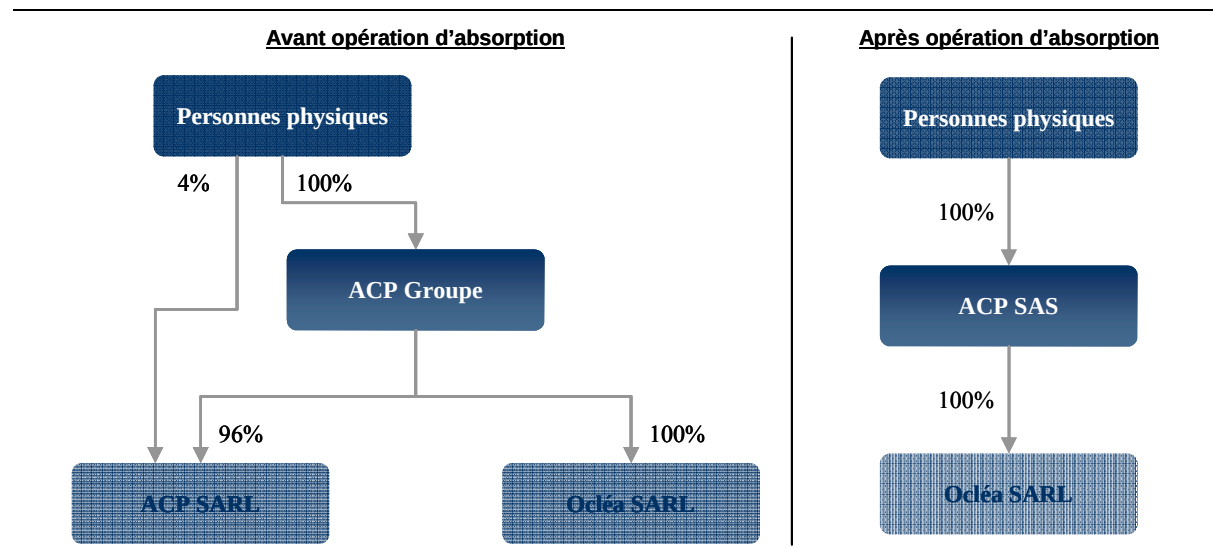
En 2004, les actionnaires fondateurs de ACP SARL ont créé la société ACP Groupe, qui est devenue société mère de ACP SARL (96% du capital).

En février 2009, ACP SARL a absorbé ACP Groupe, holding du groupe, dans le cadre d'une restructuration. L'absorption s'est faite sous le régime de faveur fiscal, avec un effet rétroactif au 1^{er} octobre 2008. Les principales modalités de l'opération de fusion sont les suivantes :

- les actifs apportés par ACP Groupe s'élèvent à 534 389 €. Compte tenu du passif pris en charge par ACP SARL pour un montant de 52 418 €, l'actif net apporté ressort à 481 971 € ;
- le rapport d'échange de l'opération de fusion s'est établi à 1 part sociale de ACP SARL absorbante pour 1 action de ACP Groupe, absorbée. Ainsi, 100 parts nouvelles de 110 € ont été attribuées aux associés de la société absorbée. La différence entre la valeur nette des biens apportés (481 971 €) et le montant d'augmentation de capital (110 000 €) constitue la prime de fusion de 471 971 € ;
- toutefois, ACP Groupe détenait 96 parts de ACP SARL. Ainsi, ces 96 parts ont été annulées au moyen d'une réduction de capital de 10 560 € et de l'imputation d'une somme de 452 132,16 € sur la prime de fusion qui a été ramenée à 18 838,84 €.

Cette fusion/absorption a été suivi d'une transformation de la SARL en SAS, d'une augmentation de capital ainsi que de l'entrée d'un nouvel associé (Frédéric Déhodang).

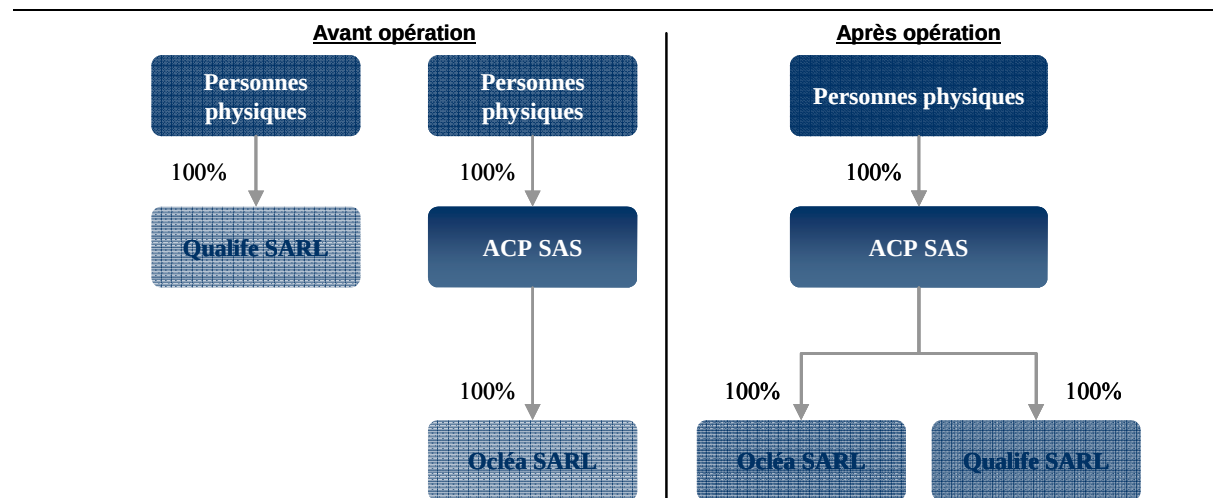
Le schéma ci-dessous décrit l'opération d'absorption réalisée :



Source : ACPQualife

En novembre 2009, la société ACP SAS a procédé à une augmentation de capital en numéraire dans le cadre de l'acquisition de la société Qualife SARL. Ainsi, 780 nouvelles actions ont été créées et attribuées aux anciens actionnaires de Qualife. Le capital social de la société s'établit ainsi à 326 040 €. La prime d'apport relative à cette émission s'élève à 1 085 700 €.

Le schéma ci-dessous décrit l'opération réalisée :



Source : ACPQualife

En novembre 2009, la société ACP SAS a changé sa dénomination en ACPQualife SAS.

La fusion entre ACPQualife SAS et Qualife SARL devrait intervenir sur le long terme. La date de la fusion sera décidée par HPS.

II.2.2 Historique de l'actionnariat

L'évolution de l'actionnariat de la société ACPQualife sur les 5 dernières années se présente comme suit :

Actionnaires	Au 30/09/2005		Au 30/09/2006	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
ACP Groupe	96	96,00%	96	96,00%
V. Vidal	2	2,00%	2	2,00%
C. Courtes	2	2,00%	2	2,00%
P. Vigand	0	0,00%	0	0,00%
I. Gillino	0	0,00%	0	0,00%
F. Dehodang	0	0,00%	0	0,00%
V. Theault Braconi	0	0,00%	0	0,00%
M. Durupt	0	0,00%	0	0,00%
Total	100	100,00%		100,00%

Source : ACPQualife

Actionnaires	Au 30/09/2007		Au 30/09/2008		Au 31/12/2009	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
ACP Groupe	96	96,00%	96	96,00%	0	0,00%
V. Vidal	2	2,00%	2	2,00%	0	0,00%
C. Courtes	2	2,00%	2	2,00%	1 017	34,31%
P. Vigand	0	0,00%	0	0,00%	525	17,71%
I. Gillino	0	0,00%	0	0,00%	492	16,60%
F. Dehodang	0	0,00%	0	0,00%	150	5,06%
V. Theault Braconi	0	0,00%	0	0,00%	382	12,89%
M. Durupt	0	0,00%	0	0,00%	398	13,43%
Total	100	100,00%	100	100,00%	2 964	100,00%

Source : ACPQualife

Suite aux opérations de fusions et acquisitions, l'actionnariat présenté dans le tableau pour les exercices clos au 30/09/2005, 2006, 2007 et 2008 concerne la société ACP SARL.

L'actionnariat au 31/12/2009 est celui de la société après fusions et changement de dénomination sociale : ACPQualife SAS.

L'actionnariat de ACP groupe en février 2009 est le suivant :

- C.Courtes 50% ;
- I.Gillino : 25% ;
- P.Vigand : 25%.

La structure de l'actionnariat de ACPQualife a connu un changement majeur en 2009 suite à l'acquisition de la société Qualife SARL.

II.3. Structure de l'actionariat

L'évolution de l'actionariat de la société avant et après l'opération se présente comme suit :

Actionnaires	Avant opération		Après opération	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
C. Courtes	1017	34,31%	0	0,00%
P. Vigand	525	17,71%	0	0,00%
I. Gillino	492	16,60%	0	0,00%
F. Dehodang	150	5,06%	0	0,00%
V. Theault Braconi	382	12,89%	0	0,00%
M. Durupt	398	13,43%	0	0,00%
HPS	0	0%	2 964	100,00%
Total	2 964	100%	2 964	100%

Source : ACPQualife

II.4. Pacte d'actionnaire

A ce jour, aucun pacte d'actionnaires n'est établi entre les actionnaires de ACPQualife.

II.5. Politique de distribution des dividendes

II.5.1 Dispositions statutaires

L'article 25 des statuts de ACPQualife prévoit que le bénéfice distribuable est constitué du bénéfice net de l'exercice, après dotation de la réserve légale de 5% et affectation des résultats nets antérieurs reportés et prélèvement en vue de la formation des réserves facultatives dont la constitution peut être décidée par l'Assemblée Générale.

Le solde est distribué aux actionnaires sous forme de dividendes.

De même, l'Assemblée Générale peut décider, à titre exceptionnel, la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves facultatives dont elle a la disposition.

II.5.2 Dividendes distribués au cours des 3 derniers exercices

Le tableau ci-dessous indique le montant des dividendes distribués par la société au cours des trois derniers exercices :

	30/09/2006	30/09/2007	30/09/2008
Résultat net – K€	61	217	345
Dividendes versés en n+1 – K€	50	150	40
Nombre d'actions (unités)	100	100	100
Résultat net par action (€)	618	2 174	3 450
Dividendes par action (€)	500	1 500	400
Taux de distribution (%)	80%	69%	12%

Source : HPS

Au titre de l'exercice 2008, la société ACPQualife a distribué 12% de son résultat net contre 69% en 2007 et 80% en 2006.

En 2006 et 2007 ACP SARL a distribué des dividendes à la société mère ACP groupe afin de maintenir les réserves au sein de l'entité ACP groupe. A la clôture de l'exercice 2008, les actionnaires ont décidé de fusionner ACP Groupe et ACP SARL et donc de diminuer la remontée de dividendes.

II.6. Nantissements d'actifs

Les actions ACPQualife ne sont pas nanties.

Les actifs de la société ne sont pas hypothéqués.

III. Notation de ACPQualife

La société ACPQualife a fait l'objet d'une cotation de la Banque de France déterminant la santé financière d'une société.

La cotation réalisée le 26/03/2009 sur la base des comptes 2008 de ACP SARL a déterminé la notation G3+ représentant le niveau 11 sur une échelle de 12 niveaux.

Cette cotation a pour objectif d'apprécier le risque de crédit présenté par l'entreprise. Elle est composée :

- d'une cote d'activité, exprimée en lettre qui correspond à la taille de l'entreprise appréciée sur la base de son chiffre d'affaires. Le code G correspond à une société réalisant un chiffre d'affaires compris entre 1,5 millions d'euros et 7,5 millions d'euros ;
- d'une cote de crédit, attribuée dans le cadre d'une échelle comprenant 12 valeurs significative (3++, 3+, 3, 4+, 4, 5+, 5, 6, 7, 8, 9 et P, de la cote la plus favorable à la moins favorable) : elle exprime la capacité de l'entreprise à honorer l'ensemble de ses engagements financiers sur un horizon de 3 ans. Le code 3+ correspond à une capacité très forte de la société à honorer ses engagements.

IV. Assemblée d'actionnaires

La validation et l'autorisation de la présente opération relève de l'Assemblée des Actionnaires.

IV.1. Mode de convocation

Selon l'article 20 des statuts de ACPQualife, l'assemblée est convoquée par le Président. Le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée des actionnaires en cas d'urgence.

La convocation est faite par tous les moyens de communication écrite 15 jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

IV.2. Décisions

Décisions à l'unanimité

- Adoption ou modification des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément des cessions d'actions, à l'exclusion d'un actionnaire ;
- Transfert du siège social à l'étranger ;
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Décisions prises à la majorité qualifiée de 70% des voix des actionnaires présents ou représentés

- Dissolution et liquidation de la société ;
- Modification du capital ;
- Vente de fonds de commerce, mise en location gérance ;
- Fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- Agrément des cessions d'actions.

Décisions prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions conclues entre la société et ses dirigeants ou associés ;
- Nomination, révocation, rémunération du Président ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Nomination et révocation des membres du Conseil ;
- Adoption et révision de la formule de valorisation des actions ;
- Achat de fonds de commerce ;
- Fixation des limites des pouvoirs du Président ;
- Toute modification statutaire autre que celles résultant des décisions devant être prises à l'unanimité ou à la majorité qualifiée.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

IV.3. Conditions d'admission

Conformément à l'article 21 des statuts, chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire lui-même actionnaire.

IV.4. Conditions d'exercice du droit de vote

Conformément à l'article 21 des statuts, chaque action donne le droit à une voix. Le droit de vote attaché est proportionnel au capital qu'il représente.

V. Organes d'administration

V.1. Composition du Conseil

Les membres du Conseil sont nommés sur proposition du Président par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Les membres ainsi nommés peuvent être actionnaire ou salarié non actionnaire ou externe à la société.

Toutefois, l'assemblée des actionnaires statuant à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés peut procéder à la révocation de membres du Conseil sans besoin d'un juste motif. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnité.

La composition du Conseil de ACPQualife se décline de la manière suivante :

Membres du Conseil	Fonction	Lien avec ACPQualife	Date de nomination*	Expiration du mandat
Philippe Vigand	Président du Conseil	Salarié	2009	2012
Christian COURTES	Membre	Salarié	2009	2012
Frédéric DEHODANG	Membre	Salarié	2009	2012

Source : ACPQualife

V.2. Fonctionnement du Conseil

V.2.1 Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de trois (3) années.

V.2.2 Rémunération des administrateurs

Selon l'article 17 des statuts de la société, la fonction de membre du Conseil n'est pas rémunérée.

V.2.3 Réunions du Conseil

Le Conseil se réunit une fois par trimestre ainsi que sur la convocation du Président ou à la demande d'au moins la moitié des membres.

Le Conseil est présidé par le Président de la société.

V.2.4 Quorum, majorité et procès-verbaux

Chaque membre du Conseil dispose d'une voix.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ayant la qualité d'actionnaire ou de salarié de la société non actionnaire. Tout autre membre du Conseil n'a qu'un rôle consultatif.

En cas de partage de voix, la voix du Président est prépondérante.

Les décisions du Conseil sont constatées dans des procès verbaux signés par les membres présents et consignés dans un registre spécial coté et paraphé et conservé au siège social.

V.2.5 Pouvoirs du Conseil

Le conseil est investi du pouvoir d'autoriser le président à réaliser :

- les investissements en matériel, logiciel ;
- les contrats de sous-traitance ;
- les contrats de travail ;
- les contrats commerciaux.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

V.3. Mandats d'administrateurs du Président

M. Philippe Vigand, Président Directeur Général de ACPQualife, est également gérant de la société Qualife, filiale à 100% d'ACPQualife et n'est administrateur d'aucune autre société.

V.4. Organes de direction

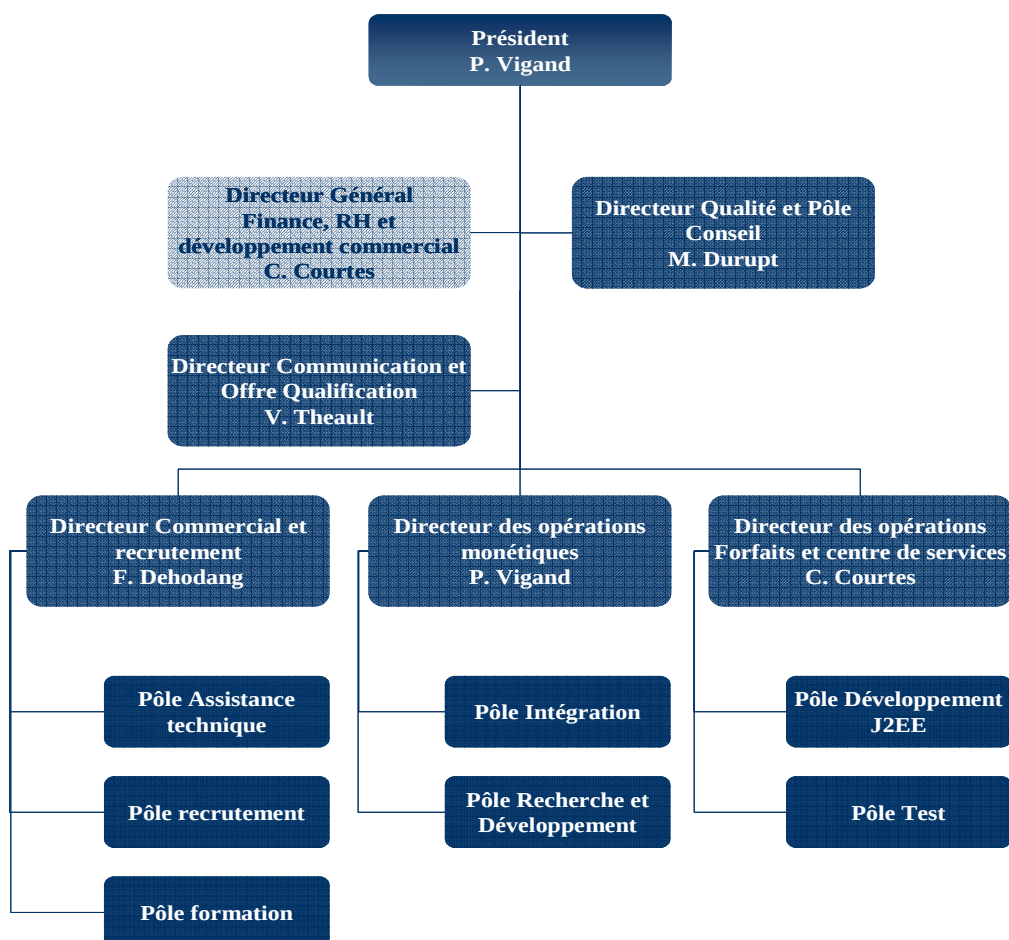
V.4.1 Liste des principaux dirigeants

Au 31/03/2010, la liste des principaux dirigeants de ACPQualife se décline comme suit :

Prénom, Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction
Philippe VIGAND	Président	2009
Christian COURTES	Directeur général en charge du développement et des fonctions finance et ressources humaines	2002
Frédéric DEHODANG	Directeur Commercial	2006
Marc DURUPT	Directeur Qualité et du pôle Conseil	2002
Véronique THEAULT	Directeur en charge des offres de qualification et de la communication	2002

Source : ACPQualife

L'organigramme fonctionnel de ACPQualife au 01/01/2010 se présente comme suit :



Source : ACPQualife

V.4.2 Curriculum Vitae des principaux dirigeants

Philippe VIGAND, Président

De formation Ingénieur EPSI, Philippe VIGAND a débuté sa carrière au sein du groupe SG2. Il s'est spécialisé dans les moyens de paiements Carte.

En 1999, il rejoint le groupe Experian en tant que Directeur de l'activité Carte. En 2008, il intègre la société ACPQualife en tant que directeur associé. En 2009, il devient Président de la société ACPQualife.

Christian COURTES, Directeur en charge du développement et des fonctions finance et ressources humaines

De formation Ingénieur ESIM (Centrale Marseille), Christian COURTES a démarré sa carrière chez IBM dans le développement commercial de grands comptes.

Après avoir occupé différents postes de management dans des SSII et start-up Telecom, il a fondé ACP (Architect & Consulting Partners) en 2002.

Frédéric DEHODANG, Directeur Commercial

De double formation Commerciale et Informatique, Frédéric DEHODANG a partagé sa carrière entre des responsabilités techniques et commerciales.

Après 6 années chez STERIA dans le développement commercial de grands comptes dans les domaines de l'ingénierie et de l'infogérance, il a rejoint ACP SARL en 2006 en tant que Directeur Commercial, poste qu'il occupe à ce jour au sein de ACPQualife.

Marc DURUPT, Directeur Qualité et du pôle Conseil

Après son doctorat en microélectronique, Marc DURUPT a effectué sa carrière dans le secteur des services informatiques, dont notamment 11 ans chez Cap Gémini.

En 2002, il crée la société Qualife spécialisée dans le domaine de la qualification de systèmes d'information. Depuis l'acquisition de Qualife par ACP, il occupe le poste de Directeur Qualité et du pôle Conseil au sein de ACPQualife.

Véronique THEAULT, Directeur en charge des offres de qualification et de la communication

Avec une expérience de 11 ans en SSII à son actif, Véronique THEAULT s'est spécialisée dans les tests logiciels. En 2002, elle crée avec Marc DURUPT, la société Qualife, spécialisée dans les métiers du test. Depuis l'acquisition de Qualife par ACP, elle occupe le poste de Directeur en charge des offres de qualification et de la communication au sein de ACPQualife.

VI. Gouvernement d'entreprise

La société ACPQualife dispose des comités suivants :

Comité de direction

Intitulé	Comité de direction
Périodicité	Mensuelle
Membres	C. Courtes, F. Dehodang, M. Durupt, V. Theault, P. Vigand
Objectif	Revue des résultats et du portefeuille commercial.

Comité de qualification

Intitulé	Comité de qualification
Périodicité	A la demande
Membres	F. Dehodang, P. Vigand ou C. Courtes, M. Durupt
Objectif	Qualification des propositions commerciales. « Go/No Go » sur un dossier, analyse des risques du dossier, grandes lignes de la stratégie de réponse.

Comité de qualité

Intitulé	Comité de qualité
Périodicité	Mensuelle
Membres	M. Durupt et les directeurs de projet.
Objectif	Suivi des projets.

VI.1. Rémunérations attribuées aux membres du Conseil et de direction

Selon l'article 17 des statuts de la société, la fonction de membre du Conseil n'est pas rémunérée.

Par ailleurs, la rémunération brute annuelle globale des membres de la direction au titre de l'exercice 2009 s'est élevée à 376 000 euros.

VI.2. Conventions réglementées

Les conventions liant ACPQualife à ses actionnaires sont les suivantes :

- contrat de travail signé avec M. Christian Courtes : le montant comptabilisé au titre de cette convention sur l'exercice 2009 s'élève à 45 820 € au titre de salaire fixe et 2 000 € au titre de salaire variable ;
- contrat de travail signé avec Mme Véronique Theault : Aucune charge n'a été comptabilisée sur l'exercice 2009 ;
- contrat de travail signé avec M. Marc Durupt : le montant comptabilisé au titre de cette convention sur l'exercice 2009 s'élève à 5 775 € au titre de salaire fixe ;
- rémunération du Président Philippe Vigand : le montant comptabilisé au titre de cette convention sur l'exercice 2009 s'élève à 45 820 € au titre de salaire fixe et 2 000 € au titre de salaire variable.

VI.3. Intéressement et participation du personnel

A la veille de la présente opération, il n'existe pas de schéma d'intéressement et de participation du personnel appliqué au sein de la société ACPQualife.

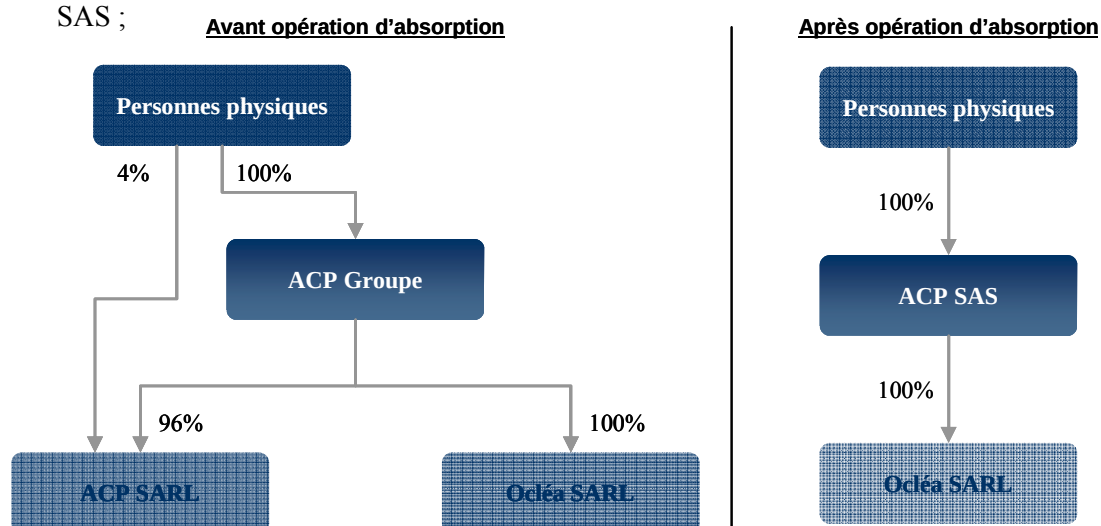
VI.4. Prêts accordés aux membres du Conseil et des organes de direction

A ce jour, aucun prêt n'est accordé à un membre du Conseil ou de la Direction de la société ACPQualife.

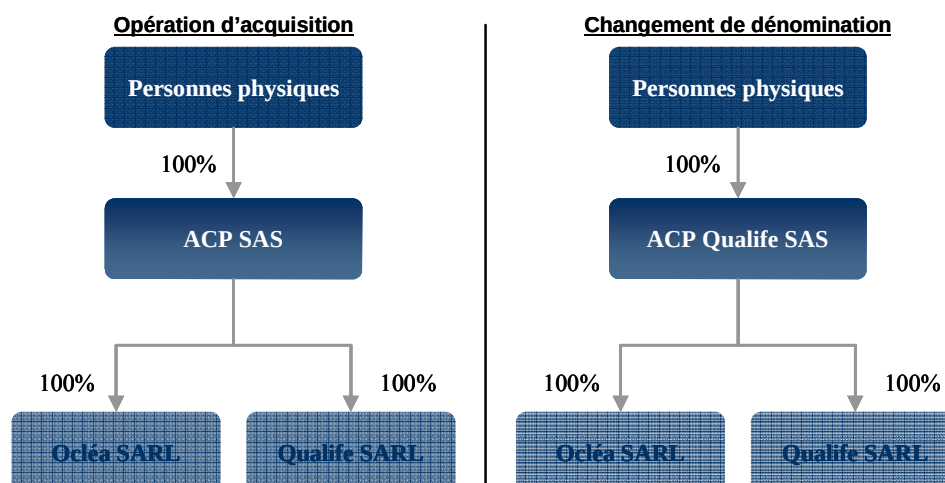
PARTIE VII : Activité de ACPQualife

I. Historique

- 2002** ■ Création de ACP SARL par C. Courtès en avril et création de Qualife par M.Durupt et V.Théault en octobre.
- 2004** ■ Création de ACP Groupe par C. Courtès et transfert des titres des actionnaires physiques dans ACP SRAL à ACP Groupe à hauteur de 96%.
- 2005** ■ Création de Ocléa Communication apr C. Courtès.
- 2006** ■ Annonce du rapprochement de ACP et Qualife et création d'une structure commerciale commune à ACP et Qualife.
- 2007** ■ Communication officielle des offres sous le nom d'ACP/Qualife et lancement d'offres communes ;
■ Lancement des activités de conseil d'ACP.
- 2008** ■ Lancement de l'activité formation de Qualife grâce à son référencement comme formation diplomate par le FAFIEC et des activités centre de services, forfaits et monétiques par ACP.
- 2009** ■ Mai : absorption de ACP Groupe par ACP SARL et transformation de ACP SARL en ACP SAS ;



- Novembre : acquisition de 100% du capital de Qualife par ACP et changement de dénomination sociale de ACP SAS en ACPQualife.



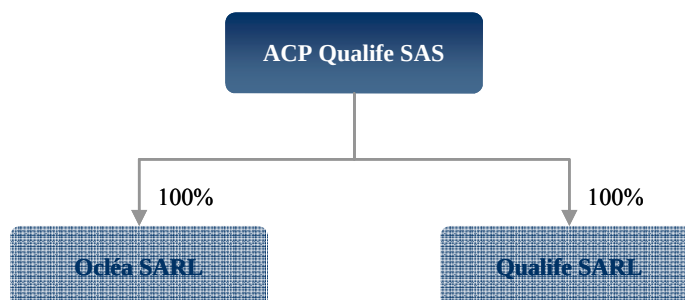
II. Appartenance de ACPQualife à un groupe

ACPQualife est détenue par des personnes physiques. La société ne fait partie d'aucun groupe.

III. Filiales de ACPQualife

III.1. Organigramme juridique

L'organigramme juridique de la société se présente comme suit :



Source : ACPQualife

III.2. Présentation des filiales

III.2.1 Qualife

Qualife est une société spécialisée dans les tests et la qualification de logiciels. L'activité de Qualife est organisée autour de 3 lignes de services :

- assistance technique : support technique des clients dans le cadre de la réalisation de campagnes de tests et de qualification pour estimer la performance et la sécurité des logiciels des clients ;
- formation : réalisation de formation sur les méthodologies de qualification et de tests dispensées par Qualife via le réseau FAFIEC. La formation aboutit à un diplôme reconnu ;
- conseil : conseil aux entreprises dans le domaine du TRA (Tierce Recette Applicative) et du test.

En novembre 2009, la société Qualife a été acquise par ACP SAS à hauteur de 100% du capital.

ACPQualife envisage une nouvelle restructuration et plus particulièrement sa fusion avec Qualife. Le but de cette fusion serait de regrouper des activités complémentaires de développement et de qualification. Cette fusion serait prévue au cours de l'exercice 2010.

Les principales données concernant Qualife se présentent de la manière suivante :

Données au 31/12/2009	
Dénomination sociale	Qualife
Siège social	21, rue du Pioch – 34430 Saint Jean de Vedas
Date de création	2002
Date d'acquisition	2009
Forme juridique	SARL
Capital social	7 500 €
Nombre de titres détenus	750 actions
Montant du capital détenu	7 500 €
% de capital détenu	100%
% des droits de vote détenus	100%
Chiffre d'affaires au 31/12/2009	1 516 181 €
Résultat net au 31/12/2009	52 455 €
Montant des dividendes perçus au titre de l'exercice 2009	Néant

Source : ACPQualife

III.2.2 Ocléa

La société Ocléa a été créée en 2005 dans le but de réaliser des prestations de communication et de construction de sites internet.

Les principales réalisations d'Ocléa sont les suivantes :

- prestations de communication vis-à-vis d'ACP Groupe,
- manifestations clients ;
- site web, plaquette, communications diverses ;
- accompagnement des sociétés du groupe sur des projets intégrant une dimension communication (design de site, ergonomie, ...).

Actuellement, la société n'a plus d'activité et ne fait pas l'objet d'une liquidation ou d'une dissolution.

Les principales données concernant Ocléa se présentent de la manière suivante :

Données au 30/09/2009	
Dénomination sociale	Ocléa SARL
Siège social	4, rue Mahatma Gandhi, Espace Beauvalle, Bat B, 13090 Aix en Provence
Date de création	2005
Forme juridique	SARL
Capital social	10 000 €
Nombre de titres détenus	100 actions
Montant du capital détenu	10 000 €
% de capital détenu	100%
% des droits de vote détenus	100%
Chiffre d'affaires	0 €
Résultat net	0 €
Montant des dividendes perçus au titre de l'exercice 2008	0

Source : ACPQualife

III.3. Relations entre ACPQualife et ses filiales en 2009

Il n'existe aucun flux financier entre ACPQualife et ses filiales.

IV. Le marché européen de la monétique

IV.1.1 Evolution du nombre de cartes en Europe

Le marché européen des cartes compte près de 697 millions de cartes émises en 2008. Les émissions de cartes ont enregistré une croissance moyenne annuelle de 12,5% sur la période 2006-2008.

En millions de cartes	2006	2007	2008	TCAM 06-08
Visa	388	437	487	12,0%
MasterCard	148	176	193	14,2%
American Express	11	13	15	16,8%
Diners	2	3	2	0,0%
Total	550	628	697	12,6%

Source : Nilson Report n°926 publié en mai 2009 et n°905 publié en juin 2008

IV.1.2 Evolution du volume de transactions

L'évolution du volume de transactions par organisme de paiement sur les 3 dernières années se présente comme suit :

En milliards \$	2006	2007	2008	TCAM 06-08
Visa	1 742	1 989	2 357	16,3%
MasterCard	553	643	754	16,8%
American Express	71	82	99	18,1%
Diners	11	12	12	4,4%
Total	2 377	2 726	3 223	16,4%

Source : Nilson Report n°926 publié en mai 2009 et n°905 publié en juin 2008

A fin 2008, le volume de transactions traitées s'établit à 3 223 milliards de dollars contre 2 377 milliards de dollars en 2006, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 16,4%.

IV.1.3 Evolution du nombre de transactions

L'évolution du nombre de transactions par organisme de paiement sur les 3 dernières années se présente comme suit :

En millions	2006	2007	2008	TCAM 06-08
Visa	18 358	20 597	23 271	12,6%
MasterCard	5 623	6 388	7 137	12,7%
American Express	398	454	524	14,7%
Diners	43	46	47	4,5%
Total	24 422	27 486	30 979	12,6%

Source : Nilson Report n°926 publié en mai 2009 et n°905 publié en juin 2008

A fin 2008, le nombre de transactions traitées s'établit à 31,0 milliards contre 24,4 milliards en 2006, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 12,6%.

IV.1.4 Evolution des parts de marché des différents organismes de paiement

L'évolution des parts de marchés des organismes de paiement sur les 3 dernières années se présente comme suit :

En millions de cartes	2006	2007	2008
Visa	73,3%	73,0%	73,2%
MasterCard	23,3%	23,6%	23,4%
American Express	3,0%	3,0%	3,1%
Diners	0,5%	0,4%	0,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Nilson Report n°926 publié en mai 2009 et n°905 publié en juin 2008

A fin 2008, plus de 96% des transactions sont traitées par Visa et MasterCard. Cette part reste stable sur toute la période 2006-2008.

V. Présentation de l'activité de ACPQualife

ACPQualife étant une société nouvellement créée à l'issue d'opérations de fusions-acquisitions, l'activité présentée est celle des sociétés ACPQualife et Qualife. (cf. page 138)

Les offres de service de ACPQualife et Qualife sont complémentaires. L'association des offres des deux sociétés permet de couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur d'un projet d'intégration :

- les activités d'architecture, de conception et de réalisation de solutions sont couvertes par les centres de compétence ACPQualife ;
- les activités relatives au test, à la recette et à la qualité sont couvertes par les centres de compétence Qualife.

V.1. Présentation générale

V.1.1 ACPQualife SAS

La société ACPQualife SAS est une société spécialisée dans les services aux entreprises dans le domaine des nouvelles technologies et de la monétique.

Jusqu'en 2007, l'assistance technique représentait l'unique activité d'ACPQualife SAS. Depuis, la société a diversifiée ses activités. Actuellement, son activité est organisée autour de cinq lignes de services :

a. Assistance technique

L'assistance technique consiste à accompagner les clients dans les domaines de l'expertise technique et dans la participation à la création ou l'évolution des logiciels. L'assistance technique est à la fois réalisée par des ressources internes (ATI) et par des sous-traitants (ATE) en général des consultants « free lance ».

b. Forfait

Ce service consiste en la réalisation et l'évolution de logiciels sur la base d'un cahier des charges fixé par le client. Les missions ont une durée comprise entre trois mois et un an. Il s'agit de contrats à engagement de résultats.

c. Centre de services

Il s'agit de prestations de développement autour de la maintenance (TMA : Tierce Maintenance Applicative) ou de tests (TRA : Tierce Recette Applicative), réalisées sous forme de « mini forfaits » qui ont une durée d'un à trois mois, reconductibles encadrées par un contrat cadre définissant les

unités d'œuvre de facturation et les conditions financières. Il s'agit de contrats à engagement de résultats.

d. Conseil

La société propose à ses clients du conseil stratégique en entreprise dans le domaine de l'architecture des systèmes d'information.

e. Monétique

ACPQualife a mis en place, au cours des années 2008 et 2009, un pôle de consultants et ingénieurs spécialisé dans les solutions monétiques. A ce titre ACP a développé 3 lignes de services :

- conseil stratégique autour des solutions monétiques ;
- intégration et qualification de SI monétiques ;
- l'édition du progiciel VISION : « Web portal » sécurisé à destination des établissements financiers leur permettant :
 - ✓ d'offrir à leur clientèle des services personnalisés pour la gestion :
 - de leurs cartes (personnalisation de la carte, commandes de cartes par le Web, etc.) ;
 - de leur budget (suivi des dépenses, reportings évolués, etc.) ;
 - de leurs notes de frais (workflow de validation, etc.).
 - ✓ de fidéliser leur clientèle par des services Web et mobile « smart », fonctionnellement riches et flexibles ;
 - ✓ de réduire le coût de mise en œuvre des services Web pour leur établissement en s'appuyant sur une solution progiciel ;
 - ✓ de gagner du temps dans le lancement de nouvelles offres.

Le logiciel Vision complète la solution PowerCARD en répondant aux besoins des clients de l'établissement financier (consommateurs titulaires de carte, commerçants, entreprises gérant des flottes de cartes) au travers de sites Web personnalisables qui se connectent à la solution PowerCard.

V.1.2 Qualife

Qualife est une société spécialisée dans les tests et la qualification de logiciels. L'activité de Qualife est organisée autour de 3 lignes de services :

a. Assistance technique

L'assistance technique consiste à accompagner les clients dans le cadre de la réalisation de campagnes de tests et de qualification pour estimer la performance et la sécurité des logiciels.

b. Formation

La société réalise des formations sur les méthodologies de qualification et de tests dispensées par Qualife via le réseau FAFIEC. La formation aboutit à un diplôme reconnu par les instances internationales du métier du test CFTL/ISTQB.

c. Conseil

La société Qualife propose du conseil aux entreprises dans le domaine du test :

- conseil en organisation ;
- conseil sur les stratégies de tests pour un projet ;
- analyse des risques, etc.

La société Qualife a développé, depuis 2008, un pôle de compétences associant les deux expertises « Test » et « Monétique » lui permettant de disposer d'une offre unique sur le marché européen grâce à l'association de ces deux savoir-faire.

V.2. Structure de l'activité

ACPQualife étant une société nouvellement créée à l'issue d'opérations de fusions-acquisitions. L'activité présentée est celle des sociétés ACPQualife SAS et Qualife. (Cf. page 138)

Les comptes de ACP SARL sont des comptes sociaux et ne prennent pas compte des comptes de Ocléa SARL.

V.2.1 Répartition du chiffre d'affaires par branche d'activité

a. ACPQualife SAS

Le tableau suivant présente l'évolution de la contribution de chacune des activités au chiffre d'affaires de ACPQualife SAS sur la période 2007-2009 :

En milliers d'€	2007*	2008*	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Assistance technique	1 890	2 941	3 977	55,6%	35,2%
Centre de services - Forfait	-	58	650	NA	>100%
Conseil stratégique	-	200	300	NA	>100%
Monétique	-	-	190	NA	NA
Total	1 890	3 199	5 117	69,3%	59,9%

Source : ACPQualife

(*) Année fiscale clôturant au 30 septembre

En 2009, l'exercice comptable de ACP a été rallongé au 31 décembre afin d'aligner les exercices de ACPQualife et de Qualife pour en harmoniser la gestion.

Assistance technique

En 2008, le chiffre d'affaires lié à l'assistance technique a enregistré une hausse de 55,6% justifiée par :

- le développement des clients existants ;
- le gain de nouveaux contrats tel Financière Poujaud, Real Not et GFI Informatique ;
- le renforcement de l'équipe commerciale.

Le chiffre d'affaires relatif à l'assistance technique a enregistré en 2009 une progression de 35,2% pour s'établir à 4,0 M€ en 2009 contre 2,9 M€ en 2008. Cette évolution s'explique par :

- la poursuite du développement des clients existants ;
- un exercice allongé de 3 mois (15 mois au lieu de 12 mois).

Conseil stratégique

Le lancement de l'activité Conseil en 2008 a été dédié au client Expérian, une société qui met à la disposition des entreprises et des particuliers à travers le monde des informations, des outils d'analyse et des services de marketing pour les aider à gérer au mieux les risques et les bénéfices liés à leurs décisions commerciales ou financières.

Le chiffre d'affaires correspondant s'élève à 58,1 k€. La mission consistait à accompagner le client sur le positionnement des offres, des études de marché européen et l'urbanisation des solutions.

En 2009, le chiffre d'affaires s'établit à 300 k€. Cette forte évolution se justifie par le démarrage de l'activité.

Centre de services - Forfaits

Le centre de service a été lancé courant 2008 sur la base d'une facturation sous forme de mini forfaits pour atteindre un chiffre d'affaire de 200 000 euros réalisé avec le client Expérian. La mission réalisée consistait à effectuer des prestations de développement J2EE des portails Web monétique pour les sites de BNPP, Société générale et Caisse d'épargne.

En 2009, le chiffre d'affaires s'établit à 650 k€. Cette forte progression se justifie par le démarrage de l'activité.

Monétique

L'activité Monétique a été lancée courant 2009. Son chiffre d'affaires a atteint 190 k€.

b. Qualife

Le tableau suivant présente l'évolution de la contribution de chacune des activités au chiffre d'affaires de Qualife sur la période 2007-2009 :

En milliers d'€	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Assistance technique	852	1 235	1 037	45,0%	-16,0%
Formation	22	115	319	>100%	>100%
Conseil	205	373	160	82,0%	-57,2%
Total	1 078	1 722	1 516	59,7%	-12,0%

Source : ACPQualife

(*) Année fiscale clôturant au 31 décembre

Assistance technique

En 2008, le chiffre d'affaires lié à l'assistance technique a enregistré une progression de 45,0% pour s'établir à 1,2 M€. Cette évolution se justifie par les éléments suivants :

- le développement des clients existants ;
- la signature d'un nouveau contrat pour l'assistance à la réalisation et la mise en place d'une campagne de tests.

Le chiffre d'affaires relatif à l'assistance technique a enregistré en 2009 une baisse de 16,6% pour s'établir à 1 037 k€ en 2009 contre 1 235 k€ en 2008. Cette évolution se justifie par une diminution de l'activité chez Air France due à la crise.

Conseil stratégique

En 2008, le chiffre d'affaires relatif à l'activité conseil stratégique a enregistré une évolution de 82,0% due à l'obtention de nouveaux clients.

En 2009, le chiffre d'affaires affiche une baisse de 57,2%. Cette évolution s'explique par une diminution de l'activité chez Air France due à la crise.

Formation

Le chiffre d'affaires lié à la formation a enregistré une forte progression sur la période 2007-2009 justifiée par le référencement de Qualife au FAFIEC pour dispenser des formations relatives aux métiers du test.

V.2.2 Saisonnalité du chiffre d'affaires

a. ACPQualife SAS

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la saisonnalité du chiffre d'affaire de ACPQualife sur les trois derniers exercices :

	2007*	2008*	2009*	Moyenne
1 ^{er} semestre	38%	40%	54%	44%
2 ^{ème} semestre	62%	60%	46%	56%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Source : ACPQualife

(*) Année fiscale clôturant au 30 septembre

En 2007 et 2008, l'analyse de la saisonnalité du chiffre d'affaires fait apparaître un écart relatif entre le 1^{er} et le 2^{ème} semestre (44% - 56%) due essentiellement à la forte croissance de l'activité de ACPQualife entre le 1^{er} et le 2^{ème} semestre.

b. Qualife

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la saisonnalité du chiffre d'affaires de Qualife sur les trois derniers exercices :

	2007*	2008*	2009*	Moyenne
1 ^{er} semestre	45%	47%	55%	49%
2 ^{ème} semestre	55%	53%	45%	51%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Source : ACPQualife

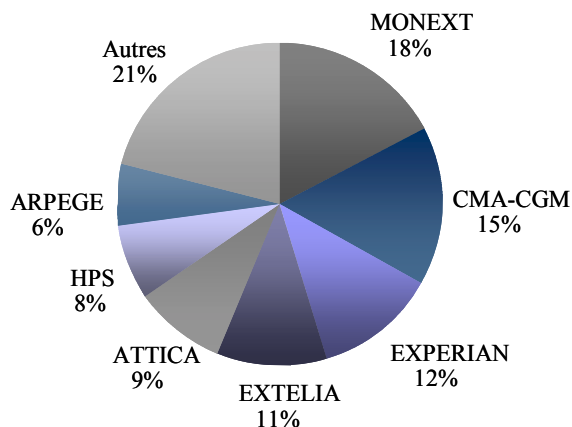
(*) Année fiscale clôturant au 31 décembre

V.3. Evolution de la clientèle

Dans la majorité des cas, les offres des deux entités ACPQualife SAS et Qualife sont distinctes et complémentaires. Une offre conjointe, portée par ACPQualife peut se justifier quand elle met en œuvre l'expertise du test et le savoir faire en matière d'engagement de résultat de ACPQualife SAS.

a. ACPQualife SAS

La répartition du chiffre d'affaires par clients de ACPQualife SAS au 31 décembre 2009 se présente comme suit :



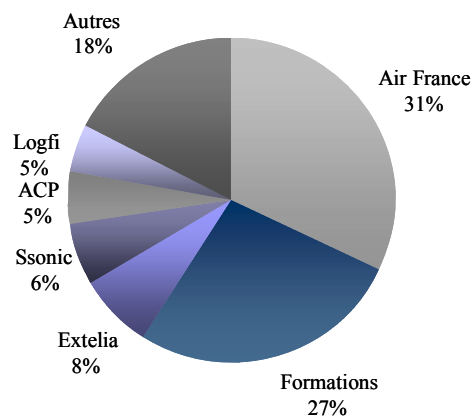
Source : ACPQualife

Les principaux secteurs d'intervention de ACPQualife SAS se déclinent comme suit :

- secteur des transports (CMA-CGM) ;
- secteur des assurances (Attica) ;
- secteur des services (Monext, Experian, Extelia, HPS).

b. Qualife

La répartition du chiffre d'affaires par clients de Qualife au 31 décembre 2009 se présente comme suit :



Source : ACPQualife

Les principaux secteurs d'intervention de Qualife se déclinent comme suit :

- secteur des transports (Air France) ;
- secteur des services (Extelia, ACP, Logfi).

V.4. Politique de prix

ACPQualife dispose d'une grille tarifaire officielle qui établit :

- le prix pour chaque module logiciel de VISION pondéré par le nombre d'établissements gérés par le logiciel ;
- le prix pour chaque profil de consultant ou ingénieur intervenant an assistance technique et conseil ;
- le prix moyen par jour /homme pondéré par un coefficient risque pour les projets au forfait ou en mode centre de service.

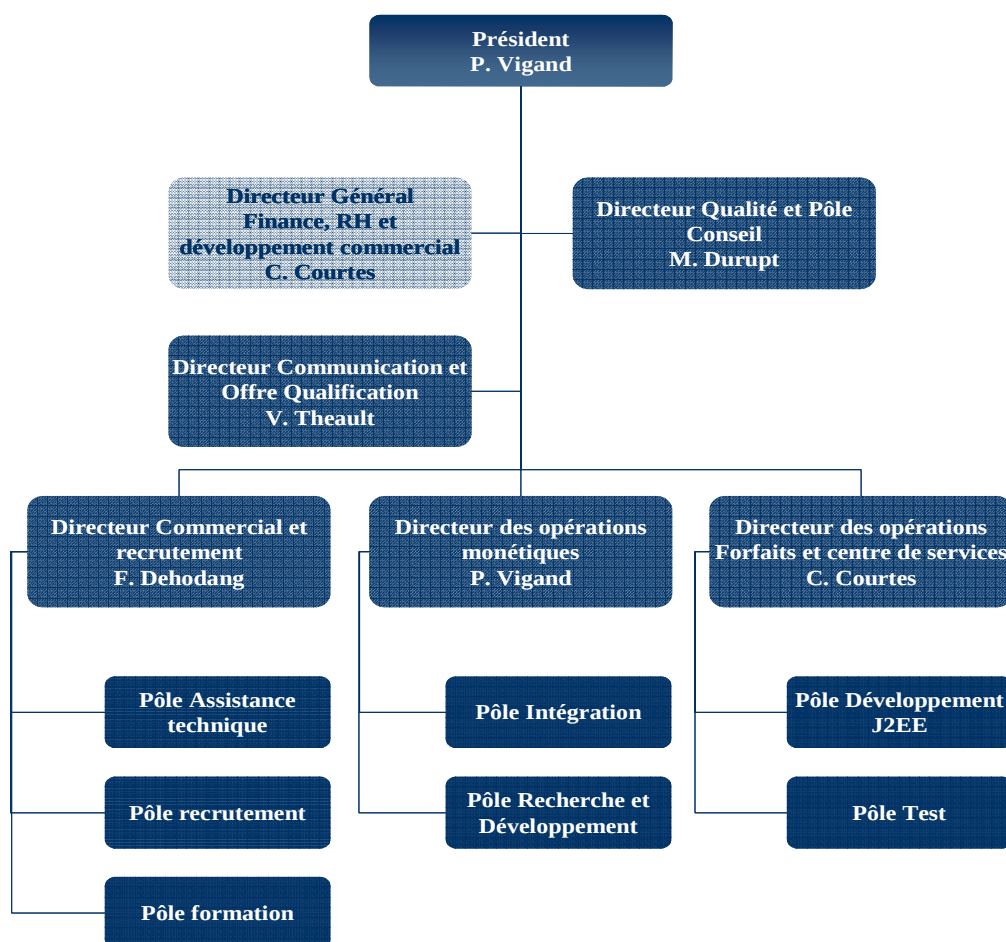
Cette grille sert de base pour la détermination des montants de propositions.

Globalement, les prix pratiqués par ACPQualife sont dans les normes observées au niveau international pour le logiciel VISION, et dans les normes françaises pour les prestations de service.

VI. Organisation

VI.1. Organigramme de la société

L'organigramme de la société ACPQualife se présente comme suit :



Source : ACPQualife

VI.1.1 Directions supports

a. Direction Générale

Finance et RH

- Garantir la gestion des ressources de ACPQualife, aussi bien financière, logistique qu'humaine ;
- Garantir la production des outils de suivi adéquats afin de faciliter la prise de décision stratégique et opérationnelle de ACPQualife ;
- Gérer les contrats de travail des collaborateurs et les contrats fournisseurs ;
- Assurer la facturation clients et suivre la rentabilité des activités.

Développement

- Identifier les opportunités de développement pour ACPQualife ;
- Piloter le développement des nouvelles offres (produits et services), définir les marchés cibles ;
- Définir les moyens nécessaires à la mise en œuvre des opportunités identifiées.

b. Direction Qualité

Missions

- Mettre en place les processus et les procédures de gestion et de production de l'entreprise afin de contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques de ACPQualife ;
- Garantir le diagnostic et le contrôle des différentes activités de gestion et de production et garantir la mise en œuvre des actions nécessaires à l'atteinte des objectifs Qualité de ACPQualife ;
- Piloter la démarche qualité des projets et en assurer le contrôle régulier en collaboration avec les directeurs de projets de ACPQualife.

c. Direction Communication

Missions

- Garantir l'élaboration et le suivi du plan de communication externe afin de contribuer à une image d'ACPQualife conforme à ses valeurs auprès de ses clients et prospects ;
- Garantir l'élaboration et le suivi du plan de communication interne auprès des collaborateurs d'ACPQualife afin de contribuer à la bonne diffusion de l'information et à une image d'ACPQualife conforme à ses valeurs ;
- Piloter l'organisation des événements de communication internes et externes.

VI.1.2 Directions opérationnelles

a. Direction commerciale

Missions

- Piloter les pôles opérationnels :
 - ✓ Assistance technique ;
 - ✓ Recrutement ;
 - ✓ Formation.

Pôle Assistance technique

Ce pôle est constitué de consultants et ingénieurs intervenant en prestations de service chez les clients.

La direction commerciale pilote le suivi des prestations, à savoir :

- la planification des ressources ;
- le suivi qualité (satisfaction client) ;
- le suivi facturation et règlement ;
- le suivi des sous-traitants lorsque l'activité est sous-traitée.

La direction commerciale pilote le suivi des ressources humaines du pôle à travers un plan de formation et des entretiens annuels.

Pôle Recrutement

La direction commerciale gère les opérations de recrutement pour ses propres besoins et pour les besoins des autres directions opérationnelles.

A cet effet, une veille permanente est assurée en utilisant toutes les techniques modernes du recrutement et un vivier de consultants et d'ingénieurs est maintenu pour disposer de profils performants avec une grande réactivité.

La direction commerciale valide les profils sur le plan du comportement, des qualités relationnelles et procède à la qualification des capacités techniques des candidats par des chefs de projets d'ACPQualife.

Pôle Formation

La direction commerciale gère le centre de formation :

- Organisation des sessions de formation ;
- Relation avec les organismes publics d'aide à la formation professionnelle (FAFIEC) ;
- Logistique des salles de formation et support des cours.

Elle gère également le pôle de consultants formateurs et le suivi de satisfaction des ingénieurs et consultants formés.

En 2009 le centre de formation ACPQualife a formé plus de 250 ingénieurs ou consultants dans le domaine du Test.

b. Direction des opérations

ACPQualife dispose de 2 directions des opérations, une consacrée au domaine monétique, l'autre aux prestations de services de type « forfait » ou « centre de services ».

Mission

- Garantir le bon déroulement des projets auprès des clients dans le respect des règles de management de projet en vigueur, par l'allocation des ressources humaines, techniques et méthodologiques adéquates ;
- Garantir le développement de solutions spécifiques aux clients dans le respect des normes de développement en vigueur et des délais engagés.
- Garantir l'assistance et le support technique et fonctionnel des clients de ACPQualife ;
- Assurer le développement des mises à jour du logiciel Vision demandés par les clients de ACPQualife.

Pôle Monétique

Ce pôle est constitué de consultants et ingénieurs spécialisés dans les solutions monétiques.

Ce pôle est organisé en deux équipes :

- Equipe intégration en charge des projets d'intégration de solutions monétiques chez les clients en assurant les prestations de :
 - ✓ spécifications ;
 - ✓ développements d'interfaces ;
 - ✓ tests de la solution avant livraison au client ;
 - ✓ accompagnement du client dans son déploiement (formation, paramétrage, support au démarrage) ;
- Equipe Recherche et développement en charge de la définition, de la spécification, du développement, de l'évolution et de la maintenance du progiciel VISION édité par ACPQualife.

Pôle Forfaits et centre de service

Ce pôle est constitué de chefs de projets/ Directeurs de projets et ingénieurs spécialisés dans les projets informatiques avec un engagement de résultat.

Les projets réalisés par ce pôle sont des projets de développement ou maintenance de Systèmes d'information des clients utilisateurs des systèmes.

Cette activité nécessite une grande maîtrise des méthodologies de gestion de projet ainsi que les technologies nécessaires à la réalisation de ces projets.

VI.2. Moyens humains

VI.2.1 Politique RH

La politique sociale de ACPQualife est basée sur la valorisation du capital humain, l'analyse du potentiel et le suivi de carrière. ACPQualife aide chacun des collaborateurs à se développer, en privilégiant ses compétences et en lui permettant d'élargir son champs de compétence au travers des formations dispensées par le centre de formation ACPQualife dans les métiers du test et de la monétique.

La politique sociale adoptée par ACPQualife vise la création d'une forte culture d'entreprise garantissant la cohésion de l'ensemble des collaborateurs autour de la vision de l'entreprise et

l'adhésion aux valeurs fondamentales de la société à savoir, la confiance, la responsabilisation et l'engagement et la créativité.

Chacun des collaborateurs est reçu au minimum une fois par an par son manager afin de faire un bilan annuel au cours duquel sont réalisés :

- un bilan de la période écoulée ;
- une prévision d'activité pour les mois à venir ;
- les besoins en formation ;
- l'explication de la rémunération part variable ;
- l'évolution de la rémunération pour l'année à venir.

VI.2.2 Politique de recrutement

Les ingénieurs et consultants de ACPQualife sont principalement des ingénieurs issus des grandes écoles françaises ou des Bac +5 issus de l'université française. Tous les salariés de la société disposent d'un contrat à durée indéterminée.

ACPQualife a développé une procédure de recrutement qui répond pleinement à ses besoins en ressources humaines notamment au travers de la gestion d'un vivier de candidats en permanence actif et d'un processus de qualification des candidats intégrant 3 dimensions :

- Capacité technique ;
- Comportement ;
- Engagement/responsabilité.

VI.2.3 Effectifs

Evolution récente

L'évolution du personnel permanent du groupe ACPQualife sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	Var. 07/06	Var. 09/08
ACP Qualife SAS	27	38	41	40,7%	7,9%
Qualife SARL	12	14	14	16,7%	0,0%
Ocléa	1	0	0	-100,0%	NA
Effectif global	40	52	55	30,0%	5,8%

Source : ACPQualife

A fin 2009, l'effectif du groupe ACPQualife s'établit à 55 personnes contre 40 personnes au terme de l'exercice 2007, soit une progression moyenne de 17,3%.

L'effectif de ACPQualife pour les exercices 2007 et 2008 comprend l'effectif des sociétés ACP Groupe et ACP SARL.

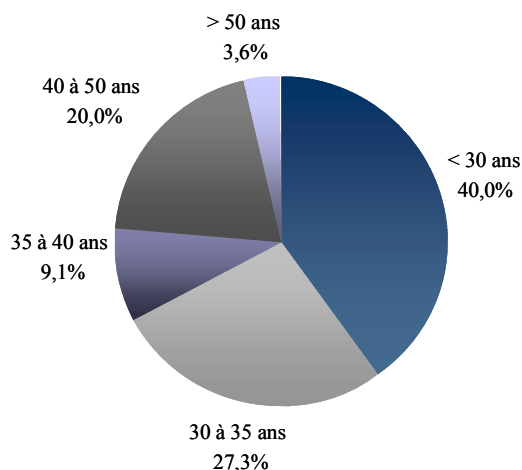
La société Ocléa n'exerçant plus d'activité à fin 2008, son effectif a été transféré à la société ACP SARL.

Structure de l'effectif par catégorie

Le taux d'encadrement de ACPQualife s'élève à 98%.

Structure de l'effectif par tranche d'âge

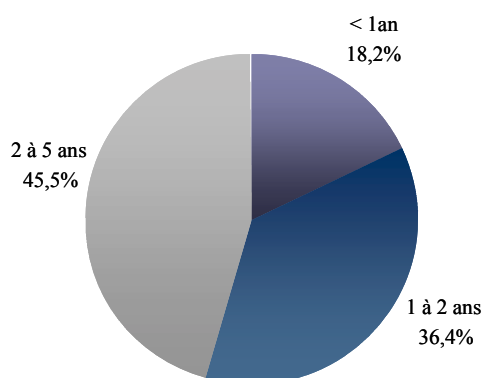
La répartition de l'effectif du groupe ACPQualife, à fin 2009, par tranche d'âge se présente de la manière suivante :



Source : ACPQualife

Structure de l'effectif par ancienneté moyenne

La répartition de l'effectif du groupe ACPQualife, à fin 2009, par moyenne d'ancienneté se décline comme suit :



Source : ACPQualife

Turnover

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des départs et des recrutements du personnel du groupe ACPQualife au cours des trois derniers exercices :

	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Recrutements	33	28	9	-15,2%	-67,9%
Départs	16	16	6	0,0%	-62,5%
Solde	17	12	3	-29,4%	-75,0%

Source : ACPQualife

Sur les trois derniers exercices, les recrutements annuels opérés par le groupe ACPQualife ont permis d'accompagner la croissance de l'activité et de couvrir les départs enregistrés au cours de la même

période. Ainsi, entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2009, le groupe ACPQualife a augmenté ses ressources humaines de 32 personnes. Le nombre de départs est principalement constitué de départs vers les clients de ACPQualife.

VI.2.4 Politique de formation

En fonction de besoins déterminés dans le cadre du processus d'évaluation du personnel, ACPQualife élabore un plan de formation annuel. Les formations concernent :

- le Test, assuré par le centre de formation ACPQualife ;
- la monétique ou le logiciel PowerCARD, assurés par les équipes internes de la société ou par son partenaire HPS ;
- les formations relatives aux outils de développement (J2EE, Oracle, gestion de projet, etc.), dispensées en externe auprès d'établissements de formation privés en France;
- les formations d'anglais, dispensées en externe auprès d'établissements de formation privés en France.

En 2007, ACPQualife a créé un centre de formation à destination des clients et de ses collaborateurs. Ce centre de formation, spécialisé dans le domaine du Test, dispense les formations suivantes :

- Analyste de Tests ;
- Chef de Projet Tests ;
- Quality Center Utilisateur ;
- Quality Center Administrateur ;
- QuickTestPro v10 ;
- LoadRunner ;
- Salomé TMF.

En 2009, le centre de formation de ACPQualife a formé plus de 250 ingénieurs/consultants et a dispensé 800 heures de formations dont 500 pour ses clients et 300 pour les collaborateurs de ACPQualife.

VI.2.5 Politique de rémunération

La politique de rémunération de ACPQualife se base sur la convention collective du Syntec et sur la situation du marché de l'emploi.

Les salariés de ACPQualife sont rémunérés sur 12 mois. Les salariés de Qualife sont rémunérés sur 13 mois. Par ailleurs, et afin de motiver ses équipes, la société a mis en place une politique de rémunération variable, basée sur le système d'évaluation. Les primes accordées sont indexées sur ces évaluations et sur la performance globale de l'entreprise. Le tableau ci-dessous présente les primes distribuées sur les trois derniers exercices :

En euros	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Primes	22 897	52 500	76 936	129,3%	46,5%

Source : ACPQualife

De plus, chaque collaborateur est évalué annuellement sur ses objectifs opérationnels, ses responsabilités et ses compétences. Un plan de formation lui est proposé selon les résultats de son évaluation.

La rémunération de l'ensemble des commerciaux et managers se compose :

- d'une part fixe ;
- d'une part variable indexée sur le résultat net de l'entreprise et sur les ventes dont ils ont la responsabilité.

VI.3. Moyens techniques

VI.3.1 Systèmes de gestion

La société ACPQualife dispose d'un système de comptabilité externalisé structuré permettant depuis octobre 2009 de faire une analyse par branche d'activité :

- ATI : assistance technique interne ;
- ATE : assistance technique externe ;
- FT : forfait ;
- PW : intégration monétique ;
- ED : édition du logiciel Vision et des services associés ;
- CO : conseil.

ACPQualife dispose également d'un système de gestion de paie (QUADRATUS) intégré au système comptable.

A travers ces systèmes, ACPQualife dispose d'éléments de reporting lui permettant de faire un arrêté mensuel de ses comptes et de disposer des éléments de suivi d'activité.

Les infrastructures suivantes sont en cours de mise en place :

- un intranet d'information à destination des collaborateurs ;
- un intranet de suivi d'activité des collaborateurs.

VI.3.2 Systèmes liés à la production

a. Outils et plateformes de production : Test et Développement

ECLIPSE : cet outil constitue l'environnement principal de développement. Cette plateforme multi langage possède spécifiquement un FLEX SDK.

SVN : c'est un outil de gestion des configurations. Il permet notamment le suivi des évolutions, l'historisation des versions de fichiers et le partage des sources.

MAVEN : permet de gérer de façon automatique les librairies externes lors de la génération des différents packages applicatifs.

Hudson : c'est un outil d'intégration continue. Il a un rôle d'ordonnanceur, il permet d'effectuer les différents tests et offre une interface de pilotage pour MAVEN.

Mantis : cette application permet le suivi des anomalies applicatives : classification, priorisation. Il permet également de planifier le déploiement des corrections.

RIA Test : outil permettant d'effectuer des tests sur FLEX (application en flash).

Power AMC : Outil de modélisation de bases de données, de génération de script, de Reverse Engineering.

TOAD : permet de travailler sur les bases de données en les présentant sous forme de datagrid (Interface d'administration).

SALOME TMF : Outil permettant de gérer le référentiel de tests de l'ensemble des projets réalisés par ACPQualife.

Visual Paradigme : Modélisation UML.

Les serveurs de tests et développements : L'environnement est constitué de trois serveurs virtuels hébergés sur un serveur physique (chaque machine virtuelle est installée en double afin d'assurer la continuité).

Le premier serveur héberge l'application SVN, le second héberge les différentes plateformes de bases de données (MySQL, Postgres, OracleExpress), le troisième héberge l'environnement de recette des différents travaux.

b. Sécurité des plateformes de production.

Les anti-virus : Chaque poste de travail et serveur, connecté au réseau, dispose d'un antivirus tenu à jour de façon automatique.

Le firewall : Un pare feu est mis en place à l'entrée du réseau. Il gère toutes les connexions VPN et couvre tous les sous réseaux. Chaque client dispose de son propre sous réseau et ne peut accéder à aucun des autres sous réseaux. Tous les événements sont enregistrés dans des fichiers de log sauvegardés régulièrement. Certains événements critiques sont marqués pour être remontés sous forme d'alertes régulièrement suivies par un opérateur.

Gestion des mises à jour : Toutes les mises à jour du système sont gérées par un serveur central WSUS et par un opérateur. Ces mises à jour sont, pour les plus importantes, testées avant leur déploiement afin de s'assurer en permanence de leur compatibilité avec les programmes sensibles de l'entreprise.

Gestion des accès aux ressources : Au niveau réseau, chaque nouvelle connexion ou brassage de prise doit faire l'objet d'une demande spécifique et doit être validé avant activation.

Chaque utilisateur sur le réseau dispose d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe qui lui son propre. Les utilisateurs sont soumis aux respects des règles strictes et élémentaires de sécurité telles que la complexité des mots de passe, leur renouvellement (tous les 30 jours pour les utilisateurs courants), la confidentialité des identifiants vis-à-vis des autres collaborateurs. Les identités des personnes et des composants connectés au réseau sont gérées par Active directory. Des fichiers de log permettent de retracer certaines activités effectuées par les comptes déclarés.

Continuité des opérations : Les moyens décrits ci-dessous permettent de garantir une productivité permanente des équipes de ACPQualife.

- ***Sauvegarde des données :*** Toutes les données du système d'information sont sauvegardées selon des politiques strictes. De plus, ces sauvegardes sont répliquées régulièrement vers un serveur externe dédié et sécurisé.
- ***Protection contre les dysfonctionnements des postes de travail :***
 - ✓ s'il s'agit d'un dysfonctionnement d'un composant interne type carte graphique, cartes réseau, disques durs, etc., le composant peut être remplacé à partir du stock de remplacement disponible dans les locaux du prestataire. Celui-ci peut être remplacé dans un délai inférieur à 1 heure ;
 - ✓ s'il s'agit d'un dysfonctionnement logique type système d'exploitation en erreur, environnement de travail corrompu, etc., des images systèmes complètes sont alors installées pour réinitialiser le système dans un délai inférieur à 3 heures avec une perte de données d'au plus 24 heures.
- ***Protection contre les dysfonctionnements des serveurs :***
 - ✓ s'il s'agisse d'un dysfonctionnement logique ou physique, les testeurs basculent instantanément sur un serveur strictement identique à celui perdu : les environnements et les données sont préservés (pas de perte de données de travail depuis la dernière sauvegarde) ;
 - ✓ s'il s'agit d'un dysfonctionnement électrique, un onduleur permet de maintenir l'alimentation électrique des infrastructures.
- ***Protection contre les dysfonctionnements réseaux :*** Deux connections WAN sont disponibles afin de prévenir toutes coupures de connexion si l'un des liens venait à être rompu.

VI.4. Politique commerciale et marketing

VI.4.1 Stratégie marketing

La société ACPQualife a mis en ligne en 2009 un nouveau site web présentant son activité et ses références.

La mission d'ACPQualife est d'accompagner les « grands comptes » dans leur évolution vers les nouvelles technologies. A cet effet, ACPQualife a développé trois centres de compétences :

- centre de compétence pour le développement sur les **technologies J2EE** lui permettant de répondre aux besoins des clients dans leurs évolutions vers les technologies Web et Mobile ;
- centre de compétence **Test** lui permettant d'accompagner les clients dans l'amélioration de la qualité de leurs systèmes d'information qui sont de plus en plus critiques pour leur « business » (par exemple : les bornes libres services d'Air France) ;
- centre de compétence **monétique** pour accompagner les établissements financiers européens :
 - ✓ dans leurs projets de refonte de leurs SI pour répondre aux enjeux du SEPA (nouvelle réglementation européenne) à travers des prestations de conseil et d'intégration ;
 - ✓ dans leurs projets d'ouverture de leurs SI à leur clientèle au travers du Web et du Mobile en leur fournissant le progiciel VISION édité par ACPQualife.

Les marchés ciblés par ACPQualife sont :

- pour la prestation de service (conseil ou contrats au forfait) :
 - ✓ les régions île de France et Provence Alpes Côte d'Azur en France ;
 - ✓ une clientèle principalement « grand compte ».
- pour les solutions monétique :
 - ✓ les établissements financiers (services monétiques des banques, les distributeurs de cartes spécialisés, les processeurs monétique) ;
 - ✓ la région Europe occidentale dans un premier temps.

VI.4.2 Politique commerciale

La société ACPQualife dispose de deux directions dont le rôle est majeur dans le développement commercial de l'entreprise :

- la direction commerciale en charge de la commercialisation des offres « matures » dans les secteurs de clientèle identifiés ;
- la direction générale en charge du développement dont la responsabilité est :
 - ✓ d'identifier les nouveaux marchés (offre/secteur) ;
 - ✓ de lancer les premières actions commerciales sur les nouveaux marchés ;
 - ✓ d'industrialiser le processus de vente de ses nouveaux marchés avant d'en transférer la responsabilité à la direction commerciale.

De plus, la société ACPQualife s'appuie sur plusieurs moyens afin d'identifier ses prospects :

- présence au salon carte de Paris sur le stand du partenaire HPS ;
- présence au salon carte Middle East pour la promotion du produit Vision ;
- roadshow chez les clients de HPS pour la promotion du produit Vision au moyen orient en 2009 ;
- membre de la communauté MEDINSOFT (communauté des éditeurs de logiciels français) ;
- membre du pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées lui permettant de rencontrer des industriels spécialisés dans les solutions sécurisées (cartes à puce, mobile, etc.) ;
- membre du CFTL (Comité Français du Test Logiciel) ;
- membre de la communauté Open Source du logiciel Salome TMF leader des open source dans le domaine du test.

VI.4.3 Politique de distribution

ACPQualife a mis en place deux circuits de commercialisation de son produit VISION :

- **circuit direct** : Ce circuit consiste en une approche directe à travers sa direction du développement commercial qui assure la promotion et le développement des offres de ACPQualife sur le marché Européen ;
- **circuit indirect** : Ce circuit consiste en un partenariat stratégique avec la société HPS. Ce partenariat implique une mobilisation et une validation par ACPQualife de toute proposition commerciale remise par HPS et une implication des experts de ACPQualife sur la solution pour accompagner l'équipe commerciale de HPS dans les phases de soutenance. Le contrat de partenariat avec HPS n'intègre aucune clause d'exclusivité à ce jour.

Le partenariat avec HPS porte sur les aspects suivants :

- un partenariat de commercialisation et intégration de Powercard sur la région Europe : ACPQualife accompagne HPS dans le processus de vente, de prospection et de réponse aux appels d'offre en intervenant sur les opérations d'intégration de Powercard chez les clients ;
- un partenariat de commercialisation par HPS du logiciel VISION d'ACPQualife : HPS commercialise VISION comme étant un module de Powercard auprès de ses clients existants et ses prospects ;
- HPS peut également sous-traiter à ACPQualife des prestations de qualification de ses livrables et de développement de composants logiciels sur la technologie J2EE.

Datant depuis début 2009, le partenariat a donné lieu à la signature du contrat ACCARDA portant sur le logiciel Vision pour un montant de 250 000 \$ de licence et de 100 000 \$ d'ingénierie de service.

VI.5. Démarche qualité

En 2009, la société ACPQualife a mis en place une démarche qualité sous la responsabilité d'un Directeur en charge de la Qualité.

Cette démarche a pour objectif la mise en place puis l'amélioration continue des processus de développement et de gestion interne. Elle permet également d'analyser et de mesurer les risques pour chaque décision et de déterminer les mesures à mettre en place pour réduire ces risques.

Actuellement, aucun projet de certification n'est en cours.

VI.6. Recherche et développement

ACPQualife a lancé en 2009 un programme de R&D pour le développement du progiciel Vision. En 2009, la société a réalisé 8 685 heures de R&D pour un coût global de 345 826 €.

Vision est une solution « Web portal » monétique permettant aux établissements financiers :

- d'offrir à leur clientèle des services personnalisés pour la gestion :
 - ✓ de leurs cartes (personnalisation de la carte, commandes de cartes par le Web, etc.) ;
 - ✓ de leur budget (suivi des dépenses, reportings évolués, etc.) ;
 - ✓ de leurs notes de frais (workflow de validation, etc.).
- de fidéliser leur clientèle par des services Web et mobile « smart », riches fonctionnellement et flexibles ;
- de réduire le coût de mise en œuvre des services Web pour leur établissement en s'appuyant sur une solution progiciel ;
- de gagner du temps dans le lancement de nouvelles offres.

Pour maximiser ses chances de succès et en optimiser les paramètres économiques, ACPQualife dispose d'une démarche qui s'articule autour d'une organisation structurée :

- une direction du programme (Management) avec :
 - ✓ un directeur du programme en charge :
 - du cadrage du périmètre du programme (fonctionnel, technique, budgétaire) ;
 - du lobby auprès des établissements financiers pour valider l'adéquation du programme avec le marché et assurer la veille active des nouveaux besoins des clients ;
 - ✓ un directeur financier du programme en charge :
 - du suivi budgétaire ;
 - des relations avec les partenaires financiers du programme (OSEO, Pôle de compétitivité SCS, ...) ;
 - ✓ un directeur Qualité.
- une direction opérationnelle (Pôle R&D) du programme constituée :
 - ✓ d'une équipe de gestion du projet ;
 - ✓ d'une équipe d'experts fonctionnels ;
 - ✓ d'un architecte technique responsable de la veille technologique et des choix des technologies émergentes ;
 - ✓ d'une équipe de réalisation ;
 - ✓ d'une équipe de qualification et tests.

ACPQualife édite et maintient son produit VISION en veillant particulièrement à ce que ce dernier réponde aux évolutions technologiques, aux évolutions des besoins du marché et aux réglementations nationales et internationales.

Néanmoins, bien que ACPQualife ait une politique de R&D très volontariste, les investissements dus à ces nouveaux développements sont validés suite à des études d'opportunités très approfondies, afin d'en maîtriser les risques et d'en assurer un déploiement rentable.

PARTIE VIII : Situation financière de ACPQualife

ACPQualife étant une société nouvellement créée à l'issue des dernières opérations de fusions-acquisitions. Les situations financières présentées sont celles des sociétés ACP SARL et Qualife. (Cf. page 138)

Les comptes de ACPQualife sont des comptes sociaux et n'intègrent pas les comptes de Ocléa SARL.

Les comptes 2007 et 2008 correspondent à ceux de ACP SARL et les comptes 2009 présentés correspondent à ceux de ACP SAS issue de la fusion en février 2009 de ACP SARL et ACP Groupe. ACP SAS a changé de dénomination en 2009 pour devenir ACPQualife.

Les comptes 2009 de ACP ont été clôturés au 31/12 et non au 30/09, soit un exercice de 15 mois, pour harmoniser la gestion entre ACP et Qualife.

Les comptes au 30/09/2007 et au 30/09/2008 de ACP SARL n'ont pas fait l'objet d'audit. Ils ont fait l'objet de mission de présentation de la part de l'expert comptable.

Les comptes au 3/12/09 de ACPQualife SAS ont été audités par le commissaire aux comptes.

I. Situation financière de ACP SARL

I.1. Analyse de l'état de solde de gestion

Le tableau suivant reprend les données historiques de l'état des soldes de gestion de ACP SARL pour les exercices clôturant au 30 septembre 2007, 2008 et de ACPQualife SAS au 31 décembre 2009 :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Ventes de marchandises en l'état	-	-	-	-	-
Achats revendus de marchandises	-	-	-	-	-
Marge brute sur ventes en l'état (1)	-	-	-	-	-
Ventes de biens et services produits	1 890 195	3 199 491	5 116 561	69,3%	59,9%
Chiffre d'affaires	1 890 195	3 199 491	5 116 561	69,3%	59,9%
Variation de stocks de produits	-	-	150 796	-	-
Immob. produites par l'entreprise pour elle même	-	-	345 960	-	-
Production (2)	1 890 195	3 199 491	5 613 317	69,3%	75,4%
- Achats consommés de matières et fournitures	523 512	1 215 327	2 191 108	>100,0%	80,3%
- Autres charges externes	146 506	191 110	474 689	30,4%	>100,0%
Consommations de l'exercice (3)	670 018	1 406 437	2 665 797	>100,0%	89,5%
Valeur ajoutée (1) + (2)-(3)	1 220 177	1 793 054	2 947 520	47,0%	64,4%
<i>VA/CA</i>	<i>64,6%</i>	<i>56,0%</i>	<i>57,6%</i>	<i>-8,5 pt</i>	<i>1,6 pt</i>
+ Subventions d'exploitation	9685	2029	7 479	-79,1%	>100,0%
- Impôts et taxes	18 194	27 887	64 267	53,3%	>100,0%
- Charges de personnel	980 710	1 381 376	2 522 793	40,9%	82,6%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	230 958	385 820	367 939	67,1%	-4,6%
<i>EBE/CA</i>	<i>12,2%</i>	<i>12,1%</i>	<i>7,2%</i>	<i>-0,2 pt</i>	<i>-4,9 pt</i>
+Autres produits d'exploitation	-	-	-	-	-
-Autres charges d'exploitation	-	-	190	-	0,0%
+ Reprises d'exploitation, transfert de charges	6 178	167	17 672	-97,3%	>100,0%
- Dotations d'exploitation	5 741	10 749	27 003	87,2%	>100,0%
Résultat d'exploitation	231 395	375 238	358 419	62,2%	-4,5%
<i>REX/CA</i>	<i>12,2%</i>	<i>11,7%</i>	<i>7,0%</i>	<i>-0,5 pt</i>	<i>-4,7 pt</i>
Produits financiers	2 417	4 584	12 347	89,7%	>100,0%
Charges financières	3 767	10 966	4 800	>100,0%	-56,2%
Résultat financier	-1 350	-6 382	7 546	<-100,0%	>100,0%
Résultat courant avant impôts	230 045	368 856	365 966	60,3%	-0,8%
Résultat non courant	10 405	145	-28 907	-98,6%	>100,0%
Résultat avant impôt	240 450	369 001	337 059	53,5%	-8,7%
Impôt sur les bénéfices	22 956	23 118	-286 633	0,7%	>100,0%
Résultat net de l'exercice	217 494	345 883	623 692	59,0%	80,3%
<i>RN/CA</i>	<i>11,5%</i>	<i>10,8%</i>	<i>12,2%</i>	<i>-0,7 pt</i>	<i>1,4 pt</i>

Source : ACPQualife

L'analyse ci-après présente les principaux postes de l'état des soldes de gestion de ACP SARL sur la période 2007-2009. L'exercice 2009 a été allongé de 3 mois pour harmoniser la gestion entre ACP et Qualife.

I.1.1 Le chiffre d'affaires

Le tableau suivant détaille la structure du chiffre d'affaires sur la période considérée :

En milliers d'€	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Assistance technique	1 890	2 941	3 977	55,6%	35,2%
Centre de services - Forfait	-	58	650	NA	>100%
Conseil stratégique	-	200	300	NA	>100%
Monétique	-	-	190	NA	NA
Total	1 890	3 199	5 117	69,3%	59,9%

Source : ACPQualife

a. Evolution du chiffre d'affaires entre 2007 et 2008

Le chiffre d'affaire a enregistré une progression de 69,3%, pour s'établir à 3 199 K€ en 2008 contre 1 890 K€ en 2007. Cette croissance s'explique par les effets combinés de :

- la progression importante du chiffre d'affaires lié à l'assistance technique sur les clients existants ;
- le démarrage de nouvelles activités : centre de service et conseil stratégique.

b. Evolution du chiffre d'affaires entre 2008 et 2009

Le chiffre d'affaires a connu une hausse de 59,9% en 2009 s'établissant à 5 117 K€ en 2009 contre 3 199 K€ un an auparavant. Cette évolution s'explique par :

- la poursuite du développement des clients existants ;
- le démarrage de nouvelles activités ;
- un exercice allongé de 3 mois (15 mois au lieu de 12 mois).

I.1.2 La valeur ajoutée

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de la valeur ajoutée au cours de la période considérée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Ventes de marchandises en l'état	0	0	0	0,0%	0,0%
Achats revendus de marchandises	0	0	0	0,0%	0,0%
Marge brute sur ventes en l'état (1)	0	0	0	0,0%	0,0%
Ventes de biens et services produits	1 890 195	3 199 491	5 116 561	69,3%	59,9%
Variation des stocks de produits	0	0	150 796	0,0%	>100,0%
Immob. produites par l'entreprise pour elle même	0	0	345 960	0,0%	>100,0%
Production (2)	1 890 195	3 199 491	5 613 317	69,3%	75,4%
Achats consommés de matières et fournitures	523 512	1 215 327	2 191 108	>100,0%	80,3%
Autres charges externes	146 506	191 110	474 689	30,4%	>100,0%
Consommation (3)	670 018	1 406 437	2 665 797	>100,0%	89,5%
Valeur ajoutée (1)+(2) - (3)	1 220 177	1 793 054	2 947 520	47,0%	64,4%
	VA/CA	64,6%	56,0%	57,6%	-8,5 pt
				-8,5 pt	1,6 pt

Source : ACPQualife

a. Evolution de la valeur ajoutée entre 2007 et 2008

Au titre de l'exercice 2008, la valeur ajoutée enregistre une hausse de 47,0% par rapport à 2007. Cette évolution se justifie par les éléments suivants :

- la hausse de la production de 69,3% en 2008 par rapport à l'exercice précédent ;
- la forte hausse (>100%) des achats consommés de matières et fournitures principalement à la hausse des charges de sous-traitance, corrélée à la croissance de l'activité. La principale activité sous-traitée par ACP est l'assistance technique ;
- l'augmentation des charges externes (30,4%) liée principalement à l'augmentation des frais de déplacement compte tenu du développement de l'activité Conseil. Les frais de déplacement font partie des coûts supportés par ACPQualife ;

Le ratio VA/CA s'établit à 56,0% en 2008 contre 64,6% en 2007, soit une baisse de 8,5 points.

b. Evolution de la valeur ajoutée entre 2008 et 2009

La valeur ajoutée enregistre une progression de 64,4% en 2009 pour s'établir à 2 947,5 K€. Cette évolution tient compte de :

- la progression de la production de l'exercice, en hausse de 75,4% justifiée par :
 - ✓ la hausse des ventes de 59,9% ;
 - ✓ la variation des stocks de produits provenant de l'activité Forfait ayant une facturation qui n'est pas forcément liée à la production (l'activité forfait a démarré en 2009) ;
 - ✓ les immobilisations produites par l'entreprise liées au frais de R&D relatifs au logiciel Vision.
- l'augmentation des achats consommés de matières et fournitures liée essentiellement des charges de sous-traitance, corrélée à la croissance de l'activité. La principale activité sous-traitée par ACP est l'assistance technique ;
- la hausse des charges externes justifiée par l'augmentation des frais de déplacement.

1.1.3 L'Excédent Brut d'Exploitation

L'évolution de l'Excédent Brut d'Exploitation au cours de la période analysée se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Valeur ajoutée	1 220 177	1 793 054	2 947 520	47,0%	64,4%
+ Subventions d'exploitation	9 685	2 029	7 479	-79,1%	>100,0%
- Impôts et taxes	18 194	27 887	64 267	53,3%	>100,0%
- Charges de personnel	980 710	1 381 376	2 522 793	40,9%	82,6%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	230 958	385 820	367 939	67,1%	-4,6%
<i>EBE/CA</i>	<i>12,2%</i>	<i>12,1%</i>	<i>7,2%</i>	<i>-0,2 pt</i>	<i>-4,9 pt</i>

Source : ACPQualife

a. Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation entre 2007 et 2008

En 2008, les charges de personnel enregistrent une progression 40,9% due essentiellement à l'augmentation du chiffre d'affaires de l'assistance technique pour laquelle 11 ingénieurs supplémentaires ont été embauchés en 2008.

Les subventions correspondent à des aides liées à l'embauche de contrats d'accompagnement dans l'emploi.

A ce titre, l'excédent brut d'exploitation augmente de 67,1%. Cette hausse s'explique par les effets combinés de :

- la progression de la valeur ajoutée (+47,0%) ;
- la hausse des charges de personnel (+40,9%).

b. Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation entre 2008 et 2009

A fin 2009, l'excédent brut d'exploitation s'établit à 367,9 K€ contre 385,8 K€ en 2008. Cette baisse s'explique principalement par :

- la progression de la valeur ajoutée (+64,6%) ;
- l'augmentation des impôts et taxes justifiée par le fait que l'exercice 2009 compte 15 mois ;
- la hausse enregistrée par les charges de personnel (82,6%) justifiée par :
 - ✓ le recrutement de deux nouveaux collaborateurs pour accompagner le développement de l'activité ;
 - ✓ le fait que la majeure partie des recrutements de l'année précédente a été effectuée en fin d'année.

La marge brute d'exploitation (EBE/CA) s'établit à 7,2% en 2009 contre 12,1% en 2008, soit un recul de 4,9 points.

I.1.4 Le résultat d'exploitation

Le tableau ci-après décrit l'évolution du résultat d'exploitation sur la période considérée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	230 958	385 820	367 939	67,1%	-4,6%
+Autres produits d'exploitation	-	-	0	0,0%	0,0%
-Autres charges d'exploitation	-	-	190	0,0%	>100,0%
+ Reprises d'exploitation, transfert de charges	6 178	167	17 672	-97,3%	>100,0%
- Dotations d'exploitation	5 741	10 749	27 003	87,2%	>100,0%
Résultat d'exploitation	231 395	375 238	358 419	62,2%	-4,5%
<i>REX/CA</i>	<i>12,2%</i>	<i>11,7%</i>	<i>7,0%</i>	<i>-0,5 pt</i>	<i>-4,7 pt</i>

Source : ACPQualife

a. Evolution du résultat d'exploitation entre 2007 et 2008

En 2008, les dotations d'exploitation enregistrent une hausse de 87,2% par rapport à 2007. Cette hausse s'explique par les investissements pour l'extension du siège.

Suivant la tendance de l'Excédent Brut d'Exploitation, le résultat d'exploitation enregistre, au 30 septembre 2008, une hausse de 62,2% pour s'établir à 375,2 K€ contre 231,4 K€ en 2007 situant la marge opérationnelle à 11,7%, soit un recul de 0,5 points.

b. Evolution du résultat d'exploitation entre 2008 et 2009

Les reprises d'exploitation correspondent à des transferts de charges liés aux remboursements de prélèvements sociaux et à l'imputation du coût de la prime de fusion.

La hausse des dotations d'exploitation s'explique par le fait que l'exercice 2009 est sur 15 mois et le début de l'amortissement de la R&D relative au logiciel Vision.

Le résultat d'exploitation s'établit à 358,4 K€ en 2009 contre 375,2 K€ en 2008. Cette baisse du résultat d'exploitation en 2009 s'explique essentiellement par le recul de l'Excédent Brut d'Exploitation.

Ainsi, la marge opérationnelle s'établit à 7,0% en 2009, soit une baisse de 4,7 points par rapport à 2008.

I.1.5 Le résultat financier

L'évolution du résultat financier sur la période étudiée se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Produits financiers	2 417	4 584	12 347	89,7%	>100,0%
Produits des titres de partic. et autres titres immobilisés	-	-	0	0,0%	0,0%
Gains de change	-	-	0	0,0%	0,0%
Intérêts et autres produits financiers	2 417	4 584	12 347	89,7%	>100,0%
Reprises financières, transferts de charges	-	-	0	0,0%	0,0%
Charges financières	3 767	10 966	4 800	>100,0%	-56,2%
Charges d'intérêts	3 767	10 966	4 800	>100,0%	-56,2%
Pertes de change	-	-	0	0,0%	0,0%
Autres charges financières	-	-	0	0,0%	0,0%
Dotations financières	-	-	0	0,0%	0,0%
Résultat financier	-1 350	-6 382	7 546	<-100,0%	>100,0%

Source : ACPQualife

a. Evolution du résultat financier entre 2007 et 2008

Au titre de l'exercice 2008, le résultat financier enregistre une baisse importante pour s'élever à -6,4 K€ contre -1,4 K€ en 2007. Ce recul se justifie par la hausse du compte courant d'associés qui s'élève à 159,2 K€ en 2008 contre 125,1 K€ en 2007.

b. Evolution du résultat financier entre 2008 et 2009

Au titre de l'exercice 2009, le résultat financier enregistre une hausse importante par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 7,5 K€ contre -6,4 K€ en 2008. Cette hausse s'explique essentiellement par l'amélioration du rendement de la trésorerie et la baisse de la rémunération du compte courant d'associés.

I.1.6 Le résultat net

Le tableau ci-après décrit l'évolution du résultat net sur la période considérée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Résultat d'exploitation	231 395	375 238	358 419	62,2%	-4,5%
Résultat financier	-1 350	-6 382	7 546	<-100,0%	>100,0%
Résultat non courant	10 405	145	-28 907	-98,6%	>100,0%
Impôt sur les bénéfices	22 956	23 118	-286 633	0,7%	>100,0%
Résultat net de l'exercice	217 494	345 883	623 692	59,0%	80,3%
<i>RN/CA</i>	<i>11,5%</i>	<i>10,8%</i>	<i>12,2%</i>	<i>-0,7 pt</i>	<i>1,4 pt</i>

Source : ACPQualife

a. Evolution du résultat net entre 2007 et 2008

ACP SARL bénéficie du taux réduit d'impôt sur les sociétés de 15% sur la fraction de résultat fiscal n'excédant pas 38,1 K€ car son chiffre d'affaires n'excède pas 7,6 M€, ainsi que de la réduction d'impôt pour PME en croissance (réduction Gazelle). Ainsi, le taux effectif est nettement inférieur aux taux normal de l'impôt sur les sociétés.

Au titre de l'exercice 2008, le résultat net a enregistré une hausse de 59,0% passant de 217,5 K€ en 2007 à 345,9 K€ en 2008. Cette évolution s'explique principalement par la hausse du résultat d'exploitation de 62,2%.

b. Evolution du résultat net entre 2008 et 2009

Le résultat non courant en 2009 correspond à des pertes réalisées lors de la facturation du client HPS. Ces pertes correspondent à l'impôt retenu à la source.

Le résultat net au titre de l'exercice 2009 s'établit à 623,7 K€ contre 345,8 K€ au titre de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par essentiellement par l'impact de l'IS. En effet de part les investissements réalisés dans l'innovation (produit VISION), ACP bénéficie du crédit impôt recherche.

I.2. Analyse bilantielle

Le tableau suivant reprend les données historiques du bilan de ACP SARL pour les exercices clôturant au 30 septembre 2007, 2008 et au 31 décembre 2009 :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
ACTIF					
Actif Immobilisé	22 306	20 555	1 568 514	-7,8%	>100,0%
Immobilisations incorporelles	4 986	-	334 309	-100,0%	>100,0%
Immobilisations corporelles	14 263	16 348	42 884	14,6%	>100,0%
Immobilisations financières	3 057	4 207	1 191 321	37,6%	>100,0%
Actif Circulant	694 160	1 319 946	1 783 332	90,2%	35,1%
Stocks	-	-	150 796	0,0%	>100,0%
Créances de l'actif circulant	484 458	1 204 582	1 307 162	>100,0%	8,5%
Titres et valeurs de placement	209 702	115 364	325 374	-45,0%	>100,0%
Ecart de conversion actif	-	-	0	0,0%	0,0%
Trésorerie – Actif	121 351	388 815	135 048	>100,0%	-65,3%
Total Actif	837 817	1 729 316	3 486 894	>100,0%	>100,0%
PASSIF					
Capitaux permanents	337 616	533 499	2 518 458	58,0%	>100,0%
Capitaux propres	337 616	533 499	2 518 458	58,0%	>100,0%
Dettes de financement	-	-	0	0,0%	0,0%
Provisions pour risques et charges	-	-	0	0,0%	0,0%
Ecart de conversion	-	-	0	0	0,0%
Passif Circulant	500 201	1 195 817	968 436	>100,0%	-19,0%
Dettes du passif circulant	500 201	1 195 817	968 436	>100,0%	-19,0%
Autres provisions pour risques et charges	-	-	0	0,0%	0,0%
Ecart de conversion passif	-	-	0	0,0%	0,0%
Trésorerie – Passif	-	-	0	0,0%	0,0%
Total Passif	837 817	1 729 316	3 486 894	>100,0%	>100,0%

Source : ACPQualife

I.2.1 Actif immobilisé

Le tableau ci-après décrit l'évolution de l'actif immobilisé sur la période étudiée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Immobilisations incorporelles	4 986	0	334 309	-100,0%	>100,0%
Immobilisations corporelles	14 263	16 348	42 884	14,6%	>100,0%
Immobilisations financières	3 057	4 207	1 191 321	37,6%	>100,0%
Actif immobilisé net	22 306	20 555	1 568 514	-7,8%	>100,0%

Source : ACPQualife

a. Evolution des immobilisations entre 2007 et 2008

En 2008, l'actif immobilisé net de ACP SARL a baissé, passant de 22,3 K€ en 2007 à 20,6 K€ en 2008. Les investissements effectués par ACP SARL concernent :

- les travaux d'agencements des locaux suite à l'extension ;
- l'achat de matériels informatiques.

b. Evolution des immobilisations entre 2008 et 2009

En 2009, l'actif immobilisé net de ACP s'établit à 1 568,5 K€ contre 20,6 K€ un an auparavant. Cette évolution est justifiée principalement :

- par la progression des immobilisations corporelles suite à la réalisation de différents investissements relatifs aux matériels informatiques ;
- par la hausse des immobilisation corporelles suite à l'immobilisation des frais recherche et développement ;
- par l'acquisition de la société Qualife.

1.2.2 Les fonds propres

Le tableau ci-après détaille l'évolution des capitaux propres sur la période considérée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Capital social	11 000	11 000	326 040	0,0%	>100,0%
Primes d'émission, de fusion, d'apport	0	0	1 088 074	0,0%	>100,0%
Réserve légale	1 100	1 100	1 100	0,0%	0,0%
Autres réserves	108 021	175 516	479 553	62,5%	>100,0%
Report à nouveau	0	0	0	0,0%	0,0%
Résultat net	217 495	345 883	623 692	59,0%	80,3%
Capitaux propres	337 616	533 499	2 518 458	58,0%	>100,0%

Source : ACPQualife

a. Evolution des fonds propres entre 2007 et 2008

Au 30 septembre 2008, les fonds propres s'élèvent à 533,5 K€ en progression de 58,0% par rapport au 30 septembre 2007. Cette hausse se justifie par :

- la capitalisation de 30,8% du résultat 2007, soit 67 K€ ;
- la distribution de dividendes de 69,0% du résultat de 2007, soit près de 150,0 K€ ;
- la hausse du résultat net en 2008 atteignant 345,9 K€.

b. Evolution des fonds propres entre 2008 et 2009

Les fonds propres de ACP enregistrent une forte hausse en 2009 et s'établissent à 2 518,5 K€ contre 533,5 K€ au titre de l'exercice précédent. Ce renforcement des fonds propres s'appuie sur :

- la capitalisation de 99% du résultat 2008, soit 342 K€ ;
- la hausse du résultat net en 2009 atteignant 623,7 K€ contre 345,9 K€ en 2008 ;
- l'augmentation des fonds propres de 1 361,3 K€ qui résulte pour partie de l'apport des titres Qualife (1 171 K€) et de la prime de fusion 454 K€ diminué d'une distribution de réserves de 264 K€.

I.2.3 L'endettement net

Le tableau ci-après détaille l'évolution de l'endettement net sur la période analysée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Dettes de financement	0	0	0	0,0%	0,0%
Trésorerie - passif	0	0	0	0,0%	0,0%
Trésorerie – actif	121 351	388 815	135 048	>100,0%	-65,3%
Titres de placement	209 702	115 364	325 374	-45,0%	>100,0%
Endettement net	-331 053	-504 179	-460 422	-52,3%	8,7%

Source : ACPQualife

a. Evolution de l'endettement net entre 2007 et 2008

En l'absence de dettes de financement, l'endettement net de ACP SARL s'est élevé à -504,2 K€ au titre de l'exercice 2008 sous l'effet de la progression de la trésorerie actif.

b. Evolution de l'endettement net entre 2008 et 2009

En 2009, l'endettement net s'établit à -460,4 K€ sous l'effet de la baisse de la trésorerie actif.

I.2.4 Le besoin en fonds de roulement (BFR)

L'évolution du Besoin en Fonds de Roulement de ACP SARL sur la période étudiée se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Stocks	0	0	150 796	0,0%	>100,0%
Créances de l'actif circulant	484 458	1 204 582	1 307 162	>100,0%	8,5%
Ecart de conversion actif	0	0	0	0,0%	0,0%
Dettes du Passif circulant	500 201	1 195 817	968 436	>100,0%	-19,0%
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0,0%	0,0%
Ecart de conversion passif	0	0	0	0,0%	0,0%
Besoin en Fonds de Roulement	-15 743	8 765	489 522	>100,0%	>100,0%
<i>BFR en jours CA</i>	<i>-3,0</i>	<i>1,0</i>	<i>34,9</i>	<i>4,0j</i>	<i>33,9j</i>

Source : ACPQualife

Le détail des créances de l'actif circulant se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	0	1 256	750	>100,0%	-40,3%
Clients et comptes rattachés	434 978	1 088 380	867 003	>100,0%	-20,3%
Personnel	0	0	0	0,0%	0,0%
Etat	49 480	112 363	417 313	>100,0%	>100,0%
Comptes d'associés	0	0	0	0,0%	0,0%
Autres débiteurs	0	2 583	20 961	>100,0%	>100,0%
Comptes de régularisation – actif	0	0	1 135	0,0%	>100,0%
Créances de l'actif circulant	484 458	1 204 582	1 307 162	>100,0%	8,5%

Source : ACPQualife

Le détail des dettes du passif circulant se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Fournisseurs et comptes rattachés	67 358	540 293	381 423	>100,0%	-29,4%
Clients créditeurs, avances et acomptes	0	0	0	0,0%	0,0%
Personnel	21 520	42 754	61 311	98,7%	43,4%
Organismes sociaux	85 950	100 966	191 121	17,5%	89,3%
Etat	192 414	342 518	271 627	78,0%	-20,7%
Comptes d'associés	125 102	159 186	3 426	27,2%	-97,8%
Autres créanciers	7 857	10 100	25 665	28,5%	>100,0%
Comptes de régularisation – passif	0	0	33 864	0,0%	>100,0%
Dettes du passif circulant	500 201	1 195 817	968 436	>100,0%	-19,0%

Source : ACPQualife

a. Evolution du besoin en fonds de roulement entre 2007 et 2008

En 2008, le BFR a enregistré une hausse importante par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 8,8 K€, soit 1,0 jour du chiffre d'affaires. Cette évolution est justifiée par les éléments suivants :

- la hausse importante des créances de l'actif circulant de 26,9% expliquée essentiellement par :
 - ✓ la progression des comptes clients (>100%) ;
 - ✓ l'augmentation du compte Etat correspondant à la créance IS ;
- la progression moins importante des dettes du passif circulant compte tenu de :
 - ✓ la hausse du compte fournisseurs composé essentiellement de dettes vis-à-vis des sous-traitants ;
 - ✓ l'augmentation du compte Etat (78,0%) correspondant à la TVA.

b. Evolution du besoin en fonds de roulement entre 2008 et 2009

En 2009, le BFR s'établit à 489,5 K€ en hausse par rapport à l'exercice précédent, justifiée par les éléments suivants :

- la hausse des créances de l'actif circulant en raison de l'augmentation du poste Etat qui comprend le crédit impôt recherche dont bénéficie ACPQualife d'un montant de 365 K€ ;
- la baisse de 19,0% des dettes du passif circulant en raison de :
 - ✓ la baisse des comptes d'associés de 155,8 K€ à fin 2009 ;
 - ✓ le recul du compte fournisseurs, composé essentiellement de dettes vis-à-vis des sous-traitants ;
 - ✓ la baisse du compte Etat (-20,7%) correspondant à la TVA.

En 2009, le BFR représente 34,9 jours de chiffre d'affaires contre 1,0 jour en 2008.

I.2.5 Etude de l'équilibre financier

L'évolution de l'équilibre financier de ACP SARL sur la période considérée se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Financement permanent	337 616	533 499	2 518 458	58,0%	>100,0%
Actif immobilisé	22 306	20 555	1 568 514	-7,8%	>100,0%
Fonds de roulement	315 310	512 944	949 944	62,7%	85,2%
Actif circulant ¹⁸	694 160	1 319 946	1 783 332	90,2%	35,1%
Passif circulant	500 201	1 195 817	968 436	>100,0%	-19,0%
Besoin de financement global	193 959	124 129	814 896	-36,0%	>100,0%
FR/BFG	1,6x	4,1x	1,2x		
Trésorerie nette	121 351	388 815	135 048	>100,0%	-65,3%

Source : ACPQualife

a. Evolution de l'équilibre financier entre 2007 et 2008

En 2008, le fonds de roulement de la société affiche une progression importante en raison de la hausse du financement permanent (évolution des fonds propres).

L'équilibre financier s'établit à 4,1x en 2008 contre 1,6x en 2007.

En 2008, la trésorerie nette s'inscrit en forte progression. Cette évolution s'explique par la baisse du besoin en financement.

b. Evolution de l'équilibre financier entre 2008 et 2009

Le fonds de roulement de la société s'améliore en raison de l'importance du financement permanent par rapport à l'actif immobilisé. Il s'établit en 2009 à 966,7 K€.

L'équilibre financier s'établit à 1,2x en 2009 contre 4,1x en 2008.

En 2009, la trésorerie nette affiche une baisse de 65,3%. Cette évolution s'explique par la hausse du besoin en financement justifiée l'acquisition de la société Qualife.

¹⁸ y compris valeurs de placement

I.3. Analyse du tableau de flux de trésorerie

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Capacité d'autofinancement	223 236	356 633	650 156	59,8%	82,3%
- Distribution de dividendes	50 000	150 000		>100,0%	-100,0%
Autofinancement	173 236	206 633	650 156	19,3%	>100,0%
+ Augmentation des capitaux propres			1 361 268	0,0%	>100,0%
Augmentation de capital, apport			1 361 268	0,0%	>100,0%
Subvention d'investissement				0,0%	0,0%
+ Augmentation des comptes courants d'associés	73 723	34 087		-53,8%	-100,0%
+ Augmentation des dettes de financement				0,0%	0,0%
+ Cession et réduction d'immobilisations				0,0%	0,0%
Ressources	246 959	240 720	2 011 424	-2,5%	>100,0%
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations	14 051	8 999	1 574 424	-36,0%	>100,0%
- Remboursement des capitaux propres				0,0%	0,0%
- Remboursement des comptes courants d'associés			155 763	0,0%	>100,0%
- Remboursement des dettes de financement				0,0%	0,0%
- Emplois en non valeurs				0,0%	0,0%
Emplois	14 051	8 999	1 730 187	-36,0%	>100,0%
Variation du BFRE	48 671	58 594	324 995	20,4%	>100,0%
Variation de la trésorerie	184 236	173 126	-43 758	-6,0%	>100,0%
Trésorerie début d'exercice	146 816	331 053	504 179	>100,0%	52,3%
Trésorerie fin d'exercice	331 053	504 179	460 422	52,3%	-9,8%

Source : ACPQualife

I.3.1 Analyse de l'exercice 2008

L'autofinancement enregistre une hausse de 19,3% entre 2007 et 2008 en raison de :

- la hausse du résultat net de 59,8% ;
- l'augmentation du montant des dividendes distribués.

Les emplois enregistrent une baisse de 36,0% en 2008 en raison du recul des acquisitions d'immobilisations.

I.3.2 Analyse de l'exercice 2009

En 2009, les ressources augmentent d'une manière très forte passant à 2 011,4 K€, tirées par l'augmentation des capitaux propres au cours de cet exercice.

Les emplois enregistrent une hausse importante en 2009 expliquée par la progression des acquisitions d'immobilisations financières relatives à l'acquisition de la société Qualife.

I.4. Indicateurs financiers

I.4.1 Rentabilité des actifs (ROA)

L'évolution de la rentabilité des actifs sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Résultat net	217 495	345 883	623 692	59,0%	80,3%
Total bilan	837 817	1 729 316	3 486 894	>100,0%	>100,0%
ROA	26,0%	20,0%	17,9%	-6,0 pt	-2,1 pt

Source : ACPQualife

En 2008, la rentabilité des actifs (ROA) de Qualife a enregistré une baisse de 6,0 pt du fait de l'augmentation importante du total bilan.

En 2009, la ROA s'établit à 17,9% en baisse de 2,1 pt par rapport à 2008. Cette évolution est justifiée essentiellement par la hausse du total bilan due à l'augmentation de capital.

I.4.2 Rentabilité des fonds propres (ROE)

L'évolution de la rentabilité des fonds propres sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Résultat net	217 495	345 883	623 692	59,0%	80,3%
Fonds propres	337 616	533 499	2 518 458	58,0%	>100,0%
ROE	64,4%	64,8%	24,8%	0,4 pt	-40,1 pt

Source : ACPQualife

En 2008, la rentabilité des fonds propres conserve le même niveau que celui de 2007. L'évolution des fonds propres reste corrélée à la progression du résultat net.

En 2009, la ROE enregistre une baisse de 40,1 pt justifiée par l'augmentation de capital de ACP.

I.4.3 Rentabilité des capitaux employés (ROCE)

L'évolution de la rentabilité des capitaux employés sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Résultat d'exploitation	231 395	375 238	358 419	62,2%	-4,5%
Actif économique ¹⁹	216 265	144 684	2 383 410	-33,1%	>100,0%
ROCE	96,8%	243,1%	14,4%	146,3 pt	-228,7 pt

Source : ACPQualife

En 2008, la rentabilité des capitaux employés a connu une hausse de 146,3 pt pour s'établir à 243,1%. Cette progression est due à la baisse de l'actif économique (hausse du passif circulant).

En 2009, la ROCE s'établit à 14,4% en baisse de 228,7 pt par rapport à 2008. Ce recul s'explique par l'augmentation par l'actif économique corrélée à la progression des immobilisations (acquisition de la société Qualife).

¹⁹ Y compris valeurs de placement

I.4.4 Taux d'endettement

La société ACP n'est pas endettée. Le taux d'endettement s'établit à 0% sur toute la période 2007-2009.

I.4.5 Ratio de liquidité

L'évolution du ratio de liquidité sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Actif circulant ²⁰	694 160	1 319 946	1 783 332	90,2%	35,1%
Passif circulant	500 201	1 195 817	968 436	>100,0%	-19,0%
Ratio de liquidité	138,8%	110,4%	184,1%	-28,4 pt	73,8 pt

Source : ACPQualife

En 2008, le ratio de liquidité s'établit à 110,4% en baisse de 28,4 pt par rapport à 2007. Cette évolution s'explique par la hausse importante enregistrée par le passif circulant.

En 2009, le ratio de liquidité enregistre une hausse de 73,8 pt pour s'établir à 184,1%. Cette évolution se justifie par la hausse de l'actif circulant.

²⁰ y compris valeurs de placement

II. Situation financière de Qualife

II.1. Analyse de l'état de solde de gestion

Le tableau suivant reprend les données historiques de l'état des soldes de gestion de Qualife pour les exercices clos au 31 décembre 2007, 2008 et 2009 :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Ventes de marchandises en l'état	-	-	-	-	-
Achats revendus de marchandises	-	-	-	-	-
Marge brute sur ventes en l'état (1)	-	-	-	-	-
Ventes de biens et services produits	1 077 900	1 722 358	1 516 181	59,8%	-12,0%
Chiffre d'affaires	1 077 900	1 722 358	1 516 181	59,8%	-12,0%
Variation de stocks de produits	-	-	-	-	-
Immob. produites par l'entreprise pour elle même	-	-	-	-	-
Production (2)	1 077 900	1 722 358	1 516 181	59,8%	-12,0%
- Achats consommés de matières et fournitures	2 179	5 577	8 790	>100,0%	57,6%
- Autres charges externes	454 634	750 333	585 170	65,0%	-22,0%
Consommations de l'exercice (3)	456 813	755 909	593 959	65,5%	-21,4%
Valeur ajoutée (1) + (2)-(3)	621 087	966 448	922 222	55,6%	-4,6%
<i>VA/CA</i>	<i>57,6%</i>	<i>56,1%</i>	<i>60,8%</i>	<i>-1,5 pt</i>	<i>4,7 pt</i>
+ Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-
- Impôts et taxes	9 479	13 249	18 213	39,8%	37,5%
- Charges de personnel	512 950	750 658	840 355	46,3%	11,9%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	98 657	202 542	63 654	>100,0%	-68,6%
<i>EBE/CA</i>	<i>9,2%</i>	<i>11,8%</i>	<i>4,2%</i>	<i>2,6 pt</i>	<i>-7,6 pt</i>
+Autres produits d'exploitation	0	131	1	>100,0%	-99,4%
-Autres charges d'exploitation	37	3	0	-91,1%	-99,1%
+ Reprises d'exploitation, transfert de charges	1 664	1 013	769	-39,1%	-24,0%
- Dotations d'exploitation	472	1 716	1 014	>100,0%	-40,9%
Résultat d'exploitation	99 811	201 966	63 411	>100,0%	-68,6%
<i>REX/CA</i>	<i>9,3%</i>	<i>11,7%</i>	<i>4,2%</i>	<i>2,5 pt</i>	<i>-7,5 pt</i>
Produits financiers	5 042	11 565	719	>100,0%	-93,8%
Charges financières	-	-	-	-	-
Résultat financier	5 042	11 565	719	>100,0%	-93,8%
Résultat courant avant impôts	104 853	213 531	64 130	>100,0%	-70,0%
Résultat non courant	604	3 030	3 905	>100,0%	28,9%
Résultat avant impôt	105 457	216 561	68 035	>100,0%	-68,6%
Impôt sur les bénéfices	28 293	65 236	15 580	>100,0%	-76,1%
Résultat net de l'exercice	77 164	151 325	52 455	96,1%	-65,3%
<i>RN/CA</i>	<i>7,2%</i>	<i>8,8%</i>	<i>3,5%</i>	<i>1,6 pt</i>	<i>-5,3 pt</i>

Source : ACPQualife

L'analyse ci-après présente les principaux postes de l'état des soldes de gestion de Qualife sur la période 2007-2009 :

II.1.1 Le chiffre d'affaires

Le tableau suivant détaille la structure du chiffre d'affaires sur la période considérée :

En milliers d'€	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Assistance technique	852	1 235	1 037	45,0%	-16,0%
Formation	22	115	319	>100%	>100%
Conseil	205	373	160	82,0%	-57,2%
Total	1 078	1 722	1 516	59,7%	-12,0%

Source : ACPQualife

a. Evolution du chiffre d'affaires entre 2007 et 2008

Le chiffre d'affaire affiche une progression de 59,7%. En 2008, il s'établit à 1,7 M€ en 2008 contre 1,1 M€ en 2007. Cette croissance s'explique par les effets combinés de :

- le développement des activités récemment lancées en l'occurrence l'activité Formation ;
- le référencement de Qualife au FAFIEC pour dispenser des formations relatives aux métiers du test ;
- la signature de nouveaux contrats relatifs à l'assistance technique.

b. Evolution du chiffre d'affaires entre 2008 et 2009

Le chiffre d'affaire a enregistré une baisse de 12,0%, pour s'établir à 1 516 K€ en 2009 contre 1 722 K€ en 2008. Ce recul s'explique par la diminution de l'activité chez Air France due à la crise. En 2009, le chiffre d'affaires généré par Air France représente 31% contre 41% en 2008.

II.1.2 La valeur ajoutée

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de la valeur ajoutée au cours de la période considérée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Ventes de biens et services produits	1 077 900	1 722 358	1 516 181	59,8%	-12,0%
Variation des stocks de produits	-	-	-	-	-
Production	1 077 900	1 722 358	1 516 181	59,8%	-12,0%
Achats consommés de matières et fournitures	2 179	5 577	8 790	>100,0%	57,6%
Autres charges externes	454 634	750 333	585 170	65,0%	-22,0%
Consommation	456 813	755 909	593 959	65,5%	-21,4%
Valeur ajoutée	621 087	966 448	922 222	55,6%	-4,6%
VA/CA	57,6%	56,1%	60,8%	-1,5 pt	4,7 pt

Source : ACPQualife

a. Evolution de la valeur ajoutée entre 2007 et 2008

Au titre de l'exercice 2008, la valeur ajoutée enregistre une hausse de 55,6% par rapport à 2007. Cette évolution se justifie par les éléments suivants :

- la hausse de la production de 59,8% en 2008 par rapport à l'exercice précédent ;
- la progression des consommations de 65,5% qui est liée à l'augmentation des charges de sous-traitance, (corrélée à la croissance l'activité). La sous-traitance concerne principalement l'activité d'assistance technique.

Le ratio VA/CA s'établit à 56,1% en 2008 contre 57,6% en 2007, soit une baisse de 1,5 points.

b. Evolution de la valeur ajoutée entre 2008 et 2009

La valeur ajoutée s'inscrit en baisse en 2009 pour s'établir à 922,2 K€ contre 966,4 K€ en 2008. Cette évolution s'explique par :

- la baisse de la production de l'exercice (-12%) ;
- l'augmentation des achats consommés justifiée principalement par la croissance de l'activité Formation (impression des supports, location de salles...) ;
- la baisse des autres charges externes et essentiellement les charges de sous-traitance qui est corrélée à la croissance l'activité.

II.1.3 L'Excédent Brut d'Exploitation

L'évolution de l'Excédent Brut d'Exploitation au cours de la période analysée se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Valeur ajoutée	621 087	966 448	922 222	55,6%	-4,6%
+ Subventions d'exploitation	0	0	0	0,0%	0,0%
- Impôts et taxes	9 479	13 249	18 213	39,8%	37,5%
- Charges de personnel	512 950	750 658	840 355	46,3%	11,9%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	98 657	202 542	63 654	>100,0%	-68,6%
<i>EBE/CA</i>	<i>9,2%</i>	<i>11,8%</i>	<i>4,2%</i>	<i>2,6 pt</i>	<i>-7,6 pt</i>

Source : ACPQualife

a. Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation entre 2007 et 2008

En 2008, les charges de personnel enregistrent une progression de 46,3% due à :

- l'augmentation du chiffre d'affaires : 2 ingénieurs supplémentaires ont été embauchés en 2008 ;
- l'augmentation des salaires de 3%.

A ce titre, l'excédent brut d'exploitation augmente de manière importante (>100%) tenant ainsi compte de :

- la progression de la valeur ajoutée (+55,6%) ;
- la hausse des charges de personnel (+46,3%).

b. Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation entre 2008 et 2009

En 2009, les charges de personnel enregistrent une hausse de 11,9% justifiée par le fait que la majeure partie des recrutements de l'année précédente a été effectué en fin d'année.

Au terme de l'exercice 2009, l'excédent brut d'exploitation s'établit à 63,7 K€ contre 202,5 K€ en 2008. Cette évolution s'explique principalement par la baisse de la valeur ajoutée et la forte progression des charges de personnel.

La marge brute d'exploitation (EBE/CA) s'établit à 4,2% en 2009 contre 11,8% en 2008, soit une baisse de 7,6 points.

II.1.4 Le résultat d'exploitation

Le tableau ci-après décrit l'évolution du résultat d'exploitation sur la période considérée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	98 657	202 542	63 654	>100,0%	-68,6%
+Autres produits d'exploitation	0	131	1	>100,0%	-99,4%
-Autres charges d'exploitation	37	3	0	-91,1%	-99,1%
+ Reprises d'exploitation, transfert de charges	1 664	1 013	769	-39,1%	-24,0%
- Dotation d'exploitation	472	1 716	1 014	>100,0%	-40,9%
Résultat d'exploitation	99 811	201 966	63 411	>100,0%	-68,6%
<i>REX/CA</i>	<i>9,3%</i>	<i>11,7%</i>	<i>4,2%</i>	<i>2,5 pt</i>	<i>-7,5 pt</i>

Source : ACPQualife

a. Evolution du résultat d'exploitation entre 2007 et 2008

Les dotations d'exploitation enregistrent une hausse importante en 2008 pour atteindre 1 716 €. Les dotations d'exploitation comprennent principalement les amortissements de PC pour les collaborateurs.

Suivant la tendance de l'Excédent Brut d'Exploitation, le résultat d'exploitation s'établit à 202,0 K€ contre 99,8 K€ en 2007 situant la marge opérationnelle à 11,7%, soit une hausse de 2,5 points.

b. Evolution du résultat d'exploitation entre 2008 et 2009

La baisse du résultat d'exploitation en 2009 de 68,6% s'explique essentiellement par l'évolution de l'Excédent Brut d'Exploitation.

II.1.5 Le résultat financier

L'évolution du résultat financier sur la période étudiée se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Produits financiers	5 042	11 565	719	>100,0%	-93,8%
Produits des titres de partic. et autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
Gains de change	-	-	-	-	-
Intérêts et autres produits financiers	5 042	11 565	719	>100,0%	-93,8%
Reprises financières, transferts de charges	-	-	-	-	-
Charges financières	-	-	-	-	-
Charges d'intérêts	-	-	-	-	-
Pertes de change	-	-	-	-	-
Autres charges financières	-	-	-	-	-
Dotations financières	-	-	-	-	-
Résultat financier	5 042	11 565	719	>100,0%	-93,8%

Source : ACPQualife

a. Evolution du résultat financier entre 2007 et 2008

Au titre de l'exercice 2008, le résultat financier enregistre une hausse importante pour s'élever à -11,6 K€ contre 5,0 K€ en 2007. Cette hausse se justifie par l'augmentation des produits financiers liés à l'augmentation des plus values relative aux valeurs mobilières de placement.

b. Evolution du résultat financier entre 2008 et 2009

Au titre de l'exercice 2009, le résultat financier enregistre une baisse de 93,8% par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 0,7 K€ contre 11,6 K€ en 2008.

II.1.6 Le résultat net

Le tableau ci-après décrit l'évolution du résultat net sur la période considérée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Résultat d'exploitation	99 811	201 966	63 411	>100,0%	-68,6%
Résultat financier	5 042	11 565	719	>100,0%	-93,8%
Résultat non courant	604	3 030	3 905	>100,0%	28,9%
Impôt sur les bénéfices	28 293	65 236	15 580	>100,0%	-76,1%
Résultat net de l'exercice	77 164	151 325	52 455	96,1%	-65,3%
	<i>RN/CA</i>	<i>7,2%</i>	<i>8,8%</i>	<i>3,5%</i>	<i>1,6 pt</i>
		<i>-5,3 pt</i>			

Source : ACPQualife

a. Evolution du résultat net entre 2007 et 2008

Au titre de l'exercice 2008, le résultat net a enregistré une hausse de 96,1% passant de 77,2 K€ en 2007 à 151,3 K€. Cette évolution s'explique principalement par la hausse importante du résultat d'exploitation.

La marge nette s'établit ainsi à 8,8% en 2008 contre 7,2% en 2007, soit une évolution de 1,6 points.

b. Evolution du résultat net entre 2008 et 2009

Le résultat net au titre de l'exercice 2009 s'établit à 52,5 K€ contre 151,3 K€ au titre de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par le recul du résultat d'exploitation et du résultat financier.

II.2. Analyse bilantielle

Le tableau suivant reprend les données historiques du bilan de Qualife pour les exercices clôturant aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009 :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
ACTIF					
Actif Immobilisé	2 443	1 198	1 278	-51,0%	6,7%
Immobilisations incorporelles	1 171	0	0	-100,0%	0,0%
Immobilisations corporelles	1 242	1 198	1 278	-3,6%	6,7%
Immobilisations financières	30	0	0	-100,0%	0,0%
Actif Circulant	374 989	566 805	542 170	51,2%	-4,3%
Stocks	-	-	-	-	-
Créances de l'actif circulant	226 828	450 963	410 665	98,8%	-8,9%
Titres et valeurs de placement	148 160	115 842	131 504	-21,8%	13,5%
Ecart de conversion actif	-	-	-	-	-
Trésorerie – Actif	81 188	132 542	52 008	63,3%	-60,8%
Total Actif	458 620	700 545	595 455	52,8%	-15,0%
PASSIF					
Capitaux permanents	222 351	343 675	330 698	54,6%	-3,8%
Capitaux propres	222 351	343 675	330 698	54,6%	-3,8%
Dettes de financement	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
Passif Circulant	236 269	356 870	264 757	51,0%	-25,8%
Dettes du passif circulant	236 269	356 870	264 757	51,0%	-25,8%
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-
Ecart de conversion passif	-	-	-	-	-
Trésorerie – Passif	-	-	-	-	-
Total Passif	458 620	700 545	595 455	52,8%	-15,0%

Source : ACPQualife

II.2.1 Actif immobilisé

Le tableau ci-après décrit l'évolution de l'actif immobilisé sur la période étudiée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Immobilisations incorporelles	1 171	0	0	-100,0%	0,0%
Immobilisations corporelles	1 242	1 198	1 278	-3,6%	6,7%
Immobilisations financières	30	0	0	-100,0%	0,0%
Actif immobilisé net	2 443	1 198	1 278	-51,0%	6,7%

Source : ACPQualife

a. Evolution des immobilisations entre 2007 et 2008

En 2008, l'actif immobilisé net de Qualife a baissé, passant ainsi de 2,4 K€ en 2007 à 1,2 K€ en 2008.

b. Evolution des immobilisations entre 2008 et 2009

En 2009, l'actif immobilisé net de Qualife s'établit à 1 278 € contre 1 198 € un an auparavant. Cette hausse se justifie principalement par la progression des immobilisations corporelles suite à la réalisation de différents investissements relatifs aux matériels de bureaux et d'informatique.

II.2.2 Les fonds propres

Le tableau ci-après détaille l'évolution des capitaux propres sur la période considérée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Capital social	7 500	7 500	7 500	-	-
Réserve légale	750	750	750	-	-
Autres réserves	136 936	184 101	269 993	34,4%	46,7%
Report à nouveau	-	-	-	-	-
Résultat net	77 164	151 325	52 455	96,1%	-65,3%
Capitaux propres	222 351	343 675	330 698	54,6%	-3,8%

Source : ACPQualife

a. Evolution des fonds propres entre 2007 et 2008

Au 31 décembre 2008, les fonds propres s'élèvent à 343,7 K€ en progression de 54,6% par rapport au 31 décembre 2007. Cette hausse se justifie par :

- la distribution de dividendes de 38,9% du résultat de 2007, soit près de 30,0 K€ ;
- la hausse du résultat net en 2008 atteignant 151,3 K€.

b. Evolution des fonds propres entre 2008 et 2009

Les fonds propres de Qualife baissent de 3,8% en 2009 et s'établissent à 330,7 K€ contre 343,7 K€ au titre de l'exercice précédent. Cette évolution des fonds propres s'appuie sur :

- la distribution de dividendes de 43,2% du résultat de 2008, soit 65,4 K€ ;
- la baisse du résultat net en 2009 atteignant 52,5 K€ contre 151,3 K€ en 2008.

II.2.3 L'endettement net

Le tableau ci-après détaille l'évolution de l'endettement net sur la période analysée :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Dettes financières	0	0	0	0,0%	0,0%
Trésorerie - passif	0	0	0	0,0%	0,0%
Trésorerie - actif	81 188	132 542	52 008	63,3%	-60,8%
Titres de placement	148 160	115 842	131 504	-21,8%	13,5%
Endettement net	-229 348	-248 384	-183 512	-8,3%	26,1%

Source : ACPQualife

a. Evolution de l'endettement net entre 2007 et 2008

L'endettement net de Qualife s'élève à -248,4 K€ au titre de l'exercice 2008 en baisse de 19,0 K€ sous l'effet de la progression de la trésorerie actif.

La société Qualife n'est pas endettée.

b. Evolution de l'endettement net entre 2008 et 2009

En 2009, l'endettement net de Qualife s'établit à -183,5 K€ sous l'effet de la baisse de la trésorerie actif.

II.2.4 Le besoin en fonds de roulement (BFR)

L'évolution du Besoin en Fonds de Roulement de Qualife sur la période étudiée se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Stocks	0	0	0	0,0%	0,0%
Créances de l'actif circulant	226 828	450 963	410 665	98,8%	-8,9%
Ecart de conversion actif	0	0	0	0,0%	0,0%
Dettes du Passif circulant	236 269	356 870	264 757	51,0%	-25,8%
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0,0%	0,0%
Ecart de conversion passif	0	0	0	0,0%	0,0%
Besoin en Fonds de Roulement	-9 441	94 094	145 908	>100,0%	55,1%
<i>BFR en jours CA</i>	<i>-3,2</i>	<i>19,9</i>	<i>35,1</i>	<i>23,1j</i>	<i>15,2j</i>

Source : ACPQualife

Le détail des créances de l'actif circulant se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés	226 518	450 036	356 409	98,7%	-20,8%
Personnel	-	-	-	-	-
Etat	310	377	54 256	21,8%	>100,0%
Comptes d'associés	-	-	-	-	-
Autres débiteurs	0	550	0	>100,0%	-100,0%
Comptes de régularisation – actif	-	-	-	-	-
Créances de l'actif circulant	226 828	450 963	410 665	98,8%	-8,9%

Source : ACPQualife

Le détail des dettes du passif circulant se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Fournisseurs et comptes rattachés	74 828	120 745	63 763	61,4%	-47,2%
Clients créditeurs, avances et acomptes	-	-	-	-	-
Personnel	15 810	23 487	32 949	48,6%	40,3%
Organismes sociaux	75 813	65 001	67 090	-14,3%	3,2%
Etat	68 943	147 637	95 308	>100,0%	-35,4%
Comptes d'associés	-	-	-	-	-
Autres créanciers	875	0	5 648	-100,0%	>100,0%
Comptes de régularisation – passif	-	-	-	-	-
Dettes du passif circulant	236 269	356 870	264 757	51,0%	-25,8%

Source : ACPQualife

a. Evolution du besoin en fonds de roulement entre 2007 et 2008

En 2008, le BFR enregistre une hausse importante par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 94,1 K€, soit 19,9 jours de chiffre d'affaires. Cette évolution est justifiée par les éléments suivants :

- la hausse importante des créances de l'actif circulant de 98,8% expliquée essentiellement par la progression des comptes clients (>100%) ;
- la hausse des dettes du passif circulant de 51,0% justifiée par :
 - ✓ la hausse du compte fournisseurs de 61,4%. Les dettes fournisseurs sont principalement composées de dettes vis-à-vis des sous-traitants. Le règlement des sous-traitants est corrélé aux encaissements des clients.
 - ✓ la hausse du compte Etat (>100,0%) correspondant à la TVA.

b. Evolution du besoin en fonds de roulement entre 2008 et 2009

En 2009, le BFR s'établit à 145,9 K€ en hausse par rapport à l'exercice précédent, justifiée par les éléments suivants :

- une baisse des créances de l'actif circulant de 8,9% en raison du recul des créances clients résultant de l'évolution du chiffre d'affaires ;
- le repli des dettes du passif circulant de 25,8% en tenant compte de :
 - ✓ la baisse du compte fournisseurs (-47,2%), composé essentiellement de dettes vis-à-vis des sous-traitants ;
 - ✓ la diminution du compte Etat (-35,4%) correspondant à la TVA.

En 2009, le BFR représente 35,1 jours de chiffre d'affaires contre 19,9 jours en 2008.

II.2.5 Etude de l'équilibre financier

L'évolution de l'équilibre financier de Qualife sur la période considérée se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Financement permanent	222 351	343 675	330 698	54,6%	-3,8%
Actif immobilisé	2 443	1 198	1 278	-51,0%	6,7%
Fonds de roulement	219 907	342 477	329 420	55,7%	-3,8%
Actif circulant	374 989	566 805	542 170	51,2%	-4,3%
Passif circulant	236 269	356 870	264 757	51,0%	-25,8%
Besoin de financement global	138 720	209 935	277 412	51,3%	32,1%
FR/BFG	1,6x	1,6x	1,2x	4,6 pt	-44,4 pt
Trésorerie nette	81 188	132 542	52 008	63,3%	-60,8%

Source : ACPQualife

a. Evolution de l'équilibre financier entre 2007 et 2008

En 2008, le fonds de roulement de la société affiche une progression de 63,3% en raison de la hausse du financement permanent compte tenu de la progression des fonds propres.

En 2008, l'équilibre financier maintient le même niveau (1,6x) qu'en 2007.

En 2008, la trésorerie nette affiche une hausse importante. Cette évolution s'explique par la hausse du fonds de roulement.

b. Evolution de l'équilibre financier entre 2008 et 2009

Le fonds de roulement de la société baisse en raison de la diminution du financement permanent. Il s'établit en 2009 à 329,4 K€.

L'équilibre financier s'établit à 1,2x en 2009 contre 1,6x en 2008.

En 2009, la trésorerie nette affiche une baisse de 60,8%. Cette évolution s'explique par le recul du fonds de roulement.

II.3. Indicateurs financiers

II.3.1 Rentabilité des actifs (ROA)

L'évolution de la rentabilité des actifs sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Résultat net	77 164	151 325	52 455	96,1%	-65,3%
Total bilan	458 620	700 545	595 455	52,8%	-15,0%
ROA	16,8%	21,6%	8,8%	4,8 pt	-12,8 pt

Source : ACPQualife

En 2008, la rentabilité des actifs (ROA) de Qualife a enregistré une hausse de 4,8 pt du fait de l'augmentation du résultat net (96,1%).

En 2009, la ROA s'établit à 8,8% en baisse de 12,8 pt par rapport à 2008. Cette évolution est justifiée essentiellement par la baisse du résultat net.

II.3.2 Rentabilité des fonds propres (ROE)

L'évolution de la rentabilité des fonds propres sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Résultat net	77 164	151 325	52 455	96,1%	-65,3%
Fonds propres	222 351	343 675	330 698	54,6%	-3,8%
ROE	34,7%	44,0%	15,9%	9,3 pt	-28,2 pt

Source : ACPQualife

En 2008, la rentabilité des fonds propres s'établit à 44,0% en hausse de 9,3 pt par rapport à 2007. Cette évolution se justifie principalement par la progression du résultat net.

En 2009, la ROE enregistre une baisse de 28,2 pt corrélée avec l'évolution du résultat net.

II.3.3 Rentabilité des capitaux employés (ROCE)

L'évolution de la rentabilité des capitaux employés sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Résultat d'exploitation	99 811	201 966	63 411	>100,0%	-68,6%
Actif économique	141 163	211 133	278 690	49,6%	32,0%
ROCE	51,7%	66,8%	17,5%	15,1 pt	-49,3 pt

Source : ACPQualife

En 2008, la rentabilité des capitaux employés a connu une hausse de 15,1 pt pour s'établir à 66,8%. Cette progression est due à la hausse du résultat d'exploitation.

En 2009, la ROCE s'établit à 17,5% en baisse de 49,3 pt par rapport à 2008. Ce recul s'explique par la baisse du résultat d'exploitation.

II.3.4 Taux d'endettement

La société Qualife n'est pas endettée. Le taux d'endettement s'établit à 0% sur toute la période 2007-2009.

II.3.5 Ratio de liquidité

L'évolution du ratio de liquidité sur la période 2007-2009 se présente comme suit :

En €	2007	2008	2009	Var.08/07	Var.09/08
Actif circulant	374 989	566 805	542 170	51,2%	-4,3%
Passif circulant	236 269	356 870	264 757	51,0%	-25,8%
Ratio de liquidité	158,7%	158,8%	204,8%	0,1 pt	46,0 pt

Source : ACPQualife

En 2008, le ratio de liquidité conserve le même niveau que celui de 2007 (158%).

En 2009, le ratio de liquidité enregistre une hausse de 46,0 pt pour s'établir à 204,8%. Cette évolution se justifie par la hausse de l'actif circulant.

PARTIE IX : Perspectives

AVERTISSEMENT

Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de l'émetteur.

III. Orientations stratégiques

III.1. Evolution prévisionnel du secteur

Le secteur de la monétique est en constante évolution et nécessite une réactivité maximale de la part des différents acteurs aux nouvelles tendances du marché, afin qu'ils puissent se maintenir dans un environnement concurrentiel très agressif.

Les évolutions du marché concernent aussi bien des évolutions technologiques et réglementaires qu'une évolution des besoins fonctionnels et applicatifs résultant de plusieurs paramètres, notamment :

III.1.1 Développement des nouveaux canaux de paiement

a. Paiement par mobile

Les paiements par mobile sont les transactions effectuées depuis un téléphone mobile. Deux types d'utilisation peuvent être distingués :

- le paiement sans contact mobile, consiste à dématérialiser la carte bancaire au sein de la carte SIM. Le client peut ainsi payer ses achats en approchant simplement son téléphone d'un lecteur prévu à cet effet et en renseignant bien entendu un code secret.
- le paiement mobile à distance, consiste à pouvoir payer en situation de mobilité. Par exemple, le client pourra prolonger son temps de stationnement à distance, ou acheter ses places de cinéma sur le trajet en s'y rendant, etc.

A travers le monde, plusieurs tests sont en cours pour valider l'interopérabilité du projet.

b. Paiement sur le net

Le e-commerce a connu une forte croissance depuis quelques années, ce qui a parallèlement donné une grande importance au moyen de paiement en ligne.

Le service de paiement en ligne a démarré en novembre 2007 au Maroc. A fin 2009, plus de 70 sociétés sont référencées sur le site de Maroc Télécommerce, seul fournisseur de l'infrastructure nécessaire au paiement en ligne au Maroc.

D'après le CMI, du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, un montant de l'ordre de 30 millions de dirhams a été réglé via carte bancaire sur Internet au Maroc. Le CMI prévoit environ 40 000 opérations de paiement en ligne pour un montant d'environ 70 millions de dirhams pour l'année 2009.

III.1.2 Evolutions technologiques et réglementaires

a. Émission instantanée des cartes EMV

Pour les émetteurs de cartes, la généralisation du modèle EMV apporte progressivement un niveau de sécurisation et de standardisation dans des zones économiques jusqu'alors très sensibles à la fraude liée à l'utilisation de cartes.

Pour capitaliser les bénéfices de toute cette technologie et gagner des parts de marché, certains établissements financiers décentralisent la personnalisation des cartes en agence ou sur les lieux de vente (galeries commerciales, parcs de loisirs, etc.).

La mise en œuvre d'une solution de personnalisation sur le lieu de vente demande l'adaptation des schémas d'autorisation et d'authentification afin de sécuriser et de garantir l'intégrité des transactions.

b. Conformité à la norme PCI

La conformité à la norme PCI DSS est essentielle pour les entreprises dont les activités consistent à traiter, stocker et transmettre des données des cartes bancaires et de transactions, et plus généralement pour les entreprises soucieuses d'appliquer un environnement sécurisé d'applications web.

La conformité à la norme PCI va nécessairement entraîner une croissance de l'activité de HPS dans le cadre de l'accompagnement des institutions dans leur migration PCI.

c. Disaster Recovery

Le Plan de Reprise d'Activité (en anglais : Disaster Recovery) permet d'assurer, en cas de crise majeure ou importante, le basculement sur un système capable de prendre en charge les besoins informatiques nécessaires à la survie de l'entreprise et la continuité de l'activité sans interruption du service.

Depuis le début des années 2000, les législateurs américains et européens ont édicté des lois et des normes afin de protéger les investisseurs, les entreprises et le personnel contre des malversations, des risques naturels ou accidentels et contre la défaillance de systèmes informatiques.

Ainsi, le secteur de la finance en Europe doit se conformer avec la réglementation Bâle II qui exige une mise aux normes des établissements en matière d'évaluation, de gestion et de suivi des risques. Ce secteur est aussi impacté par les normes comptables IAS (International Accounting Standards) qui imposent notamment une distance minimale entre les sites principal et de secours. Pour les entreprises américaines cotées sur les marchés financiers, c'est la loi Sarbanes Oxley qui s'applique.

III.1.3 Généralisation du paiement électronique

a. Cartes prépayées

Les cartes prépayées sont des cartes dont le fonctionnement technique est similaire aux cartes de paiement classique mais elles sont adossées à un compte pré-chargé. Le paiement avec cette carte n'est possible que quand le compte est approvisionné.

L'engouement des consommateurs pour les cartes, a favorisé un développement commercial important dans plusieurs domaines d'activité (cartes prépayées, cartes cadeaux, cartes de fidélité, cartes de voyage, cartes de prestations sociales, cartes de salaire ...).

b. Micro crédit

Dans le cadre du développement du secteur de la micro finance, les associations doivent permettre au bénéficiaire de micro-crédits d'accéder à une diversité de services. Dans cette perspective, les associations assurent la promotion de l'utilisation des instruments de paiement électronique.

Les paiements électroniques représentent, pour la micro finance, une solution intégrée, modulaire et évolutive permettant de réaliser une meilleure performance et un meilleur rendement. Cette solution permet également de diminuer les coûts de gestion et de réduire les flux de cash.

c. Transfert électronique de fonds

Le transfert électronique de fonds permet la gestion de flux entre des comptes financiers par voie électronique.

Depuis peu, des modules de transfert électronique sont proposés aux entreprises et aux commerçants leur permettant de gérer leur position financière et de recouvrer les paiements de leurs clients par voie électronique. Cette solution leur permet également d'accroître la rapidité des règlements, de réduire les frais administratifs et d'établir un suivi des transferts.

d. Paiement de factures

Au Maroc, le paiement de factures (de téléphone, l'eau, l'électricité...) peut désormais se faire via internet. Avec ce système de paiement, le client bénéficie de plusieurs avantages à savoir :

- un service gratuit et accessible tout le temps au Maroc et à l'extérieur du pays ;
- un gain de temps appréciable pour le client qui ne se déplace pas pour le règlement de ses factures, une opération enregistrée en temps ;
- et la sécurité de la transaction.

Ce service est ouvert à tous les clients porteurs de cartes bancaires, Visa, Mastercard et cartes CMI.

e. Globalisation et interopérabilité

Dans un contexte de globalisation de l'économie mondiale, les organismes de paiement, les banques et les sociétés proposant des solutions de paiement cherchent en continu à améliorer le niveau d'interopérabilité technique sur le marché en complétant les normes internationales de base.

III.2. Vision stratégique de HPS

Les orientations stratégiques de HPS se définissent par les éléments ci-après :

- la consolidation des revenus récurrents :
 - ✓ importance de la base des clients (actuellement plus de 100 sites) ;
 - ✓ évolution des besoins des clients face aux évolutions réglementaires, technologiques et du marché.
- des opportunités importantes de nouveaux contrats :
 - ✓ remplacement des systèmes obsolètes et coûteux ;
 - ✓ notoriété et visibilité accrues de HPS ;
 - ✓ maturité de la solution PowerCARD ;
 - ✓ création de HPS Europe.
- le développement de nouveaux relais de croissance :
 - ✓ renforcement et investissement dans de nouveaux créneaux tout en capitalisant sur ses acquis ;
 - ✓ investissements dans de nouveaux marchés soit par implantation directe, soit par le développement de nouveaux partenariats ou par de la croissance externe telle l'acquisition de ACPQualife ;

IV. Evolution de l'activité de HPS

L'approche adoptée pour l'estimation de l'évolution prévisionnelle du chiffre d'affaires de HPS et de ACPQualife s'appuie sur une ventilation des revenus selon les différentes branches d'activité du groupe :

- Projets PowerCARD ;
- Nouvelles demandes ;
- Maintenance ;
- Autres revenus ;
- Refacturation ;
- Assistance technique ;
- Formation ;
- Centre de service/Forfait ;
- Conseil ;
- Intégration monétique ;
- Logiciel Vision.

Les comptes prévisionnels présentés ci-dessous sont des comptes consolidés, intégrant les sociétés HPS, HPS Europe, ICPS, GPS et ACPQualife.

L'exercice 2009 comprend le périmètre actuel du groupe HPS (HPS et ses filiales HPS Europe, ICPS et GPS). Les comptes prévisionnels sur la période 2010-2012 concernent HPS et ses filiales ainsi que ACPQualife et Qualife.

IV.1. Compte de résultats prévisionnels

Le tableau suivant présente l'évolution attendue sur les 3 prochaines années, des principaux agrégats des comptes de résultats consolidés de HPS :

En milliers de dirhams	2009	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires	161 551	295 015	346 427	378 056
Variation de stocks de produits	22 166	-3 806	-8 389	7 900
Production	183 717	291 209	338 038	385 956
- Achats consommés de matières et fournitures	9 890	23 854	24 651	27 481
- Autres charges externes	44 886	66 181	67 718	77 152
Consommations de l'exercice (3)	54 776	90 035	92 368	104 634
Valeur ajoutée (1) + (2)-(3)	128 941	201 174	245 669	281 322
<i>VA/CA</i>	<i>79,8%</i>	<i>68,2%</i>	<i>70,9%</i>	<i>74,4%</i>
- Impôts et taxes	2 366	4 607	5 359	5 619
- Charges de personnel	75 852	131 777	150 521	171 581
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	50 723	64 790	89 790	104 122
<i>EBE/CA</i>	<i>31,4%</i>	<i>22,0%</i>	<i>25,9%</i>	<i>27,5%</i>
+Autres produits d'exploitation	2 296	2 756	3 032	3 335
-Autres charges d'exploitation	11	0	0	0
- Dotations d'exploitation	13 987	14 776	16 748	17 136
Résultat d'exploitation	39 022	52 770	76 073	90 321
<i>REX/CA</i>	<i>24,2%</i>	<i>17,9%</i>	<i>22,0%</i>	<i>23,9%</i>
Résultat financier	-5 797	-5 165	-3 590	-3 256
Résultat courant des entreprises intégrées	33 225	47 605	72 483	87 065
Résultat non courant	-11 198	1 799	0	0
Impôt sur les bénéfices	2 331	8 664	11 460	13 712
Résultat net des entreprises intégrées	19 696	40 741	61 023	73 353
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-553	-1 020	188	3 082
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	19 144	39 720	61 211	76 435
Intérêts minoritaires	0	0	0	0
Résultat net (Part du groupe)	19 144	39 720	61 211	76 435
<i>RN/CA</i>	<i>11,9%</i>	<i>13,5%</i>	<i>17,7%</i>	<i>20,2%</i>

Source : HPS

IV.1.1 Evolution des produits d'exploitation prévisionnels

Les produits d'exploitation prévisionnels de HPS se présentent de la manière suivante sur la période 2009-2012^P :

En milliers de dirhams	2009 HPS	2009 ACPQualife	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P	TCAM 10-12
Projets PowerCARD	79 495		90 596	99 752	115 350	12,8%
Nouvelles demandes	43 829		45 000	50 000	55 000	10,6%
Maintenance	43 218		45 753	59 501	64 899	19,1%
Autres revenus	2 450		17 557	23 983	28 176	26,7%
Refacturation	17 022		15 019	15 787	20 016	15,4%
Assistance technique		56 901	51 910	54 648	56 840	4,6%
Formation		3 620	3 480	3 828	4 176	9,5%
Centre de service/Forfait		7 376	8 120	10 254	11 600	19,5%
Conseil		5 220	6 960	7 772	8 584	11,1%
Intégration monétique		2 156	5 800	9 280	14 790	59,7%
Logiciel Vision		-	3 770	6 264	9 860	61,7%
Total produits d'exploitation	186 014	75 274	293 965	341 069	389 291	15,1%

Source : HPS

Les produits d'exploitation de HPS évoluent selon un TCAM de 15,1% entre 2010^P et 2012^P. Cette progression s'explique par les éléments suivants :

- **Projet PowerCard** : Les nouveaux projets PowerCard correspondent à des prévisions établies sur la base des réalisations historiques et le potentiel de prospection régionale ;
- **Nouvelles demandes** : Le volume des nouvelles demandes est corrélé au nombre de clients de HPS et enregistre de ce fait une évolution moyenne de 10,6% sur la période considérée ;
- **Maintenance** : Les revenus de maintenance sont calculés sur la base du portefeuille des clients existants, auxquels s'ajoutent les nouveaux projets prévus dans le cadre du business plan prévisionnel ;
- **Autres revenus** : Ces revenus concernent l'extension de licences dans le cas du dépassement de la volumétrie des transactions préalablement définies et l'externalisation des solutions (mode ASP). Les autres revenus enregistrent une évolution de 26,7% sur la période 2010-2012 ;
- **Assistance technique** : L'activité enregistre une croissance de 4,6% sur la période 2010-2012. Cette progression limitée s'explique par la tendance du marché à se transformer de plus en plus en prestations au « forfait » ou « centre de service ». Les domaines « forfait » et « centre de service » constituent un fort relais de croissance ;
- **Formation** : Cette activité enregistre une croissance annuelle moyenne de 9,5% sur la période 2010-2012 ;
- **Intégration monétique et édition de Logiciel Vision** : Les prévisions de cette activité prennent en considération le partenariat commercial et technique entre ACPQualife et HPS sur la région Europe. Ces activités enregistrent une croissance moyenne annuelle de 60%. Cette forte évolution est due au fait que ces deux activités sont en phase de démarrage.

IV.1.2 Evolution de la valeur ajoutée prévisionnelle

L'évolution de la valeur ajoutée prévisionnelle de HPS sur la période 2009-2012^P se présente de la manière suivante :

En milliers de dirhams	2009	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P	TCAM 10-12
Chiffre d'affaires	161 551	295 015	346 427	378 056	13,2%
Variation de stocks de produits	22 166	-3 806	-8 389	7 900	NA
Production (2)	183 717	291 209	338 038	385 956	15,1%
Achats consommés de matières et fournitures	9 890	23 854	24 651	27 481	7,3%
Autres charges externes	44 886	66 181	67 718	77 152	8,0%
Consommations de l'exercice	54 776	90 035	92 368	104 634	7,8%
Valeur ajoutée	128 941	201 174	245 669	281 322	18,3%
	<i>VA/CA</i>	<i>79,8%</i>	<i>68,2%</i>	<i>70,2%</i>	<i>74,4%</i>

Source : HPS

La valeur ajoutée devrait progresser selon un TCAM de 18,3% sur la période prévisionnelle 2010-2012 pour s'établir en fin de période à 281,3 MDh, soit 74,4% du chiffre d'affaires global. Cette évolution s'explique par une hausse des volumes de vente sur la période considérée plus importante que celle des charges. Cette différence d'évolution est due au fait que le chiffre d'affaires inclut des ventes de licences qui n'impactent pas l'évolution des charges.

La variation de stocks de produits est liée aux spécificités de facturation des nouveaux projets. En effet, les nouveaux projets sont facturés en plusieurs phases. Le nombre de phases dépend de la taille du projet en question.

Les achats consommés et les autres charges externes sur la période prévisionnelle ont été estimés selon des bases et statistiques historiques.

a. Achats consommés de matières et fournitures

Ce poste se compose essentiellement des prestations de services, auxquelles s'ajoutent les achats de fournitures. Les achats devraient évoluer selon un TCAM de 7,3%. Cette évolution s'explique par l'intégration des charges de sous-traitance de la société ACPQualife.

b. Autres charges externes

Les autres charges externes prévisionnelles devraient enregistrer une croissance annuelle moyenne de 8,0% sur la période prévisionnelle.

Les autres charges externes reposent essentiellement sur les frais commerciaux et les frais de déplacement refacturables. Le reliquat de ce poste est composé des loyers de bureaux, des charges de leasing liées aux investissements réalisés, des primes d'assurances, des entretiens et réparations, etc.

IV.1.3 Evolution du résultat d'exploitation

Le tableau suivant présente l'évolution attendue sur les trois prochaines années, du résultat d'exploitation :

En milliers de dirhams	2009	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P	TCAM 10-12
Valeur ajoutée	128 941	201 174	245 669	281 322	18,3%
Impôts et taxes	2 366	4 607	5 359	5 619	10,4%
Charges de personnel	75 852	131 777	150 521	171 581	14,1%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	50 723	64 790	89 790	104 122	26,8%
<i>EBE/CA</i>	<i>31,4%</i>	<i>22,0%</i>	<i>25,9%</i>	<i>27,5%</i>	<i>12,0%</i>
Autres produits d'exploitation	2 296	2 756	3 032	3 335	10,0%
Autres charges d'exploitation	11	-	-	-	-
Dotation d'exploitation	13 987	14 776	16 748	17 136	7,7%
Résultat d'exploitation	39 022	52 770	76 073	90 321	30,8%
<i>REX/CA</i>	<i>24,2%</i>	<i>17,9%</i>	<i>22,0%</i>	<i>23,9%</i>	

Source : HPS

a. Charges de personnel

Les charges de personnel prévisionnelles devraient évoluer suivant un TCAM de 14,1% pour s'établir à 171,6 MDh en 2012 contre 131,8 MDh en 2010.

L'évolution des charges de personnel tient compte principalement des recrutements additionnels relatifs à l'effectif technique nécessaire pour couvrir les besoins de développement de l'activité. Il a été prévu le recrutement d'une centaine d'ingénieurs et de chefs de projets.

b. Dotations d'exploitation

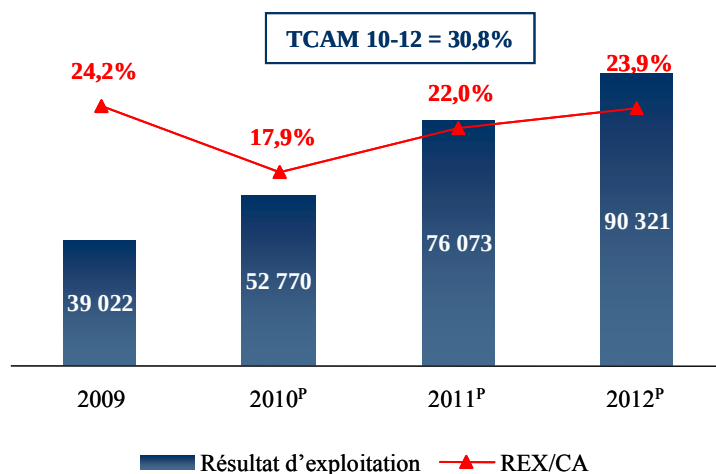
Les dotations d'exploitation devraient s'inscrire en hausse sur la période 2010^P -2012^P en raison de l'amortissement des immobilisations relatives aux équipements informatiques nécessaires à l'activité.

c. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation devrait enregistrer une progression moyenne sur la période 2010^P-2012^P de 30,8% pour s'établir à 90,3 MDh en 2012, soit un taux de marge opérationnelle de 23,9%, en progression de 6 points par rapport à 2010.

La baisse du taux de marge opérationnelle en 2010 par rapport à 2009 s'explique par l'entrée dans le périmètre de consolidation de ACPQualife dont le taux de marge opérationnelle est plus faible que celui de HPS.

L'évolution du résultat d'exploitation prévisionnel est illustrée dans le graphique ci-dessous :



Source : HPS

IV.1.4 Evolution du résultat net prévisionnel

L'évolution de la rentabilité nette prévisionnelle de HPS sur la période 2009-2012^P se présente de la manière suivante :

En milliers de dirhams	2009	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P	TCAM 10-12
Résultat d'exploitation	39 022	52 770	76 073	90 321	30,8%
Résultat financier	-5 797	-5 165	-3 590	-3 256	-20,6%
Résultat non courant	-11 198	1 799			-100,0%
IS	2 331	8 664	11 460	13 712	25,8%
Résultat net des entreprises intégrées	19 696	40 741	61 023	73 353	34,2%
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-553	-1 020	188	3 082	NA
Résultat net de l'ensemble consolidé	19 144	39 720	61 211	76 435	38,7%
Intérêts minoritaires					
Résultat net (Part du groupe)	19 144	39 720	61 211	76 435	38,7%
	RN/CA	11,9%	13,5%	17,7%	20,2%

Source : HPS

Compte tenu de la structure géographique du chiffre d'affaires, le taux d'IS moyen retenu pour la période prévisionnelle est de 13% pour HPS. En effet, il a été considéré que :

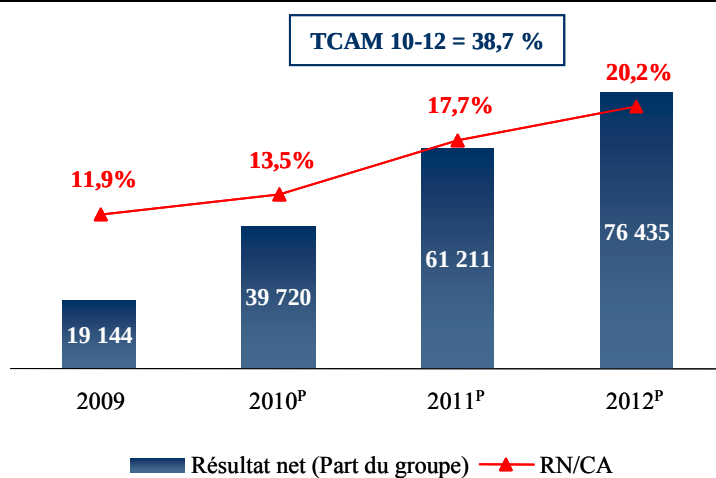
- 30% du résultat est réalisé par HPS Dubaï. Le taux d'imposition à Dubaï est de 0% ;
- 70% du résultat est réalisé par HPS Casablanca dont :
 - ✓ 10% du chiffre d'affaires en local, soit un taux d'imposition de 17,5% ;
 - ✓ 90% du chiffre d'affaires à l'exportation, soit un taux d'imposition de 30%.

Le taux d'IS appliqué à ACPQualife est de 33,3%.

Le résultat net devrait évoluer suivant un TCAM de 38,7% sur la période 2010^P-2012^P pour s'établir à 76,4 MDh en fin de période.

En 2012, le taux de marge nette se situerait à 20,2% contre 13,5% en 2010.

L'évolution graphique du résultat net prévisionnel sur la période 2009-2012^P se présente comme suit :



Source : HPS

IV.2. Bilan prévisionnel

Le tableau suivant présente l'évolution attendue sur les trois prochaines années, des principaux agrégats bilantiels consolidés de HPS :

En milliers de dirhams	2009	2010	2011	2012
ACTIF				
Actif Immobilisé	38 956	43 213	39 670	36 185
Ecart d'acquisition	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	2 349	7 009	7 339	5 180
Immobilisations corporelles	29 353	29 057	24 996	20 588
Immobilisations financières	798	1 002	1 002	1 002
Titres mis en équivalence	6 456	6 146	6 333	9 415
Actif Circulant	235 141	266 231	263 113	309 906
Stocks en cours	70 158	66 352	57 963	65 863
Créances et comptes rattachés	140 025	170 698	187 161	188 457
Impôts différés actifs	944	241	30	0
Autres créances et comptes de régularisation	10 163	8 939	7 076	7 875
Valeurs mobilières de placement	202	5 185	5 185	5 185
Disponibilités	13 648	14 815	5 698	42 526
Total Actif	274 098	309 444	302 783	346 091
PASSIF				
Capitaux propres	130 575	144 929	187 092	234 752
Capital	65 000	70 360	70 360	70 360
Réserves consolidés	46 432	34 849	55 521	87 957
Résultats consolidés	19 144	39 720	61 211	76 435
Intérêts minoritaires				
Dettes	143 522	164 515	115 691	111 339
Dettes financières à long terme	15 280	49 590	39 713	29 836
Fournisseurs et comptes rattachés	18 250	25 431	24 133	27 481
Autres dettes et comptes de régularisation	30 747	43 983	45 456	52 508
Impôts différés passifs	188	0	0	90
Trésorerie passif	79 059	45 510	6 389	1 424
Total Passif	274 098	309 444	302 783	346 091

Source : HPS

IV.2.1 Evolution de l'actif immobilisé

Le tableau suivant détaille la ventilation de l'actif immobilisé de la société entre 2009 et 2012^P :

En milliers de dirhams	2009	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P	TCAM 10-12
Immobilisations incorporelles	2 349	7 009	7 339	5 180	-14,0%
Immobilisations corporelles	29 353	29 057	24 996	20 588	-15,8%
Immobilisations financières	798	1 002	1 002	1 002	0,0%
Titres mis en équivalence	6 456	6 146	6 333	9 415	23,8%
Actif immobilisé	38 956	43 213	39 670	36 185	-8,5%

Source : HPS

L'évolution des actifs consolidés de HPS résulte essentiellement des éléments suivants :

- les immobilisations incorporelles sont relatives aux investissements réalisés en termes de logiciels de gestion ou logiciels de développement. Elles sont amorties sur une durée de 5 ans. L'évolution

importante s'explique par le lancement de l'activité ASP et donc par l'achat des différentes licences pour le bon fonctionnement de l'activité ;

- les immobilisations corporelles tiennent compte essentiellement des investissements des équipements informatiques nécessaires à l'activité ;
- les titres mis en équivalence concernent les sociétés ICPS et GPS.

IV.2.2 Evolution des fonds propres

L'évolution des fonds propres consolidés de HPS sur la période prévisionnelle se présente de la manière suivante :

En milliers de dirhams	2009	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P	TCAM 10-12
Capital	65 000	70 360	70 360	70 360	0,0%
Réserves consolidées	46 432	34 849	55 521	87 957	58,9%
Résultats consolidés	19 144	39 720	61 211	76 435	38,7%
Capitaux propres	130 575	144 929	187 092	234 752	27,3%

Source : HPS

Les fonds propres de la société devraient enregistrer au cours de la période prévisionnelle une croissance annuelle moyenne de 27,3% pour atteindre 234,8 MDh en 2012 contre 144,9 MDh en 2010.

La hausse du capital entre 2009 et 2010 tient compte de l'augmentation de capital réalisée pour intégrer les actionnaires de ACPQualife dans le tour de table de HPS, objet de la présente note d'information.

Sur la période prévisionnelle, le pay-out considéré pour HPS s'établirait en moyenne à 50% comme présenté ci-dessous :

En milliers de dirhams	2009	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P
Résultat net de HPS	21 530	38 096	57 551	68 325
Distribution de dividendes en n+1	15 600	19 048	28 776	34 163
Pay-Out	72%	50%	50%	50%

Source : HPS

IV.2.3 Evolution de l'endettement net

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'endettement net de HPS au cours de la période prévisionnelle 2009-2012^P :

En milliers de dirhams	2009	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P	TCAM 10-12
Dettes financières à long terme	15 280	49 590	39 713	29 836	-22,4%
Trésorerie passif	79 059	45 510	6 389	1 424	-82,3%
Disponibilités	13 648	14 815	5 698	42 526	69,4%
Valeurs mobilières de placement	202	5 185	5 185	5 185	0,0%
Endettement net	80 488	75 100	35 219	-16 451	NA

Source : HPS

En 2010, HPS devrait contracter une dette d'un montant de 44,7 MDh, sur une durée de 7 ans. Le taux d'intérêts considéré s'élève à 5,93% hors taxes.

La dette servira en partie à financer l'acquisition de ACPQualife et en partie à financer l'activité.

L'endettement net de HPS devrait s'élever à -16,5 Mdh en 2012 contre 80,5 Mdh en 2009.

IV.2.4 Evolution de l'équilibre financier

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'équilibre financier de HPS au cours de la période prévisionnelle 2009-2012^P :

En milliers de dirhams	2009	2010 ^P	2011 ^P	2012 ^P	TCAM 10-12
Financement permanent	145 855	194 519	226 805	264 588	16,6%
Actif immobilisé	38 956	43 213	39 670	36 185	-8,5%
Fonds de roulement	106 899	151 306	187 135	228 402	22,9%
Actif circulant hors disponibilités	221 493	251 415	257 415	267 380	3,1%
Passif circulant hors trésorerie passive	49 184	69 415	69 589	80 079	7,4%
Besoin en fonds de roulement	172 309	182 001	187 826	187 300	1,4%
FR/BFR	0,6x	0,8x	1,0x	1,2x	21,1%
Trésorerie nette	-65 410	-30 695	-691	41 102	NA

Source : HPS

Le financement permanent devrait enregistrer une croissance annuelle moyenne de 16,6% sur la période 2010^P-2012^P. Cette évolution s'explique par l'évolution du résultat net sur la période étudiée. Le fonds de roulement devrait s'établir à 228,4 MDh à fin 2012 contre 151,3 MDh en 2010.

Le besoin en fonds de roulement devrait augmenter en moyenne de 1,4% par an sur la période prévisionnelle 2010^P-2012^P. Aussi, l'équilibre financier demeurerait satisfaisant avec une moyenne de 0,9x sur toute la période résultant d'un fonds de roulement couvrant le BFR.

La trésorerie nette devrait s'établir à 41,1 MDh en 2012 contre -30,7 Mdh en 2010.

IV.3. Tableau de flux prévisionnel

Le tableau suivant reprend les principaux postes du tableau de financement sur la période 2009-2012^P :

En milliers de Dhs	2009	2010	2011	2012	TCAM 10-12
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	19 144	39 720	61 211	76 435	38,7%
Dotations aux amortissements et provisions	2 710	5 863	7 187	7 109	10,1%
QP des sociétés mises en équivalence	553	1 020	-188	-3 082	NA
Résultat de cession	-190	-3 510	-985	-483	-62,9%
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net d'impôt	22 216	43 093	67 225	79 980	36,2%
Elimination du coût de l'endettement financier net					
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt	22 216	43 093	67 225	79 980	36,2%
Incidence variation du BFR lié à l'activité	33 747	-3 717	5 372	-569	-60,9%
Variation des impôts différés	79	307	212	120	-37,4%
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	-11 453	47 117	62 065	80 669	30,8%
Incidence de variation de périmètre	-	-26 535	-	-	NA
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-7 145	-9 552	-6 629	-3 716	-37,6%
Acquisition de titres non consolidés					
Cessions d'immobilisations	411	1 090	-	-	-100,0%
Dividendes reçus					
Flux de trésorerie nette des prêts à long terme					
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-6 734	-34 997	-6 629	-3 716	-67,4%
Augmentation de capital	-	-	-	-	-
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	-15 600	-15 600	-19 048	-28 776	35,8%
Emission de nouveaux emprunts		44 690			-100,0%
Remboursement d'emprunts	-67	-6 495	-6 384	-6 384	-0,9%
Intérêts financiers nets versés	-	-	-	-	-
Autres	-84	-	-	-	-
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	-15 751	22 595	-25 432	-35 160	NA
Mouvements de conversion	-22	0	0	0	NA
Variation de trésorerie nette	-33 960	34 716	30 004	41 793	9,7%
Trésorerie début de période	-31 450	-65 410	-30 695	-691	-89,7%
Trésorerie fin de période	-65 410	-30 695	-691	41 102	NA

Source : HPS

La capacité d'autofinancement de HPS devrait évoluer suivant un TCAM de 36,2% sur la période étudiée pour s'établir à 80,0 MDh en 2012 (contre 43,1 MDh en 2010).

Le résultat de cession en 2010 intègre :

- la cession des titres de GPS (-1,8 Mdh) ;
- l'annulation des marges internes réalisées par HPS sur les ventes des entreprises intégrées en mise en équivalence (-1,4 Mdh) ;
- l'effet de correction des charges de leasing (-0,4 Mdh).

L'incidence de variation du périmètre correspond à l'entrée de ACPQualife dans le périmètre de consolidation de HPS.

Les acquisitions d'immobilisations concernent :

- des investissements en matériel pour HPS pour le lancement de l'activité ASP ;
- des achats de licence par ACPQualife dans le cadre du développement de son logiciel Vision.

La cession d'immobilisations en 2010 correspond à la cession de 454 titres GPS, soit 3% du capital, à Bahrain Islamic Bank. La plus value réalisée par HPS s'élève à 50% sur la valeur des titres cédés.

La dette contractée en 2010 par HPS, d'un montant de 44,7 MDh, servira en partie à financer l'acquisition de ACPQualife et en partie à financer l'activité.

PARTIE X : Facteurs de risque de HPS

I. Risque géopolitique

Réalisant près de 90% de son chiffre d'affaire à l'international, HPS s'expose aux risques de stabilité politique et de conjoncture économique dans chaque région. Ces risques sont négligeables dans les pays développés notamment en Europe ; cependant, ils sont beaucoup plus importants dans des régions à fortes tensions telles que le Moyen Orient (Palestine, Yémen), Iran, Iraq et Afrique subsaharienne.

De ce fait, HPS adopte des mesures de précautions pour contrecarrer ces risques. Ainsi, la société exige des avances sur paiement en fonction du risque pressenti. Ces avances varient entre 50% à 60% du montant du marché dans les régions les plus risquées et s'élèvent à environ 20% dans les régions les moins risquées.

Afin de pallier aux risques environnementaux (catastrophe naturelle, etc.), HPS a mis en place des mécanismes de sauvegarde, d'archivage et de restauration des données ainsi qu'une procédure de reprise d'activité (en cas de désastre, etc.).

II. Risque d'évolution technologique

Le secteur de gestion des systèmes de paiement électronique se caractérise par des évolutions technologiques très rapides, une évolution des standards et une émergence fréquente de nouveaux services, logiciels et autres produits.

Le succès futur de HPS dépendra de sa capacité à anticiper les tendances du secteur et à se positionner en amont en adaptant ses offres pour mieux servir ses marchés.

A cet effet, la société dispose d'une cellule de veille technologique lui permettant d'être à l'affût des évolutions et des tendances mondiales. Cette cellule s'appuie, entre autres, sur les recommandations des organismes internationaux de paiement (Visa, Mastercard) et assiste régulièrement aux différentes foires et conférences partout dans le monde.

III. Risque de fraude

L'activité de paiement électronique est soumise, en permanence, aux tentatives d'intrusion aussi bien internes qu'externes. Le plus souvent, les manipulations frauduleuses des systèmes émanent de la complicité de personnes internes à l'organisme en question.

A cet effet, HPS a mis au point un dispositif pour le traçage des manipulations des systèmes (valeurs saisies avant et après opération, entrées/sorties, etc.). D'autres part, la société a intégré à ses solutions des procédures de sécurité répondant aux standards de Visa et Mastercard. Ces derniers exigent la mise en place de plusieurs verrous pour la gestion de la fraude afin de certifier conforme le logiciel de paiement. Cette certification permet à HPS de se protéger contre tout retournement du client.

IV. Risque de défaut

Généralement, dans toute production de logiciels, les produits sont soumis à d'éventuels bugs qui peuvent parfois causer des dommages importants aux utilisateurs.

Afin de minimiser le risque de défectuosité, HPS effectue une série de tests avant l'installation finale du produit chez le client. En plus, la société a mis en œuvre un système de signalisation pour opérations douteuses et a exigé de ses clients la remontée des défauts le plus tôt possible (délai de 24 heures) pour corriger la défaillance.

Il est à noter que pour chaque client, les solutions PowerCARD sont certifiées par les principaux organismes internationaux tels que Visa et Mastercard.

La société a également souscrit une assurance de 30 millions de Dh afin de couvrir tout recours qui lui serait imputable.

V. Risque de change

HPS effectue l'essentiel de ses ventes (88% en moyenne sur les 3 dernières années) à l'étranger. Ces ventes sont ainsi facturées en devises. De ce fait, la société peut être affectée par la variation des taux de change.

Il est à noter que HPS n'a recours à aucun instrument financier pour se prémunir contre le risque de change. Cependant, ce risque est atténué du fait de la progression du chiffre d'affaires facturé en Euro qui vient contrebalancer les fluctuations du dollar.

VI. Risque d'image

L'internationalisation de HPS est parfois entravée par la perception du Maroc comme pays n'ayant pas de vocation technologique. Cette étiquette rend difficile la pénétration de nouveaux marchés notamment les Etats Unis.

Néanmoins, HPS a réussi à s'introduire auprès des marchés de référence tels que le Japon, le Canada et les pays de l'Union Européenne, lui permettant d'être mieux outillée pour accéder au marché Américain.

VII. Risque de ressources humaines

Compte tenu de la nature très spécialisée de l'industrie du paiement électronique, HPS est soumise à un risque de volatilité des ressources humaines et de rareté en terme de compétences dans ce métier.

Ce risque est limité par le fait que les fondateurs de HPS sont tous actionnaires et dirigeants au sein de l'entreprise. Ils permettent ainsi de maintenir intacts le savoir-faire et l'expertise tout en les diffusant à tous les niveaux, assurant ainsi la pérennité de l'activité.

En plus, HPS a misé sur la standardisation de ses procédures de travail et de sa méthodologie de conduite de projet afin de minimiser les effets de l'indisponibilité d'experts, de démissions/départs d'experts, de surcharge de travail, etc.

Par ailleurs, la société a mis en place différents mécanismes et outils pour permettre, d'une part, une motivation importante de ses ressources humaines et, d'autre part, un partage efficace de l'information. Ceci permet de réduire le risque de volatilité et le risque de perte de savoir-faire.

VIII. Risque concurrentiel

La taille de l'entreprise pourrait être perçue comme un risque concurrentiel compte tenu de la taille des principaux concurrents internationaux.

Cette perception est cependant atténuée par la capacité de HPS à prendre en charge les demandes spécifiques de ses clients ou prospects dans des délais et à des coûts raisonnables par rapport aux concurrents ayant des structures plus rigides.

Par ailleurs et grâce au réseau de partenaires mis en place au cours des dernières années, HPS a la capacité de mobiliser des ressources humaines bien au delà de ses ressources propres pour prendre en charge des projets de très grande envergure.

Enfin, la capacité de HPS à remporter et réussir des projets face à des concurrents de premier ordre a été largement démontrée aussi bien au Maroc qu'à l'étranger (CMI remporté face à ACI, JCC remporté face à S2, BCEAO remporté face à ATOS, BEAC remporté face à ACI, Amex Middle East remporté face à ACI, FDR et Tsys, etc.).

IX. Risque de positionnement

Compte tenu de la spécificité du métier de la société, HPS peut être perçue comme étant une société qui développe un produit unique, PowerCARD.

Pour éviter tout risque de positionnement, la stratégie de HPS a été basée sur le développement d'une solution complète en mesure de prendre en charge de manière modulaire et/ou totale les besoins des différents secteurs où un besoin de gestion du paiement se fait ressentir tout en gardant une image de spécialiste.

X. Risque fiscal

La société HPS a reçu un "Avis de Vérification de Comptabilité" de la part de la Direction Générale des Impôts en date du 05 janvier 2006. Le dossier a été clôturé par un accord à l'amiable en Juin 2009.

PARTIE XI : Facteurs de risque de ACPQualife

I. Risque géopolitique/ clientèle

Les projets informatiques menés par la société ACPQualife, sont principalement réalisés sur le territoire français. Les équipes de ACPQualife sont basées en région Ile de France et Provence Alpes Côte d'Azur. Toutefois, la société ACPQualife s'inscrit dans une démarche de développement à l'international, et plus particulièrement en Europe. Les risques sur les pays Européens sont minimes à ce stade.

ACPQualife fait preuve d'une extrême vigilance quant aux risques financiers envers les sociétés avec lesquelles elle travaille et serait amenée à travailler. Pour les contrats forfaitaires, des avances sur le montant global du projet sont effectuées. Des procédures internes sont également mises en place afin de surveiller les délais de règlement des clients.

Dans tout type d'activité informatique, il existe des risques environnementaux dès lors que les projets sont réalisés. Dans ce cadre, un plan de continuité, de reprise des activités et de sécurité des données a été mis en place, afin de garantir aux clients de ACPQualife des systèmes de sauvegarde, de restauration des données, etc.

II. Risque d'évolution technologique

Le secteur d'activité dans lequel évolue ACPQualife est sensible aux évolutions technologiques. En effet, de nouveaux produits, services, normes, langages de programmation arrivent continuellement sur le marché.

Toutefois, depuis sa création, ACPQualife s'est orientée vers les nouvelles technologies, qui sont, à ce jour, des environnements de développement en forte croissance. La croissance de la société prouve qu'à ce jour, elle a su rester au cœur des évolutions technologiques, tant au travers de ses offres de services qu'au travers des compétences techniques de ses collaborateurs.

De plus, de part de son centre de Recherche et Développement, ACPQualife reste en veille sur les évolutions technologiques.

III. Risque de fraude

De part ses interventions dans le domaine de la monétique, ACPQualife est sensibilisée aux problématiques de sécurisation des données. Le métier de la monétique, que ce soit au travers des moyens de paiement, des automates ou de la sécurisation de l'identité représente un risque de fraude permanent et croissant.

Dès lors qu'elle intervient sur des projets gérant des flux financiers, ACPQualife intègre comme exigence du système d'information le risque de fraude.

A ce titre, le progiciel Vision édité par la société ACPQualife intègre toutes les règles définies par Visa et Mastercard pour minimiser le risque de fraude.

De plus, dans le cadre des missions, ACPQualife accompagne ses clients dans la lutte contre la fraude sur les sites e-commerce, en participant à la mise en œuvre, entre autres, de la norme 3DS.

IV. Risque de défaut

La conception d'applications et le développement de solutions comprennent toujours un risque de défaut. Des erreurs, qu'elles soient mineures ou majeures, peuvent subsister.

L'atout de la société ACPQualife dans ce domaine réside dans sa filiale Qualife, qui est entièrement dédiée aux métiers du Test. Ainsi, pour chaque projet, des tests (techniques, fonctionnels, etc.) sont scrupuleusement réalisés par des équipes compétentes et certifiées. Une analyse de risques, des

exigences et des niveaux de criticités sont définis au préalable afin de mettre en place la méthode de tests la plus appropriée.

Enfin, ACPQualife a réalisé en 2009 un outil de Tests permettant de répondre à la spécificité des tests automatisés lors d'échange de flux notamment pour la monétique.

V. Risque de change

L'essentiel de l'activité de ACPQualife étant réalisé en France, la société est peu assujettie au risque de change. Toutefois, celui-ci existe et la société pourra être soumise à la variation des taux de change dû à l'axe stratégique de développement de ACPQualife à l'international.

Compte tenu des faibles volumes, ce risque n'est pas à ce jour significatif.

VI. Risque d'image

L'image perçue par certains clients et ou prospects concernant ACPQualife est celle d'une société jeune. Cette image peut empêcher la société ACPQualife de se développer et de pénétrer de nouveaux marchés.

Cependant, ACPQualife a été, pendant 3 années consécutives, sélectionnée pour le Trophée des Gazelles (Trophée récompensant les PME les plus performantes).

En 2008, ACP a été cotée G3+ par la Banque de France, permettant de rassurer les clients quant à la stabilité financière de la société et son indépendance vis-à-vis des organismes de crédit.

VII. Risque de ressources humaines

Le secteur dans lequel intervient ACPQualife fait qu'elle est soumise à la volatilité de ses collaborateurs et à la difficulté de recrutement en certaines périodes.

Cependant, le taux de turnover 2009 chez ACPQualife ne représente que 7% de la masse salariale. Les départs sont essentiellement dus à l'embauche des collaborateurs par ses clients.

ACPQualife a mis en place des processus de formation, répondant aux besoins de ses collaborateurs, en termes de connaissances techniques et méthodologiques. Ces formations leur permettent aussi de pouvoir évoluer hiérarchiquement par la suite.

VIII. Risque concurrentiel

La taille de ACPQualife ainsi que son implantation en région Ile de France et PACA peuvent être perçues comme un risque concurrentiel compte tenu de la taille des principaux concurrents nationaux et internationaux.

Cependant, ACPQualife n'étant pas une société de services généraliste, ce risque est atténué du fait de sa spécialisation dans le métier de la monétique et les métiers du test.

Cette perception est également atténuée par la capacité de ACPQualife à s'engager et à prendre en charge des demandes spécifiques de ses clients ou prospects dans des délais et à des coûts raisonnables par rapport aux concurrents ayant des structures plus rigides.

Enfin, ACPQualife a su démontrer depuis de nombreuses années sa capacité à remporter et réussir des projets face à des concurrents de toute taille.

IX. Risque de positionnement

ACPQualife peut être identifiée comme une société de services dite généraliste, au regard de ses confrères et prospects.

Hors, la force de ACPQualife réside justement dans le fait de ne pas être généraliste. La spécialisation de ACPQualife dans le métier de la monétique, son expertise technique, sa connaissance des problématiques de tests ainsi que le maintien en conditions opérationnelles des applications font qu'elle est cohérente et complémentaire dans son offre globale.

PARTIE XII : Faits exceptionnels de HPS

La Société a fait l'objet, au cours de l'exercice 2006, d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2002 à 2004 portant sur l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le revenu. Le montant et pénalités des chefs de redressements notifiés au titre de ces exercices s'élève à environ 18,5 millions de dirhams. La société est parvenue à un accord avec l'administration fiscale au cours du 1^{er} semestre 2009 pour un montant global de 8 millions de dirhams.

PARTIE XIII : Faits exceptionnels de ACPQualife

A la date d'établissement de la présente note d'information, la société ACPQualife ne connaît pas de faits exceptionnels.

PARTIE XIV : Litiges et affaires contentieuses de HPS

Il n'existe pas de litiges et affaires contentieuses susceptibles d'avoir ou ayant eu dans le passé récent une incidence significatives sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société HPS.

PARTIE XV : Litiges et affaires contentieuses de ACPQualife

Il n'existe pas de litiges et affaires contentieuses susceptibles d'avoir ou ayant eu dans le passé récent une incidence significatives sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société ACPQualife.

PARTIE XVI : Annexes

ANNEXE 1 : Données comptables et financières

I. Principes et méthodes comptables - Comptes sociaux

Les états de synthèse sont établis selon les normes et les règles du plan comptable marocain.

Les principes comptables fondamentaux retenus sont les suivants :

- Principe du coût historique ;
- Principe de continuité d'exploitation ;
- Principe de permanence des méthodes ;
- Principe de spécialisation des exercices ;
- Principe de prudence ;
- Principe de clarté ;
- Principe d'importance significative.

I.1. Immobilisations en non-valeurs

Les immobilisations en non-valeurs sont comptabilisées au coût d'acquisition, y compris les frais d'approche et amorties sur 5 ans.

I.2. Immobilisation Corporelles

Les immobilisations corporelles figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés calculés sur la base de la durée de vie estimée des actifs concernés selon la méthode linéaire.

La durée de vie estimée des biens est la suivante :

	Durée de vie
▪ Matériel de transport	5 ans
▪ Mobilier, matériel de bureau et aménagements	10 ans
▪ Matériel informatique	6 ans

I.3. Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'achat à l'exclusion des frais d'acquisition, lesquels sont inscrits directement dans les charges de l'exercice.

I.4. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition.

I.5. Créances

Elles sont valorisées à leur valeur nominale.

II. Etats de synthèse de HPS sur les trois derniers exercices

II.1. Bilans des trois derniers exercices

II.1.1 Bilan de l'exercice 2009

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amort et prov.s	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	2 135 351,81	1 229 878,20	905 473,61	963 773,21
Frais préliminaires	258 419,00	206 735,20	51 683,80	103 367,60
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 876 932,81	1 023 143,00	853 789,81	860 405,61
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	17 057 521,86	14 708 477,61	2 349 044,25	1 256 888,83
Immobilisations en recherche et développement	13 560 538,03	13 560 538,03	0,00	0,00
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	2 178 870,83	1 147 939,58	1 030 931,25	1 256 888,83
Autres immobilisations incorporelles	1 318 113,00	0,00	1 318 113,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	25 319 150,19	12 336 714,19	12 982 436,00	11 054 696,42
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	1 344 432,69	219 590,65	1 124 842,04	1 178 619,35
Installations techniques, matériel et outillage	9 532 535,07	6 678 473,70	2 854 061,37	1 277 288,05
Matériel de transport	910 246,00	440 743,70	469 502,30	292 501,03
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	13 531 936,43	4 997 906,14	8 534 030,29	8 256 607,99
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	49 680,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	19 676 711,23	1 200 000,00	18 476 711,23	18 556 258,23
Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances financières	634 527,76	0,00	634 527,76	714 074,76
Titres de participation	19 042 183,47	1 200 000,00	17 842 183,47	17 842 183,47
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)			0,00	0,00
Diminution des créances immobilisées			0,00	0,00
Augmentation des dettes de financement			0,00	0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)	64 188 735,09	29 475 070,00	34 713 665,09	31 831 616,69
STOCKS (F)	70 548 354,15	390 254,29	70 158 099,86	48 204 223,79
Marchandises	43 205,30	0,00	43 205,30	43 205,30
Matières et fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00
Travaux en cours	70 505 148,85	390 254,29	70 114 894,56	48 161 018,49
Produits intermédiaires et produits résiduels	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises en cours de route	0,00	0,00	0,00	0,00
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	164 383 828,59	14 474 675,26	149 909 153,33	125 835 374,84
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	150 000,00	140 000,00	10 000,00	2 400,00
Clients et comptes rattachés	154 375 666,52	14 334 675,26	140 040 991,26	117 834 434,76
Personnel	935 600,75	0,00	935 600,75	468 371,48
Etat	8 030 457,24	0,00	8 030 457,24	6 651 786,28
Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs	42 664,56	0,00	42 664,56	598 151,38
Compte de régularisation actif	849 439,52	0,00	849 439,52	280 230,94
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (H)	201 500,00	0,00	201 500,00	0,00
ECART DE CONVERSION - ACTIF (I) (Eléments circulants)	1 520 739,35		1 520 739,35	1 513 968,33
TOTAL II (F+G+H+I)	236 654 422,09	14 864 929,55	221 789 492,54	175 553 566,96
TRESORERIE - ACTIF	11 480 133,62	0,00	11 480 133,62	22 789 705,54
Chèques et valeurs à encaisser	0,00		0,00	0,00
Banques, T.G & CP	11 430 437,86	0,00	11 430 437,86	22 767 104,37
Caisses, régies d'avances et accréditifs	49 695,76		49 695,76	22 601,17
TOTAL III	11 480 133,62	0,00	11 480 133,62	22 789 705,54
TOTAL GENERAL I+II+III	312 323 290,80	44 339 999,55	267 983 291,25	230 174 889,19

PASSIF	Exercice	Exercice précédent
En Dirhams		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel	65 000 000,00	65 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé	0,00	0,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00	0,00
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Réserve légale	6 048 999,71	4 479 728,18
Réserve réglementée	0,00	0,00
Autres réserves	0,00	0,00
Report à nouveau	48 578 495,58	34 362 336,50
Résultat net en instance d'affectation	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice	21 529 729,39	31 385 430,61
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	141 157 224,68	135 227 495,29
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0,00	0,00
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
DETES DE FINANCEMENT (C)	110 447,44	177 659,27
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Autres dettes de financement	110 447,44	177 659,27
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	0,00	0,00
Provisions pour risques	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	0,00	0,00
Augmentation des créances immobilisées	0,00	0,00
Diminution des dettes de financement	0,00	0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)	141 267 672,12	135 405 154,56
DETES DU PASSIF CIRCULANT (F)	42 181 827,58	35 810 299,69
Fournisseurs et comptes rattachés	18 821 935,36	16 091 983,36
Clients créditeurs, avances et acomptes	1 110 234,89	635 036,06
Personnel	12 023 270,54	11 428 090,02
Organismes sociaux	4 138 091,70	1 963 227,41
Etat	3 065 435,19	1 653 938,69
Comptes d'associés	0,00	0,00
Autres créanciers	1 211 195,96	2 113 639,31
Comptes de régularisation - passif	1 811 663,94	1 924 384,84
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	4 024 239,26	1 716 062,43
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)(Eléments circulants)	1 451 016,88	3 003 365,41
TOTAL II (F+G+H)	47 657 083,72	40 529 727,53
TRESORERIE PASSIF	79 058 535,41	54 240 007,10
Crédits d'escompte	0,00	0,00
Crédit de trésorerie	0,00	0,00
Banques	79 058 535,41	54 240 007,10
TOTAL III	79 058 535,41	54 240 007,10
TOTAL I+II+III	267 983 291,25	230 174 889,19

II.1.2 Bilan de l'exercice 2008

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amort et prov.s	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	1 812 219,06	848 445,85	963 773,21	765 415,94
Frais préliminaires	269 719,00	166 351,40	103 367,60	157 311,48
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 542 500,06	682 094,45	860 405,61	608 104,46
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	15 627 922,92	14 371 034,09	1 256 888,83	626 641,29
Immobilisations en recherche et développement	13 560 538,03	13 560 538,03	0,00	0,00
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	2 067 384,89	810 496,06	1 256 888,83	626 641,29
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	21 138 192,67	10 083 496,25	11 054 696,42	4 864 921,76
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	1 344 432,69	165 813,34	1 178 619,35	1 232 396,66
Installations techniques, matériel et outillage	6 945 498,49	5 668 210,44	1 277 288,05	787 920,11
Matériel de transport	580 985,49	288 484,46	292 501,03	267 581,81
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	12 217 596,00	3 960 988,01	8 256 607,99	2 577 023,18
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	49 680,00	0,00	49 680,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	19 756 258,23	1 200 000,00	18 556 258,23	9 051 120,69
Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances financières	714 074,76	0,00	714 074,76	136 818,00
Titres de participation	19 042 183,47	1 200 000,00	17 842 183,47	8 914 302,69
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)			0,00	0,00
Diminution des créances immobilisées			0,00	0,00
Augmentation des dettes de financement			0,00	0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)	58 334 592,88	26 502 976,19	31 831 616,69	15 308 099,68
STOCKS (F)	48 382 318,71	178 094,92	48 204 223,79	53 179 590,87
Marchandises	43 205,30	0,00	43 205,30	43 205,30
Matières et fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00
Travaux en cours	48 339 113,41	178 094,92	48 161 018,49	53 136 385,57
Produits intermédiaires et produits résiduels	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises en cours de route	0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	135 569 117,81	9 733 742,97	125 835 374,84	99 149 423,84
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	142 400,00	140 000,00	2 400,00	293 228,38
Clients et comptes rattachés	127 428 177,73	9 593 742,97	117 834 434,76	93 386 045,99
Personnel	468 371,48	0,00	468 371,48	253 349,45
Etat	6 651 786,28	0,00	6 651 786,28	4 726 135,36
Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs	598 151,38	0,00	598 151,38	100 000,00
Compte de régularisation actif	280 230,94	0,00	280 230,94	390 664,66
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (H)	0,00	0,00	0,00	0,00
ECART DE CONVERSION - ACTIF (I) (Eléments circulants)	1 513 968,33		1 513 968,33	1 224 313,47
TOTAL II (F+G+H+I)	185 465 404,85	9 911 837,89	175 553 566,96	153 553 328,18
TRESORERIE - ACTIF	22 789 705,54	0,00	22 789 705,54	18 248 515,80
Chèques et valeurs à encaisser	0,00		0,00	0,00
Banques, T.G & CP	22 767 104,37	0,00	22 767 104,37	18 205 594,11
Caisses, régies d'avances et accréditifs	22 601,17		22 601,17	42 921,69
TOTAL III	22 789 705,54	0,00	22 789 705,54	18 248 515,80
TOTAL GENERAL I+II+III	266 589 703,27	36 414 814,08	230 174 889,19	187 109 943,66

PASSIF	Exercice	Exercice précédent
En Dirhams		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel	65 000 000,00	65 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé	0,00	0,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00	0,00
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Réserve légale	4 479 728,18	2 601 148,53
Réserve réglementée	0,00	0,00
Autres réserves	0,00	0,00
Report à nouveau	34 362 336,50	12 033 323,13
Résultat net en instance d'affectation	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice	31 385 430,61	37 571 593,02
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	135 227 495,29	117 206 064,68
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0,00	0,00
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
DETTES DE FINANCEMENT (C)	177 659,27	598 389,14
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Autres dettes de financement	177 659,27	598 389,14
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	0,00	0,00
Provisions pour risques	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	0,00	44 181,13
Augmentation des créances immobilisées	0,00	0,00
Diminution des dettes de financement	0,00	44 181,13
TOTAL I (A+B+C+D+E)	135 405 154,56	117 848 634,95
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	35 810 299,69	37 918 434,14
Fournisseurs et comptes rattachés	16 091 983,36	16 699 396,01
Clients créditeurs, avances et acomptes	635 036,06	264 055,43
Personnel	11 428 090,02	13 425 911,67
Organismes sociaux	1 963 227,41	1 735 707,24
Etat	1 653 938,69	2 836 762,61
Comptes d'associés	0,00	0,00
Autres créanciers	2 113 639,31	235 952,60
Comptes de régularisation - passif	1 924 384,84	2 720 648,58
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	1 716 062,43	2 162 291,95
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)(Eléments circulants)	3 003 365,41	835 581,92
TOTAL II (F+G+H)	40 529 727,53	40 916 308,01
TRESORERIE PASSIF	54 240 007,10	28 345 000,70
Crédits d'escompte	0,00	0,00
Crédit de trésorerie	0,00	0,00
Banques	54 240 007,10	28 345 000,70
TOTAL III	54 240 007,10	28 345 000,70
TOTAL I+II+III	230 174 889,19	187 109 943,66

II.1.3 Bilan de l'exercice 2007

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amort et prov.s	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	1 763 305,00	997 889,06	765 415,94	710 846,13
Frais préliminaires	781 606,10	624 294,62	157 311,48	313 632,78
Charges à répartir sur plusieurs exercices	981 698,90	373 594,44	608 104,46	397 213,35
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	14 718 292,72	14 091 651,43	626 641,29	276 183,79
Immobilisations en recherche et développement	13 560 538,03	13 560 538,03	0,00	0,00
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	1 157 754,69	531 113,40	626 641,29	276 183,79
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	13 990 301,43	9 125 379,67	4 864 921,76	3 528 637,69
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	1 344 432,69	112 036,03	1 232 396,66	1 286 173,97
Installations techniques, matériel et outillage	6 050 285,02	5 262 364,91	787 920,11	266 754,28
Matériel de transport	453 619,43	186 037,62	267 581,81	345 361,98
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	6 141 964,29	3 564 941,11	2 577 023,18	1 630 347,46
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	10 251 120,69	1 200 000,00	9 051 120,69	8 971 581,69
Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances financières	136 818,00	0,00	136 818,00	57 279,00
Titres de participation	10 114 302,69	1 200 000,00	8 914 302,69	8 914 302,69
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)			0,00	0,00
Diminution des créances immobilisées			0,00	0,00
Augmentation des dettes de financement			0,00	0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)	40 723 019,84	25 414 920,16	15 308 099,68	13 487 249,30
STOCKS (F)	55 989 685,44	2 810 094,57	53 179 590,87	48 652 742,39
Marchandises	43 205,30	0,00	43 205,30	43 205,30
Matières et fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00
Travaux en cours	55 946 480,14	2 810 094,57	53 136 385,57	48 609 537,09
Produits intermédiaires et produits résiduels	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises en cours de route	0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	103 920 930,59	4 771 506,75	99 149 423,84	89 964 808,61
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	433 228,38	140 000,00	293 228,38	3 554,32
Clients et comptes rattachés	98 017 552,74	4 631 506,75	93 386 045,99	86 686 378,25
Personnel	253 349,45	0,00	253 349,45	247 993,95
Etat	4 726 135,36	0,00	4 726 135,36	2 701 782,41
Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs	100 000,00	0,00	100 000,00	69 209,73
Compte de régularisation actif	390 664,66	0,00	390 664,66	255 889,95
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (H)	0,00	0,00	0,00	0,00
ECART DE CONVERSION - ACTIF (I) (Eléments circulants)	1 224 313,47		1 224 313,47	1 033 397,46
TOTAL II (F+G+H+I)	161 134 929,50	7 581 601,32	153 553 328,18	139 650 948,46
TRESORERIE - ACTIF	18 248 515,80	0,00	18 248 515,80	13 454 448,02
Chèques et valeurs à encaisser	0,00		0,00	8 041 260,78
Banques, T.G & CP	18 205 594,11	0,00	18 205 594,11	5 371 121,84
Caisses, régies d'avances et accréditifs	42 921,69		42 921,69	42 065,40
TOTAL III	18 248 515,80	0,00	18 248 515,80	13 454 448,02
TOTAL GENERAL I+II+III	220 106 465,14	32 996 521,48	187 109 943,66	166 592 645,78

PASSIF	Exercice	Exercice précédent
En Dirhams		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel	65 000 000,00	65 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé		
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00	0,00
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Réserve légale	2 601 148,53	1 264 447,31
Réserve réglementée		
Autres réserves	0,00	0,00
Report à nouveau	12 033 323,13	0,00
Résultat net en instance d'affectation	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice	37 571 593,02	26 734 024,35
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	117 206 064,68	92 998 471,66
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0,00	0,00
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
DETES DE FINANCEMENT (C)	598 389,14	1 275 123,56
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Autres dettes de financement	598 389,14	1 275 123,56
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	0,00	0,00
Provisions pour risques	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	44 181,13	0,00
Augmentation des créances immobilisées	0,00	0,00
Diminution des dettes de financement	44 181,13	0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)	117 848 634,95	94 273 595,22
DETES DU PASSIF CIRCULANT (F)	37 918 434,14	50 813 270,11
Fournisseurs et comptes rattachés	16 699 396,01	22 784 878,21
Clients créditeurs, avances et acomptes	264 055,43	70 507,01
Personnel	13 425 911,67	10 628 984,82
Organismes sociaux	1 735 707,24	1 374 174,78
Etat	2 836 762,61	5 398 719,70
Comptes d'associés	0,00	8 644 874,51
Autres créanciers	235 952,60	64 350,00
Comptes de régularisation - passif	2 720 648,58	1 846 781,08
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	2 162 291,95	1 971 375,94
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)(Eléments circulants)	835 581,92	538 379,78
TOTAL II (F+G+H)	40 916 308,01	53 323 025,83
TRESORERIE PASSIF	28 345 000,70	18 996 024,73
Crédits d'escompte	0,00	0,00
Crédit de trésorerie	0,00	5 000 000,00
Banques	28 345 000,70	13 996 024,73
TOTAL III	28 345 000,70	18 996 024,73
TOTAL I+II+III	187 109 943,66	166 592 645,78

II.2. Comptes de produits et charges des trois derniers exercices

II.2.1 Comptes de produits et charges de l'exercice 2009

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises	5 961 433,85	0,00	5 961 433,85	6 079 055,34
	Ventes de biens et services produits	155 480 338,78	-1 454 894,53	154 025 444,25	149 749 276,39
	Chiffre d'affaires	161 441 772,63	-1 454 894,53	159 986 878,10	155 828 331,73
	Variation de stock de produits	22 166 035,44	0,00	22 166 035,44	-7 607 366,73
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	0,00	0,00	0,00	0,00
	Subvention d'exploitation	1 797 463,10	0,00	1 797 463,10	0,00
	Autres produits d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
	Reprises d'exploitation; transfert de charges	498 999,59	0,00	498 999,59	4 568 381,60
	TOTAL I	185 904 270,76	0,00	184 449 376,23	152 789 346,60
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats revendus de marchandises	4 113 931,19	0,00	4 113 931,19	4 832 118,72
	Achats consommés de matières et de fournitures	5 437 300,53	0,00	5 437 300,53	3 436 498,46
	Autres charges externes	48 680 863,25	-561 253,47	48 119 609,78	39 958 973,01
	Impôts et taxes	2 351 596,18	0,00	2 351 596,18	3 098 444,59
	Charges de personnel	75 109 865,39	-114 686,58	74 995 178,81	59 463 878,18
	Autres charges d'exploitation	0,00	0,00	0,00	735 884,38
	Dotations d'exploitation	10 874 063,81	0,00	10 874 063,81	8 043 150,48
	TOTAL II	146 567 620,35	-675 940,05	145 891 680,30	119 568 947,82
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			38 557 695,93	33 220 398,78
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gains de change	4 305 314,63	0,00	4 305 314,63	4 922 340,85
	Intérêts et autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	1 048,61
	Reprises financières; transferts de charges	1 513 968,33	0,00	1 513 968,33	1 224 313,47
	TOTAL IV	5 819 282,96	0,00	5 819 282,96	6 147 702,93
V	CHARGES FINANCIERES				
	Charges d'intérêts	3 488 769,04	0,00	3 488 769,04	2 523 384,68
	Pertes de change	4 075 826,01	0,00	4 075 826,01	2 951 560,05
	Autres charges financières	312 218,78	0,00	312 218,78	158 949,46
	Dotations financières	1 520 739,35	0,00	1 520 739,35	1 513 968,33
	TOTAL V	9 397 553,18	0,00	9 397 553,18	7 147 862,52
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			-3 578 270,22	-1 000 159,59
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			34 979 425,71	32 220 239,19
VII	RESULTAT COURANT Reports			34 979 425,71	32 220 239,19
VIII	PRODUITS NON COURANTS				
	Produits des cessions d'immobilisations	411 000,00	0,00	411 000,00	730 000,00
	Subventions d'équilibre	0,00	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres produits non courants	178 142,99	0,00	178 142,99	438 858,93
	Reprises non courantes provisions investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL VIII	589 142,99	0,00	589 142,99	1 168 858,93
IX	CHARGES NON COURANTES				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	442 766,04	0,00	442 766,04	500 889,10
	Subventions accordées	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres charges non courantes	11 344 017,27	0,00	11 344 017,27	113 382,41
	Dotations non courantes aux amortiss. et provision	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL IX	11 786 783,31	0,00	11 786 783,31	614 271,51
X	RESULTAT NON COURANT (VIII - IX)			-11 197 640,32	554 587,42
XI	RESULTAT AVANT IMPOT (VII + X)			23 781 785,39	32 774 826,61
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			2 252 056,00	1 389 396,00
XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			21 529 729,39	31 385 430,61
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			190 857 802,18	160 105 908,46
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			169 328 072,79	128 720 477,85
XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)			21 529 729,39	31 385 430,61

II.2.2 Comptes de produits et charges de l'exercice 2008

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises	6 079 055,34	0,00	6 079 055,34	5 311 913,56
	Ventes de biens et services produits	151 050 935,10	-1 301 658,71	149 749 276,39	142 894 610,93
	Chiffre d'affaires	157 129 990,44	-1 301 658,71	155 828 331,73	148 206 524,49
	Variation de stock de produits	-7 607 366,73	0,00	-7 607 366,73	7 336 943,05
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	0,00	0,00	0,00	0,00
	Subvention d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres produits d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
	Reprises d'exploitation; transfert de charges	4 568 381,60	0,00	4 568 381,60	21 201,60
	TOTAL I	154 091 005,31	0,00	152 789 346,60	155 564 669,14
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats revendus de marchandises	4 832 118,72	0,00	4 832 118,72	3 358 267,26
	Achats consommés de matières et de fournitures	3 436 498,46	0,00	3 436 498,46	1 713 989,10
	Autres charges externes	42 179 307,65	-2 220 334,64	39 958 973,01	42 231 717,88
	Impôts et taxes	3 098 444,59	0,00	3 098 444,59	1 300 884,74
	Charges de personnel	59 463 803,16	75,02	59 463 878,18	56 595 087,51
	Autres charges d'exploitation	735 884,38	0,00	735 884,38	0,00
	Dotations d'exploitation	8 043 150,48	0,00	8 043 150,48	5 743 140,01
	TOTAL II	121 789 207,44	-2 220 259,62	119 568 947,82	110 943 086,50
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			33 220 398,78	44 621 582,64
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gains de change	4 922 340,85	0,00	4 922 340,85	1 354 657,83
	Intérêts et autres produits financiers	1 048,61	0,00	1 048,61	0,00
	Reprises financières; transferts de charges	1 224 313,47	0,00	1 224 313,47	1 033 397,46
	TOTAL IV	6 147 702,93	0,00	6 147 702,93	2 388 055,29
V	CHARGES FINANCIERES				
	Charges d'intérêts	2 523 384,68	0,00	2 523 384,68	1 498 047,20
	Pertes de change	2 951 560,05	0,00	2 951 560,05	3 650 530,75
	Autres charges financières	158 949,46	0,00	158 949,46	154 790,45
	Dotations financières	1 513 968,33	0,00	1 513 968,33	1 224 313,47
	TOTAL V	7 147 862,52	0,00	7 147 862,52	6 527 681,87
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			-1 000 159,59	-4 139 626,58
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			32 220 239,19	40 481 956,06
VII	RESULTAT COURANT Reports				
VIII	PRODUITS NON COURANTS				
	Produits des cessions d'immobilisations	730 000,00	0,00	730 000,00	484 100,00
	Subventions d'équilibre	0,00	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres produits non courants	438 858,93	0,00	438 858,93	351 830,18
	Reprises non courantes provisions investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL VIII	1 168 858,93	0,00	1 168 858,93	835 930,18
IX	CHARGES NON COURANTES				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	500 889,10	0,00	500 889,10	21 449,84
	Subventions accordées	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres charges non courantes	113 382,41	0,00	113 382,41	67 470,38
	Dotations non courantes aux amortiss. et provision	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL IX	614 271,51		614 271,51	88 920,22
X	RESULTAT NON COURANT (VIII - IX)			554 587,42	747 009,96
XI	RESULTAT AVANT IMPOT (VII + X)			32 774 826,61	41 228 966,02
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			1 389 396,00	3 657 373,00
XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			31 385 430,61	37 571 593,02
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			160 105 908,46	158 788 654,61
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			128 720 477,85	121 217 061,59
XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)			31 385 430,61	37 571 593,02

II.2.3 Comptes de produits et charges de l'exercice 2007

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises	5 311 913,56	0,00	5 311 913,56	22 627 884,21
	Ventes de biens et services produits	142 894 610,93	0,00	142 894 610,93	103 352 453,79
	Chiffre d'affaires	148 206 524,49	0,00	148 206 524,49	125 980 338,00
	Variation de stock de produits	7 336 943,05	0,00	7 336 943,05	11 549 047,41
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	0,00	0,00	0,00	0,00
	Subvention d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres produits d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
	Reprises d'exploitation; transfert de charges	21 201,60	0,00	21 201,60	199 437,14
	TOTAL I	155 564 669,14	0,00	155 564 669,14	137 728 822,55
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats revendus de marchandises	3 358 267,26	0,00	3 358 267,26	20 599 335,09
	Achats consommés de matières et de fournitures	1 713 989,10	0,00	1 713 989,10	2 084 891,39
	Autres charges externes	42 186 506,37	45 211,51	42 231 717,88	31 422 783,88
	Impôts et taxes	1 300 884,74	0,00	1 300 884,74	1 013 839,51
	Charges de personnel	56 595 087,51	0,00	56 595 087,51	45 243 660,50
	Autres charges d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dotations d'exploitation	5 743 140,01	0,00	5 743 140,01	2 342 445,42
	TOTAL II	110 897 874,99	45 211,51	110 943 086,50	102 706 955,79
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			44 621 582,64	35 021 866,76
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gains de change	1 354 657,83	0,00	1 354 657,83	1 807 203,52
	Intérêts et autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	Reprises financières; transferts de charges	1 033 397,46	0,00	1 033 397,46	704 439,00
	TOTAL IV	2 388 055,29	0,00	2 388 055,29	2 511 642,52
V	CHARGES FINANCIERES				
	Charges d'intérêts	1 439 755,76	58 291,44	1 498 047,20	547 734,76
	Pertes de change	3 650 530,75	0,00	3 650 530,75	2 457 151,26
	Autres charges financières	154 790,45	0,00	154 790,45	228 798,93
	Dotations financières	1 224 313,47	0,00	1 224 313,47	1 033 397,46
	TOTAL V	6 469 390,43	58 291,44	6 527 681,87	4 267 082,41
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			-4 139 626,58	-1 755 439,89
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			40 481 956,06	33 266 426,87
VII	RESULTAT COURANT Reports			40 481 956,06	33 266 426,87
VIII	PRODUITS NON COURANTS				
	Produits des cessions d'immobilisations	484 100,00	0,00	484 100,00	315 000,00
	Subventions d'équilibre	0,00	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres produits non courants	200 526,03	151 304,15	351 830,18	264 689,60
	Reprises non courantes provisions investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL VIII	684 626,03	151 304,15	835 930,18	579 689,60
IX	CHARGES NON COURANTES				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	21 449,84	0,00	21 449,84	106 536,22
	Subventions accordées	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres charges non courantes	67 470,38	0,00	67 470,38	1 016 463,90
	Dotations non courantes aux amortiss. et provision	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL IX	88 920,22		88 920,22	1 123 000,12
X	RESULTAT NON COURANT (VIII - IX)			747 009,96	-543 310,52
XI	RESULTAT AVANT IMPOT (VII + X)			41 228 966,02	32 723 116,35
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			3 657 373,00	5 989 092,00
XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			37 571 593,02	26 734 024,35
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			158 788 654,61	140 820 154,67
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			121 217 061,59	114 086 130,32
XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)			37 571 593,02	26 734 024,35

II.3. Tableaux de financement des trois derniers exercices

II.3.1 Tableaux de financement de l'exercice 2009

MASSES	31/12/2008	31/12/2008	Variation A - B	
	A	B	Emplois C	Ressources D
Financement permanent	141 267 672,12	135 405 154,56	0,00	5 862 517,56
Moins actif immobilisé	34 713 665,09	31 831 616,69	2 882 048,40	0,00
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	106 554 007,03	103 573 537,87	0,00	2 980 469,16
Actif circulant	221 789 492,54	175 553 566,96	46 235 925,58	0,00
Moins passif circulant	47 657 083,72	40 529 727,53	-7 127 356,19	0,00
= BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	174 132 408,82	135 023 839,43	39 108 569,39	0,00
TRESORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) = A - B	-67 578 401,79	-31 450 301,56	0,00	36 128 100,23

	31/12/2009		31/12/2008	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)		9 082 062,18		19 672 736,40
Capacité d'autofinancement		24 682 062,18		33 036 736,40
- Distributions de bénéfices		15 600 000,00		13 364 000,00
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		490 547,00		730 000,00
Cessions d'immob. incorporelles		0,00		0,00
Cessions d'immob. corporelles		411 000,00		730 000,00
Cessions d'immob. financières		0,00		0,00
Récupération sur créances immobilisées		79 547,00		0,00
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)		0,00		0,00
Augmentation de capital, Apports		0,00		0,00
Subventions d'investissement		0,00		0,00
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		0,00		0,00
(nette de primes de remboursement)		0,00		0,00
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		9 572 609,18		20 402 736,40

II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATION (E)	6 156 157,43		18 344 021,64	
Acquisition d'immob. incorporelles	1 429 598,94		909 630,20	
Augmentation d'immob. corporelles	4 726 558,49		7 929 253,90	
Acquisition d'immob. financières	0,00		8 927 880,78	
Augmentation des créances immobilisées	0,00		577 256,76	
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)	0,00		0,00	
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	67 211,83		464 911,00	
EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)	368 770,76		560 801,16	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	6 592 140,02		19 369 733,80	0,00

III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	39 108 569,39	0,00	22 386 819,26	0,00
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	0,00	36 128 100,23	0,00	21 353 816,66
TOTAL GENERAL	45 700 709,41	45 700 709,41	41 756 553,06	41 756 553,06

II.3.2 Tableaux de financement de l'exercice 2008

MASSES	31/12/2008 A	31/12/2007 B	Variation A - B	
			Emplois C	Ressources D
Financement permanent	135 405 154,56	117 848 634,95	0,00	17 556 519,61
Moins actif immobilisé	31 831 616,69	15 308 099,68	16 523 517,01	0,00
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	103 573 537,87	102 540 535,27	0,00	1 033 002,60
Actif circulant	175 553 566,96	153 553 328,18	22 000 238,78	0,00
Moins passif circulant	40 529 727,53	40 916 308,01	386 580,48	0,00
= BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	135 023 839,43	112 637 020,17	22 386 819,26	0,00
TRESORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) = A - B	-31 450 301,56	-10 096 484,90	0,00	21 353 816,66

	31/12/2008		31/12/2007	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)		19 672 736,40		25 120 637,34
Capacité d'autofinancement		33 036 736,40		38 484 637,34
- Distributions de bénéfices		13 364 000,00		13 364 000,00
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		730 000,00		484 100,00
Cessions d'immob. incorporelles		0,00		0,00
Cessions d'immob. corporelles		730 000,00		484 100,00
Cessions d'immob. financières		0,00		0,00
Récupération sur créances immobilisées		0,00		0,00
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)		0,00		0,00
Augmentation de capital, Apports		0,00		0,00
Subventions d'investissement		0,00		0,00
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		0,00		0,00
(nette de primes de remboursement)		0,00		0,00
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		20 402 736,40		25 604 737,34

II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATION (E)	18 344 021,64		2 810 763,81	0,00
Acquisition d'immob. incorporelles	909 630,20		495 637,00	0,00
Augmentation d'immob. corporelles	7 929 253,90		2 235 587,81	0,00
Acquisition d'immob. financières	8 927 880,78		0,00	0,00
Augmentation des créances immobilisées	577 256,76		79 539,00	0,00
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)	0,00		0,00	0,00
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	464 911,00		632 553,29	0,00
EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)	560 801,16		407 230,89	0,00
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	19 369 733,80	0,00	3 850 547,99	0,00

III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	22 386 819,26	0,00	26 309 097,54	0,00
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	0,00	21 353 816,66	0,00	4 554 908,19
TOTAL GENERAL	41 756 553,06	41 756 553,06	30 159 645,53	30 159 645,53

II.3.3 Tableaux de financement de l'exercice 2007

MASSES	31/12/2007 A	31/12/2006 B	Variation A - B	
			Emplois C	Ressources D
Financement permanent	117 848 634,95	94 273 595,22	0,00	23 575 039,73
Moins actif immobilisé	15 308 099,68	13 487 249,30	1 820 850,38	0,00
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	102 540 535,27	80 786 345,92	0,00	21 754 189,35
Actif circulant	153 553 328,18	139 650 948,46	13 902 379,72	0,00
Moins passif circulant	40 916 308,01	53 323 025,83	12 406 717,82	0,00
= BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	112 637 020,17	86 327 922,63	26 309 097,54	0,00
TRESORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) = A - B	-10 096 484,90	-5 541 576,71	0,00	4 554 908,19

	31/12/2007		31/12/2006	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)		25 120 637,34		18 395 523,67
Capacité d'autofinancement		38 484 637,34		27 786 527,60
- Distributions de bénéfices		13 364 000,00		9 391 003,93
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		484 100,00		315 000,00
Cessions d'immob. incorporelles		0,00		0,00
Cessions d'immob. corporelles		484 100,00		315 000,00
Cessions d'immob. financières		0,00		0,00
Récupération sur créances immobilisées		0,00		0,00
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)		0,00		0,00
Augmentation de capital, Apports		0,00		0,00
Subventions d'investissement		0,00		0,00
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		0,00		1 275 123,56
(nette de primes de remboursement)		0,00		1 275 123,56
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		25 604 737,34		19 985 647,23

II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATION (E)	2 810 763,81		1 044 959,11	0,00
Acquisition d'immob. incorporelles	495 637,00		251 549,45	0,00
Augmentation d'immob. corporelles	2 235 587,81		793 409,66	0,00
Acquisition d'immob. financières	0,00		0,00	0,00
Augmentation des créances immobilisées	79 539,00		0,00	0,00
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)	0,00		0,00	0,00
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	632 553,29		0,00	0,00
EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)	407 230,89		555 419,00	0,00
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	3 850 547,99	0,00	1 600 378,11	0,00

III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	26 309 097,54	0,00	23 645 018,00	0,00
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	0,00	4 554 908,19	0,00	5 259 748,88
TOTAL GENERAL	30 159 645,53	30 159 645,53	25 245 396,11	25 245 396,11

II.4. Etats des soldes de gestion des trois derniers exercices

II.4.1 Etat des soldes de gestion de l'exercice 2009

I- TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)				Exercice	Exercice précédent
	1		Ventes de marchandises (en l'état)	5 961 433,85	6 079 055,34
	2		Achats revendus de marchandises	4 113 931,19	4 832 118,72
I		=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	1 847 502,66	1 246 936,62
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	176 191 479,69	142 141 909,66
	3		Ventes de biens et services produits	154 025 444,25	149 749 276,39
	4		Variation de stocks de produits	22 166 035,44	-7 607 366,73
	5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	0,00	0,00
III		-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	53 556 910,31	43 395 471,47
	6		Achats consommés de matières et fournitures	5 437 300,53	3 436 498,46
	7		Autres charges externes	48 119 609,78	39 958 973,01
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	124 482 072,04	99 993 374,81
V	8	+	Subventions d'exploitation	1 797 463,10	
	9	-	Impôts et taxes	2 351 596,18	3 098 444,59
	10	-	Charges de personnel	74 995 178,81	59 463 878,18
			EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	48 932 760,15	37 431 052,04
		=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)	0,00	0,00
	11	+	Autres produits d'exploitation	0,00	0,00
	12	-	Autres charges d'exploitation	0,00	735 884,38
	13	+	Reprises d'exploitation: transfert de charges	498 999,59	4 568 381,60
	14	-	Dotations d'exploitation	10 874 063,81	8 043 150,48
VI			RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	38 557 695,93	33 220 398,78
VII			RESULTAT FINANCIER	-3 578 270,22	-1 000 159,59
VIII		=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	34 979 425,71	32 220 239,19
IX			RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	-11 197 640,32	554 587,42
	15	-	Impôts sur les résultats	2 252 056,00	1 389 396,00
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	21 529 729,39	31 385 430,61

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT				Exercice	Exercice précédent
	1		RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	21 529 729,39	31 385 430,61
			Bénéfice +	21 529 729,39	31 385 430,61
			Perte -	0,00	0,00
	2	+	Dotations d'exploitation	3 126 509,25	1 880 416,69
	3	+	Dotations financières	0,00	0,00
	4	+	Dotations non courantes	0,00	0,00
	5	-	Reprises d'exploitation	5 942,50	0,00
	6	-	Reprises financières	0,00	0,00
	7	-	Reprises non courantes	0,00	0,00
	8	-	Produits des cessions des immobilisations	411 000,00	730 000,00
	9	+	Valeurs nettes des immobilisations cédées	442 766,04	500 889,10
I			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	24 682 062,18	33 036 736,40
	10	-	Distributions de bénéfices	15 600 000,00	13 364 000,00
II			AUTOFINANCEMENT	9 082 062,18	19 672 736,40

II.4.2 Etat des soldes de gestion de l'exercice 2008

I- TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)				Exercice	Exercice précédent
	1		Ventes de marchandises (en l'état)	6 079 055,34	5 311 913,56
	2		Achats revendus de marchandises	4 832 118,72	3 358 267,26
I		=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	1 246 936,62	1 953 646,30
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	142 141 909,66	150 231 553,98
	3		Ventes de biens et services produits	149 749 276,39	142 894 610,93
	4		Variation de stocks de produits	-7 607 366,73	7 336 943,05
	5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	0,00	0,00
III		-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	43 395 471,47	43 945 706,98
	6		Achats consommés de matières et fournitures	3 436 498,46	1 713 989,10
	7		Autres charges externes	39 958 973,01	42 231 717,88
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	99 993 374,81	108 239 493,30
V	8	+	Subventions d'exploitation		
	9	-	Impôts et taxes	3 098 444,59	1 300 884,74
	10	-	Charges de personnel	59 463 878,18	56 595 087,51
			EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	37 431 052,04	50 343 521,05
		=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)	0,00	0,00
	11	+	Autres produits d'exploitation	0,00	0,00
	12	-	Autres charges d'exploitation	735 884,38	0,00
	13	+	Reprises d'exploitation: transfert de charges	4 568 381,60	21 201,60
	14	-	Dotations d'exploitation	8 043 150,48	5 743 140,01
VI			RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	33 220 398,78	44 621 582,64
VII			RESULTAT FINANCIER	-1 000 159,59	-4 139 626,58
VIII		=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	32 220 239,19	40 481 956,06
IX			RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	554 587,42	747 009,96
	15	-	Impôts sur les résultats	1 389 396,00	3 657 373,00
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	31 385 430,61	37 571 593,02

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT				Exercice	Exercice précédent
	1		RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	31 385 430,61	37 571 593,02
			Bénéfice +	31 385 430,61	37 571 593,02
			Perte -	0,00	0,00
	2	+	Dotations d'exploitation	1 880 416,69	1 375 694,48
	3	+	Dotations financières	0,00	0,00
	4	+	Dotations non courantes	0,00	0,00
	5	-	Reprises d'exploitation	0,00	0,00
	6	-	Reprises financières	0,00	0,00
	7	-	Reprises non courantes	0,00	0,00
	8	-	Produits des cessions des immobilisations	730 000,00	484 100,00
	9	+	Valeurs nettes des immobilisations cédées	500 889,10	21 449,84
I			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	33 036 736,40	38 484 637,34
	10	-	Distributions de bénéfices	13 364 000,00	13 364 000,00
II			AUTOFINANCEMENT	19 672 736,40	25 120 637,34

II.4.3 Etat des soldes de gestion de l'exercice 2007

I- TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)				Exercice	Exercice précédent
	1		Ventes de marchandises (en l'état)	5 311 913,56	22 627 884,21
	2		Achats revendus de marchandises	3 358 267,26	20 599 335,09
I		=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	1 953 646,30	2 028 549,12
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	150 231 553,98	114 901 501,20
	3		Ventes de biens et services produits	142 894 610,93	103 352 453,79
	4		Variation de stocks de produits	7 336 943,05	11 549 047,41
	5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	0,00	0,00
III		-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	43 945 706,98	33 507 675,27
	6		Achats consommés de matières et fournitures	1 713 989,10	2 084 891,39
	7		Autres charges externes	42 231 717,88	31 422 783,88
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	108 239 493,30	83 422 375,05
V	8	+	Subventions d'exploitation		
	9	-	Impôts et taxes	1 300 884,74	1 013 839,51
	10	-	Charges de personnel	56 595 087,51	45 243 660,50
			EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	50 343 521,05	37 164 875,04
		=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)	0,00	0,00
	11	+	Autres produits d'exploitation	0,00	0,00
	12	-	Autres charges d'exploitation	0,00	0,00
	13	+	Reprises d'exploitation: transfert de charges	21 201,60	199 437,14
	14	-	Dotations d'exploitation	5 743 140,01	2 342 445,42
VI			RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	44 621 582,64	35 021 866,76
VII			RESULTAT FINANCIER	-4 139 626,58	-1 755 439,89
VIII		=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	40 481 956,06	33 266 426,87
IX			RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	747 009,96	-543 310,52
	15	-	Impôts sur les résultats	3 657 373,00	5 989 092,00
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	37 571 593,02	26 734 024,35

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT				Exercice	Exercice précédent
	1		RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	37 571 593,02	26 734 024,35
			Bénéfice +	37 571 593,02	26 734 024,35
			Perte -	0,00	0,00
	2	+	Dotations d'exploitation	1 375 694,48	1 260 967,03
	3	+	Dotations financières	0,00	0,00
	4	+	Dotations non courantes	0,00	0,00
	5	-	Reprises d'exploitation	0,00	0,00
	6	-	Reprises financières	0,00	0,00
	7	-	Reprises non courantes	0,00	0,00
	8	-	Produits des cessions des immobilisations	484 100,00	315 000,00
	9	+	Valeurs nettes des immobilisations cédées	21 449,84	106 536,22
I			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	38 484 637,34	27 786 527,60
	10	-	Distributions de bénéfices	13 364 000,00	9 391 003,93
II			AUTOFINANCEMENT	25 120 637,34	18 395 523,67

II.5. Etats des informations complémentaires

II.5.1 Etat des dérogations (A2)

HPS Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009		
ETAT A2 : ETAT DES DEROGATIONS		
INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

II.5.2 Etat des changements de méthodes (A3)

HPS Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009		
ETAT A3 : ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES		
Nature des changements	JUSTIFICATION DES changements	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

II.5.3 Tableau des immobilisations (B2)

HPS								
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009								
ETAT B2 : TABLEAU DES IMMOBILISATIONS								
En Dirhams								
NATURE	MONTANT BRUT DEBUT D'EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN D'EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	1 812 219,06	368 770,76	0,00	0,00	0,00	45 638,01	0,00	2 135 351,81
Frais Préliminaires	269 719,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 300,00	0,00	258 419,00
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 542 500,06	368 770,76	0,00	0,00	0,00	34 338,01	0,00	1 876 932,81
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	15 627 922,92	1 429 598,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 057 521,86
Immobilisations en recherche & développement	13 560 538,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 560 538,03
Brevets, marques, droits & valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	2 067 384,89	111 485,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 178 870,83
Autres immobilisations incorporelles en cours	0,00	1 318 113,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 318 113,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	21 138 192,67	4 776 238,49	0,00	0,00	545 600,97	49 680,00	0,00	25 319 150,19
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	1 344 432,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 344 432,69
Installations techniques, matériel et outillage	6 945 498,49	2 598 461,58	0,00	0,00	11 425,00	0,00	0,00	9 532 535,07
Matériel de transport	580 985,49	341 073,20	0,00	0,00	11 812,69	0,00	0,00	910 246,00
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	12 217 596,00	1 836 703,71	0,00	0,00	522 363,28	0,00	0,00	13 531 936,43
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	49 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 680,00	0,00	0,00

II.5.4 Tableau des amortissements (B2 bis)

HPS				
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009				
ETAT B2 bis : TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
En Dirhams				
NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur immobilisations sorties	Cumul d'amortissement fin exercice
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	848 445,85	427 070,36	45 638,01	1 229 878,20
Frais Préliminaires	166 351,40	51 683,80	11 300,00	206 735,20
Charges à répartir sur plusieurs exercices	682 094,45	375 386,56	34 338,01	1 023 143,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	14 371 034,09	337 443,52	0,00	14 708 477,61
Immobilisations en recherche & développement	13 560 538,03	0,00		13 560 538,03
Brevets, marques, droits & valeurs assimilées	0,00	0,00		-
Fonds commercial	0,00	0,00		-
Autres immobilisations incorporelles	810 496,06	337 443,52		1 147 939,58
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	10 083 496,25	2 361 995,37	102 834,93	12 342 656,69
Terrains	0,00	0,00	0,00	-
Constructions	165 813,34	53 777,31	0,00	219 590,65
Installations techniques, matériel et outillage	5 668 210,44	1 021 686,39	5 998,13	6 683 898,70
Matériel de transport	288 484,46	164 071,93	11 812,69	440 743,70
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	3 960 988,01	1 122 459,74	85 024,11	4 998 423,64
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	-
Immobilisations corporelles en cours				

II.5.5 Tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B3)

HPS							
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009							
ETAT B3 : TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES POUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATION							
En Dirhams							
Date de cession ou retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissement	Produit de cession	Plus values	Moins values
10/04/2009	235000	109 898,33	16 302,26	93 596,07	41 176,75	-	52 419,32
10/04/2009	233000	11 425,00	5 998,13	5 426,87	4 280,72	-	1 146,15
10/04/2009	235600	412 464,95	68 721,85	343 743,10	154 542,53	-	189 200,57
22/01/2009	234000	5 672,34	5 672,34	-	210 500,00	210 500,00	-
31/03/2009	234000	6 140,35	6 140,35	-	500,00	500,00	-
31/12/2009	211300	11 300,00	11 300,00	-	-	-	-
31/12/2009	211300	34 338,01	34 338,01	-	-	-	-
TOTAL		591 238,98	148 472,94	442 766,04	411 000,00	211 000,00	242 766,04

II.5.6 Tableau des titres de participation (B4) des trois derniers exercices

HPS									
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009									
ETAT B4 : TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION DE L'EXERCICE									
En Dirhams									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital Social	Participation au Capital en %	Prix d'acquisition globale	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
INVOLIA	SERVICE INFORMATIQUE	1 970 000,00	30 %	1 200 000,00	-	31/12/2005	- 406 745,57	-94 073,52	-
GLOBAL PAYMENT SYSTEMS	SERVICE INFORMATIQUE	27 013 038,45	33 %	8 914 302,69	8 914 302,69	31/12/2009	7 064 467,00	253 813,20	-
ICPS	SERVICE INFORMATIQUE	27 571 110,90	20 %	5 514 222,18	5 514 222,18	31/12/2009	20 754 445,00	-3 264 943,50	-
HPS EUROPE	SERVICE INFORMATIQUE	3 413 658,60	100,00%	3 413 658,60	3 413 658,60	31/12/2009	2 761 137,00	- 613 953,06	-
TOTAL		59 967 807,95		19 042 183,47	17 842 183,47				

HPS Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008									
ETAT B4 : TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION DE L'EXERCICE									
En Dirhams									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital Social	Participation au Capital en %	Prix d'acquisition globale	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
INVOLIA	SERVICE INFORMATIQUE	1 970 000,00	30 %	1 200 000,00	-	31/12/2005	406 745,57	-94 073,52	
GLOBAL PAYMENT SYSTEMS	SERVICE INFORMATIQUE	27 013 038,45	33 %	8 914 302,69	8 914 302,69	31/12/2008	7 019 600,00	-4 599 800,00	
ICPS	SERVICE INFORMATIQUE	27 571 110,90	20 %	5 514 222,18	5 514 222,18	31/12/2008	23 846 379,60	-963 620,40	
HPS EUROPE	SERVICE INFORMATIQUE	3 413 658,60	100,00%	3 413 658,60	3 413 658,60	31/12/2008	3 413 658,60	-	
TOTAL		59 967 807,95		19 042 183,47	17 842 183,47		33 872 892,63	5 657 493,92	

HPS Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007									
ETAT B4 : TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION DE L'EXERCICE									
En Dirhams									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital Social	Participation au Capital en %	Prix d'acquisition globale	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
INVOLIA	SERVICE INFORMATIQUE	1 970 000,00	30 %	1 200 000,00	-	31/12/05	406 745,57	-94 073,52	
GLOBAL PAYMENT SYSTEMS	SERVICE INFORMATIQUE	27 013 038,45	33 %	8 914 302,69	8 914 302,69	31/12/2007	10 948 779,40	-6 100 914,60	
TOTAL		28 983 038,45		10 114 302,69	8 914 302,69		10 542 033,83	-6 194 988,12	

II.5.7 Tableau des provisions (B5) des trois derniers exercices

HPS								
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009								
ETAT B5 : TABLEAU DES PROVISIONS DE L'EXERCICE								
En Dirhams								
Nature	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 200 000,00	-	-	-	-	-	-	1 200 000,00
2. Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Provisions durables pour risques et charges	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (A)	1 200 000,00	-	-	-	-	-	-	1 200 000,00
4. Provision pour dépréciation de l'actif Circulant (Hors Trésorerie)	9 911 837,89	5 446 148,75	-	-	493 057,09	-	-	14 864 929,55
5. Autres Provisions pour risques et charges	1 716 062,43	2 301 465,81	1 520 739,35	-	-	1 513 968,33	-	4 024 299,26
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (B)	11 627 900,32	7 747 614,56	1 520 739,35	-	493 057,09	1 513 968,33	-	18 889 228,81
TOTAL (A+ B)	12 827 900,32	7 747 614,56	1 520 739,35	-	493 057,09	1 513 968,33	-	20 089 228,81

HPS								
Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008								
ETAT B5 : TABLEAU DES PROVISIONS DE L'EXERCICE								
En Dirhams								
Nature	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 200 000,00	-	-	-	-	-	-	1 200 000,00
2. Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Provisions durables pour risques et charges	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (A)	1 200 000,00	-	-	-	-	-	-	1 200 000,00
4. Provision pour dépréciation de l'actif Circulant (Hors Trésorerie)	7 581 601,32	6 162 733,79	-	-	3 832 497,22	-	-	9 911 837,89
5. Autres Provisions pour risques et charges	2 162 291,95	-	1 513 968,33	-	735 884,38	1 224 313,47	-	1 716 062,43
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (B)	9 743 893,27	6 162 733,79	1 513 968,33	-	4 568 381,60	1 224 313,47	-	11 627 900,32
TOTAL (A+ B)	10 943 893,27	6 162 733,79	1 513 968,33	-	4 568 381,60	1 224 313,47	-	12 827 900,32

HPS Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007								
ETAT B5 : TABLEAU DES PROVISIONS DE L'EXERCICE								
En Dirhams								
Nature	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 200 000,00	-	-	-	-	-	-	1 200 000,00
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	1 200 000,00	-	-	-	-	-	-	1 200 000,00
4. Provision pour dépréciation de l'actif Circulant (Hors Trésorerie)	3 235 357,39	4 367 445,53			21 201,60	-		7 581 601,32
5. Autres Provisions pour risques et charges	1 971 375,94	-	1 224 313,47			1 033 397,46		2 162 291,95
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	5 206 733,33	4 367 445,53	1 224 313,47	-	21 201,60	1 033 397,46	-	9 743 893,27
TOTAL (A+ B)	6 406 733,33	4 367 445,53	1 224 313,47	-	21 201,60	1 033 397,46	-	10 943 893,27

II.5.8 Tableau des créances (B6) des trois derniers exercices

HPS Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009								
ETAT B6 : TABLEAU DES CREANCES								
En millier de dirhams								
CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org. publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	634 527,76	634 527,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres créances financières	634 527,76	634 527,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DE L'ACTIF CIRCULANT	164 383 828,59	48 877 779,03	115 506 049,56	0,00	144 038 040,47	8 030 457,24	6 455 459,78	0,00
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	150 000,00	140 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Clients et comptes rattachés	154 375 666,52	47 189 029,03	107 186 637,49	0,00	144 038 040,47	0,00	6 455 459,78	0,00
* Personnel	935 600,75	0,00	935 600,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Etat	8 030 457,24	1 548 750,00	6 481 707,24	0,00	0,00	8 030 457,24	0,00	0,00
* Compte d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres débiteurs	42 664,56	0,00	42 664,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Comptes de régularisation - Actif	849 439,52	0,00	849 439,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

HPS

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

ETAT B6 : TABLEAU DES CREANCES

En millier de dirhams

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org. publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	714 074,76	714 074,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres créances financières	714 074,76	714 074,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DE L'ACTIF CIRCULANT	135 569 117,81	25 595 270,74	109 973 847,07	0,00	122 545 595,36	6 651 786,28	0,00	0,00
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	142 400,00	140 000,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Clients et comptes rattachés	127 428 177,73	23 906 520,74	103 521 656,99	0,00	122 545 595,36	0,00	0,00	0,00
* Personnel	468 371,48	0,00	468 371,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Etat	6 651 786,28	1 548 750,00	5 103 036,28	0,00	0,00	6 651 786,28	0,00	0,00
* Compte d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres débiteurs	598 151,38	0,00	598 151,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Comptes de régularisation - Actif	280 230,94	0,00	280 230,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

HPS

Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007

ETAT B6 : TABLEAU DES CREANCES

En millier de dirhams

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org. publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	136 818,00	136 818,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres créances financières	136 818,00	136 818,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DE L'ACTIF CIRCULANT	103 920 930,59	24 798 567,88	79 262 362,71	0,00	84 961 100,56	4 726 135,36	0,00	0,00
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	433 228,38	140 000,00	433 228,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Clients et comptes rattachés	98 017 552,74	23 109 817,88	74 907 734,86	0,00	84 961 100,56	0,00	0,00	0,00
* Personnel	253 349,45	0,00	253 349,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Etat	4 726 135,36	1 548 750,00	3 177 385,36	0,00	0,00	4 726 135,36	0,00	0,00
* Compte d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres débiteurs	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Comptes de régularisation - Actif	390 664,66	0,00	390 664,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.5.9 Tableau des dettes (B7) des trois derniers exercices

HPS Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009								
ETAT B7 : TABLEAU DES DETTES								
En millier de dirhams								
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org. publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	110 447,44	110 447,44	0,00		110 447,44			
* Emprunts obligataires								
* Autres dettes de financement	110 447,44	110 447,44	0,00		110 447,44			
DU PASSIF CIRCULANT	42 181 827,58	7 294 635,90	34 887 191,68	0,00	9 664 694,45	3 479 131,64	732 896,51	1 488 090,50
* Fournisseurs et comptes rattachés	18 821 935,36	6 659 599,84	12 162 335,52	0,00	8 554 459,56	0,00	732 896,51	1 488 090,50
* Clients créditeurs, avances et acomptes	1 110 234,89	635 036,06	475 198,83	0,00	1 110 234,89	0,00	0,00	0,00
* Personnel	12 023 270,54	0,00	12 023 270,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Organismes sociaux	3 065 435,19	0,00	3 065 435,19	0,00	0,00	3 065 435,19	0,00	0,00
* Etat	4 138 091,70	0,00	4 138 091,70	0,00	0,00	413 696,45	0,00	0,00
* Compte d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres créanciers	1 211 195,96	0,00	1 211 195,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Comptes de régularisation - Passif	1 811 663,94	0,00	1 811 663,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

HPS

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

ETAT B7 : TABLEAU DES DETTES

En millier de dirhams

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org. publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	177 959,27	177 959,27	0,00					
* Emprunts obligataires	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
* Autres dettes de financement	177 959,27	177 959,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DU PASSIF CIRCULANT	35 810 299,69	8 878 515,37	26 931 784,32	0,00	13 664 557,76	2 067 635,14	0,00	85 489,00
* Fournisseurs et comptes rattachés	16 091 983,36	8 878 515,37	7 213 467,99	0,00	11 105 136,86	0,00	0,00	85 489,00
* Clients créditeurs, avances et acomptes	635 036,06	0,00	635 036,06	0,00	635 036,06	0,00	0,00	0,00
* Personnel	11 428 090,02	0,00	11 428 090,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Organismes sociaux	1 653 938,69	0,00	1 653 938,69	0,00	0,00	1 653 938,69	0,00	0,00
* Etat	1 963 227,41	0,00	1 963 227,41	0,00	0,00	413 696,45	0,00	0,00
* Compte d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres créanciers	2 113 639,31	0,00	2 113 639,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Comptes de régularisation - Passif	1 924 384,84	0,00	1 924 384,84	0,00	1 924 384,84	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

HPS								
Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007								
ETAT B7 : TABLEAU DES DETTES								
En millier de dirhams								
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org. publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	598 389,14	401 231,27	197 157,87					
* Emprunts obligataires	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
* Autres dettes de financement	598 389,14	401 231,27	197 157,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DU PASSIF CIRCULANT	37 918 434,14	10 035 844,18	28 141 890,36	0,00	14 493 284,16	3 176 679,50	0,00	481 804,60
* Fournisseurs et comptes rattachés	16 699 396,01	10 035 844,18	6 922 852,233	0,00	12 034 068,67	0,00	0,00	481 804,60
* Clients créditeurs, avances et acomptes	264 055,43	0,00	264 055,43	0,00	264 055,43	0,00	0,00	0,00
* Personnel	13 425 911,67	0,00	13 425 911,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Etat	2 836 762,61	0,00	2 836 762,61	0,00	0,00	2 836 762,61	0,00	0,00
* Organismes sociaux	1 735 707,24	0,00	1 735 707,24	0,00	0,00	339 916,89	0,00	0,00
* Compte d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres créanciers	235 952,60	0,00	235 952,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Comptes de régularisation - Passif	2 720 648,58	0,00	2 720 648,58	0,00	2 195 160,06	0,00	0,00	0,00
Créditeurs divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.5.10 Tableau des sûretés réelles données ou reçues (B8)

HPS					
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009					
ETAT B8 : TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES					
En Dirhams					
TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature ¹	Date et lieu d'inscription	Objet	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données :	3 000 000,00	Nantissement	19/01/2006	Banque	3 000 000,00
Sûretés reçues :	NEANT	NEANT	NEANT		

II.5.11 Tableau des engagements financiers reçus ou donnés hors opérations de crédit-bail (B9)

HPS		
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009		
ETAT B9 : ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL		
En Dirhams		
ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions		
* - BEAC	2 781 322,05	2 781 322,05
* - BEAC	6 953 305,12	6 953 305,12
* - POOYA	1 024 064,85	1 024 064,85
* - BANKSOHAR SAOG	60 000,00	60 000,00
* - BANK OF GHANA	511 200,00	511 200,00
* - FINANCE AND TREASURY	36 000,00	36 000,00
* - BANK DHOFAR	1 408 000,00	1 408 000,00
* - LA CAISSE NAT-EPARGNE ET PREV ALGER	112 820,00	
* - AMEX	8 211 270,00	-
* - SNC 24 BERTHOLET France	507 690,00	
* - BANK OF CYPRUS PUBLIC	1 128 200,00	
* - CAC BANK	1 728 289,42	1 728 289,42
* - FAWRING FOR BANKING EGYPT	953 112,16	-
* - CO-OPERATIVE CENTRAL BK-CHYPRE	569 650,00	569 650,00
* - GIMTEL MAURITANIE	341 790,00	341 790,00
* - UNION TOGOLAISE DE BANQUE	254 599,37	254 599,37
* - UNION TOGOLAISE DE BANQUE	169 732,91	169 732,91
* - SNAM	200 115,00	-
* - SOFAC	50 000,00	50 000,00
* - BANQUE POPULAIRE	-	14 500,00
* - CREDIT AGRICOLE DU MAROC	99 000,00	-
* - CREDIT AGRICOLE DU MAROC	106 566,00	-
* - CREDIT AGRICOLE DU MAROC	-	45 000,00
* - CREDIT AGRICOLE DU MAROC	210 000,00	210 000,00
* - CREDIT AGRICOLE DU MAROC	588 000,00	588 000,00
* - CREDIT AGRICOLE DU MAROC	162 000,00	162 000,00
* - BARID ALMAGHRIB	40 000,00	40 000,00
* - BARID ALMAGHRIB	111 744,00	111 744,00
* - BARID ALMAGHRIB	34 063,20	34 063,20
* - MINISTRE DE TRANSPORT	100 000,00	100 000,00
* - BANQUE POPULAIRE	12 000,00	-
* - BANQUE POPULAIRE	2 500,00	-
* - FONDATION BANQUE POPULAIRE	150 000,00	150 000,00
* - POSTE MAROC	14 400,00	35 158,00
* - MAROC TELECOM	195 000,00	195 000,00
* - ADMINISTRATION DE DOUANES	31 555,00	-
* engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires	-	-
* Autres engagements donnés	-	-

TOTAL (1)	28 857 989,08	17 573 418,93
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		

ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions		
* - CFAO TECHNOLOGIES CAMERON	2 423 239,70	2 423 239,70
* - CFAO TECHNOLOGIES CAMERON	969 295,88	969 295,88
* - ASSOCIATED BUSINESS MACHINES (ABM)	2 558 476,05	2 558 476,05
* Autres engagements reçus		
TOTAL	5 951 011,62	5 951 011,62

II.5.12 Etat de répartition du capital social (C1)

HPS Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009 Montant du Capital : 65 000 000 Dhs							
ETAT C1 : ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL							
Nom, prénom ou raison sociale des principaux associés (1) 1	Adresse 2	Nombre de titres		Valeur nominale de chaque action ou part sociale 5	Montant du capital		
		Exercice précédent 3	Exercice actuel 4		Souscrit 6	Appelé 7	Libéré 8
KHALLOUQUI SAMIR	Résidence la corniche n°15-bd de l'océan casablanca	62 335	62 343	100,00			6 234 300,00
Horani Mohamed	250,Lotissement Al Laymoune Casablanca	62 465	62 749	100,00			6 274 900,00
Alaoui Smaili Abdessalam	7,Résidence En nour , Rue Decholet Casablanca	62 335	62 338	100,00			6 233 800,00
Sabbahe Driss	169, Lot Florida Sidi Maârouf Casablanca	62 335	62 337	100,00			6 233 700,00
Himdi Abdelmajid	5 lotissement hamria II aind diab, casablanca	41 535	41 539	100,00			4 153 900,00
Habbaj Kenza épouse Himdi	5 lotissement hamria II aind diab, casablanca	21 320	21 320	100,00			2 132 000,00
Haitami Majid	Résidence ,Les Bases I Imm M App 8 Casablanca	6 825	6 500	100,00			650 000,00
GOUDRAR mohamed	49,ain taoujtate bourgogne casablanca	6 500	6 008	100,00			600 800,00
la société RCAR		0	29 934	100,00			2 993 400,00
Flottant à la bourse de 45,37 %		324 350	294 932	100,00			29 493 200,00
Total		650 000	650 000	100,00			65 000 000,00

II.5.13 Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours des trois derniers exercices (C2)

HPS			
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009			
ETAT C2 : ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
		Réserve légale	1 569 271,53
Report à nouveau	34 362 336,50	Autres réserves	-
Résultats nets en instance d'affectation		Tantièmes	
Résultat net de l'exercice	31 385 430,61	Dividendes	15 600 000,00
Prélèvements sur les réserves		Autres affectations	
Autres réserves		Report à nouveau	48 578 495,58
TOTAL A	65 747 767,11	TOTAL B	65 747 767,11

HPS			
Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008			
ETAT C2 : ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
		Réserve légale	1 878 579,65
Report à nouveau	12 033 323,13	Autres réserves	
Résultats nets en instance d'affectation		Tantièmes	
Résultat net de l'exercice	37 571 593,02	Dividendes	13 364 000,00
Prélèvements sur les réserves		Autres affectations	
Autres réserves		Report à nouveau	34 362 336,50
TOTAL A	49 604 916,15	TOTAL B	49 604 916,15

HPS

Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007

ETAT C2 : ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
		Réserve légale	1 336 701,22
Report à nouveau	0,00	Autres réserves	
Résultats nets en instance d'affectation		Tantièmes	
Résultat net de l'exercice	26 734 024,35	Dividendes	13 364 000,00
Prélèvements sur les réserves		Autres affectations	
Autres réserves		Report à nouveau	12 033 323,13
TOTAL A	26 734 024,35	TOTAL B	26 734 024,35

II.5.14 Datation et événements postérieurs (C5) au dernier exercice clos

HPS

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

ETAT C5 : DATATION DES EVENEMENTS POSTERIEURS

I. Datation

Date de clôture (1) 31/12/2009

Date d'établissement des états de synthèse (2) 21/03/2010

⁽¹⁾ Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

⁽²⁾ Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON

RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA PREMIERE COMMUNICATION

EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATION DES EVENEMENTS
	* Favorables NEANT * Défavorables NEANT

III. Principes et méthodes comptables – Comptes consolidés

III.1. Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement les concessions de licences nécessaires à l'exploitation et sont amorties aux taux de 20% à 30%.

III.2. Immobilisations corporelles

Elles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, comme suit :

	Durée de vie
▪ Construction	25 ans
▪ Matériel informatique	3,33 ans à 5 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage	10 ans
▪ Matériel de transport	5 ans
▪ Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

Les opérations de crédit-bail sont retraitées comme des acquisitions d'immobilisations lorsqu'elles sont significatives.

Les plus-values de cessions intra-groupes sont annulées lorsqu'elles sont significatives. Lorsque la cession d'une immobilisation a été faite par une société consolidée par intégration globale à une société mise en équivalence, le résultat de la vente est annulé, en contre partie d'un compte de régularisation passif, à concurrence du pourcentage de détention de la filiale. La quote-part dans le résultat de cession est repris en résultat du groupe consolidé au même rythme que la durée d'amortissement de l'immobilisation par la filiale.

III.3. Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée après analyse au cas par cas des situations financières des sociétés.

III.4. Stocks

Les stocks sont composés de travaux en cours et sont valorisés à leur prix de revient. Toute perte future probable constatée au cours de l'exécution d'un contrat est provisionnée pour sa totalité.

Tout bénéfice estimé avec une sécurité suffisante est constaté en tant que produit au prorata de l'avancement dans la réalisation du contrat.

III.5. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée au titre des créances contentieuses et des créances anciennes en fonction du risque à leur recouvrement.

Les créances (ainsi que les dettes) libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice ou de la période. Les pertes de change latentes ainsi que les gains latents sont enregistrés en résultat.

III.6. Titres et valeurs de placement

Les titres et valeurs mobilières de placement sont enregistrés au coût d'achat. Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

III.7. Provisions réglementées

Les provisions réglementées à caractère fiscal, et en particulier les provisions pour investissements et pour acquisition de logements, sont annulées en consolidation.

III.8. Retraitement des impôts

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société.

IV. Etats de synthèse de HPS consolidés

IV.1. Bilan de l'exercice 2009

ACTIF	31/12/2009	31/12/2008
ACTIF IMMOBILISE	38 956 292	28 071 209
Ecart d'acquisition	0	0
Immobilisations incorporelles	2 349 044	1 256 889
Immobilisations corporelles	29 353 198	18 948 053
Immobilisations financières	797 705	714 076
Titres mis en équivalence	6 456 345	7 152 191
ACTIF CIRCULANT	235 141 405	201 272 008
Stocks et encours	70 158 100	48 204 224
Clients et comptes rattachés	140 025 459	117 834 435
Impôts différés actifs	944 468	1 021 197
Autres créances et comptes de régularisation	10 163 498	11 422 446
Valeurs mobilières de placement	201 500	0
Disponibilités	13 648 380	22 789 706
TOTAL DE L'ACTIF	274 097 697	229 343 217

PASSIF	31/12/2009	31/12/2008
CAPITAUX PROPRES		
Capital	65 000 000	65 000 000
Prime	0	0
Réserves consolidées	46 431 587	30 303 837
Résultats consolidés	19 143 861	31 893 522
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	130 575 448	127 197 359
Intérêts minoritaires		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	130 575 448	127 197 359
PASSIF A LONG TERME	15 279 603	7 451 130
Dettes financières à long terme	15 279 603	7 451 130
Provisions pour risques et charges	0	0
PASSIF CIRCULANT	128 242 668	94 694 728
Fournisseurs et comptes rattachés	18 249 668	16 165 114
Autres dettes et comptes de régularisation	30 746 601	24 289 607
Impôts différés passifs	187 842	0
Trésorerie	79 058 535	54 240 007
TOTAL PASSIF	274 097 697	229 343 217

IV.2. Comptes de produits et charges de l'exercice 2009

NATURES	2009	2008
Chiffre d'affaires	161 551 377	156 659 529
Variation de stock de produits	22 166 035	-7 607 367
Autres produits d'exploitation	2 296 463	4 568 382
Achats consommés de matières et de fournitures	-9 890 457	-8 268 617
Charges externes	-44 885 618	-37 916 519
Charges de personnel	-75 851 937	-59 463 878
Autres charges d'exploitation	-11 228	-735 885
Impôts et taxes	-2 366 413	-3 098 445
Dotations d'exploitation	-13 986 696	-10 569 039
RESULTAT D'EXPLOITATION	39 021 526	33 568 161
Charges et produits financiers	-5 796 857	695 837
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGRES	33 021 526	34 263 998
Charges et produits non courants	-11 197 640	554 587
Impôts sur les résultats	-2 330 662	-1 281 128
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGRES	19 696 367	33 537 457
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-552 506	-1 643 935
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	19 143 861	31 893 522
Intérêts minoritaires	0	0
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	19 143 861	31 893 522
Résultat par action en dirhams	29,45	49,07

IV.3. Tableau de financement de l'exercice 2009

	2009	2008
Résultat net des sociétés intégrées	19 143 861	31 893 522
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Dotations aux amortissements	2 709 621	1 517 972
- Variation des impôts différés	78 606	-108 268
- Plus ou moins values de cession, nettes d'impôt	31 766	-183 288
- Autres produits (charges) nets sans effets sur la trésorerie	-222 038	-183 796
- Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	552 506	1 643 935
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	22 294 322	34 580 077
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-33 747 218	-29 467 681
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	-11 452 896	5 112 396
Acquisition d'immobilisations corporelles	-7 144 684	-7 274 184
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	411 000	684 178
Incidence de variation de périmètre	0	-5 514 222
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-6 733 684	-12 104 228
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-15 600 000	-13 364 000
Augmentation de capital en numéraire	0	0
Emission d'emprunts	0	0
Autres	-83 630	-577 256
Remboursement d'emprunts	-67 211	-420 729
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	-15 750 841	-14 361 985
Mouvements de conversion	-22 432	
Augmentation (diminution) de la trésorerie	-33 959 853	-21 353 817
Trésorerie début de période	-31 450 302	-10 096 485
Trésorerie fin de période	-65 140 155	-31 450 302

IV.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés des exercices 2009 et 2008

	Note	Capital	Primes d'émission	Ecart de change	Réserves et résultats consolidés	Total part groupe	Minoritaires	Total
Situation au 31 décembre 2007		65 000 000	0	-794 303	44 828 343	109 034 040	0	109 034 040
Distribution de Dividendes					-13 364 000	-13 364 000	0	-13 364 000
Résultat net de l'exercice					31 893 522	31 893 522	0	31 893 522
Ecart de change				-366203	0	-366203	0	-366203
Autres variations					0	0	0	0
Situation au 31 décembre 2008		65 000 000	0	-1 160 506	63 357 865	127 197 359	0	127 197 359
Distribution de Dividendes	19				-15 600 000	-15 600 000	0	-15 600 000
Résultat net de l'exercice					19 143 861	19 143 861	0	19 143 861
Ecart de change				-165 772	0	-165 772	0	-165 772
Autres variations					0	0	0	0
Situation au 31 décembre 2009		65 000 000	0	-1 326 278	66 901 726	130 575 448	0	130 575 448

V. Principes et méthodes comptables – Comptes ACPQualife 2009

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les changements de méthode d'évaluation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

Alignement du taux d'amortissement de certains agencements, matériel et mobilier de bureau sur une durée de 10 ans.

L'incidence sur le résultat est un profit de 3389 euros réparti entre 1854 euros sur la dotation de l'exercice et 1535 euros en reprise sur exercices antérieurs.

Informations générales complémentaires

la durée de l'exercice ayant été prolongé à 15 mois, les comptes ne sont pas directement comparables à ceux de l'exercice précédent.

VI. Etats de synthèse de ACP SARL sur les trois derniers exercices

VI.1. Bilans des trois derniers exercices

VI.1.1 Bilan de l'exercice clôturant au 31/12/2009

ACTIF	31/12/2009			30/09/2008
	Brut	Amort et prov.s	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (A)				
Frais d'établissement				
Frais de développement	345 960	11 651	334 309	
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (B)				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	72 223	29 339	42 884	16 348
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (C)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	1 181 500		1 181 500	
Créances rattachées à des participations	1 852		1 852	
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	7 970		7 970	4 207
TOTAL I (A+B+C)	1 609 504	40 990	1 568 514	20 555
STOCKS (D)				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services	150 796		150 796	
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes et versés sur commandes				
CREANCES (E)				
Clients et comptes rattachés	868 323	1 320	867 003	1 088 380
Autres créances	439 024		439 024	116 202
Capital souscrit appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (F)	325 374		325 374	115 364
DISPONIBILITES (G)	135 048		135 048	388 815
CHARGES A CONSTATEES D'AVANCE (H)	1 135		1 135	
TOTAL II (D+E+F+G)	1 919 700	1 320	1 918 380	1 708 762
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL III				
TOTAL GENERAL I+II+III	3 529 204	42 310	3 486 894	1 729 317

PASSIF	31/12/2009	30/09/2008
En Dirhams		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel	326 040	11 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport	1 088 074	
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	1 100	
Réserves statutaires et contractuelles		
Réserve réglementée		
Autres réserves	479 553	176 616
Report à nouveau		
Résultat net de l'exercice	623 692	345 883
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	2 518 458	533 499
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
AUTRES FONDS PROPRES (C)		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL I (A+B+C+D)		
DETES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès d'établissements de crédit		
Concours bancaires courants		
Emprunts et dettes financières diverses	3 426	159 189
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	381 423	540 293
Dettes fiscales et sociales	524 058	486 236
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	25 665	10 100
Produits constatés d'avance	33 864	
TOTAL II	968 436	1 195 818
Ecart de conversion passif (III)		
TOTAL I+II+III	3 486 894	1 729 317

VI.1.2 Bilan de l'exercice clôturant au 30/09/2008

ACTIF	30/09/2008			30/09/2007
	Brut	Amort et prov.s	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (A)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	5 000	5 000		4 986
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (B)				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	41 588	25 240	16 348	14 263
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (C)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 207		4 207	3 057
TOTAL I (A+B+C)	50 795	30 240	20 555	22 305
STOCKS (D)				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes et versés sur commandes				
CREANCES (E)				
Clients et comptes rattachés	1 088 380		1 088 380	434 978
Autres créances	116 202		116 202	49 480
Capital souscrit appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (F)	115 364		115 364	209 702
DISPONIBILITES (G)	388 815		388 815	121 351
CHARGES A CONSTATEES D'AVANCE (H)				
TOTAL II (D+E+F+G)	1 708 762		1 708 762	815 511
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL III				
TOTAL GENERAL I+II+III	1 759 557	30 240	1 729 317	837 816

PASSIF	30/09/2008	30/09/2007
En Dirhams		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel	11 000	11 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires et contractuelles		
Réserve réglementée		
Autres réserves	176 616	109 121
Report à nouveau		
Résultat net de l'exercice	345 883	217 495
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	533 499	337 616
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
AUTRES FONDS PROPRES (C)		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL I (A+B+C+D)		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès d'établissements de crédit		
Concours bancaires courants		
Emprunts et dettes financières diverses	159 189	125 102
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	540 293	67 358
Dettes fiscales et sociales	486 236	299 884
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 100	7 857
Produits constatés d'avance		
TOTAL II	1 195 818	500 201
Ecart de conversion passif (III)		
TOTAL I+II+III	1 729 317	837 816

VI.1.3 Bilan de l'exercice clôturant au 30/09/2007

ACTIF	30/09/2007			30/09/2006
	Brut	Amort et prov.s	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (A)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	5 000	14	4 986	
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (B)				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	33 739	19 476	14 263	11 164
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (C)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachés à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 057		3 057	2 832
TOTAL I (A+B+C)	41 796	19 490	22 305	13 995
STOCKS (D)				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes et versés sur commandes				
CREANCES (E)				
Clients et comptes rattachés	434 978		434 978	165 413
Autres créances	49 480		49 480	37 353
Capital souscrit appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (F)	209 702		209 702	108 018
DISPONIBILITES (G)	121 351		121 351	38 798
CHARGES A CONSTATEES D'AVANCE (H)				839
TOTAL II (D+E+F+G)	815 511		815 511	350 421
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL III				
TOTAL GENERAL I+II+III	857 307	19 490	837 816	364 416

PASSIF	30/09/2007	30/09/2006
En Dirhams		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel	11 000	11 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires et contractuelles		
Réserve réglementée		
Autres réserves	109 121	97 292
Report à nouveau		
Résultat net de l'exercice	217 495	61 829
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	337 616	170 120
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
AUTRES FONDS PROPRES (C)		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL I (A+B+C+D)		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès d'établissements de crédit		
Concours bancaires courants		
Emprunts et dettes financières diverses	125 102	51 379
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 358	33 126
Dettes fiscales et sociales	299 884	105 872
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 857	3 919
Produits constatés d'avance		
TOTAL II	500 201	194 296
Ecart de conversion passif (III)		
TOTAL I+II+III	837 816	364 416

VI.2. Comptes de produits et charges des trois derniers exercices

VI.2.1 Comptes de produits et charges de l'exercice clôturant au 31/12/2009

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		FRANCE	EXPORTATION		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises				
	Production vendue de biens				
	Production vendue de services	4 972 614	143 948	5 116 561	3 199 491
	Chiffre d'affaires net	4 972 614	143 948	5 116 561	3 199 491
	Production stockée			150 796	
	Production immobilisée			345 960	
	Subvention d'exploitation			7 4779	2 029
	Reprises sur dépréciation, provisions, transferts de charges			17 672	167
	Autres produits				
	TOTAL I			5 638 469	3 201 688
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats de marchandises				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres				
	Variation de stock (matières premières et autres)				
	Autres achats et charges externes			2 665 797	1 406 437
	Impôts, taxes et versements assimilés			64 267	27 887
	Salaires et traitements			1 752 529	969 265
	Charges sociales			770 264	412 111
	Dotations aux amortissements et dépréciations			27 003	10 749
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			190	
	TOTAL II			5 280 049	2 826 449
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II)			358 419	375 238
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			12 347	4 584
	Reprises sur dépréciation et provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL IV			12 347	4 584
V	CHARGES FINANCIERES				
	Dotations aux amortissements, dépréciation et provisions				
	Intérêts et charges assimilés			4 800	10 966
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL V			4 800	10 966
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			7 546	- 6 382
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			365 966	368 857
VIII	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			1 691	51
	Produits exceptionnels sur opération de capital				
	Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
	TOTAL VIII			1 691	51
IX	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			29 816	-94
	Charges exceptionnelles sur opération de capital			782	
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
	TOTAL IX			30 598	-94
X	RESULTAT EXCEPTIONNEL (VIII - IX)			-28 907	145
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			-286 633	23 118
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			5 625 506	3 206 322

XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			5 028 814	2 860 439
XVI	BENEFICE OU PERTE (XIV – XV)			623 692	345 883

VI.2.2 Comptes de produits et charges de l'exercice clôturant au 30/09/2008

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		FRANCE	EXPORTATION		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises				
	Production vendue de biens				
	Production vendue de services	3 199 491		3 199 491	1 890 195
	Chiffre d'affaires net	3 199 491		3 199 491	1 890 195
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subvention d'exploitation			2 029	9 865
	Reprises sur dépréciation, provisions, transferts de charges			167	6 178
	Autres produits				
	TOTAL I			3 201 688	1 906 058
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats de marchandises				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres				
	Variation de stock (matières premières et autres)				
	Autres achats et charges externes			1 406 437	670 018
	Impôts, taxes et versements assimilés			27 887	18 194
	Salaires et traitements			969 265	682 245
	Charges sociales			412 111	298 465
	Dotations aux amortissements et dépréciations			10 749	5 741
	Dotations aux provisions				
	Autres charges				
	TOTAL II			2 826 449	1 674 661
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II)			375 238	231 396
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			4 584	2 417
	Reprises sur dépréciation et provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL IV			4 584	2 417
V	CHARGES FINANCIERES				
	Dotations aux amortissements, dépréciation et provisions				
	Intérêts et charges assimilés			10 966	3 767
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL V			10 966	3 767
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			- 6 382	-1 350
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			368 857	230 047
VIII	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			51	10 515
	Produits exceptionnels sur opération de capital				
	Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
	TOTAL VIII			51	10 515
IX	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			-94	110
	Charges exceptionnelles sur opération de capital				
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
	TOTAL IX			-94	110
X	RESULTAT EXCEPTIONNEL (VIII - IX)			145	10 404
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			23 118	22 956
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			3 206 322	1 918 989
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			2 860 439	1 701 495
XVI	BENEFICE OU PERTE (XIV - XV)			345 883	217 495

VI.2.3 Comptes de produits et charges de l'exercice clôturant au 30/09/2007

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		FRANCE	EXPORTATION		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises				
	Production vendue de biens				
	Production vendue de services	1 890 195		1 890 195	962 098
	Chiffre d'affaires net	1 890 195		1 890 195	962 098
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subvention d'exploitation			9 865	10 230
	Reprises sur dépréciation, provisions, transferts de charges			6 178	2 503
	Autres produits				
	TOTAL I			1 906 058	974 831
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats de marchandises				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres				
	Variation de stock (matières premières et autres)				
	Autres achats et charges externes			670 018	383 493
	Impôts, taxes et versements assimilés			18 194	14 370
	Salaires et traitements			682 245	342 717
	Charges sociales			298 465	141 519
	Dotations aux amortissements et dépréciations			5 741	5 852
	Dotations aux provisions				
	Autres charges				
	TOTAL II			1 674 661	887 951
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II)			231 396	86 880
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			2 417	1 754
	Reprises sur dépréciation et provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL IV			2 417	1 754
V	CHARGES FINANCIERES				
	Dotations aux amortissements, dépréciation et provisions				
	Intérêts et charges assimilés			3 767	4 129
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL V			3 767	4 129
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			-1 350	- 2 375
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			230 047	84 505
VIII	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			10 515	1 392
	Produits exceptionnels sur opération de capital				
	Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
	TOTAL VIII			10 515	1 392
IX	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			110	
	Charges exceptionnelles sur opération de capital				
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				788
	TOTAL IX			110	788
X	RESULTAT EXCEPTIONNEL (VIII - IX)			10 404	604
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			22 956	23 281
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 918 989	977 977
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 701 495	916 149
XVI	BENEFICE OU PERTE (XIV - XV)			217 495	61 829

VI.3. Tableaux de financement des trois derniers exercices

VI.3.1 Tableaux de financement de l'exercice clôturant au 31/12/2009

	Exercice	Exercice précédent
RESULTAT NET COMPTABLE	623 692	345 883
Dotations aux amortissements et provisions	25 683	10 749
Reprises sur amortissements et provisions		
Plus ou moins-values sur cession d'actif	782	
Subventions d'investissements virées au résultat		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	650 156	356 632
Prélèvements		
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	650 156	356 633
Variation de BFR	- 324 996	-58 594
TRESORERIE D'EXPLOITATION	325 162	298 037
RESSOURCES		
Cessions d'immobilisations		
Augmentation des capitaux propres	1 361 268	
Augmentations des comptes courants d'associés		34 087
Augmentations des dettes financières		
Subventions reçues		
EMPLOIS		
Acquisitions d'immobilisations	392 570	8 999
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Réduction des capitaux propres		
Dividendes		150 000
Remboursements des comptes courants d'associés	155 763	
Remboursements des dettes financières		
VARIATION DE TRESORERIE	1 138 096	173 126
Trésorerie initiale	504 179	331 053
TRESORERIE FINALE	1 642 276	504 179

VI.3.2 Tableaux de financement de l'exercice clôturant au 30/09/2008

	Exercice	Exercice précédent
RESULTAT NET COMPTABLE	345 883	217 495
Dotations aux amortissements et provisions	10 749	5 741
Reprises sur amortissements et provisions		
Plus ou moins-values sur cession d'actif		
Subventions d'investissements virées au résultat		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	356 632	223 236
Prélèvements		
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	356 633	223 236
Variation de BFR	-58 594	-48 671
TRESORERIE D'EXPLOITATION	298 037	174 564
RESSOURCES		
Cessions d'immobilisations		
Augmentation des capitaux propres		
Augmentations des comptes courants d'associés	34 087	73 723
Augmentations des dettes financières		
Subventions reçues		
EMPLOIS		
Acquisitions d'immobilisations	8 999	14 051
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Réduction des capitaux propres		
Dividendes	150 000	50 000
Remboursements des comptes courants d'associés		
Remboursements des dettes financières		
VARIATION DE TRESORERIE	173 126	184 236
Trésorerie initiale	331 053	146 816
TRESORERIE FINALE	504 179	331 053

VI.3.3 Tableaux de financement de l'exercice clôturant au 30/09/2007

	Exercice	Exercice précédent
RESULTAT NET COMPTABLE	217 495	61 829
Dotations aux amortissements et provisions	5 741	6 640
Reprises sur amortissements et provisions		
Plus ou moins-values sur cession d'actif		
Subventions d'investissements virées au résultat		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	223 236	68 469
Prélèvements		
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	223 236	68 469
Variation de BFR	-48 671	10 824
TRESORERIE D'EXPLOITATION	174 564	79 293
RESSOURCES		
Cessions d'immobilisations		
Augmentation des capitaux propres		
Augmentations des comptes courants d'associés	73 723	28 748
Augmentations des dettes financières		
Subventions reçues		
EMPLOIS		
Acquisitions d'immobilisations	14 051	6 206
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Réduction des capitaux propres		
Dividendes	50 000	150 000
Remboursements des comptes courants d'associés		
Remboursements des dettes financières		
VARIATION DE TRESORERIE	184 236	- 48 164
Trésorerie initiale	146 816	194 980
TRESORERIE FINALE	331 053	146 816

VI.4. Soldes intermédiaires de gestion des trois derniers exercices

VI.4.1 Soldes intermédiaires de gestion de l'exercice clôturant au 31/12/2009

I- TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)				Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
I		=	VENTES DE MARCHANDISES + PRODUCTION	5 613 317	3 199 491	1 890 195
	1		Ventes de marchandises)			
	2		Coût d'achat des marchandises vendues			
I		=	MARGE COMMERCIALE			
	3		Production vendue	5 116 561	3 199 491	1 890 195
	4		Production stockée ou déstockage	150 796		
	5		Production immobilisée	345 960		
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE	5 613 317	3 199 491	1 890 195
	6		Matières premières, approvisionnements consommés			
	7		Sous traitance directe	2 165 536	1 201 854	516 171
IV		=	MARGE BRUTE DE PRODUCTION	3 447 781	1 997 637	1 374 024
IV		=	MARGE BRUTE GLOBALE	3 447 781	1 997 637	1 374 024
	7		Autres achats + charges externes	500 260	204 583	153 847
IV		=	VALEUR AJOUTEE	2 947 521	1 793 054	1 220 177
	8	+	Subventions d'exploitation	7 479	2 029	9 685
V	9	-	Impôts, taxes et versements assimilés	64 267	27 887	18 194
V	9	-	Salaires personnel	1 752 529	969 265	682 245
	10	-	Charges sociales personnel	770 264	412 111	298 465
			EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	367 940	385 821	230 959
	11	+	Autres produits de gestion courante			
	12	-	Autres charges de gestion courante	190		
	13	+	Reprises amortissements provisions, transfert de charges	17 672	167	6 178
	14	-	Dotations aux amortissements	25 683	10 749	5 741
	14	-	Dotations aux provisions	1 320		
VI			RESULTAT D'EXPLOITATION	358 419	375 238	231 396
	11	+	Quotes parts de résultat sur opérations en commun			
	12	-	Produits financiers	12 347	4 586	2 417
	13	+	Charges financières	4 800	10 966	3 767
VIII		=	RESULTAT COURANT	365 966	368 857	230 047
	12	-	Produits exceptionnels	1 691	51	10 515
	13	+	Charges exceptionnelles	30 598	- 94	110
IX			RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 28 907	145	10 404
	15	-	Impôts sur les résultats	-286 633	23 118	22 956
	15	-	Participation des salariés			
X		=	RESULTAT NET	623 692	345 883	217 495

VI.4.2 Soldes intermédiaires de gestion de l'exercice clôturant au 30/09/2008

I- TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)				Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
I		=	VENTES DE MARCHANDISES + PRODUCTION	3 199 491	1 890 195	962 098
	1		Ventes de marchandises)			
	2		Coût d'achat des marchandises vendues			
I		=	MARGE COMMERCIALE			
	3		Production vendue	3 199 491	1 890 195	962 098
	4		Production stockée ou déstockage			
	5		Production immobilisée			
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE	3 199 491	1 890 195	962 098
	6		Matières premières, approvisionnements consommés			
	7		Sous traitance directe	1 201 854	516 171	284 483
IV		=	MARGE BRUTE DE PRODUCTION	1 997 637	1 374 024	677 615
IV		=	MARGE BRUTE GLOBALE	1 997 637	1 374 024	677 615
	7		Autres achats + charges externes	204 583	153 847	99 009
IV		=	VALEUR AJOUTEE	1 793 054	1 220 177	578 605
	8	+	Subventions d'exploitation	2 029	9 685	10 230
V	9	-	Impôts, taxes et versements assimilés	27 887	18 194	14 370
V	9	-	Salaires personnel	969 265	682 245	342 717
	10	-	Charges sociales personnel	412 111	298 465	141 519
			EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	385 821	230 959	90 230
	11	+	Autres produits de gestion courante			
	12	-	Autres charges de gestion courante			
	13	+	Reprises amortissements provisions, transfert de charges	167	6 178	2 503
	14	-	Dotations aux amortissements	10 749	5 741	5 852
	14	-	Dotations aux provisions			
VI			RESULTAT D'EXPLOITATION	375 238	231 396	86 880
	11	+	Quotes parts de résultat sur opérations en commun			
	12	-	Produits financiers	4 586	2 417	1 754
	13	+	Charges financières	10 966	3 767	4 129
VIII		=	RESULTAT COURANT	368 857	230 047	84 505
	12	-	Produits exceptionnels	51	10 515	1 392
	13	+	Charges exceptionnelles	- 94	110	788
IX			RESULTAT EXCEPTIONNEL	145	10 404	604
	15	-	Impôts sur les résultats	23 118	22 956	23 281
	15	-	Participation des salariés			
X		=	RESULTAT NET	345 883	217 495	61 829

VI.4.3 Soldes intermédiaires de gestion de l'exercice clôturant au 30/09/2007

I- TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)				Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
I		=	VENTES DE MARCHANDISES + PRODUCTION	1 890 195	962 098	862 239
	1		Ventes de marchandises)			
	2		Coût d'achat des marchandises vendues			
I		=	MARGE COMMERCIALE			
	3		Production vendue	1 890 195	962 098	862 239
	4		Production stockée ou déstockage			
	5		Production immobilisée			
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE	1 890 195	962 098	862 239
	6		Matières premières, approvisionnements consommés			
	7		Sous traitance directe	516 171	284 483	319 138
IV		=	MARGE BRUTE DE PRODUCTION	1 374 024	677 615	543 101
IV		=	MARGE BRUTE GLOBALE	1 374 024	677 615	543 101
	7		Autres achats + charges externes	153 847	99 009	87 380
IV		=	VALEUR AJOUTEE	1 220 177	578 605	455 722
	8	+	Subventions d'exploitation	9 685	10 230	16 629
V	9	-	Impôts, taxes et versements assimilés	18 194	14 370	3 310
V	9	-	Salaires personnel	682 245	342 717	271 024
	10	-	Charges sociales personnel	298 465	141 519	110 222
			EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	230 959	90 230	87 795
	11	+	Autres produits de gestion courante			
	12	-	Autres charges de gestion courante			
	13	+	Reprises amortissements provisions, transfert de charges	6 178	2 503	
	14	-	Dotations aux amortissements	5 741	5 852	4 068
	14	-	Dotations aux provisions			
VI			RESULTAT D'EXPLOITATION	231 396	86 880	83 727
	11	+	Quotes parts de résultat sur opérations en commun			
	12	-	Produits financiers	2 417	1 754	4 150
	13	+	Charges financières	3 767	4 129	
VIII		=	RESULTAT COURANT	230 047	84 505	87 877
	12	-	Produits exceptionnels	10 515	1 392	
	13	+	Charges exceptionnelles	110	788	12
IX			RESULTAT EXCEPTIONNEL	10 404	604	- 12
	15	-	Impôts sur les résultats	22 956	23 281	22 631
	15	-	Participation des salariés			
X		=	RESULTAT NET	217 495	61 829	65 234

VI.5. Etats des informations complémentaires

VI.5.1 Tableau des immobilisations

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS								
Exercice du 01/10/2008 au 31/12/2009								
TABLEAU DES IMMOBILISATIONS								
En Euros								
IMMOILISATIONS		VALEUR BRUTE DEBUT D'EXERCI CE	AUGMENTATION		DIMINUTION		VALEUR BRUTE FIN D'EXERCI CE	VALEUR D'ORIGIN E FIN D'EXERC ICE
			Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence	Acquisit ions, création s, apports et viremen ts de poste à poste	Par virement de poste à poste	par cessions à des tiers ou mises hors service résultant d'une mise en équivalence		
INCORPORELL ES	Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 000		345 960		5 000	345 960	345 960
COPORELLES	Terrains							
	Sur sol propre							
	Constru ctions							
	Sur sol d'autrui							
	Inst. Gales, agents et am. Des constructions	7 380		7 054			14 434	14 434
	Installations techniques, matériel et outillage							
	Installations générales, agencements aménagements divers							
	Autres immobil isations							
	corporel les	34 208		35 793		12 212	57 789	34 208
	Matériel de transport							
	Matériel de bureau et mobilier informatique							
	Emballages récupérables et divers							
	Immobilisations en cours							
	Avances et acomptes							
	Total	41 588		42 847		12 212	72 223	41 588
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence							
	Autres participations		1 183 352				1 183 352	1 183 352
	Autres titres immobilisés							
	Prêts et autres immobilisations financières	4 207		3 763			7 970	7 970
	Total	4 207	1 183 352	3 763			1 191 322	1 191 322
Total		50 795	1 183 352	392 570		17 213	1 609 504	1 609 504

VI.5.2 Tableau des amortissements

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS				
Exercice du 01/10/2008 au 31/12/2009				
TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
En Euros				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement Total I		11 651		11 651
Autres postes d'immobilisations incorporelles Total II	5 000		5 000	
Terrains				
Constructions Sur sol propre				
Inst. Gales, agencés et am. Des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations Installations générales, agencements aménagements divers	517	1 500		2 017
corporelles Matériel de transport				
Matériel de bureau et mobilier informatique	24 723	12 531	9 932	27 332
Emballages récupérables et divers				
Total III	25 240	14 031	9 932	29 339
Total général	30 240	25 682	14 932	40 990

VI.5.3 Tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS							
Exercice du 01/10/2008 au 31/12/2009							
TABLEAU DES AMORTISSEMENTS							
En Euros							
Nature et date d'acquisition des éléments cédés	Valeur d'origine	Valeur nette réévaluée	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt	Autres amortissements	Valeur résiduelle	Prix de vente	Montant global de la plus-value ou de la moins-value
BOULANGER ECRAN P	3 210		2 428				- 782
DVD SAMSUNG-BOULA	1 128		1 128				
CANON EOS 300 D N	2 002		2 002				
PORTABLE SONY VAI	1 818		1 818				
MICRO PORTABLE TM	1 145		1 145				
Unité Centrale AT	1 750		1 750				
CAMESCOPE DCR-PC1	1 160		1 160				
Site Internet ACP	5 000		5 000				
TOTAL							

VI.5.4 Tableau des provisions des trois derniers exercices

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS					
Exercice du 01/10/2008 au 31/12/2009					
TABLEAU DES PROVISIONS					
En Euros					
Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Di munitions : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				
	Provisions pour hausse des prix (1)*				
	Dont majorations exceptionnellement 30 %				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *				
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)				
	Autres provisions réglementées (1)				
Total I					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Provisions pour garanties données aux clients				
	Provisions pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Provisions pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Provisions pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
Total II					
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisation				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobilisations financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients		1 320		
	Autres provisions pour dépréciation				
Total III			1 320		
Total général I+II+III			1 320		
dont dotations et reprises			1 320		
- exceptionnelles					

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS
Exercice du 01/10/2007 au 30/09/2008

TABLEAU DES PROVISIONS

En Euros

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Di munitions : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				
	Provisions pour hausse des prix (1)*				
	Dont majorations exceptionnellement 30 %				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *				
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinques H du CGI)				
	Autres provisions réglementées (1)				
	Total I				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Provisions pour garanties données aux clients				
	Provisions pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Provisions pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Provisions pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
	Total II				
Provisions pour dépréciation	- incorporelles				
	- corporelles				
	Sur immobilisation				
	- titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobilisations financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
	Total III				
Total général I+II+III					
dont dotations et reprises					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS
Exercice du 01/10/2006 au 30/09/2007

TABLEAU DES PROVISIONS

En Euros

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Di munitions : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				
	Provisions pour hausse des prix (1)*				
	Dont majorations exceptionnellement 30 %				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *				
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinques H du CGI)				
	Autres provisions réglementées (1)				
	Total I				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Provisions pour garanties données aux clients				
	Provisions pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Provisions pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Provisions pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
	Total II				
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisation				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobilisations financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
	Total III				
Total général I+II+III					
dont dotations et reprises					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

VI.5.5 Tableau des créances des trois derniers exercices

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS				
Exercice du 01/10/2008 au 31/12/2009				
ETAT DES CREANCES				
En Euros				
ETAT DES CREANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	1 852	1 852	
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	7 970	7 970	
De l'actif circulant	Clients douteux ou litigieux	1 579	1 579	
	Autres créances clients	866 744	866 744	
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	365 338	37 528	
	Taxes sur la valeur ajoutée	51 975	74 835	
	Etat et autres collectivités publiques			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	21 711	21 711	
Charges constatées d'avance		1 135	1 135	
Totaux		1 318 303	1 318 303	

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS				
Exercice du 01/10/2007 au 30/09/2008				
ETAT DES CREANCES				
En Euros				
ETAT DES CREANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	4 207	4 207	
De l'actif circulant	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	1 088 380	1 088 380	
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	37 528	37 528	
	Taxes sur la valeur ajoutée	74 835	74 835	
	Etat et autres collectivités publiques			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	3 839	3 839	
Charges constatées d'avance				
Totaux		1 208 789	1 208 789	

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS Exercice du 01/10/2006 au 30/09/2007				
ETAT DES CREANCES En Euros				
ETAT DES CREANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	3 057	3 057	
De l'actif circulant	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	434 978	434 978	
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	37 528	37 528	
	Taxes sur la valeur ajoutée	11 952	11 952	
	Etat et autres collectivités publiques			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			
Charges constatées d'avance				
Totaux		487 515	487 515	

VI.5.6 Tableau des dettes des trois derniers exercices

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS Exercice du 01/10/2008 au 31/12/2009				
ETAT DES DETTES En Euros				
ETAT DES DETTES	Montant BRUT	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
à 1 an maximum à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	381 423	381 423		
Personnel et comptes rattachés	61 311	61 311		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	191 121	191 121		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	242 765	242 765		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	28 862	28 862		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	3 426	3 426		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	25 665	25 665		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	33 864	33 864		
Totaux	968 436	968 436		

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS
Exercice du 01/10/2007 au 30/09/2008

ETAT DES DETTES

En Euros

ETAT DES DETTES	Montant BRUT	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	540 293	540 293		
Personnel et comptes rattachés	42 753	42 753		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	100 965	100 965		
Impôts sur les bénéfices				
Etat et autres collectivités publiques	336 011	336 011		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	6 508	6 508		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	159 189	159 189		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	10 100	10 100		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
Totaux	1 195 818	1 195 818		

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS
Exercice du 01/10/2006 au 30/09/2007

ETAT DES DETTES

En Euros

ETAT DES DETTES	Montant BRUT	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	67 358	67 358		
Personnel et comptes rattachés	21 520	21 520		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	85 951	85 951		
Impôts sur les bénéfices				
Etat et autres collectivités publiques	187 248	187 248		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 166	5 166		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	125 102	125 102		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	7 857	7 857		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
Totaux	500 201	500 201		

VI.5.7 Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours des trois derniers exercices

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS		
Exercice du 01/10/2008 au 31/12/2009		
Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		
En Euros		
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	345 883
	Prélèvements sur les réserves	
	Total I	263 573
Affectations	Affectations aux réserves	
	Réserve légale	
	Autres réserves	302 937
	Dividendes	303 678
	Autres répartitions	2 841
	Report à nouveau	
	Total II	609 456

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS		
Exercice du 01/10/2007 au 30/09/2008		
Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		
En Euros		
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	217 495
	Prélèvements sur les réserves	
	Total I	217 495
Affectations	Affectations aux réserves	
	Réserve légale	
	Autres réserves	67 495
	Dividendes	150 000
	Autres répartitions	
	Report à nouveau	
	Total II	217 495

Sté ARCHITECT & CONSULTING PARTNERS		
Exercice du 01/10/2006 au 30/09/2007		
Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		
En Euros		
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	61 829
	Prélèvements sur les réserves	
	Total I	61 829
Affectations	Affectations aux réserves	
	Réserve légale	
	Autres réserves	11 829
	Dividendes	
	Autres répartitions	50 000
	Report à nouveau	
	Total II	61 829

VII.Principes et méthodes comptables – Comptes Qualife

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

	Durée de vie
▪ Matériel de bureau et informatique	5 ans
▪ Concessions, Brevets, Licences	1 an

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

VIII. Etats de synthèse de Qualife sur les trois derniers exercices

VIII.1. Bilans des trois derniers exercices

VIII.1.1 Bilan de l'exercice 2009

ACTIF	31/12/2009			31/12/2008
	Brut	Amort et prov.s	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (A)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 845	3 845		0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (B)				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	3 075	1 797	1 278	1 198
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (C)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I (A+B+C)	6 920	5 642	1 278	1 198
STOCKS (D)				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes et versés sur commandes				
CREANCES (E)				
Clients et comptes rattachés	356 409		356 409	450 036
Autres créances	54 256		54 256	928
Capital souscrit appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (F)	131 504		131 504	115 842
DISPONIBILITES (G)	52 008		52 008	132 542
CHARGES A CONSTATEES D'AVANCE (H)				
TOTAL II (D+E+F+G)	594 177		594 177	699 347
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL III				
TOTAL GENERAL I+II+III	601 097	5 642	595 455	700 545

PASSIF	31/12/2009	31/12/2008
En Dirhams		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel	7 500	7 500
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	750	750
Réserves statutaires et contractuelles		
Réserve réglementée		
Autres réserves	269 993	184 101
Report à nouveau		
Résultat net de l'exercice	52 455	151 325
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	330 698	343 675
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
AUTRES FONDS PROPRES (C)		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL I (A+B+C+D)		
DETES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès d'établissements de crédit		
Concours bancaires courants		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 763	120 745
Dettes fiscales et sociales	195 346	236 125
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 648	
Produits constatés d'avance		
TOTAL II	264 757	356 870
Ecart de conversion passif (III)		
TOTAL I+II+III	595 455	700 545

VIII.1.2 Bilan de l'exercice 2008

ACTIF	31/12/2008			31/12/2007
	Brut	Amort et prov.s	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (A)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 845	3 845	0	1 171
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (B)				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	1 981	783	1 198	1 242
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (C)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachés à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				30
TOTAL I (A+B+C)	5 826	4 628	1 198	2 443
STOCKS (D)				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes et versés sur commandes				
CREANCES (E)				
Clients et comptes rattachés	450 036		450 036	226 518
Autres créances	928		928	310
Capital souscrit appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (F)	115 842		115 842	148 160
DISPONIBILITES (G)	132 542		132 542	81 188
CHARGES A CONSTATEES D'AVANCE (H)				
TOTAL II (D+E+F+G)	699 347		699 347	456 176
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL III				
TOTAL GENERAL I+II+III	705 173	4 628	700 545	458 620

PASSIF	31/12/2008	31/12/2007
En Dirhams		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel	7 500	7 500
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	750	750
Réserves statutaires et contractuelles		
Réserve réglementée		
Autres réserves	184 101	136 936
Report à nouveau		
Résultat net de l'exercice	151 325	77 164
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	343 675	222 351
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
AUTRES FONDS PROPRES (C)		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL I (A+B+C+D)		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès d'établissements de crédit		
Concours bancaires courants		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	120 745	74 828
Dettes fiscales et sociales	236 125	160 567
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		875
Produits constatés d'avance		
TOTAL II	356 870	236 269
Ecart de conversion passif (III)		
TOTAL I+II+III	700 545	458 620

VIII.1.3 Bilan de l'exercice 2007

ACTIF	31/12/2007			31/12/2006
	Brut	Amort et prov.s	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (A)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 845	2 674	1 171	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (B)				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	1 480	238	1 242	
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (C)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachés à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	30		30	30
TOTAL I (A+B+C)	5 355	2 912	2 443	30
STOCKS (D)				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes et versés sur commandes				
CREANCES (E)				
Clients et comptes rattachés	226 518		226 518	138 506
Autres créances	310		310	4 743
Capital souscrit appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (F)	148 160		148 160	114 651
DISPONIBILITES (G)	81 188		81 188	42 450
CHARGES A CONSTATEES D'AVANCE (H)				
TOTAL II (D+E+F+G)	456 176		456 176	299 750
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL III				
TOTAL GENERAL I+II+III	461 532	2 912	458 620	299 780

PASSIF	31/12/2007	31/12/2006
En Dirhams		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel	7 500	7 500
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	750	750
Réserves statutaires et contractuelles		
Réserve réglementée		
Autres réserves	136 936	88 653
Report à nouveau		
Résultat net de l'exercice	77 164	58 283
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	222 351	155 186
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
AUTRES FONDS PROPRES (C)		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL I (A+B+C+D)		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès d'établissements de crédit		5 431
Concours bancaires courants		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	74 828	64 181
Dettes fiscales et sociales	160 567	74 098
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	875	883
Produits constatés d'avance		
TOTAL II	236 269	144 593
Ecart de conversion passif (III)		
TOTAL I+II+III	458 620	299 780

VIII.2. Comptes de produits et charges des trois derniers exercices

VIII.2.1 Comptes de produits et charges de l'exercice 2009

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises				
	Production vendue de biens				
	Production vendue de services	1 516 181	0	1 516 181	1 722 358
	Chiffre d'affaires net	1 516 181	0	1 516 181	1 722 358
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subvention d'exploitation				
	Reprises sur dépréciation, provisions, transferts de charges			769	1 083
	Autres produits			1	131
	TOTAL I			1 516 951	1 723 501
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats de marchandises				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres				
	Variation de stock (matières premières et autres)				
	Autres achats et charges externes			593 959	755 909
	Impôts, taxes et versements assimilés			18 213	13 249
	Salaires et traitements			587 686	535 406
	Charges sociales			252 669	215 252
	Dotations aux amortissements et dépréciations			1 014	1 716
	Dotations aux provisions				
	Autres charges				3
	TOTAL II			1 453 541	1 521 536
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II)			63 411	201 966
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			719	11 565
	Reprises sur dépréciation et provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL IV			719	11 565
V	CHARGES FINANCIERES				
	Dotations aux amortissements, dépréciation et provisions				
	Intérêts et charges assimilés				
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL V				
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			719	11 565
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			64 130	213 531
VIII	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
	Produits exceptionnels sur opération de capital			7 176	3 030
	Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
	TOTAL VIII			7 176	3 030
IX	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
	Charges exceptionnelles sur opération de capital			3 271	
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
	TOTAL IX			3 271	
X	RESULTAT EXCEPTIONNEL (VIII - IX)			3 905	3 030
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			15 580	65 236
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 524 847	1 738 096

XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 472 392	1 586 772
XVI	BENEFICE OU PERTE (XIV – XV)			52 455	151 325

VIII.2.2 Comptes de produits et charges de l'exercice 2008

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises				
	Production vendue de biens				
	Production vendue de services	1 692 405	25 953	1 722 358	1 077 900
	Chiffre d'affaires net	1 692 405	25 953	1 722 358	1 077 900
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subvention d'exploitation				
	Reprises sur dépréciation, provisions, transferts de charges			1 083	1 634
	Autres produits			131	0
	TOTAL I			1 723 501	1 079 564
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats de marchandises				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres				
	Variation de stock (matières premières et autres)				
	Autres achats et charges externes			755 909	456 813
	Impôts, taxes et versements assimilés			13 249	9 479
	Salaires et traitements			535 406	362 006
	Charges sociales			215 252	150 944
	Dotations aux amortissements et dépréciations			1 716	472
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			3	37
	TOTAL II			1 521 536	979 753
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II)			201 966	99 811
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			11 565	5 042
	Reprises sur dépréciation et provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL IV			11 565	5 042
V	CHARGES FINANCIERES				
	Dotations aux amortissements, dépréciation et provisions				
	Intérêts et charges assimilés				
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL V				
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			11 565	5 042
VII	RESULTAT COURANT			213 531	105 853
VIII	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
	Produits exceptionnels sur opération de capital			3 030	604
	Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
	TOTAL VIII			3 030	604
IX	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
	Charges exceptionnelles sur opération de capital				
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
	TOTAL IX				
X	RESULTAT EXCEPTIONNEL (VIII - IX)			3 030	604
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			65 236	28 293
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 738 096	1 085 210
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 586 772	1 088 046
XVI	BENEFICE OU PERTE (XIV - XV)			151 325	77 164

VIII.2.3 Comptes de produits et charges de l'exercice 2007

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises				
	Production vendue de biens				
	Production vendue de services	992 119	85 781	1 077 900	669 525
	Chiffre d'affaires net	992 119	85 781	1 077 900	669 525
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subvention d'exploitation				
	Reprises sur dépréciation, provisions, transferts de charges			1 634	348
	Autres produits			0	31
	TOTAL I			1 079 564	669 903
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats de marchandises				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres				
	Variation de stock (matières premières et autres)				
	Autres achats et charges externes			456 813	385 649
	Impôts, taxes et versements assimilés			9 479	3 411
	Salaires et traitements			362 006	145 973
	Charges sociales			150 944	61 260
	Dotations aux amortissements et dépréciations			472	59
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			37	1
	TOTAL II			979 753	596 353
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II)			99 811	73 550
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			5 042	2 790
	Reprises sur dépréciation et provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL IV			5 042	2 790
V	CHARGES FINANCIERES				
	Dotations aux amortissements, dépréciation et provisions				
	Intérêts et charges assimilés				
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	TOTAL V				
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			5 042	2 790
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			105 853	76 340
VIII	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
	Produits exceptionnels sur opération de capital			604	
	Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
	TOTAL VIII			604	
IX	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
	Charges exceptionnelles sur opération de capital				
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
	TOTAL IX				
X	RESULTAT EXCEPTIONNEL (VIII - IX)			604	
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			28 293	18 057
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 085 210	672 693
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 008 046	614 410
XVI	BENEFICE OU PERTE (XIV - XV)			77 164	58 283

VIII.3. Etats des informations complémentaires

VIII.3.1 Tableau des immobilisations

SARL QUALIFE								
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009								
TABLEAU DES IMMOBILISATIONS								
En Euros								
IMMOILISATIONS		VALEUR BRUTE DEBUT D'EXERCICE	AUGMENTATION		DIMINUTION		VALEUR BRUTE FIN D'EXERCICE	VALEUR D'ORIGINE FIN D'EXERCICE
			Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste	Par virement de poste à poste	par cessions à des tiers ou mises hors service résultant d'une mise en équivalence		
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 845					3 845	
COPORELLES	Terrains							
	Constructions							
	Installations techniques, matériel et outillage							
	Autres immobilisations corporelles 1 480	1 981		1 094			3 075	
	Immobilisations en cours							
	Avances et acomptes							
	Total	1 981		1 094			3 075	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence							
	Autres participations							
	Autres titres immobilisés							
	Prêts et autres immobilisations financières							
	Total							
Total		5 826		1 094			6 920	

VIII.3.2 Tableau des amortissements

SARL QUALIFE Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009				
TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
En Euros				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles Total II	3 845			3 845
Terrains				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Constructions				
Inst. Gales, agencts et am. Des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Installations générales, agencements aménagements divers				
Autres immobilisations	783	1 014		1 797
Matériel de transport				
Matériel de bureau et mobilier informatique				
corporelles				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations en cours				
Total III	783	1 014		1 797
Total général	4 628	1 014		5 642

VIII.3.3 Tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations

SARL QUALIFE Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009							
TABLEAU DES AMORTISSEMENTS							
En Euros							
Nature et date d'acquisition des éléments cédés	Valeur d'origine	Valeur nette réévaluée	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt	Autres amortissements	Valeur résiduelle	Prix de vente	Montant global de la plus-value ou de la moins-value
			NEANT				
TOTAL							

VIII.3.4 Tableau des provisions des trois derniers exercices

SARL QUALIFE					
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009					
TABLEAU DES PROVISIONS					
En Euros					
	Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Di munitions : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				
	Provisions pour hausse des prix (1)*				
	Dont majorations exceptionnellement 30 %				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *		NEANT		
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *				
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)				
	Autres provisions réglementées (1)				
	Total I				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Provisions pour garanties données aux clients				
	Provisions pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change		NEANT		
	Provisions pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Provisions pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
	Total II				
Provisions pour dépréciation	- incorporelles				
	- corporelles				
	Sur immobilisation				
	- titres mis en équivalence				
	- titres de participation		NEANT		
	- autres immobilisations financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
	Total III				
	Total général I+II+III				
	- d'exploitation				
	dont dotations et reprises				
	- financières				
	- exceptionnelles				

SARL QUALIFE Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008					
TABLEAU DES PROVISIONS En Euros					
Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Di munitions : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				
	Provisions pour hausse des prix (1)*				
	Dont majorations exceptionnellement 30 %				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *				
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinques H du CGI)				
	Autres provisions réglementées (1)				
Total I					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Provisions pour garanties données aux clients				
	Provisions pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Provisions pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Provisions pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
Total II					
Provisions pour dépréciation	- incorporelles				
	- corporelles				
	Sur immobilisation				
	- titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobilisations financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
Total III					
Total général I+II+III					
dont dotations et reprises					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

SARL QUALIFE					
Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007					
TABLEAU DES PROVISIONS					
En Euros					
Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Di munitions : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				
	Provisions pour hausse des prix (1)*				
	Dont majorations exceptionnellement 30 %				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *				
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *				
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinqui H du CGI)				
	Autres provisions réglementées (1)				
Total I					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Provisions pour garanties données aux clients				
	Provisions pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Provisions pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Provisions pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
Total II					
Provisions pour dépréciation	- incorporelles				
	- corporelles				
	Sur immobilisation				
	- titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobilisations financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
Total III					
Total général I+II+III					
dont dotations et reprises					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

VIII.3.5 Tableau des créances des trois derniers exercices

SARL QUALIFE				
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009				
ETAT DES CREANCES				
En Euros				
ETAT DES CREANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	356 409	356 409	
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	50 556	50 556	
	Etat et autres collectivités publiques	3 700	3 700	
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			
Charges constatées d'avance				
Totaux		410 665	410 665	

SARL QUALIFE				
Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008				
ETAT DES CREANCES				
En Euros				
ETAT DES CREANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	450 036	450 036	
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	377	377	
	Etat et autres collectivités publiques			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	550	550	
Charges constatées d'avance				
Totaux		450 963	450 963	

SARL QUALIFE Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007				
ETAT DES CREANCES En Euros				
ETAT DES CREANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	30	30	
De l'actif circulant	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	226 518	226 518	
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	310	310	
	Etat et autres collectivités publiques			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			
Charges constatées d'avance				
Totaux		226 858	226 858	

VIII.3.6 Tableau des dettes des trois derniers exercices

SARL QUALIFE Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009				
ETAT DES DETTES En Euros				
ETAT DES DETTES	Montant BRUT	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
à 1 an maximum à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	63 763	63 763		
Personnel et comptes rattachés	32 949	32 949		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	67 090	67 090		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	85 244	85 244		
Etat et autres collectivités publiques				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	10 064	10 064		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	4 408	4 408		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	1 240	1 240		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
Totaux	264 757	264 757		

SARL QUALIFE				
Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008				
ETAT DES DETTES				
En Euros				
ETAT DES DETTES	Montant BRUT	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	120 745	120 745		
Personnel et comptes rattachés	23 487	23 487		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 001	65 001		
Impôts sur les bénéfices	36 040	36 040		
Etat et autres collectivités publiques	102 508	102 508		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	9 089	9 089		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
Totaux	356 870	356 870		

SARL QUALIFE				
Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007				
ETAT DES DETTES				
En Euros				
ETAT DES DETTES	Montant BRUT	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	74 828	74 828		
Personnel et comptes rattachés	15 810	15 810		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	75 813	75 813		
Impôts sur les bénéfices	9 334	9 334		
Etat et autres collectivités publiques	53 996	53 996		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 613	5 613		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	875	875		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
Totaux	236 269	236 269		

VIII.3.7 Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours des trois derniers exercices (C2)

SARL QUALIFE		
Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009		
Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		
En Euros		
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	151 325
	Prélèvements sur les réserves	
	Total I	151 325
Affectations	Affectations aux réserves	
	Réserve légale	
	Autres réserves	122 325
	Dividendes	29 000
	Autres répartitions	
	Report à nouveau	
	Total II	151 325

SARL QUALIFE		
Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008		
Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		
En Euros		
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	77 164
	Prélèvements sur les réserves	
	Total I	77 164
Affectations	Affectations aux réserves	
	Réserve légale	
	Autres réserves	47 164
	Dividendes	30 000
	Autres répartitions	
	Report à nouveau	
	Total II	77 164

SARL QUALIFE		
Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007		
Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		
En Euros		
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	58 283
	Prélèvements sur les réserves	
	Total I	58 283
Affectations	Affectations aux réserves	
	Réserve légale	
	Autres réserves	48 283
	Dividendes	10 000
	Autres répartitions	
	Report à nouveau	
	Total II	58 283

ANNEXE 2 : Rapport du commissaire aux apports

Aux Actionnaires de la
Société HPS S.A
Casablanca NearShore Park,
Shore 1, Secteur A,
1100 boulevard Al Qods,
Sidi Maârouf,
20270 Casablanca

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS DANS LE CADRE DE
L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOCIETE HPS PAR APPORT EN
NATURE DE TITRES DE CAPITAL DE LA SOCIETE ACPQUALIFE**

Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission de Commissariat aux Apports qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration en date du 27 mai 2010 dans le cadre de l'opération d'augmentation du capital d'HPS SA par apport en nature de 60% des actions du capital et des droits de vote de la société ACPQualife SAS, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur l'apport à effectuer à votre société. Cette mission, régie par les articles 24 et 25 de la loi n°17-95 telle que complétée et modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, nous impose de décrire dans notre rapport les éléments apportés, d'en indiquer le mode d'évaluation et de nous assurer que la valeur des apports correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre.

Ce rapport s'articule comme suit :

1. Description de l'opération ;
2. Description et évaluation de l'apport ;
3. Diligences effectuées et appréciation de la valeur de l'apport ;
4. Conclusion.

1. DESCRIPTION DE L'OPERATION

La présente opération d'augmentation de capital de la société HPS SA (société anonyme de droit marocain au capital social de 65 millions de dirhams ayant son siège social à Casablanca NearShore Park, 1100 boulevard Al Qods 20270 Casablanca, Sidi Maârouf, immatriculée au registre de commerce sous le numéro 77409) ouverte exclusivement aux actionnaires de la société ACPQualife SAS (société par actions simplifiée de droit français, au capital social de 326 040 Euros, ayant son siège social au 4, rue Mahatma Gandhi, Espace Beauvalle, Bat B, 13090 Aix en Provence, France, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Aix en Provence sous le numéro 442642625) s'inscrit dans le cadre d'un rapprochement avec ACPQualife SAS sous forme d'une acquisition par HPS SA de l'intégralité du capital social d'ACPQualife SAS.

Cette acquisition fait partie intégrante de la stratégie de développement adoptée par HPS SA et par ACPQualife SAS en vue de consolider leur positionnement sur leurs marchés respectifs et de pérenniser leur développement.

Les modalités juridiques et financières de l'acquisition par HPS SA de 100% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife SAS se présentent comme suit :

- 40% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife SAS seront acquis en numéraire par HPS SA auprès des actionnaires de ACPQualife SAS ;
- 60% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife SAS seront apportés en nature à HPS SA par les actionnaires d'ACPQualife SAS, en contrepartie de l'attribution d'actions HPS SA, et ce dans le cadre d'une augmentation de capital par apport en nature réservée exclusivement aux actionnaires d'ACPQualife SAS et objet de notre présent rapport.

A l'issue des deux opérations décrites ci-dessus et sous réserve de la levée des conditions suspensives telles que détaillées dans les contrats d'apport et de cession d'actions en date du 30 avril 2010, HPS SA détiendra la totalité du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife SAS, tandis que les anciens actionnaires d'ACPQualife SAS détiendront 7,6% du capital social et des droits de vote de HPS SA.

TERMES DE L'APPORT

Ces termes sont définis par le traité d'apport en nature signé entre HPS SA et ACPQualife SAS en date du 30 avril 2010.

Apport

L'apport en nature sera constitué de 1 778 actions représentant 60% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife SAS. La valeur de l'apport a été arrêtée à 36 983 310 dirhams dans le contrat d'apport en nature en date du 30 avril 2010.

Rémunération

En rémunération de l'apport en nature de titres de capital de la société ACPQualife SAS représentant 60% de son capital et de ses droits de vote, seront émises, suite à une augmentation de capital, 53 599 actions nouvelles de la société HPS SA attribuées exclusivement aux actionnaires d'ACPQualife SAS. Les nouvelles actions auront une valeur nominale de 100 dirhams chacune assortie d'une prime d'émission de 590 dirhams par action, soit une augmentation de capital de la société HPS SA de 5 359 900 dirhams assortie d'une prime d'émission globale de 31 623 410 dirhams.

Il est prévu que les actions HPS SA qui seront remises en rémunération de l'apport seront inaliénables pendant une durée de trois ans à partir de la date de signature du pacte d'actionnaires, signature à venir qui constitue une condition suspensive de la réalisation définitive de l'apport selon le traité d'apport en date du 30 avril 2010.

Jouissance

Il est à préciser que la société HPS SA aura la propriété des actions transférées après la ratification définitive de l'apport par son Assemblée Générale Extraordinaire et la levée de l'intégralité des conditions suspensives de l'opération. Les actions seront apportées avec jouissance en date du 1^{er} janvier de l'exercice au cours duquel l'opération d'apport en nature aura été réalisée.

2. DESCRIPTION ET EVALUATION DES APPORTS

2.1 Description des apports

L'apport en nature est constitué de 1 778 actions représentant 60% du capital social et des droits de vote de la société ACPQualife SAS.

A la date de l'apport, il est à signaler que la société ACPQualife SAS contrôle 100% du capital et des droits de vote de la société Qualife Sarl.

2.2 Méthodes retenues pour l'évaluation de l'apport en nature

Les 1.778 actions apportées à la société HPS SA, qui représentent 60% du capital et des droits de vote de la société ACPQualife SAS, ont été évaluées à trente six millions neuf cent quatre vingt trois mille trois cent dix dirhams (36 983 310 dirhams), soit une valeur unitaire d'environ vingt mille huit cents dirhams (20 800 dirhams) par action ACPQualife SAS.

Cette valeur unitaire correspond à une valorisation globale de 100% du capital et des droits de vote de la société ACPQualife SAS à 61,5 millions de dirhams (soit environ 5,5 millions d'euros au cours de 11,18 dirhams pour un euro).

Le rapport d'évaluation de la société ACPQualife SAS (en ce compris sa participation de 100% au capital et aux droits de vote de la société Qualife SARL, ci-après « Groupe ACPQualife ») par Attijari Finances Corp SA conclut à une valorisation de ce Groupe dans une fourchette se situant entre 5 et 5,5 millions d'euros (M€).

Cette fourchette d'évaluation correspond à la moyenne arithmétique des valeurs obtenues selon les deux méthodes d'évaluation présentées ci-après :

(a) Evaluation selon la méthode DCF (Discounted Cash flow) mise en œuvre sur la base des hypothèses du management du Groupe HPS, laquelle fait ressortir une valorisation de 100% du Groupe ACPQualife à environ M€ 6,3,

(b) Evaluation selon la méthode des comparables boursiers¹ soit une valorisation de 100% du Groupe ACPQualife à environ M€ 3,8, correspondant à la moyenne des deux approches suivantes :

- i. Méthodes des comparables boursiers en utilisant les multiples de HPS SA : M€ 4,2
- ii. Méthodes des comparables boursiers en utilisant la moyenne de multiples constatés sur le marché français : M€ 3,3.

Par prudence, la valorisation selon la méthode DCF en se basant sur les hypothèses du management du groupe ACPQualife (soit M€ 7,6) n'a pas été prise en compte par l'évaluateur pour déterminer la fourchette d'évaluation du groupe.

3. DILIGENCES EFFECTUEES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

Notre mission telle que précisée par l'article 25 de la loi n° 17-95 consiste à :

- Décrire chacun des apports effectués ;
- Indiquer quel mode d'évaluation a été adopté ;
- Dire pourquoi il a été retenu ; et
- Affirmer que la valeur des apports correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre.

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires conformément aux dispositions légales et aux normes de la profession.

Dans ce cadre, il a été mis à notre disposition :

- Le traité d'apport en nature signé entre HPS SA et ACPQualife SAS en date du 30 avril 2010.

¹ Il s'agit d'une méthode de valorisation qui se base sur les comparatifs sectoriels. La valorisation du Groupe ACPQualife selon cette méthode a consisté à estimer la valorisation moyenne de ce groupe en utilisant une approche par le PER et une approche par l'EV/Ebitda. Le ratio PER est le rapport entre le cours de bourse de l'action et le bénéfice net par action. Le ratio EV/Ebitda est la capitalisation plus les dettes, rapportée à l'Ebitda.

- La convention de cession d'actions représentant 40% du capital et des droits de vote de la société ACPQualife SAS conclue en date du 30 avril 2010.
- Le procès verbal du Conseil d'Administration en date du 27 mai 2010 ayant autorisé les opérations d'acquisition en numéraire de 40% du capital et des droits de vote d'ACPQualife SAS et l'opération d'augmentation de capital de HPS SA par apport en nature de 60% des titres de capital et des droits de vote d'ACPQualife SAS.
- Le rapport du commissaire aux comptes de la société ACPQualife SAS sur la base des comptes clos au 31 décembre 2009. Il en ressort une certification des comptes sans réserves.
- Les états financiers de la société ACPQualife SAS et de la société Qualife SARL arrêtés au 31 décembre 2009.
- Le rapport d'évaluation du Groupe ACPQualife SAS (en ce compris sa participation de 100% au capital social et aux droits de vote de la société Qualife Sarl) par Attijari Finances Corp SA en date du mois de mai 2010.

Notre rapport a été établi sur la base des informations contenues dans les documents sus mentionnés. Parmi les diligences effectuées, nous avons été amenés à nous assurer que les méthodes d'évaluation retenues par l'évaluateur sont pertinentes et que les modalités d'application de ces méthodes sont cohérentes. En particulier :

- nous avons vérifié la cohérence des multiples utilisés avec les données du marché et la cohérence des données financières de ACPQualife SAS et de sa filiale Qualife Sarl utilisées pour l'application de ces multiples avec les données financières historiques de chacune de ces deux sociétés ;
- vérifié par sondage certains des calculs relatifs à la détermination de ces données.

Il y a lieu de signaler que nous n'avons procédé, ni fait procéder à aucun audit des informations contenues dans les documents sus mentionnés et notamment des prévisions et projections de résultat qui se rapportent à des résultats futurs qui sont fondés sur des hypothèses qui, par nature, peuvent ne pas rester valides tout au long de la période de prévision et de projection considérée. De plus, l'évaluation de par sa nature ne peut être considérée comme une science exacte, les conclusions issues des travaux sont inévitablement subjectives et dépendent de l'appréciation et du jugement de l'évaluateur. En conséquence, nous ne saurions être tenus responsables des conséquences de toute erreur ou omission incluse dans les documents mis à notre disposition, dont le rapport d'évaluation établi par l'évaluateur.

Valeur d'apport des titres ACPQualife SAS

La valorisation de la société ACPQualife SAS a été fixée d'un commun accord entre HPS SA et les actionnaires d'ACPQualife SAS en se basant sur plusieurs méthodes de valorisation :

- la méthode des DCF (Discounted cash Flows),
- la méthode des comparables boursiers nationaux et français.

Les approches retenues ont conduit à une valeur d'acquisition d'ACPQualife SAS s'élevant à 5,5 millions d'euros (soit 61,7 millions de dirhams convertis au cours de 11,18 dirhams pour un euro), soit un prix par action de 1 861 euros (environ 20 800 dirhams).

A notre avis, les deux approches retenues pour déterminer la fourchette d'évaluation du Groupe ACPQualife sont pertinentes par rapport au contexte de cette transaction. Notamment :

- la méthode des DCF constitue une méthode usuelle pour la valorisation des sociétés innovantes et tient compte de leur potentiel de création de valeur ;
- la méthode des comparables boursiers permet de déterminer la rentabilité d'une entreprise indépendamment de ses choix financiers ;
- l'utilisation de la moyenne des résultats obtenus selon les deux méthodes pour déterminer la fourchette d'évaluation des titres apportés nous paraît pertinente compte tenu du contexte dans lequel opère le groupe ACPQualife ;
- la valeur unitaire des actions du groupe ACPQualife telle qu'elle résulte du contrat d'apport est également celle retenue pour l'acquisition en numéraire par HPS SA de 40% du capital et des droits de vote de la société ACPQualife SAS.

4. CONCLUSIONS

Sur la base de ce qui précède, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale retenue pour l'apport des actions ACPQualife SAS représentant 60% du capital social et des droits de vote, soit un montant total 36 983 310 dirhams.

Nous confirmons par ailleurs que la valeur de l'apport à effectuer par ACPQualife SAS correspond au moins à la valeur nominale des actions HPS SA à émettre.

Casablanca, le 1^{er} juin 2010

Le Commissaire aux apports

JPC Audit Sarl,
Membre du réseau international PricewaterhouseCoopers



Leïla Sijelmassi
Associée